

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°338

MAI 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : LE RETRAIT DU PKK A COMMENCÉ LE 8 MAI.**
- **SYRIE : GUERRE DES CHECK-POINT DANS LES RÉGIONS KURDES.**
- **IRAK : DÉBAT AUTOUR D'UN PRÉSIDENT « INTÉRIMAIRE ».**
- **AIX LA CHAPELLE : LE LYCÉE INTERNATIONAL DE DUHOK LAURÉAT DU PRIX DE LA PAIX.**
- **CINEMA : DEUX FILMS KURDES SORTENT EN FRANCE.**

TURQUIE : LE RETRAIT DU PKK A COMMENCÉ LE 8 MAI

Moins d'un mois après le début effectif du retrait du PKK de Turquie, un premier accrochage a été signalé le 3 juin dans des conditions invérifiables, car émanant d'un communiqué de l'armée : un poste-frontière aurait été attaqué par des combattants kurdes dans la province de Şirnak, et un soldat aurait été légèrement blessé.

Le PKK avait pourtant obtempéré plus vite, dans son début de retrait, que Murat Karayılan ne l'avait d'abord annoncé : le commandant militaire du PKK avait en effet, le 28 avril dernier, indiqué l'automne prochain comme date probable du retrait, alors qu'Öcalan émettait le vœu que tout cela soit terminé avant la fin de l'été. Comme toujours, c'est le « souhait » d'Imralı qui l'a emporté sur le calendrier de Qandil, et aux premiers jours de

mai, des drones turcs montraient les premières images (vite diffusées sur Youtube) de combattants kurdes s'apprêtant à se replier au Kurdistan d'Irak, en se rassemblant dans les vallées, afin d'être prêts à franchir la frontière, petits groupes par petits groupes.

Images confirmées par un député AKP, Galip Ensarioğlu, rappelant que le même type de retraite avait été fait en 1999, quand Öcalan avait appelé au premier cessez-le-feu et à la fin de la guerrilla. Mais en plus de certaines poches de résistance, par exemple les troupes de Hamili Yildirim dans le Dersim qui avaient refusé la « reddition », l'armée turque avait tué, alors, selon Galip Ensarioğlu, près de 500 combattants kurdes. Que ce chiffre soit gonflé ou non, il est certain que tous les cessez-le-feu du PKK ont été unilatéraux et

que, jusqu'ici, l'armée a toujours poursuivi ses opérations. L'interrogation de ce mois de mai était donc double : Le PKK accepterait-il unanimement de se plier aux exigences d'Ankara et d'Imralı, en se retirant sans combat, et les forces turques, cette fois, laisseraient-elles les troupes kurdes passer (désarmées ou non, ce point n'étant pas très clair, même si c'est une exigence d'Erdoğan) ?

Le 7 mai, le PKK confirmait que le retrait commencerait dès le lendemain et Selahattin Demirtaş, co-président du BDP, assurait que les manœuvres avaient déjà été entamées. Elles devraient se poursuivre sur quelques mois, le PKK en Turquie compterait environ 2000 combattants.

Les premiers retraits ont eu lieu sans que les craintes de Karayılan,

évoquant les « forces obscures », c'est-à-dire l'État profond, qui pourraient inciter aux incidents, et pousser ainsi les Kurdes à se défendre, ne s'avèrent fondées, en tout cas pour tout le mois de mai. Le Premier Ministre turc n'a cessé de répéter, pour sa part, que l'on « ne toucherait pas aux rebelles » d'une part, et que leur désarmement devait être la priorité du PKK.

Une semaine plus tard, un premier groupe (9 hommes et 6 femmes), venu de Van, était arrivé au Kurdistan d'Irak, et les images des combattants accueillis par leurs frères d'armes se répandaient dans les media et sur Internet, ce qui a permis au gouvernement irakien de protester contre cette violation « flagrante » de sa souveraineté avec autant d'efficacité que lorsqu'il protestait contre les opérations militaires turques à Qandil. Au passage, on pouvait constater que ces Kurdes avaient emmené leurs armes avec eux, au rebours des desiderata d'Erdoğan.

Le mauvais temps, neige, pluie et froid, n'a pas facilité la progression des premières unités, qui ont mis 7 jours à gagner la frontière. Les déclarations de ces combattants à la presse se sont fait l'écho, sans surprise, de la nouvelle ligne politique prônée par Öcalan, nouvelle ère, nouvelle paix, et que le PKK n'abandonnait pas le combat mais faisait confiance à son leader.

Un jour plus tard, le second groupe (15 personnes) arrivait à son tour, de la région du Botan (région de Cizîr/Cizre, près des frontières syriennes et irakiennes). Les pluies abondantes avaient, de même, rendu difficile leur progression et les commandants de cette unité mentionnaient une présence très active

des militaires et des gardiens de village, mais sans attaque.

Ce n'est pas pour autant que l'armée a observé une trêve totale. Si l'on en croit les communiqués de Firat News, l'agence de presse du PKK, des bombardements d'obus de mortiers ont eu lieu le 17 mai à Yüksekova (Hakkari), sans qu'il soit fait état de pertes, et les avions de reconnaissance turcs ne cessent de survoler la région. Le 24 mai, c'est dans le district de Lice (Diyarbakir) que trois villages ont été perquisitionnés par des troupes turques qui ont arrêté plusieurs personnes, sans que l'on en sache le motif.

Mais le retrait du PKK s'est poursuivi, à un rythme assez lent, puisque le 27 mai, on annonçait l'arrivée du 6ème groupe, composé de 16 combattants, dont 10 femmes. Même discours d'allégeance inconditionnelle à Öcalan, même accueil cérémonieux du QG à Qandil, la répétition de ces mises en scène ayant sûrement pour but d'affermir toutes les troupes (les nouvelles arrivantes comme celles basées à Qandil) dans la conviction que tout est pour le mieux et qu'il se s'agit pas d'une reddition mais d'une « nouvelle étape », et peut-être plus encore de montrer au public kurde, ceux qui regardent les chaînes TV du PKK, par exemple, que la guérilla reste fidèle à Öcalan et suit le leader dans sa nouvelle ligne.

Le sixième groupe a fait état des mêmes mauvaises conditions climatiques et de la forte surveillance de l'armée.

Si les groupes continuent de se retirer en nombre tournant autour de 10-15, c'est entre 130 et 140 unités qui devront arriver progressi-

vement ; et si tout continue d'aller aussi lentement, une période de 4 à 6 mois ne serait pas irréaliste avant que les 2000 combattants aient gagné Qandil, même en comptant que le temps s'améliore.

Or plus le délai est long, plus les risques de dérapages sur le terrain ou de retournements politiques augmentent. Car le maintien du cessez-le-feu tient essentiellement à la volonté d'Erdoğan de poursuivre le processus et à sa capacité à se faire obéir de l'armée (en plus des autres forces de sécurité dans la région).

Et justement, à la fin de mai, l'armée turque annonçait qu'un poste-frontière de la province de Şirnak (Şirnak) avait essuyé des tirs du PKK et que les Turcs avaient riposté avec un hélicoptère. Un soldat aurait été légèrement blessé.

Qui a, en ce moment, intérêt à voir échouer cette phase des négociations d'Imralı ? Certainement pas les Kurdes de la région qui, quelles que soient leur amertume et leur méfiance envers l'État turc, ne souhaitent pas que les combats reprennent et que leur existence redevienne à nouveau un enfer. Ce n'est probablement non plus une preuve de la « duplicité » d'Erdoğan qui s'est tout de même assez avancé auprès de son opinion publique pour qu'un échec de la trêve et de nouveaux soldats *şehit* (martyrs) n'entament pas fortement sa crédibilité.

Le 29 mai, en visite auprès de responsables de l'Union européenne à Bruxelles, Selahattin Demirtaş a annoncé qu'une autre rencontre entre le BDP et Öcalan était prévue, pour discuter des « derniers développements » politiques.

SYRIE : GUERRE DES CHECK-POINT DANS LES RÉGIONS KURDES

Dans les régions kurdes syriennes, les accrochages se sont poursuivis tout le printemps, bien plus entre les bataillons du FSA (avec parfois des brigades kurdes) et les forces YPG, qu'entre ces dernières et les soldats du régime, même si, sur le terrain, les alliances, les trêves et les conflits ne font que se succéder, sans que cela semble obéir à une stratégie très cohérente.

Le « front kurde » se divise en trois poches réparties le long de la frontière nord-syrienne :

– Région de Qamishlo à Dêrik (nord-est Syrie), peuplée de Kurdes, musulmans et yézidis, et de chrétiens, sur les frontières turque et kurde irakienne :

À Qamishlo, l'Armée syrienne de libération a décidé soudain, à la mi-avril, de prendre cette ville de 200 000 habitants, majoritairement kurdes, avec une très forte minorité chrétienne, et qui est une des rares villes d'où le Baath ne s'est pas retiré en laissant la place aux YPG, les forces du PYD-PKK syrien.

Cette fois unanimes, le Conseil national kurde et le PYD ont exigé de l'ASL et de l'armée syrienne qu'ils s'affrontent loin de Qamishlo, craignant d'autres bombardements de représailles dans les villages alentour, comme cela a été le cas dès que l'ASL prenait position dans la région.

– Serê Kaniyê, plus au centre, région mixte de Kurdes et d'Arabes et de chrétiens, sur la frontière turque.

La ville, à moitié contrôlée par l'ASL et moitié par les Kurdes qui ont conclu une alliance incertaine, après de durs combats entre

milices islamistes et YPG, n'est toujours pas totalement sécurisée dans ses alentours et les villages peuvent être investis par des groupes plus ou moins louches. Le 13 mai, selon le site pro PKK Firat News, deux villages, Salihye et Melle Nuri, à 20 km au nord de la ville, donc vraiment près de la frontière turque, ont été investis par des milices qui ont évacué femmes et enfants, avant de se livrer au pillage. Les hommes en armes arboraient des drapeaux plutôt islamistes avec la mention *Allah u Akbar*.

De façon générale, il est fait état d'une recrudescence des mouvements armés autour de la ville, avec des attaques de villages (arabes ou kurdes) et des enlèvements et des détentions de civils. Parfois le motif en est politique : ainsi le village arabe d'El Soda, à 22 km de Serê Kaniyê, a été attaqué le 6 mai par des groupes qui ont brûlé les habitations et chassé les habitants. Selon ces derniers, ils auraient subi ce sort en raison de leur « soutien aux YPG ». Comme le PYD est un mouvement kurde, ce « soutien » est à considérer avec circonspection. Mais il se peut que les Arabes ne collaborant pas avec le Front al-Nusrat ou d'autres groupes djihadistes soient accusés de collusion avec les Kurdes sur le principe de qui n'est pas avec nous est contre nous ; il se peut aussi que les villages arabes aient plus à se plaindre des islamistes que des Kurdes en ce qui concerne les pillages (les YPG pratiquent la réquisition, mais disciplinée). Des groupes liés à Al-Nusra ont aussi incendié un centre de soins dans un quartier arabe de Mehet, pour des raisons inconnues.

En tout cas, à la fin de mai, les combats reprenaient entre les

YPG et le Front al-Nusra à l'initiative de ce dernier, semble-t-il.

Alep-Sheikh Maqsoud et Afrin : nord-ouest de la Syrie, peuplée de Kurdes, musulmans et yézidis, sur la frontière turque :

Dans le quartier kurde alépin de Sheikh Maqsoud, on pouvait voir, début avril, le drapeau du PYD flotter aux côtés du drapeau de l'Armée libre syrienne, et un commandant arabe témoignait à l'AFP que ses hommes avaient été fournis en munitions par les YPG et qu'ils combattaient avec les Kurdes contre l'armée du Baath en tentant de bloquer l'accès de la ville à l'armée syrienne qui se contentait de bombardements aériens.

Mais d'autres check-point tenus par les YPG fermaient aussi l'accès à Sheikh Maqsoud aux rebelles syriens, en faisant état, notamment, de groupes de pillards dans les rangs de l'ASL (beaucoup plus divers et désorganisés sur le terrain que les Kurdes). Les exactions de groupes plus ou moins affiliés à l'ASL mais se comportant, sur le terrain, comme des « seigneurs de guerre » renforcent aussi cette méfiance. Le 13 avril, le corps d'un Kurde de 54 ans, Ibrahim Khalil, qui n'était pas un activiste, a été retrouvé à Sheikh Maqsoud avec des traces évidentes de torture qui ont entraîné sa mort. Il avait été arrêté et détenu arbitrairement avec une dizaine d'autres personnes.

De son côté, au sein de l'ASL, la méfiance demeure concernant les alliances politiques réelles du PYD, soupçonné d'entente secrète avec le Baath.

Le résultat de cette collaboration entre ASL et YPG a vu un nouvel

afflux de réfugiés kurdes se repliant d'Alep sur Afrin, qui a ouvert ses bâtiments publics aux familles n'ayant pas de proches dans la région pour les héberger et qui vivent de l'aide humanitaire répartie par le Conseil suprême kurde. Celui-ci faisait état, le 10 avril, d'environ 250 000 arrivants, en une dizaine de jours, après que l'armée a commencé de bombarder Sheikh Maqsood (les Kurdes forment environ 20% de la population d'Alep). En tout, Afrin, qui comptait, avant la guerre, 600 000 habitants, serait grimpé à 1,5 million, avec d'autres réfugiés venus de Homs ou de Deraa. Le principal problème est l'absence d'aide humanitaire internationale, Afrin étant enclavé entre Alep et la Turquie peu encline à ravitailler une région tenue par le PYD.

La mainmise sur les check-point est une des causes de conflits. Le 26 mai, des combats ont éclaté entre les YPG et un groupe armé appartenant aux Frères musulmans, Liwa al-Tawhid, ces derniers accusant les Kurdes de laisser passer les habitants « chiïtes » (c'est-à-dire alaouites) du village de Nabel via leur check-point pour se ravitailler ; ou bien parce que les YPG auraient refusé de laisser passer des milices de l'ASL qui voulaient attaquer ces villages alaouites : La « montagne kurde » se situe en effet entre Alep et les zones sunnites, et la « montagne des alaouites ».

Parmi les groupes du FSA menaçant de s'attaquer à Afrin figuraient aussi des Kurdes très hostiles au PYD, comme la brigade Salah Addin qui considèrent le PKK comme « traîtres » et servant de milices pro-Assad.

De part et d'autre, malgré les accords arrachés sur le terrain entre l'ASL et les YPG, les accusations de double-jeu, ou bien de pillages et d'exactions enveni-

ment cette collaboration précaire, qui peut cependant se renforcer avec l'attaque imminente d'Alep par l'armée syrienne, après la chute d'Al Qusayr. Les Kurdes se plaignent aussi de l'émiettement de l'ASL entre 21 groupes armés, qui rend difficile l'application des accords.

Mais si les Kurdes sont, sur le terrain militaire, plus homogènes que les Arabes (surtout du fait que peu de groupes armés peuvent se poser en rivaux des YPG), il n'en va pas de même sur le terrain politique.

Exaspérés par les divisions internes qui s'éternisent depuis le début de la révolte en Syrie, des Kurdes syriens ont organisé un sit-in le 24 avril, devant le parlement d'Erbil, pour réclamer l'unification des partis kurdes de Syrie. Les manifestants demandaient au Parlement kurde de « faire pression » sur le mouvement kurde (syrien) afin qu'il œuvre mieux et de façon plus efficace dans l'intérêt des Kurdes de Syrie. »

C'est que quatre jours plus tard, Massoud Barzani, réunissait une fois encore les chefs des partis du Conseil national kurde et ceux du Conseil populaire du Kurdistan occidental (une ramification du PYD lui-même surgen du PKK) pour débattre des points de litiges entre les deux camps. Le PYD lui-même était absent, donnant, entre autres motifs de refus, celui de siéger avec les représentants du parti Azadî, avec qui il a eu des accrochages sanglants. Le Parti kurde démocratique progressiste en Syrie (proche de l'UPK) a refusé également de siéger, l'UPK et le PKK s'étant récemment rapprochés, au moins sur le terrain syrien pour contrer l'influence du PDK de Barzani à l'ouest. Par contre, le PYD a envoyé une délégation pour rencontrer directement le président kurde.

Mais réunions et délégations n'ont pas aplani les différends et le ton s'est même envenimé entre le GRK et le PYD, quand, le 19 mai, des combattants des YPG ont enlevé 75 membres du Parti démocratique en Syrie (proche du PDK de Barzani) lors d'un raid dans plusieurs localités. La plupart des membres kidnappés revenaient des camps d'entraînement du GRK, ce qui peut expliquer le pourquoi de ce coup de filet, les YPG n'aimant guère qu'on leur dispute l'hégémonie militaire.

D'autres sources relient aussi les arrestations à des manifestations organisées les 17 et 18 mai, à l'initiative du PDK syrien contre le PYD à Qamishlo, demandant notamment que le PYD libère des jeunes opposants kurdes qu'il détient depuis plusieurs mois, et lui demandant aussi d'appliquer enfin les accords d'Erbil (sur la gestion commune des régions kurdes et un commandement militaire unifié). Le prétexte avancé du PYD pour les arrestations était le franchissement « illégal » de la frontière syrienne, le parti prétendant gérer les mouvements des Kurdes syriens avec ses Asayish ainsi que leur détention d'armes.

En riposte, le Gouvernement du Kurdistan a fermé le poste-frontière de Pesh Khabour dès le 20 mai, après avoir exigé du PYD qu'il relâche ses sympathisants. Dans un communiqué sur son site officiel il a averti le PYD qu'il devait cesser de se considérer comme le seul représentant des Kurdes de Syrie :

« Personne ne peut se déclarer lui-même le représentant du peuple kurde en Syrie avant la tenue d'élections. Nous ne permettrons pas de telles initiatives. S'ils (le PYD) ne changent pas d'attitude, nous userons d'une autre méthode. »

Déjà, un mois auparavant, Massoud Barzani avait stigmatisé les meurtres, les arrestations et les enlèvements du PYD visant d'autres partis kurdes.

La question de la frontière avait déjà surgi début avril, quand le Conseil suprême kurde (surtout les pro-PYD) annonçait son intention de restreindre, voire d'empêcher l'afflux des réfugiés kurdes de Syrie vers le Kurdistan d'Irak. La raison invoquée n'en était pas l'engorgement du camp de Domiz et la saturation de la capacité d'accueil du Gouvernement Régional du Kurdistan mais le « danger d'une émigration de masse » qui laisserait les régions kurdes de Syrie vidées de sa population originelle, et repeuplée des réfugiés arabes fuyant la violence de leurs villes.

Derrière cette crainte de « l'arabisation » du Kurdistan de Syrie, on peut y voir, certes, le souvenir du plan de la « ceinture arabe » lancé par la Syrie à la fin des années 1960 ou bien la question devenue quasi insoluble de Kirkouk où, là encore, une colonisation arabe forcée avait délogé des milliers de Kurdes. Cela dit, la crainte d'un effondrement de la démographie kurde n'a pas

incité le PYD à permettre aux peshmergas syriens non affiliés aux YPG de franchir enfin la frontière, cette fois dans l'autre sens, comme l'avaient prévu les accords d'Erbil.

Mais d'autres membres du CSK dénoncent cette décision comme une atteinte aux libertés et une tentative, pour le PYD et ses forces armées, les YPG, de masquer la raison de la fuite des Kurdes vers le GRK : bon nombre de Kurdes à Qamishlo ne supporteraient plus la gestion et la politique autoritaires du PYD, de même que sa façon quelque peu partielle de distribuer les aides humanitaires, en favorisant leurs sympathisants ou activistes, selon des témoignages anonymes recueillis par le journal Rudaw.

De son côté, quand il ne le ferme pas, ce qui semble être toujours le cas jusqu'à aujourd'hui, le Gouvernement régional kurde semble décidé à ouvrir un poste-frontière permanent (en se passant de l'autorisation de Bagdad) en construisant un pont au poste de Pêsh Khabur, afin de permettre un ravitaillement permanent des Kurdes, qui jusqu'ici se faisait par radeaux et barques,

avec la circulation de camions. Début mai, le pont était, selon les autorités kurdes, à moitié achevé, pour un coût total de 2 millions de dollars US.

Mais dans son avertissement au PYD, Massoud Barzani a déclaré que le partage du pouvoir prévu dans les accords d'Erbil ne devait pas être « un pont vers l'autocratie ». Ne voulant pas engager de combats fratricides entre les peshmergas du CNK et les YPG, le pont de Pêsh Khabur sera peut-être le seul moyen de pression efficace sur le PYD qui, si le retrait total du PKK s'accomplit en Turquie, ne pourra plus compter que sur sa frontière avec le GRK pour le passage des renforts en armes et en hommes fournis par le PKK.

De Sheikh Maqsoûd et d'Afrin à Pêsh Khabour, la lutte des Kurdes en Syrie, se joue donc, pour le moment, autour du contrôle des mouvements de troupes (amies ou ennemies) et du ravitaillement, entre check-point et poste-frontière, c'est-à-dire de la maîtrise des voies de passage, dans une région kurde morcelée et coincée entre le front de l'intérieur et les incursions de frontières.

IRAK : DÉBAT AUTOUR D'UN PRÉSIDENT « INTÉRIMAIRE »

Le 5 mai, Mme Hero Talabani, épouse de Jalal Talabani, se rendait en Iran à la tête d'une délégation de hauts responsables de l'Union patriotique du Kurdistan, après une invitation officielle de Téhéran. L'objet des rencontres avec des officiels iraniens était, selon l'UPK, de « discuter des liens bilatéraux et des développements régionaux », sans plus de détails.

Ce n'est pas la première fois que des responsables politiques

kurdes irakiens vont en Iran, en raison des relations économiques et politiques étroites entre le Gouvernement régional du Kurdistan et ce pays. Mais la présence de Hero Talabani à la tête de cette délégation a suscité, une fois de plus, des interrogations sur le leadership effectif de l'UPK depuis l'accident cérébral du président irakien, en décembre 2012.

Le flou concernant son état de santé favorise toutes les rumeurs et les nouvelles contradictoires.

Ainsi, alors que les proches de Jalal Talabani avaient annoncé, depuis des mois, qu'il était sorti du coma et récupérait « miraculeusement » toutes ses facultés, l'agence iranienne Fars News faisait état, le mois dernier, d'une sortie toute récente de coma. Naturellement, le démenti des Kurdes ne s'est pas fait attendre et le 9 mai, le Dr. Najmaddin Karim, qui soignait personnellement Jalal Talabani, réaffirmait que son état n'avait pas subi de modifications depuis son dernier bulletin de santé, datant de

février, où son retour au Kurdistan était envisagé pour le 10 mars (ce qui n'a pas eu lieu). Najmadin Karim a indiqué également qu'il s'envolerait bientôt pour l'Allemagne où le leader kurde est toujours soigné.

Finalement, 10 jours plus tard, des photographies montrant le président, entouré de son équipe médicale en Allemagne, étaient publiées et circulaient, très vite, sur les réseaux sociaux et les sites de presse kurdes et arabes. Jalal Talabani, vêtu d'un costume de ville, était assis à une table de jardin, dans un parc, avec ses médecins.

Une semaine avant la diffusion des photos, le Conseil suprême judiciaire irakien avait annoncé que le procureur général avait requis du président du parlement, Osama al-Nujaifi, qu'il agisse en justice en raison de la longue absence du Président de la République de ses fonctions ». Une telle action se ferait en application des dispositions de l'article 72/II/c sur la base des dispositions de l'article (1) de la loi n° (159) de 1979 (modifiée). L'article (72 / II / c) de la Constitution irakienne énonce en effet qu'en cas d'absence du président de la république irakienne de ses fonctions pour une raison quelconque, un nouveau président sera élu pour terminer la période du mandat du président en incapacité.

Dès l'annonce du Conseil suprême judiciaire, Muqtada as-Sadr, à la tête d'un parti religieux chiite aux actions parfois extrémistes, et fréquemment en conflit avec le Premier ministre chiite Nouri Maliki, a apporté officiellement son soutien à la nomination d'un président « alternatif » pour l'Irak, afin de résoudre, selon lui, des problèmes tels que « la corruption rampante dans le pays, le report des élections [dans les provinces

de] Mossoul et d'Anbar, la pénalisation du Baath, les attaques contre les manifestants, le retour des Baathistes au pouvoir, l'aquittement de la résistance, la dépénalisation des actes ciblant l'occupant, la banque centrale, les cartes de rationnement, le trafic d'armes et de sonar, et de se pencher sur le cas des détenus innocents soumis à la torture. »

Répondant à cette requête, le président du parlement, Osama Al-Nujafi, un sunnite plutôt nationaliste et laïc de Mossoul, a assuré qu'il « n'hésiterait pas à prendre toutes les mesures constitutionnelles nécessaires pour trouver une solution de rechange pour le poste du président Jalal Talabani et qu'il avait transmis la requête du procureur général au Conseiller juridique du parlement : « Nous allons examiner toutes les conclusions sur cette question et nous prendrons des mesures, comme par exemple questionner l'équipe médicale sur la santé de Talabani et ses réponses au traitement. Nous avons reçu les nouvelles d'une amélioration de son état » a ajouté Osama Nujafi, qui n'a pas paru cependant très empressé de s'atteler à ce problème, contrairement aux sadristes.

Alors que les tensions et querelles constitutionnelles sont toujours présentes entre Bagdad et Erbil, les Kurdes souhaitent, bien sûr, qu'un des leurs soit à nouveau élu à la présidence. Mais les relations considérablement dégradées entre chiites et sunnites irakiens font aussi qu'un président kurde aurait sans doute l'accord des sunnites. Rappelons que le vice-premier ministre Tareq Hashimi, réfugié en Turquie, a été condamné par contumace pour « terrorisme » (ce qu'il nie), et que des manifestations dans plusieurs villes sunnites ont été réprimées de façon sanglante par l'armée irakienne. Jalal Talabani s'était imposé avec succès comme prési-

dent d'Irak à un moment où la guerre civile déchirait le pays et ses qualités de diplomate, ainsi que sa grande connaissance des milieux politiques arabes, avaient servi à atténuer les conflits internes à l'Irak, et parfois ceux entre Arabes et Kurdes.

Alors que beaucoup de politiques accusent Nouri Maliki, le Premier Ministre, d'accaparer tous les postes-clef de l'Irak, un président kurde peut donc apparaître comme souhaitable à tous ses opposants, même si ce « consensus » datant de 2005 n'est pas inscrit dans la constitution, bien que les Kurdes le voient souvent comme un « acquis politique ».

Toute la question est de trouver un successeur « acceptable » par Nouri Maliki et son cabinet, et aussi quelqu'un qui peut s'imposer dans un climat tendu. À cet égard, un Kurde issu de l'UPK serait sans doute préférable, du point de vue des pro-Maliki, à un membre du PDK, le parti de Massoud Barzani. L'UPK entretenait aussi des relations historiquement plus étroites avec l'Iran que le PDK, le successeur d'Ahmadinejad serait aussi plus susceptible de l'appuyer auprès des chiites. Les rencontres récentes à Téhéran de Barham Salih puis de Hero Talabani pourraient avoir porté sur cette succession.

En tout cas, le nom le plus souvent avancé par les Kurdes est celui du Secrétaire général adjoint de l'UPK, Barham Salih, qui a été Premier Ministre du Gouvernement régional du Kurdistan de 2009 à 2012, mais surtout, avant cela, Vice-Premier ministre ou ministre de Nouri Maliki, de 2004 à 2009.

Mais un mois après la requête du Procureur irakien, et après le retour de Nouri Maliki d'Erbil, où

il vient de rencontrer Massoud Barzani pour une énième tentative de conciliation, les choses en sont toujours au même point : Jalal Talabani n'est pas revenu d'Allemagne, n'a pas fait de réapparition publique, et si la question de la « solution de rechange » a été abordée, en plus de celle de Kirkouk et de tous les points de litige entre Kurdes et Arabes, rien n'en a percé. Le député Mahmoud Othman a d'ailleurs critiqué les modalités de cette visite, décrivant la rencontre comme « ambiguë et non transparente ».

Le journal Al-Destur a cependant affirmé qu'une liste de

noms avait été examinée par Nouri Maliki et le président du GRK au sujet du « remplaçant » de Talabani, sans que l'on en sache d'avantage, sinon que le bloc parlementaire de Nouri Maliki, État de droit, n'avait émis aucune réserve sur la possibilité que Barham Salih assume ce poste. Une prochaine visite de Massoud Barzani à Bagdad éclaircira peut-être ce point, à moins qu'il faille attendre que l'UPK se soit accordée sur son autre candidat à la présidence, celle du Kurdistan, dont l'élection, initialement prévue le 21 septembre, vient d'être repous-

sée, afin que la constitution soit réécrite et que la question de la légalité ou non d'un troisième mandat présidentiel pour Massoud Barzani soit résolue.

Dans ce cas, il n'est pas invraisemblable d'imaginer un échange de bons procédés entre PDK et UPK, le premier soutenant la nomination de Barham Salih à la présidence irakienne, contre l'appui des parlementaires UPK pour amender la constitution, d'une façon qui laisse le champ libre à Massoud Barzani pour se représenter et diriger ensuite un autre gouvernement de coalition.

AIX LA CHAPELLE : LE LYCÉE INTERNATIONAL DE DUHOK LAURÉAT DU PRIX DE LA PAIX

Le 8 mai, le Lycée international de Duhok, fondé par Monseigneur Rabban, évêque d'Amadiyya, a été nommé lauréat 2013 du Prix de la Paix d'Aachen (Aix-la-Chapelle).

Créé en 1988 par un groupe de 46 personnes qui souhaitent promouvoir, saluer et aider des hommes, des femmes ou des groupes qui œuvrent pour la compréhension entre les peuples et à restaurer la confiance entre des groupes ennemis, ce prix est décerné sans critère de religion, d'idéologie ou d'appartenance politique. Aujourd'hui, Aachenerfriedenspreis comprend 350 membres et 50 organisations, institutions ou partis, et la ville d'Aix-la-Chapelle.

Le Comité a publié sur son site les raisons de ce choix, à savoir qu'« au Kurdistan, depuis de nombreux siècles, vivent plusieurs communautés : des Kurdes, des chrétiens (Chaldéens, Assyriens, Araméens), des Turkmènes, des yézidis, des shabaks, des Arméniens, des Kurdes feyli, des mandéens, et, jusque dans les années 60, des juifs.

Entre 1961 et 1975, les Kurdes se sont battus dans une guerre interne pour leur auto-détermination. En riposte, le gouvernement central irakien a détruit des milliers de villages. En 1970, une autonomie partielle a été accordée au nord de l'Irak à majorité kurde. L'opération Anfal – nom de code d'une campagne génocidaire menée à partir de 1987 par le régime du Baath irakien sous Saddam Hussein – a fait, selon les estimations de l'ONU, 180 000 victimes kurdes. Toute la population de la région a été victime de cette violence. Ceux qui le pouvaient ont cherché refuge à l'étranger. Beaucoup de chrétiens ont fui dans le sud du pays, vers Bagdad ou Basra. Après la Deuxième Guerre du Golfe, en 1991, les Kurdes ont gagné un haut degré d'autonomie – avec leur propre constitution, la liberté de culte et une protection des minorités ethniques.

« L'évêque chaldéen Rabban Al-Qas est né en 1949 à Komané, un village de la province d'Amadiya. Il a été témoin du bombardement de son village, des déportations et des massacres de Kurdes. Après l'obten-

tion de l'autonomie, en 1991, il a fondé une organisation locale qui a joué un rôle dans la reconstruction des villages et des églises dans leur région d'origine. Rabban Al-Qas est un homme à la fois charismatique et pratique, qui met la main à la pâte. Sa vision est celle d'une coexistence pacifique des ethnies et des religions : dans la région traditionnellement multi-ethnique et muti-culturelle du Kurdistan d'Irak, il est possible d'instaurer la tolérance et une culture de paix dans la communauté, si importante pour l'avenir, des enfants et des jeunes. Il est convaincu que le dialogue, le respect et la réconciliation, pratiqués dès le plus jeune âge, sont les fondements de la tolérance et de la confiance :

« Nous pouvons construire beaucoup de maisons, ici comme partout. Mais pour moi, la chose la plus importante est de sensibiliser afin de changer la société – grâce à l'éducation. Après des décennies de guerre et de guerre civile, nous pouvons maintenant établir des règles communautaires pour la paix et le développement. »

Rabban Al-Qas a entrepris de fonder une école moderne, avant-gardiste, selon sa conception : filles et garçons étudient ensemble. On y applique le principe de l'égalité des sexes. Les filles sont renforcées et soutenues dans leur épanouissement social, dans la mesure où il est possible de remédier à la croyance fataliste au destin concernant le rôle des femmes dans la société et à l'existence d'une prétendue domination masculine. L'appartenance ethnique et religieuse des enfants est sans importance. Les racines culturelles de chacun sont respectées. La séparation du politique et du religieux est essentielle et s'effectue à l'école. L'éducation est une tâche socio-politique où la religion n'a pas sa place.

Rabban Al-Qas a pu persuader le gouvernement kurde du bien-fondé de son idée. En 1999, ce dernier donne à l'église chaldéenne un terrain approprié à Duhok, la capitale de la province de Duhok, près de la frontière turque. La ville (env. 450 000 habitants) est sûre, prospère et dotée d'une université.

En 2004 l'école internationale de Duhok ouvre ses portes à ses 75 premiers élèves. Son directeur est l'évêque Rabban Al-Qas. Le corps enseignant appartient à différentes ethnies et religions. L'école est mixte, filles et garçons apprennent ensemble, l'égalité des droits et des chances est mise en œuvre. Ni l'origine ethnique, sociale et religieuse ne jouent de rôle. Cinq langues y sont enseignées : l'anglais, le français, l'arabe, le kurde et l'araméen. La langue anglaise sert de *lingua franca* entre tous les étudiants. Il

n'est pas délivré d'instruction religieuse, qui est du ressort de chaque communauté religieuse.

« Il n'y a pas de place, chez nous, pour les conflits religieux », explique à une délégation autrichienne le professeur kurde Abdul Wahid A. Atrushi, un fervent musulman qui est dans les meilleurs termes avec les chrétiens du pays.

Mgr Rabban explique la philosophie de son école modèle : « Tous les élèves participent à la vie culturelle des uns et des autres, et s'invitent mutuellement, par exemple à une fête religieuse ; ils doivent connaître très jeunes la diversité culturelle et ainsi former une nouvelle génération qui surmonte la haine. »

L'éducation à la paix joue un rôle important dans la pratique de la communication non-violente. Le premier millésime d'élèves (avec une moitié de filles) a quitté l'école en 2011, pour l'université. La plupart étudient au Kurdistan d'Irak, trois préparent leur diplôme à Dortmund mais veulent retourner dans la Région après leurs études, pour être utiles à leur communauté. À présent, l'école comprend environ 300 élèves. L'école internationale de Duhok est une des plus modernes et des meilleures du Kurdistan d'Irak et la jeune génération détient un « rôle majeur » en ce qui concerne le maintien de la paix.

« La jeunesse est l'avenir du Kurdistan. Ce qu'ils apprennent à l'école, ils le porteront ensuite dans la société » explique l'évêque Rabban Al-Qas.

Selon une étude menée par Carmen Eckhardt, qui a fait un reportage sur les chrétiens du nord de l'Irak et sur l'école, l'école internationale de Duhok est la seule, dans tout le Moyen Orient, à mettre en œuvre, de façon aussi conséquente, l'éducation à la paix. Et surtout les enfants et les jeunes gens de cette école, qui ont été témoins directs des violences ou les ont subies, apprennent ici, dans la vie de tous les jours, que l'amitié, le rire, l'apprentissage et la paix vont ensemble.

Le Comité du prix de la paix d'Aix la Chapelle a donc jugé cette école « exemplaire ». Elle a besoin d'une reconnaissance internationale pour que son existence soit préservée. Car la paix, dans cette région, est fragile. La situation politique au Moyen Orient est toujours menaçante. Le niveau de sécurité est, au Kurdistan d'Irak, beaucoup plus élevé que dans les régions disputées de Mossoul, de Kirkouk et du reste de l'Irak. Mais même ici, les minorités ont toujours le sentiment qu'il leur manque une sécurité économique et physique durable.

L e c o m i t é d'Aachenerfriedenspreis conclut que « le Kurdistan émergent a créé de bonnes conditions pour une démocratie stable et le respect des droits de l'homme. L'attribution du prix de la Paix 2013 d'Aix-la-Chapelle à l'école internationale de Duhok est un signal fort envoyé à tout le pays. L'école est un projet modèle pour la paix, la réconciliation et la compréhension entre les groupes ethniques et les communautés religieuses. »

CINEMA : DEUX FILMS KURDES SORTENT EN FRANCE

Deux films kurdes sont sortis en mai, et l'un d'eux a été projeté au festival de Cannes.

Le 1er mai, Paris d'exil, de Zîrek, sortait en France avec le synopsis suivant : « Zîrek est kurde de Turquie. Apatride à Paris depuis plus d'un quart de siècle, il a fait la promesse à son père de lui envoyer son petit-fils sur sa terre natale où il ne peut plus aller. Ce voyage de cinq jours au Kurdistan va raviver ses souvenirs et ses angoisses. Par téléphone, il suivra mentalement les pas de son fils, partagé entre le bonheur de redécouvrir à travers lui son pays et ses coutumes, et l'inquiétude que constitue ce périple dans une région encore soumise au couvre feu.

Ce voyage va le replonger dans son passé, depuis l'aéroport où il est lui-même arrivé en France, vingt-cinq ans plus tôt. Il referra le parcours de sa vie depuis ses premiers pas de réfugié, habité de la certitude d'un retour proche, jusqu'à sa situation d'exilé. L'éloignement des siens, la perte des illusions et de tout espoir. En progressant vers sa ville natale Hakkâri, le fils va peu à peu redécouvrir son père à distance. Leur relation au départ, difficile, évoluera au fil des appels téléphoniques vers une certaine complicité. »

Projeté régulièrement au cinéma Saint-André des Arts à Paris, le film a reçu des critiques élogieuses de la presse et les sites Web spécialisés.

Ainsi les Fiches du cinéma (du Site Comme au cinéma) parle d'un « film modeste dans sa conception, auquel sa fragilité confère quelques moments d'émotion rare [...] Pari(s) d'exil,

titre au jeu de mot un peu énigmatique, semble nous dire que, malgré la douleur lancinante qui étreint tous les candidats au départ forcé, le risque de continuer à vivre est un pari qui se tente. Et puisque la vie continue, il faut un lien. C'est son fils qui sera ce lien. Avec le futur bien sûr, mais également avec le passé, grâce à ce voyage en Turquie, qui lui permet de rencontrer sa famille, jusque là inconnue, et d'offrir à son père le souvenir de ses racines arrachées.

Pourtant, Pari(s) d'exil n'est pas a proprement parler un film politique. De la situation des Kurdes en Turquie, on ne saura quasiment rien, si ce n'est par quelques coupures de journaux qui apparaissent le temps d'une scène de colère désespérée. Non, le film de Zîrek est une tentative poétique branlante et brinquebalante, qui ne marche jamais sur ses deux pieds, parce qu'on ne peut pas avoir un pied en Anatolie et l'autre à Paris sans avoir un air emprunté. Zîrek touche parfois directement à l'intime parce qu'il ne parle que de ce qu'il connaît. Ses conversations téléphoniques avec son fils disent ainsi plus qu'elles ne laissent entendre. La démarche de Zîrek est profondément honnête. Et ça paraît un peu bête à dire mais c'est hautement appréciable. »

Noémie Luciani (Le Monde) présente Paris d'exil comme un « Autoportrait de l'apatride en saltimbanque esseulé », en rappelant que Zîrek « a fait sa première apparition sur les écrans français lorsque Yilmaz Güney, le grand réalisateur turc d'origine kurde, présenta Le Mur en 1983 au Festival de Cannes. Zîrek y interprétait le rôle d'un terrible

gardien chargé de surveiller les jeunes délinquants du pénitencier d'Ankara. Il fut destitué de sa nationalité turque à la suite de cette collaboration. » [...] Entre les quelques scènes tentées par l'onirisme (la danse traditionnelle turque hallucinée en bord de Seine), les délires conscients de l'homme resté seul et la voix off qui, çà et là, dit calmement quelques lignes poético-méditatives, son film semble fait de bric et de broc. Mais l'aventure humaine qui lui tient lieu de fil rouge se décline avec une telle sincérité qu'il s'avère aisé, et très émouvant, de suivre l'exilé dans son labyrinthe.

Autre film à l'honneur, *My sweet pepperland*, de Hiner Saleem a été sélectionné pour le festival de Cannes, dans la catégorie *Un certain regard*.

Au carrefour de l'Iran, l'Irak et la Turquie, dans un village perdu, lieu de tous les trafics, Baran, officier de police fraîchement débarqué, va tenter de faire respecter la loi. Cet ancien combattant de l'indépendance kurde doit désormais lutter contre Aziz Aga, caïd local. Il fait la rencontre de Govend, l'institutrice du village, jeune femme aussi belle qu'insoumise...

Dans Libération, Bruno Icher conte la projection à Cannes avec humour : « Thierry Frémaux, dans un long monologue, appela l'équipe du film à monter sur scène, soit, à vue de nez, un bon quart de la population du Kurdistan dont le film est originaire. » Il relie le genre de ce film à un « western contemporain où le burlesque fait de multiples incursions. Il faut souligner que le contexte solidement bordélique de la construction de ce pays fraîchement indépendant,

longtemps occupé par les troupes de Saddam, se prête parfaitement à une transposition de la conquête de l'Ouest, ici figurée par des immensités bourrées de rocaïlle, de coutumes ancestrales et d'aventuriers plus ou moins fréquentables, mais toujours armés jusqu'aux dents. »

Le côté "western" du film est d'ailleurs approuvé par le réalisateur lui-même, qui dans son dossier de presse, répondant à la question si l'on pouvait parler « d'un "eastern", comme il existe des "westerns" ? Absolument ! Je me disais que la légèreté du western me donnerait une grande liberté et que les décors naturels se prêtaient bien à l'exploration du genre. Surtout, je crois que le Kurdistan d'aujourd'hui ressemble à l'Amérique de l'époque du western : on y découvrait le pétrole, on y construisait des routes, des écoles et des infrastructures, et on tentait d'y faire appliquer la loi. Jusqu'à une date récente, au Kurdistan, chaque seigneur de guerre imposait sa loi sur son fief. Aujourd'hui, l'État incarne la même loi pour tous et apporte la modernité dans le pays, ce qui mécontente les potentats locaux. Il y a donc

beaucoup de similitudes entre le Kurdistan et le Far-West. Car on a vu un no man's land se transformer en une nation qui s'est dotée de lois, d'un pouvoir central, et d'institutions légitimes. Ce nouvel État kurde a progressivement mis fin aux trafics de médicaments, d'alcool et de nourriture, et il a accompagné l'émancipation sociale et la libération de la femme. C'est ce contexte sociopolitique qui m'a permis d'écrire cette histoire de cette façon-là. [...] Eastern épique mais aussi histoire d'amour et du « statut de la femme dans une société empreinte d'archaïsme et de religiosité. En effet, l'absence d'égalité entre les sexes me choque profondément : je suis convaincu qu'aucun pays ne pourra accéder à la démocratie sans égalité entre hommes et femmes. Pour moi, c'est un combat qui s'impose, [...] Dans certaines sociétés, la sexualité de la femme ne lui appartient pas, et c'est ce que je condamne, car elle est privée de liberté. Or, la femme ne doit pas être réduite à l'honneur de l'homme : il est temps de séparer la question de l'honneur de la question sexuelle. S'il faut imposer le voile à quelqu'un, que ce

soit à l'homme ! Qu'y a-t-il de plus beau que l'amour choisi dans une totale liberté ? Les femmes n'ont pas toujours le choix. Par ailleurs, cette privation de liberté engendre aussi des souffrances et des frustrations chez l'homme qui ne peut pas mesurer le bonheur perdu dans un tel climat. [...] Depuis une dizaine d'années, l'ouverture du Kurdistan sur le monde, l'accès à Internet et aux chaînes satellitaires a fait considérablement évoluer les mentalités. Pourtant, la question de l'honneur reste prégnante. Cette contradiction se retrouve chez le père et les frères de Govend – et ceux qui la condamnent se soucient surtout du regard des autres. Curieusement, chez les Kurdes, les femmes ont longtemps travaillé et assumé des responsabilités économiques et politiques. Mais l'annexion du Kurdistan, l'influence des pays limitrophes et certains de leurs courants religieux ont provoqué un épouvantable retour en arrière. Pour l'anecdote, j'adore les Kurdes, car toute la tradition musicale n'est qu'admiration, éloge et amour de la femme ! Mais tout ça, avant le mariage... ».

Turquie: Un pas vers la paix

Le PKK a annoncé le retrait de ses troupes hors du pays à partir du 8 mai dans le cadre du processus de règlement de la question kurde

UN nouveau pas a été franchi dans le processus engagé pour mettre un terme au conflit kurde. Depuis fin 2012, des discussions ont lieu entre Ankara et le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan. Le dernier fruit de ces discussions est l'annonce faite par le PKK du retrait de ses forces combattantes de Turquie vers ses bases arrière du nord de l'Iraq à partir du 8 mai. Selon le numéro deux de l'organisation, Murat Karayılan, ce retrait devrait s'achever au plus tard l'automne prochain. Le chef militaire a précisé que Abdullah Öcalan souhaitait un retrait plus rapide, avant l'automne, mais il a exprimé des doutes sur la capacité de son organisation à respecter un tel délai.

M. Öcalan avait lancé fin mars un appel à la trêve et au retrait des combattants du mouvement hors de Turquie, afin de faciliter le règlement d'un conflit qui a fait 40 000 morts. Le PKK avait demandé la création d'une commission parlementaire chargée de surveiller le cessez-le-feu et le retrait de ses combattants, mais le gouvernement s'était contenté de nommer une « commission des sages ».

Le numéro deux du PKK a toutefois précisé que ce retrait serait « immédiatement arrêté » si les rebelles étaient pris pour cible par

l'armée turque. « Nous aurons recours le cas échéant à notre droit de légitime défense et de représailles », a-t-il averti. En effet, il est vrai que dans le passé, l'armée turque avait profité de trêves unilatérales du PKK pour infliger de lourdes pertes à ses troupes.

Or, cette fois-ci, la position d'Ankara semble avoir changé. En effet, la paix renforcerait la crédibilité d'Ankara sur la scène internationale et lèverait un obstacle de taille pour une éventuelle adhésion à l'Union européenne (voir sous-encadré).

UNE RÉOLUTION EN TROIS PHASES

« Si Dieu veut, cela ne va pas seulement être la fin du terrorisme. Pour la Turquie, cela marque la fin d'une ère d'obscurité. La Turquie est en train de passer à une nouvelle étape », a déclaré le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Mais il s'est aussi montré prudent : « Nous sommes en ce moment extrêmement prudents. Nous n'avons pas renoncé à prendre des précautions contre les sabotages et les provocations », a-t-il dit, appelant toutes les forces vives de la nation à soutenir l'effort de paix en cours. « Ne laissons pas se refermer la porte qui s'est ouverte devant la Turquie. Ne laissons pas ce climat se détériorer », a-t-il clamé.



er », a-t-il clamé. En menant des négociations avec le PKK, auxquelles une majorité de Turcs étaient opposés, M. Erdogan a pris un risque politique, alors que des élections sont prévues l'an prochain.

Mais M. Erdogan n'avait pas le choix. Lancée en 1984 pour obtenir un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, la lutte du PKK a vidé les coffres de l'Etat, a entravé le développement du sudest turc et a terni le bilan du pays en matière de droits de l'homme. Et il était temps d'y trouver une solution. Cela dit, il serait naïf de trop se réjouir. Les questions en suspens restent nombreuses et le PKK attend des mesures concrètes en retour. Le plan du parti prévoit en effet un processus de règlement de la question kurde en trois phases, dont le cessez-le-feu et le retrait de ses troupes constituent uniquement la première.

D'ores et déjà, les deux parties s'opposent sur la question du



désarmement : le gouvernement turc souhaite un retrait sans armes alors que les combattants kurdes s'y opposent. La question du désarmement représente la pierre d'achoppement du processus de paix. Et la mise en application du reste du processus risque, elle aussi, de soulever certains obstacles. Les Kurdes réclament en effet « l'accomplissement par le gouvernement turc de ses obligations ». Elles consistent en une réforme de la Constitution pour élargir la prise en compte de la minorité kurde, l'abolition des milices kurdes financées par Ankara pour lutter contre les rebelles, ainsi que « le lancement d'un processus de normalisation » de même que la libération de M. Abdullah Öcalan.

Une dernière question de taille demeure sur l'incidence qu'aura le retrait des troupes d'Iraq, actuellement en proie à des violences confessionnelles et à un bras de fer entre le Kurdistan autonome et les autorités de Bagdad. ♦

L'EXPRESS 1 mai 2013

Irak: les ministres et députés kurdes vont cesser leur boycott

Agence France-Presse

Erbil - Les ministres et députés kurdes irakiens vont mettre fin à leur boycott du gouvernement central et du Parlement entamé en mars, a déclaré mercredi le premier ministre de la région autonome du Kurdistan.

Lors d'une réunion, les partis politiques kurdes «ont décidé de faire revenir à Bagdad les ministres et les députés kurdes (...) et de participer aux réunions du cabinet et du Parlement irakiens», a déclaré Nechirvan Barzani lors d'une conférence de presse à Erbil.

Le boycott avait commencé en mars

après l'adoption du budget fédéral, les Kurdes estimant que Bagdad ne rémunérerait pas correctement les compagnies pétrolières étrangères implantées dans la région autonome, située dans le nord de l'Iraq.

De son côté, le gouvernement central irakien reproche notamment au Kurdistan de signer des contrats avec des compagnies pétrolières étrangères en se passant de l'accord du ministère du Pétrole.

Cette annonce de M. Barzani survient au lendemain d'une réunion qu'il a eue à Bagdad avec le premier ministre chiite Nouri al-Maliki.



Nechirvan Barzani

En plus du différend pétrolier, le gouvernement central et le Kurdistan s'opposent sur le partage du pouvoir et la question d'une portion de territoire dans le nord du pays, notamment Kirkouk, que les Kurdes veulent inclure dans le Kurdistan, au grand dam de Bagdad. □



K. ASHWIN/REUTERS

Syrie Une guerre du Golfe

Quelques jours après la déclaration d'allégeance à Al-Qaeda du Front Al-Nosra, qui se bat en Syrie contre le régime de Bachar el-Assad, John Kerry annonçait le doublement de l'aide américaine aux autres rebelles syriens. « C'est désormais un double hamburger auquel auront droit les combattants », ironise un activiste à propos des 250 millions de dollars de matériel « non létal » promis par le secrétaire d'Etat, le 21 avril, à Istanbul, lors de la conférence des Amis de la Syrie. L'aide ira dans les « bonnes mains » du général Selim Idriss, 53 ans, commandant du Conseil militaire suprême (CMS) de l'Armée

Laiques, traditionalistes, salafistes, djihadistes... Les fractures entre insurgés reflètent les rivalités pour le leadership régional entre leurs parrains saoudiens, qataris, koweïtiens...

Ce qui complique le débat occidental sur l'assistance à apporter aux anti-Assad.

syrienne libre (ASL). Cette structure a été créée en décembre 2012, lors d'une réunion en Turquie qui a rassemblé 260 chefs rebelles qui ont élu les 30 membres de son commandement. Elle est la nouvelle adresse clairement identifiée comme le destinataire de l'aide internationale, y compris des armes éventuelles que les

^ FRAGMENTATION

La rébellion est surtout composée de civils qui ont pris les armes (ici, à Deir al-Zor).

pays occidentaux pourraient se décider à livrer aux insurgés syriens. Encore faut-il qu'elle réussisse à accomplir sa très ambitieuse mission d'unifier et de coordonner l'ensemble des forces qui veulent renverser le régime de Damas. Un chantier colossal, compte tenu de la fragmentation du mouvement en centaines de brigades, bataillons, unités et milices qui opèrent sur un terrain morcelé où chaque localité a son front, son patron et ses parrains.

« La rébellion syrienne est composée essentiellement (à plus de 80%) de civils ayant pris les armes à partir de l'automne 2011 », rappelle Elizabeth O'Bagy du Institute for the Study of War à

Washington. Cette chercheuse américaine de 27 ans a passé des semaines à sillonner tous les champs de bataille syriens et à s'entretenir avec les commandants et les combattants. Elle distingue deux catégories principales : d'une part, « les brigades locales, affiliées à l'ASL et regroupées dans des conseils provinciaux, qui défendent leur ville ou leur village et sont financées par les gouvernements saoudien ou qatari ». D'autre part, les « franchisées », « plus motivées idéologiquement parce que patronnées et financées par des sources privées du Golfe ». Les deux mènent souvent des opérations conjointes sur de nombreux fronts contre l'armée régulière, notamment dans les régions



d'Idlib et d'Alep. Depuis l'été 2012, la conquête par la rébellion de la bande frontalière avec la Turquie a ouvert la voie des lignes d'approvisionnement en armes et en argent tous azimuts. Nombre de voyageurs traversant les postes-frontières de Bab al-Hawa ou Bab al-Salama ou d'habitants des localités de Taftanaz ou Tall Abyad ont été témoins des valises de cash portées personnellement par des cheikhs saoudiens ou koweïtiens. Motivés par le combat sunnite contre le régime alaouite, allié de l'Iran, ces bailleurs distribuent leur manne aux chefs de groupes salafistes et disposent de relais pour suivre les dépenses. Ces financements directs ont créé des réseaux clientélistes et des rivalités locales aux effets dévastateurs. Les seigneurs de guerre se sont multipliés, ●●●

Une insurrection morcelée

Le nom générique d'Armée syrienne libre (ASL), proclamé en juillet 2011 par le colonel Riad el-Asaad, premier officier à désertier l'armée régulière en se réfugiant en Turquie, désigne une multitude de différents groupes armés à travers la Syrie qui participent au combat pour la chute du régime de Bachar el-Assad. La prolongation et l'extension des combats ont donné naissance à des formations aux sensibilités politiques et religieuses diverses, marquées par l'influence de leurs principaux parrains publics ou privés des pays du Golfe qui leur imposent une certaine ligne idéologique.

Organisées autour de cinq « Fronts » ou « régions » – Nord, Ouest, Est, Centre et Sud, selon la division établie par les plus hauts officiers déserteurs qui se sont installés en Turquie à la fin de l'année 2011 – différentes unités ou brigades coordonnent leurs opérations localement.

Le Conseil militaire suprême (CMS) de l'ASL, créé en décembre 2012 et dirigé par le général Selim Idriss, un laïque, est soutenu par les Etats-Unis, l'Europe, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Il a pour ambition de devenir un véritable ministère de la Défense pour assurer l'après-Assad. Son succès dépend des moyens financiers et militaires centralisés dont il pourra disposer. Il progresse dans l'intégration de la plupart des formations combattantes dont :

- Les brigades locales : composées en majorité d'opposants civils ayant pris les armes, parfois encadrés par des déserteurs de leur ville ou village d'origine, elles n'ont pour la plupart d'autre objectif que le renversement du régime de Damas et ne se récla-

ment d'aucune idéologie islamiste. Affiliées aux chaînes de commandement de l'ASL et du nouveau CMS, quelques-unes ont pris une ampleur et une autonomie particulières dans les grandes villes. Les Brigades Al-Farouq, proches des Frères musulmans, représentent une force de 7 000 à 8 000 hommes, bien organisée et financée. Originaires de Homs, elles sont présentes dans toutes les villes importantes ainsi qu'aux postes-frontières avec la Turquie. A Alep, la brigade Al-Tawhid rassemble plusieurs formations totalisant quelque 3 000 à 5 000 combattants.

- Les brigades « franchisées », telle Ahrar al-Cham, sont des petites unités de tendance salafiste, réparties sur tout le territoire et regroupées récemment dans un Front islamique syrien. Financés par des fonds privés du Golfe, ces mouvements appellent publiquement à l'établissement d'un Etat islamique en Syrie. Certains commencent à rejoindre le CMS.

Les formations djihadistes : la plus importante est le Front Al-Nosra, classé comme organisation terroriste par les Etats-Unis, qui rassemble entre 10 000 et 20 000 hommes, dont 10 à 15% de combattants étrangers. Il est constitué à l'origine de djihadistes d'Al-Qaeda en Irak, où ils ont combattu les forces américaines, et certains de ses chefs ont été libérés de prison par le régime Assad. Evoluant en petites unités d'une centaine d'hommes bien entraînés et équipés, Al-Nosra est financé par des fonds privés saoudiens et koweïtiens. Il dispose surtout d'un « puissant bras médiatique », selon les experts, qui donne une grande visibilité à ses actions. ● H.K.



ÉCLECTISME En général, les brigades locales ne se réclament d'aucune idéologie (ici, à Al-Bab).

●●● notamment parmi certains chefs civils qui, en prenant les armes, ont gagné une influence dont ils n'auraient jamais osé rêver dans leur village.

Le retour en force de l'Arabie saoudite

Dans le même temps, une « rivalité effrayante », selon l'expression d'Elizabeth O'Bagy, pour le contrôle de l'ensemble de l'ASL s'est développée entre les deux pays bailleurs, l'Arabie saoudite et le Qatar. Ce dernier, avec la complicité de la Turquie, dont le jeu est trouble, a invité les principaux commandants des provinces à une réunion à Doha en leur promettant armes et argent afin d'acheter leur allégeance exclusive. Enrageant de l'OPA qatarie, les Saoudiens ont réagi en faisant annoncer par une vidéo sur la chaîne Al-Arabiya, qu'ils contrôlent, la constitution d'un nouveau commandement des cinq fronts syriens. Les déchirements ont pu être arrêtés avec la création, à la mi-novembre 2012,



de la nouvelle structure de l'opposition politique : la Coalition nationale syrienne, rejointe par les différents chefs militaires. Un mois plus tard, sous la pression des pays occidentaux, le CMS du général Idriss a été formé, rassemblant sous ses ordres le plus grand nombre de brigades.

ENGAGÉES A Alep, le bataillon Sawt al-Haq, qui comprend plusieurs femmes, s'affiche proche de l'islamisme.

Si le front nord syrien est devenu un véritable Far West, avec la Turquie dans le rôle de l'apprenti sorcier (qui consiste notamment à laisser faire les djihadistes du Front Al-Nosra), l'Arabie saoudite a fait un retour en force sur la scène militaire syrienne en ouvrant un front à l'opposé du territoire. S'appuyant sur son fidèle allié jordanien et avec le soutien et les conseils des Etats-Unis, le royaume a mobilisé armes et fonds substantiels pour permettre à l'ASL de mener des attaques dans le sud de la Syrie. Visant les installations stratégiques du régime dans les provinces de Deraa et du Golan, les insurgés ont remporté, ces dernières semaines, des batailles significatives, occupant même des portions du territoire jusqu'aux faubourgs de Damas. Différents groupes rebelles ont participé à ces opérations qui « ont démontré une meilleure coordination entre eux dans le cadre du CMS », selon un rapport du Institute for the Study of War. Celui-ci ne cache pas son objectif de vouloir amener l'administration américaine à soutenir activement l'opposition armée syrienne et ses nouvelles structures fiables. « Nous sommes de plus en plus entendus... sauf du président Obama », confie Elizabeth O'Bagy. ● **HALA KODMANI**

ENFIN UN GESTE DE L'EUROPE ?

Le pétrole plutôt que les armes ? Toujours réticente à lever son embargo sur les livraisons d'armes en dépit des demandes réitérées de l'opposition syrienne, l'Union européenne vient de décider d'autoriser les achats de pétrole produit dans les zones contrôlées par la rébellion, ainsi que les ventes d'équipements et les investissements dans les domaines pétrolier et gazier. Adopté le 22 avril dernier par les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept, ce premier assouplissement du régime de sanctions imposé à Damas depuis septembre 2011 prendra cependant du temps à se concrétiser. Il implique la mise en place d'un cadre réglementaire, en cours d'élaboration à Bruxelles, afin de s'assurer que l'argent ira bien à la Coalition nationale des forces d'opposition et de la révolution, et non à des groupes plus extrémistes comme le Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaeda.

La levée éventuelle de l'embargo sur les armes continue à diviser les Européens. Les deux pays les plus en pointe sur le sujet sont la France et le Royaume-Uni. Ils font valoir qu'un refus d'aider les modérés risque d'accélérer la radi-

calisation déjà à l'œuvre sur le terrain. Ils plaident donc pour des livraisons ciblées, avec l'espoir qu'une telle décision, prise au niveau européen, fasse en outre « bouger les lignes »... notamment du côté de Moscou, dont la position bloque toute avancée à l'ONU sur le dossier. La plupart des autres Etats européens sont cependant très hésitants. Nombreux sont ceux qui craignent en effet que les armes finissent dans les arsenaux d'organisations terroristes. Après avoir fait partie de ce front du refus, l'Allemagne a infléchi ces derniers jours sa position en se disant prête à « considérer » une demande de levée de l'embargo « si un ou deux pays de l'Union jugent qu'il n'y a pas de risque que des armes tombent en de mauvaises mains ». Les Vingt-Sept doivent se mettre d'accord avant la fin du mois de mai, le régime actuel de sanctions venant à échéance le 1^{er} juin. Ils pourraient opter pour une solution de compromis qui, sans lever formellement l'interdiction de vendre des armes, donnerait une plus grande marge de manœuvre aux Etats, notamment dans les domaines de la formation et de l'assistance technique. ● **D.L.**

About the Kurdish Peshmarga Forces in Kirkuk

By Hiwa Hussamaddin
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – Thousands of Peshmarga forces deployed by the autonomous Kurds in Iraq's disputed Kirkuk province, which is also claimed by Baghdad, were invited in and should never leave, the governor and a Kurdish MP say.

Several thousand Peshmarga, the de facto military of the Kurdistan Region which gained autonomy after the 2003 US-led ouster of Saddam Hussein in Baghdad, were dispatched to Kirkuk in December, after Iraq's Shiite Arab Prime Minister Nuri al-Maliki sent in his own troops to grab security control from the Kurds.

Tensions in Kirkuk came to a boil last week, following a deadly police crackdown against anti-government Sunni protesters in the town of Hawija, which killed 63 people. The crackdown has brought closer the Sunnis and Kurds in their opposition to what they say is Maliki's increasingly authoritarian rule.



Kurdish Peshmarga forces seen on a major bridge south of the city of Kirkuk following the withdrawal of Iraqi troops, April 27, 2013. Photo: AFP

"The Peshmarga forces were mobilized by an order from the president of the Kurdistan Region, and only his decision can withdraw them," said Kirkuk Governor Najmaddin Karim.

He said the Peshmarga had surrounded the town of Hawija, which is located west of Kirkuk city, and that the Peshmarga are deployed around the city to prevent the clash from reaching the provincial capital.

A Peshmarga military source

said that 4,000 fighters were deployed around Kirkuk. Since Maliki's crackdown, many see the Kurdish fighters as their defenders.

Ali Ghedan, commander of the Iraqi army's ground forces, said the deployment was illegal and contravened an agreement with Baghdad, but a Kurdish Peshmarga spokesman replied it was "ironic" that Baghdad still refers to the agreement with the Kurds, after illegally trying to grab security control from the

Kurds.

Ala Talabani, a Kurdish representative in the Iraqi parliament and member of the ruling Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said that the Peshmarga should never leave.

"The deployment of Peshmarga forces around Kirkuk was one of the best decisions of the Kurdistan Region's president, and the force should never leave," he said.

"Mr. Maliki sent a message to Kurds through violence in Hawija. From day one, people from Hawija asked Peshmargas to enter the town but we refused to be part of the conflict," he said.

Hussein Salih, president of the Hawija district council, said, "We have asked Kurdish forces not to get involved in the Hawija events under the pretext of protecting Kurds in and around Kirkuk. We do not need Kurdish forces in Hawija."

Nejat Hussein, a member representing Kirkuk's Turkmen minority at the provincial council, told Rudaw, "The deployment of Peshmarga around Kirkuk should have been discussed with all Kirkuk factions. That way we would know the purpose of the deployment." □

Kurd MPs end boycott in Iraq

At least 22 killed in Iraq attacks At least 22 people were killed in attacks across Iraq, while Kurdish ministers, who have boycotted government since March said they would return to Baghdad

World Bulletin/News Desk
www.worldbulletin.net/

At least 22 killed in Iraq attacks At least 22 people were killed in attacks across Iraq on Wednesday, police and medics said, after weeks of intensifying violence.

In the north of the capital Baghdad, gunmen attacked a police station and occupied it after killing five policemen, medics and police said.

In the western province of Anbar, a suicide bomber detonated his explosives vest in a group of

government-backed Sunni "Sahwa" fighters who were collecting their salaries, killing six in a town east of the city of Falluja, police sources said.

"I was there to get my monthly salary as usual, and there was no security measures because the situation was normal ... a person drove his car among us, and suddenly the explosion happened," said Sahwa fighter Rasheed Muslih.

"When I opened my eyes, there was nothing but smoke and several of my colleagues were killed and the others wounded."

The "Sahwa" (awakening) councils, or the Sons of Iraq as they came to be known, have come under increasing attack from Sunni militants who despise them as allies of Shi'ite Prime Minister Nuri al-Maliki.

Sunnis have been protesting since December against Maliki, whom they accuse of marginalising their minority sect and monopolising power since U.S.-led troops toppled Saddam Hussein in 2003.

Government concessions had begun to take the edge off but when security forces raided a pro-

test camp in the town of Hawija on April 23 and more than 40 people were killed, clashes spread to other Sunni areas.

In Baiji, 180 km (112 miles) north of Baghdad, police said a roadside bomb killed four policemen. A car bomb in a Shi'ite district in northeastern Baghdad killed at least three people, police and hospital sources said. Another car bomb north of the city of Ramadi killed two policemen and wounded another 10.

In the northern city of Mosul, unidentified gunmen shot a ➤

►► prominent tribal leader in a market and an electoral candidate was also assassinated in a separate incident, police said.

KURDS END BOYCOTT

Iraq's power-sharing government has been all but paralysed by disagreements between Sunnis,

Shi'ites and ethnic Kurds, who run their own administration in the north of the country.

Kurdish ministers, who have boycotted government since March when parliament passed the 2013 budget without their consensus, said on Wednesday they would

return to Baghdad, easing deadlock between the central government and the autonomous region.

A Kurdish delegation visited Baghdad earlier this week to address an ongoing row over land and oil, but there was no apparent breakthrough on that front.

Iraqi Kurdistan, which has signed deals on its own terms with international oil firms, says it is owed more than 4 trillion Iraqi dinars (\$3.5 billion). Baghdad rejects those contracts and has allotted the region a much smaller sum in the budget. ♦

The New York Times May 2, 2013

Iraq's Kurds at the Eye of Regional Storm



A thriving market in newly prosperous Erbil. Michael Kamber for *The New York Times*

By HARVEY MORRIS

ERBIL, Iraq — Hoshiyar Zebari, the Iraqi foreign minister, has been on self-imposed gardening leave for the past few weeks, having moved from Baghdad to his native Kurdistan as part of a Kurdish boycott of the central government.

Along with Khayrullah Hassan Babaker, the trade minister and fellow Kurd, and Kurdish members of the national Parliament, he left his post in the Iraqi capital as a signal of Kurdish discontent over deteriorating relations with the government of Nuri Kamal al-Maliki, Iraq's Shiite prime minister.

With Mr. Maliki now confronting a renewal of sectarian conflict with the Sunni community after ordering a violent crackdown on Sunni protests this month, he appears to have decided it is time to patch up his differences with the autonomous Kurdish region.

After talks in Baghdad with a high-level Kurdish delegation this week, he has decided to make a rare trip north to Erbil in about 10 days for further talks on

divisive security and budget issues, senior Kurdish officials told *Rendezvous*.

In turn, Mr. Zebari and his colleagues will resume their functions in Baghdad.

The deal follows a week in which the Kurdish Regional Government (K.R.G.) unilaterally sent its soldiers to deploy around the disputed city of Kirkuk.

According to Kurdish officials, they were sent to fill a security vacuum left by Iraqi Army units, which had abandoned their positions for fear of retaliation after the army attacked a Sunni protest camp in Kirkuk province.

The territory governed by the K.R.G. has been mercifully spared the sectarian violence that has gripped the rest of the country for much of the decade since the 2003 U.S.-led invasion that toppled the government of Saddam Hussein.

Kurdistan, with its own government and its own army, exists as a virtual state with a state and is enjoying unprecedented prosperity for a region that was once the most impoverished and repressed in the country.

Kurdish officials acknowledged that with the rest of Iraq now threatened by a renewal of strife between Sunni and

Shiite — April saw 460 violent deaths in sectarian conflicts — there was a temptation for Kurds to wish a plague on both sets of their Arab neighbors.

The officials privately blame the upsurge on Mr. Maliki's crackdown on Sunnis, which they say is inspired by his fear of Sunni fundamentalism spreading across the border from Syria.

Many Kurds now say they would be better off with an independent state rather than continuing to be tied to a failing Iraq. Officials insist, however, that neither Kurdish independence nor the disintegration of Iraq would allow the Kurds to escape the current realities of the region.

"This is a civil war," said one high-ranking official, who asked not to be named, describing the tensions between Sunni and Shiite. "But for the Kurds, a stable Iraq is vital for their interests."

If the Kurds of Iraq cannot turn their back on the situation in their own country, neither can they ignore developments in neighboring Turkey and Syria.

They are closely watching developments in the peace process between Turkey and the rebel Kurdistan Workers' Party (P.K.K.) Under a cease-fire deal, P.K.K. fighters will leave Turkey for the isolated Qandil Mountains of Iraq where the military leadership is already established.

Kurdish officials said they welcomed the peace agreement but were alert to the dangers of hosting militants who no longer have a war to fight in their own land.

Syrian refugees — both Kurds and Arabs — have meanwhile been arriving in Iraqi Kurdistan to escape the conflict in their country.

Iraqi Kurdish officials say they have also been providing unspecified assistance to Kurdish groups in Syria to secure areas they control in order to keep out Qaeda-linked elements within the Syrian rebel movement.

Surveying the current geopolitical dilemmas facing the Iraqi Kurds, the high-ranking official said, "The Iraqi and Syrian theaters are merging into one. Everything is related."

Sunni unrest revives fears of sectarian war in Iraq

By Kamal Naama and Suadad al-Salhy

RAMADI, Iraq (Reuters) - Wearing military fatigues with his cleric's turban, Sheikh Ali Muhaibes brought Friday prayers in Iraq's Sunni Muslim heartland to a climax with chilling words for the Shi'ite-led government.

"If you want jihad, we're ready. If you want confrontation, we're ready. And if you want us to go to Baghdad, we're coming," he roared to the crowd in the western province of Anbar.

For months, Sunnis have been protesting against Shi'ite Prime Minister Nuri al-Maliki, whom they accuse of marginalizing their minority sect and monopolizing power since U.S.-led troops toppled Saddam Hussein in 2003. Now the mood is suddenly uglier.

Government concessions had begun to defuse Sunni unrest, but, when security forces raided a protest camp in the town of Hawija on April 23, clashes swiftly spread to other Sunni areas, raising fears that Iraq might slide back into the kind of all-out sectarian bloodletting that ravaged it in 2006-7.

"We worked together to bury sectarianism, but it is rearing its head again," Maliki told Sunni and Shi'ite clerics at an Islamic "rapprochement and dialogue" conference on Saturday.

But many Iraqis fear such efforts will prove futile.

War fatigue may be wearing off, U.S. troops who once acted as a buffer are long gone and the war in neighboring Syria is fuelling Sunni-Shi'ite rivalry across the Middle East.

Protest leaders in Anbar have urged Sunni tribes to provide 100 armed men each for a self-defense "army" for the province

"We do not accept to live as second-class citizens. We are the sons of Iraq," said Sheikh Abdul-Rahman al-Zubaie, a tribal leader in Ramadi, the provincial capital.

"We have rights ... and when the government denies them, the only way to prove our dignity is through the barrel of a gun."

High-school teacher Mustafa, 28, used to visit the protest camp only on Fridays. Then, he says, the army killed his father and now he goes after class every day, eager for revenge.

His story reflects a wider recrudescence of sectarian hatred in a country still sear-



Iraqi troops stand at a makeshift camp at a public square in Hawija, near Kirkuk, 170 km (100 miles) north of Baghdad, April 23, 2013. REUTERS /Stringer

ching for a stable compromise among Sunnis, Shi'ites and ethnic Kurds in the post-Saddam era.

"Iraqi politics may be on the verge of relapsing into a period of sectarian violence, where a new power-sharing deal between the parties is likely needed to reset communal relations," said Ramzy Mardini at the Beirut-based Iraq Institute for Strategic Studies.

"There is an intensity in sentiment and rhetoric that remained dormant for years, but whose undercurrents are surfacing and seeping into discourse and behavior," he said.

"RIVER OF BLOOD"

The April fighting pushed the monthly civilian death count to about 547, according to provisional figures from the Iraq Body Count monitoring group - the highest since 2009, but still well below 2006-7, when the monthly toll sometimes topped 3,000.

Sectarian tensions have also heightened friction among Sunnis divided over what they want and how to achieve it.

Sunni demands range from amending allegedly discriminatory laws to tearing up the constitution and creating an autonomous region like the Kurdish one in the north, by force if need be.

Many tribal leaders have little appetite for more violence, criticizing militants for infiltrating the protest movement.

One influential chief in Ramadi, who asked not to be named, said a force was being prepared to confront those he said were seeking to plunge Anbar province into "a river of blood".

Anbar's Sunnis have fought each other before. In 2006, tribes banded together and helped U.S. troops dislodge Sunni al

Qaeda militants who had gained control of most of the province.

The "Sahwa" (awakening) councils or the Sons of Iraq as they came to be known were later co-opted by the government and have come under increasing attack from Sunni militants who despise them as allies of the Shi'ite prime minister.

The al Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq has been invigorated by the conflict in Syria, where mainly Sunni rebels, including Islamists linked to al Qaeda, are fighting to oust President Bashar al-Assad, who is backed by Shi'ite Iran.

Online videos show militants in target practice, emptying assault rifles in the vast desert of Anbar, which shares a porous border with Syria. Suicide bombings targeting Shi'ites, and attacks on security forces are spiking again.

The show of Sunni strength has spurred Shi'ites and Kurds to renew a bond forged by shared oppression under Saddam, a Sunni.

"We do not want that alliance to be spoiled by anything," said Kurdistan's foreign relations chief, Falah Mustafa Bakir.

A senior Kurdish delegation arrived in Baghdad on Monday to try to resolve differences between the central government and the autonomous Kurdistan region over land and oil rights.

"The Hawija incident and ensuing violence sounded the alarm among Kurds," said a senior Shi'ite leader on condition of anonymity.

"The conflicts and problems with a Sunni region would be more dangerous and complicated than the current issues and disagreement with the central government". ■

Staving off another civil war in Iraq

The Obama administration should work with Iraq's neighbors to get the Iraqi prime minister out.

Nussaibah Younis

CAMBRIDGE, MASSACHUSETTS

Nobody wants another civil war in Iraq, but recent events are propelling it in that direction. War can be averted only by a new political understanding among three main groups — Sunni Arabs, Shiite Arabs and Kurds — but Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has become too divisive to deliver it.

So the United States, together with Iraq's neighbors, must press for Maliki to resign so he can be replaced with a more conciliatory figure.

Last week, Iraq experienced the most serious escalation of violence since 2006, when it slid into civil war. This time, it risks being sucked into a vortex of regional violence centered around Syria. That outcome would be catastrophic for the region.

America, Iran, Saudi Arabia, Turkey, Jordan and the Gulf states have a rare, deeply shared interest in preventing another civil war that would only benefit militant extremists.

Iraq's first civil war developed after decades of authoritarianism, warfare and devastating sanctions had destroyed Iraqi society, and after the 2003 American invasion dismantled the Iraqi state without a plan for swift reconstruction. The power vacuum let sectarian tensions, latent in the long-brutalized population, explode. But by 2007 and 2008, Iraq was putting itself back together; the United States helped Sunnis battle extremists in their midst and supported Maliki, a Shiite, as he suppressed radical Shiite militias. Only by putting their trust in the political process, and turning against the extremists in their own communities, did Iraqis stem the violence.

But if Maliki, who took office in 2006, had a successful first term, he has squandered the opportunity to heal the nation in his second term, which began in 2010. He has taken a hard sectarian line on security and political challenges. He has resisted integrating Sunnis into the army. He has accused senior Sunni politicians of being terrorists, hounded them from power and lost the cooperation of the Sunni community. The result: The political bargain that had sustained

the fragile Iraqi state broke down.

Today, hundreds of Sunnis who fought extremists have been killed by terrorist groups, and others are being offered a way to save their lives — by “repenting” and entering the militant fold.

Meanwhile, Vice President Tariq al-Hashimi, a Sunni, remains in exile, having fled and then been given a death sentence in absentia on charges of terrorism. Similar moves to charge Finance Minister Rafe al-Essawi, a moderate Sunni, led to the protests that have now engulfed Iraq's Sunni heartland and alienated other communities. An army attack on a protest encampment last week brought only wider violence.

Relations between Maliki and Iraqi Kurds, who are largely self-governing, also rest on a knife's edge after a year in which territorial disputes almost led to military confrontation. Even as the Kurds were deploying security forces to the disputed region of Kirkuk, they were negotiating for concessions from the Maliki government. This week, Kurdish sources reported the signing of a new deal, but after all the broken

promises there is not much reason to think it will last.

With the Syrian civil war escalating next door, this is the worst possible moment for a sectarian crisis in Iraq. A collapse of Iraq would blur the boundaries between the two conflicts, bring additional misery to Iraq and pose enormous challenges for Iraq's

neighbors and the United States.

That specter is so frightening, it just might be possible to stave off — if Iraq's neighbors and the United States can recognize, and decisively act on, their shared interest in maintaining Iraq's stability and territorial integrity. Iran and the United States, despite their deep divisions over the Syrian government and the Iranian nuclear program, can cooperate quietly, as they did in 2001 against the Taliban in Afghanistan. Saudi Arabia, Qatar and Turkey could lend their strong voices; they too want good relations with a stable, prosperous Iraq, and have their hands full aid-

ing Sunni rebels in Syria.

It is true that Iran supported militants in Iraq to frustrate the American occupation, but the withdrawal of American troops has changed such calculations. Now, in Iraq, Iran has a market for Iranian goods and a friend to relieve its isolation. For its part, the United States is less concerned about Iran's current role in Iraq than about the possible empowerment of extremist militants during a civil war.

If all of these countries could persuade Maliki to resign, it would give moderate Sunnis a symbolic victory and dampen extremist influence in their community. That, in turn, could show all Iraqis that change can be achieved through politics, rather than war.

Iraq's parliamentary democracy could survive a resignation. In such a system, it is normal for a prime minister to step down and be replaced by another figure elected by Parliament. There are other capable Shiite politicians who could recruit and lead a government of national unity.

So the Obama administration should work with Iran, Saudi Arabia, Qatar and Turkey to help Iraq's political leaders strike a new political bargain, get Maliki out, and save the country before violence overwhelms it. Such an outcome would help all of them, by preserving the hope of a unified Iraq.

NUSSAIBAH YOUNIS is a research fellow in the international security program at the Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School.

Le grand flou des armes chimiques qu'auraient utilisées régime et rebelles

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

DES ARMES CHIMIQUES ont « probablement » été utilisées en Syrie, mais personne ne sait avec certitude par qui et dans quelles circonstances. Dimanche, Carla del Ponte, membre de la commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'homme, a jeté un pavé dans la mare en affirmant que, « selon les témoignages que nous avons recueillis, les rebelles ont utilisé des armes chimiques,

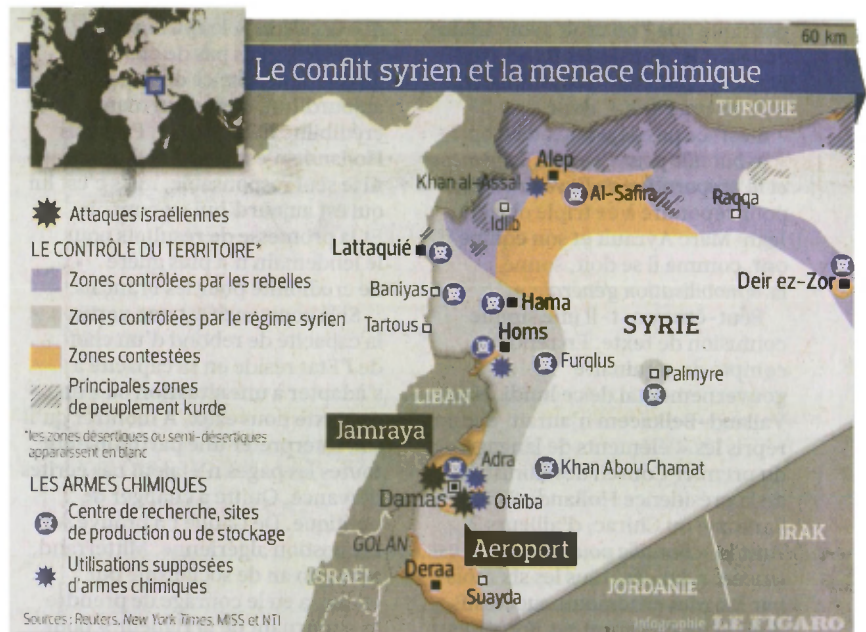
faisant usage du gaz sarin », un puissant neurotoxique dont l'inhalation ou un simple contact avec la peau tue.

Interdits d'entrée en Syrie, les enquêteurs de l'ONU fondent leurs conclusions sur des entretiens conduits avec des réfugiés, des victimes et des médecins dans les pays voisins de la Syrie. Leurs témoignages, a ajouté Mme Del Ponte, incriminent les opposants « et non pas le gouvernement syrien », qui est accusé lui aussi d'avoir recouru aux armes chimiques contre les rebelles en lutte depuis plus de deux ans pour renverser Bachar

el-Assad. L'ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie admet toutefois ne pas disposer de « preuves irréfutables », mais « de soupçons concrets et forts, vu la façon dont les victimes ont été soignées ». « On ne peut exclure que des rebelles aient trouvé récemment une réserve d'armes chimiques et les aient utilisées pour accuser le régime », expliquait récemment à l'AFP Sico Van der Meer, expert en armes chimiques à l'institut Clingendael de La Haye. Pour Mme Del Ponte, ce n'est « pas surprenant » que des rebelles aient utilisé des armes chimiques « car des combattants étrangers se sont infiltrés parmi les opposants », notamment des djihadistes liés à la mouvance terroriste al-Qaïda qui a toujours rêvé d'acquérir ce type de matériel.

Manque de preuves

Fin mars, déjà, opposition et régime s'étaient mutuellement accusés d'avoir utilisé des armes chimiques dans deux incidents différents, l'un à Khan al-Assal près d'Alep, puis à l'est de Damas, où au moins six personnes avaient été tuées. Le pouvoir syrien, qui dispose d'un important arsenal chimique, avait alors réclamé une commission d'enquête à l'ONU après l'incident près d'Alep. D'autres cas auraient été ensuite recensés. Mais jamais aucune preuve n'a été avancée, d'un côté comme de l'autre. Et tout le problème, comme le rappelait récemment un diplomate français qui suit de



près la crise syrienne, « c'est de passer de la traçabilité à la preuve, et de la preuve à l'imputabilité ».

Aux États-Unis, les agences de renseignements « estiment, à des degrés de certitude variables, que le régime a utilisé des armes chimiques à petite échelle, surtout l'agent chimique sarin ». Tandis qu'avant les raids que leur aviation a menés ces derniers jours en Syrie, plusieurs dirigeants israéliens affirmaient détenir ces fameuses preuves de l'utilisation d'armes chimiques, sans toutefois les montrer. « N'était-ce pas pour préparer le terrain à leurs raids contre des centres logistiques de l'armée syrienne et du Hezbollah et non pas contre des sites de stockage d'armes

chimiques », se demande un diplomate à Beyrouth.

Toujours est-il que les Russes tirent la sonnette d'alarme. « Nous appelons avec insistance à cesser de politiser cette question extrêmement importante », a fait savoir lundi le ministère russe des Affaires étrangères. Moscou ne veut pas d'un remake du scénario irakien de 2003, lorsque la CIA, pour entrer en guerre à Bagdad, avait fabriqué des preuves de l'existence d'armes chimiques aux mains de Saddam Hussein, lesquelles armes n'ont jamais existé. ■

Que va faire le chef du Hezbollah en Iran ?

Le 29 avril, Hassan Nasrallah s'est rendu en Iran, a annoncé l'agence de presse Irlb à Téhéran. Officiellement pour participer à une conférence religieuse. Mais les déplacements du chef du Hezbollah, dont la tête est mise à prix par Israël, sont suffisamment rares pour que ce voyage à risques ne passe pas inaperçu. D'autant qu'il s'y serait déjà rendu, quelques semaines auparavant. Peut-être pour exprimer le malaise diffus qui règne parmi certaines franges de la communauté chiite libanaise, inquiète des répercussions sur la scène locale de l'implication de combattants du Hezbollah aux côtés du régime syrien. Mais ses hôtes iraniens lui auraient fait comprendre que le Parti de Dieu n'avait pas d'autre

choix que de protéger Assad, leur allié commun. Peut-être également pour parler des ripostes que Téhéran et le Hezbollah pourraient entreprendre face aux raids que l'aviation israélienne mène contre les positions logistiques du mouvement chiite en Syrie. Après les frappes de ces derniers jours, la balle est dans le camp de l'axe Damas-Hezbollah-Téhéran. À court terme, une riposte du Hezbollah contre Israël à partir du Liban-Sud paraît peu probable. « Les Iraniens qui vont parler nucléaire le 15 mai avec Mme Ashton (de sécurité de l'Union européenne, NDLR) n'en veulent pas. » Mais à moyen terme, l'Iran et ses alliés pourraient choisir une riposte contre des intérêts israéliens hors des frontières de l'État hébreu. G. M.



08 mai 2013

Retrait des rebelles du PKK: la réconciliation turco-kurde va être la question à venir

Par Anne Cantener

Les militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont entamé ce mercredi 8 mai leur retrait de Turquie dans le cadre d'un accord censé mettre fin à un conflit qui a fait 40 000 morts en près de trente ans. Décryptage et enjeux de ce retrait avec Dorothée Schmid directeur de recherche à l'Institut français des relations internationales, responsable du programme Turquie contemporaine.

RFI : Les combattants du PKK ont donc commencé à quitter la Turquie ce mercredi matin, comme ils l'avaient promis. Ils se replient vers leur base arrière en Irak. Cela met fin à un conflit qui dure depuis trente ans. Il y a régulièrement des affrontements entre rebelles et militaires dans la région, causant la mort chaque année de dizaines de personnes. Sur le terrain, la situation est assez trouble. Comment va se passer, concrètement, ce retrait ?

Dorothée Schmid : La date du 8 mai c'est un peu une date symbolique. Dans le face à face entre l'Etat turc et le PKK, on a toujours des calendriers qui sont mis en place comme ça.

En fait, depuis plusieurs jours déjà, des militants armés du PKK sont en train de se rassembler sur la frontière et ont déjà commencé à quitter le territoire turc. On le sait, notamment, parce que l'armée turque surveille ces mouvements avec des drones, ce dont d'ailleurs se plaignent les militants du PKK.

Ce retrait est seulement une première tape. Le PKK et le gouvernement turc se sont engagés dans un processus de paix plus large. Qu'est-ce qui est prévu ?

Le problème de ce processus de paix, qui a commencé à la fin de l'année dernière, par des discussions secrètes entre les services turcs et Abdullah Öcalan, leader emprisonné du PKK détenu près d'Istanbul depuis 1999, c'est qu'en fait on ne sait pas grand-chose encore sur la feuille de route qu'auraient mise au point ensemble l'Etat turc et la guérilla du PKK.

Ce qu'on en sait, c'est d'une part ce que disent les autorités turques, qui insistent aujourd'hui sur le retrait des forces armées du PKK –l'important pour eux est de pacifier le territoire turc –c'est finalement de faire en sorte que le PKK soit ailleurs qu'en Turquie, puisque pour le moment, les militants ne désarment pas. C'est un point quand même important à retenir.

Finalement, là où on en sait le plus, c'est à partir des déclarations de Murat Karayılan, le numéro 2 du PKK. Lors d'une conférence de presse la semaine dernière, il a annoncé qu'on avait donc trois phases dans ce processus de paix, que le désarmement était la première phase, qu'ensuite on passait à une solution politique dont on ne sait encore pas très bien le



Un combattant du PKK dans les montagnes turques, à proximité de la frontière avec l'Irak, ce 8 mai 2013, jour de début du retrait des troupes du mouvement kurde. FIRAT NEWS AGENCY/STR

contenu, même si on sait les revendications des Kurdes, et puis qu'après, ce serait vraiment la pacification et la réconciliation.

Les combattants du PKK quittent la Turquie, mais ils n'ont pas promis de déposer les armes. Quelles conséquences ça peut avoir en Irak, où ils se replient ?

On ne sait pas très bien quel est le rôle de l'Irak et du gouvernement autonome du Kurdistan irakien dans cette affaire. Le gouvernement autonome entretient de très bonnes relations avec la Turquie. Il y avait une espèce de gentlemen's agreement avec les combattants du PKK qui ont installé leur base arrière en Irak. D'une certaine manière, le Kurdistan irakien laissait à la fois à l'armée turque pilonner les bases quand ça l'arrangeait, mais en même temps, ne menait pas lui-même les opérations de nettoyage contre le PKK.

Il est donc probable qu'il y ait eu un accord, une forme d'accord entre l'Etat turc, le PKK et le gouvernement du Kurdistan irakien, mais on n'en sait pas tellement plus pour le moment.

Pour les autres pays de la région où est présente une minorité kurde, la situation est beaucoup plus trouble. Le contexte régional est assez mouvementé.

On a un grand moment kurde en ce moment. Certains Kurdes parlent même de printemps kurde, avec la perspective de cet accord en Turquie, qui est une perspective de règlement historique, même si on comprend que les conditions sont un petit peu compliquées.

Il y a au Kurdistan irakien une autonomie de plus en plus grande, à la fois politique et puis financière, avec l'exploitation des ressources pétrolières du Kurdistan irakien. Puis il y a la situation en Syrie, avec les Kurdes qui se sont emparés de portions entières du territoire syrien, à leur frontière nord-est avec la Turquie, et qui essaient de maintenir des zones autonomes. On ne sait pas très bien s'ils sont du côté du régime de Bachar el-Assad ou avec les

insurgés. Il y a quand même un trouble et une ambiguïté dans la mobilisation des Kurdes en Syrie.

Le quatrième pays où l'on a une forte minorité kurde est l'Iran. Et l'Iran aujourd'hui, qui affronte la Turquie sur le dossier syrien, a tout de même menacé de saboter le processus de paix et notamment déclaré récemment qu'il aiderait le PKK sur le plan militaire s'il ne se retirait pas de Turquie. C'est une autre inconnue régionale qui est quand même très forte.

La pression régionale a pu pousser les autorités turques à prendre une décision rapidement. Qu'est-ce qui a favorisé ce processus de paix et donc ce retrait du PKK, en termes de politique intérieure, en Turquie cette fois ?

Ce que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est en train d'essayer de combiner c'est à nouveau un accord avec les Kurdes. Dans un premier temps, l'AKP, le parti qui soutient Recep Tayyip Erdogan, le parti néo-islamiste au pouvoir en Turquie, avait beaucoup compté sur le vote des Kurdes. Et puis après il y a eu une désaffection.

Aujourd'hui, l'idée c'est encore de s'allier aux Kurdes, pour promouvoir une grande réforme constitutionnelle. Et l'inquiétude des milieux d'oppositions en Turquie, c'est que cette réforme va vers une présidentialisation du régime, et elle pourrait finalement confirmer des tendances autoritaires qu'on a ressenties ces dernières années de la part de Recep Tayyip Erdogan.

Ce qui est important, c'est que récemment le leader politique de la branche kurde, donc du parti kurde, le BDP en Turquie, s'est prononcé très clairement dans une interview la semaine dernière, en disant qu'il ne soutiendrait pas une présidentialisation du régime, et que le processus kurde devait aller dans le sens d'une démocratisation de la Turquie, et que donc, il n'était pas prêt à entrer dans une sorte de deal qui serait uniquement à l'avantage de l'AKP et Recep Tayyip Erdogan.

Si tout se passe comme prévu, que vont devenir les combattants du PKK, et que va devenir leur mouvement sur le plan politique peut-être ?

Il y a une vraie interrogation sur les combattants. Pour le moment, 2 000 guérilleros armés se déplacent d'un pays à l'autre. On ne sait pas très bien quelle pourra être leur fonction à l'avenir. On est encore en train de se battre en Syrie et on n'est donc pas exactement dans une région pacifiée. La question du désarmement n'a pas du tout été réglée.

Ce que le PKK réclame maintenant, c'est une amnistie générale pour tous les militants kurdes qui sont en prison. Ça va être la question la plus difficile à régler à l'avenir, c'est la réconciliation turco-kurde sur le territoire même de la Turquie. ○

Syrie: 60 % du pétrole sous contrôle des Kurdes

8 mai 2013

<http://blogs.mediapart.fr/maxime-azadi>

Selon Saleh Moslim, co-président du PYD, principal parti kurde en Syrie, 60 % du pétrole est sous contrôle des kurdes. "Nous protégeons les puits de pétrole" a-t-il affirmé, avant de souligner que les kurdes réécrivent leur histoire au Moyen-Orient.

LA RECONSTITUTION DE L'HISTOIRE

"Le peuple kurde écrit son histoire, c'est une nouvelle histoire. Nous reconstruisons une histoire mal écrite. Aujourd'hui, les kurdes règlent leur compte avec l'histoire" a déclaré à l'ActuKurde Saleh Moslim.

Comptant sur un projet d'autonomie démocratique, élaboré par le leader Abdullah Ocalan, emprisonné sur une île en Turquie, et considéré comme une troisième voie, les kurdes syriens sont aujourd'hui une force incontournable pour l'avenir de la Syrie. Les kurdes se trouvent maintenant en plein milieu de la balance et gardent toujours leur neutralité, malgré les pressions des forces internationales et régionales.

"NOTRE POSITION N'A PAS CHANGE"

"Notre position n'a pas changé. Nous protégeons notre peuple. Nous affrontons parfois des forces du régime, parfois des groupes armés" souligne M. Moslim, tout en affirmant que les kurdes attendent que la coalition de l'opposition syrienne clarifie sa position sur les kurdes et l'avenir de la Syrie.

Le processus de l'autonomie démocratique est sur les rails depuis plusieurs années, mais la révolte lancée en mars 2011 a accéléré la mise en œuvre de ce projet. Avant d'être contraint de se retirer des villes kurdes, le régime syrien a été très affaibli face aux structures parallèles mises en place par des Kurdes, comme des conseils populaires, des comités, une armée et une force de police.



Depuis le 19 juillet 2012, les kurdes ont pris le contrôle de neuf villes dans leur région: Kobani, Afrin, Dirbêsiyé, Amude, Dêrik et Girkê Lêgué, ainsi que ces trois villes; Tel Temir, Tirbespiyé et Rimêlan, où cohabitent les communautés Kurde, Arabe et Chrétien. Pour la ville kurde Serêkaniyé (Rass al-Ain), sur la frontière avec la Turquie, un accord sur la cessation des hostilités entre les kurdes et l'armée syrienne libre (ASL) a été conclu le 17 février 2013. La seule ville kurde où des forces du régime sont toujours présentes est Qamishli, mais cette ville est dirigée par un conseil du peuple, installé par les kurdes. Il y a aussi des villages kurdes dans la grande ville d'Hassaka, où les kurdes veulent créer un conseil qui représenterait toutes les communautés vivant dans cette région, afin de forcer le régime à se retirer.

1500 PUIITS DE PETROLE PRIS PAR LES KURDES

Les Kurdes ont également pris le contrôle des puits de pétrole dans leur région. Rmaylan, Til Kojer et Jibis sont les trois zones qui abritent les principaux champs de pétrole. "Les régions qui produisent 60 % du pétrole en Syrie sont sous contrôle des Unités de défense du peuple (YPG)", armée kurde, a affirmé le co-président du PYD. "La production du pétrole est arrêtée, mais les puits sont sous protection du YPG" a-t-il ajouté.

Près 1500 puits de pétrole sont sous contrôle des forces kurdes, affirme de son côté à l'ActuKurde une source proche du YPG.

La région kurde est riche en eaux, en pétrole et en gaz. Les puits de pétrole et de gaz se concentrent dans la région de

Djezira. Mais les kurdes ne peuvent toujours pas profiter de ces richesses en raison de la politique économique discriminatoire du régime Baas pendant des dizaines d'années. Toutes les richesses de la région kurde dont la richesse agricole ont été transférées vers des villes comme Damas et Alep pour l'exploitation. La région manque notamment d'usines, de raffineries et d'universités, ce qui avait poussé les kurdes à l'immigration massive dans le cadre de la politique « ceinture arabe », mise en œuvre en 1962, pour expulser toute la population kurde de la région de Djazira (Cîzre en Kurde) le long de la frontière turque et la remplacer par des Arabes.

Les autres zones pétrolières se trouvent notamment dans la région de Deir ez-Zor, contrôlée par des groupes armés. Neuf puits de pétrole dans cette région ont été récemment brûlés, selon le dirigeant kurde Saleh Moslim. "Le régime ne contrôle aucune zone pétrolière, mais il n'y a pas non plus de production" a-t-il ajouté.

"NOUS JOUONS LE ROLE DE PONT ENTRE LES KURDES ET ARABES"

"Tout ce que nous voulons, c'est de vivre en liberté, en paix et dans la dignité sur nos terres" dit-il avant de poursuivre: "Il y a une guerre de pouvoir depuis 26 mois en Syrie. Nous avons adopté une stratégie différente. Nous savions depuis le début que la révolution syrienne ne ressemblera pas à celle de la Tunisie et l'Egypte. Les opposants du régime avaient parié sur la chute du régime dans un délai de six mois. Plus de deux ans ont passé et on ignore combien de temps cela durera encore. Cette guerre de 26 mois a montré que la solution militaire n'amènera nulle part. Et l'histoire a prouvé aussi que la stabilité au Moyen-Orient dépend de la stabilité en Syrie. Aujourd'hui, nous jouons le rôle de pont pour préserver la fraternité entre les arabes et les kurdes. Nous poursuivrons de jouer ce rôle historique." □

Par Maxime Azadi

Raids israéliens, implication du Hezbollah et de l'Iran
auprès de Damas : la crise s'internationalise.

Toute la région dans le feu du conflit

Même s'ils ont été d'une violence extraordinaire, faisant croire aux habitants de Damas qu'il s'agissait d'un tremblement de terre, voire de l'explosion d'une bombe atomique, les derniers raids israéliens sur la Syrie menés le week-end dernier n'auront sans doute que peu de répercussions militaires sur le terrain. En revanche, ils ont permis à tous acteurs régionaux d'abattre leurs dernières cartes, témoignant que la crise syrienne pouvait gagner encore en intensité, passer d'une étape à l'autre et qu'elle portait des risques considérables de déstabilisation régionale.

A ce jour, on ne sait pas exactement ce que visaient les F-16 israéliens. Les experts israéliens parlent de hangars contenant des missiles balistiques sol-sol similaires aux Scud russes et développés par la Syrie avec un financement iranien, ou des missiles sol-air SA-17 fournis par la Russie à la Syrie, qui pourraient être livrés au Hezbollah libanais. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, un bureau d'information proche de l'opposition, les frappes ont touché aussi deux bataillons de *pasdaran* (gardiens de la révolution) iraniens, affectés au maniement de ces armements qui, s'ils lui étaient livrés, permettrait au Hezbollah d'atteindre Tel-Aviv à partir de la plaine de la Bekaa et non plus du Sud-Liban.

Nucléaire. Par ses deux raids, qui s'ajoutent à celui de janvier, Israël entre ouvertement en scène dans le conflit syrien. Non pour faire chuter le régime syrien, son «ennemi préféré» dans la région, comme le qualifie le quotidien *Haaretz*, mais avant tout pour des raisons sécuritaires. L'Etat hébreu cherche à empêcher qu'un armement stratégique de grande qualité parvienne au Hezbollah. «Nous ne nous impliquons pas dans la guerre civile en Syrie mais nous avons annoncé quels étaient nos intérêts», a précisé mardi le ministre israélien de la Défense, Moshé Yaalon. Le moment aussi est important : on ne peut exclure l'hypothèse que des opérations militaires soient bientôt engagées par Washington ou Tel-Aviv contre les centres nucléaires iraniens, ce qui entraînerait en retour une pluie de missiles tirés sur Israël à partir du sol libanais.

Ces raids ont permis en outre à l'état-major israélien de signifier à Téhéran que les «lignes rouges» ont bougé, qu'il n'acceptera plus que ses livraisons d'armes de plus en plus perfectionnées franchissent la frontière libanaise. «Israéliens et

ANALYSE

Iraniens s'envoient des messages à travers la crise syrienne. Sur le terrain, l'attaque israélienne a pu faire bouger les choses mais pas de façon décisive. Les Israéliens n'ont intérêt ni à ce que Bachar al-Assad parte, ni à ce qu'il

forces seront dans l'obligation d'intervenir de façon efficace dans la confrontation sur le terrain», et que les «vrais amis» de la Syrie ne permettront pas la chute du régime.

Pour le moment, il est difficile de savoir combien de combattants le Hezbollah – ses effectifs sont estimés à 5 000 miliciens, plus 15 000 réservistes – a envoyé en Syrie. Désormais, ses hommes sont en première ligne, notamment dans la ville stratégique de Qoussayr, autour du sanctuaire chiite de Sayeda Zeinab à Damas, et dans le nord, près de Deir Ezzor et Rakka «En franchissant la frontière libanaise, le parti chiite s'est laissé happer par le conflit. Il n'est pas que présent dans les poches chiïtes ou autour de ses installations. Il a aussi aidé l'appareil militaire syrien, qui ignorait tout de la façon d'attaquer les villes, dans sa mutation. Et lui aussi a beaucoup appris en retour. Et il a aidé à la création de proto-milices au sein d'autres communautés qui peuvent faire des alliances avec lui, soit encore un pas de plus dans la guerre civile», explique un expert américain qui a requis l'anonymat.

Ingérences. D'où la tournure de plus en plus confessionnelle – alaouites et chiïtes contre sunnites – du conflit comme le montre le récent massacre d'un village sunnite près de Baniyas (nord-ouest) perpétré par l'armée syrienne et ses supplétifs alaouites. Avec ces ingérences désormais étalées au grand jour – dimanche, l'Iran a annoncé qu'il allait entraîner l'armée syrienne et la Jordanie, qui craint d'être submergée par l'afflux de réfugiés, voudrait la création d'une zone tampon à sa frontière –, se dessine une véritable régionalisation du conflit. Certains des acteurs s'impliquent pour des raisons idéologiques ou d'influence (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie), et d'autres (l'Iran, le Hezbollah, l'Irak, la Jordanie et Israël) parce qu'il s'agit à leurs yeux d'un combat proprement existentiel. C'est ce qui a conduit le Pentagone à envisager un scénario catastrophe avec des risques graves de désintégration de la Syrie, et la Maison Blanche à une possible réévaluation de sa politique à ce jour pusillanime.

JEAN-PIERRE PERRIN



reste. Leur position oscille entre ces deux hypothèses, du moins tant qu'il n'y aura pas de menaces sur la frontière israélienne», souligne Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris. Dans une récente interview au quotidien libanais l'Orient - le Jour, Karim Bitar, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques, ajoute qu'«indirectement, les attaques israéliennes envoient également un signal aux États-Unis, en venant rappeler que les défenses anti-aériennes syriennes, fournies par la Russie et qu'on disait très efficaces, ne sont pas aussi redoutables. Cela apporte du grain à moudre aux faucons américains comme Lindsey Graham ou John McCain, qui souhaitent que les États-Unis mènent eux-mêmes des attaques de ce type».

Les raids israéliens risquent encore de renforcer le front Damas-Téhéran-Hezbollah. Alors que pendant des mois le «parti de Dieu» a voilé son rôle en Syrie, son chef Hassan Nasrallah a ouvertement admis que ses miliciens se battaient aux côtés des loyalistes et subissaient des pertes. «Nous sommes fiers des martyrs tombés ces dernières semaines et ils nous honorent», déclarait-il le 30 mars sur la chaîne Al-Manar. Il ajoutait : «Si la situation devenait plus dangereuse, des États [l'Iran, ndr], des mouvements de résistance et d'autres

Les rebelles kurdes du PKK ont commencé leur retrait de Turquie

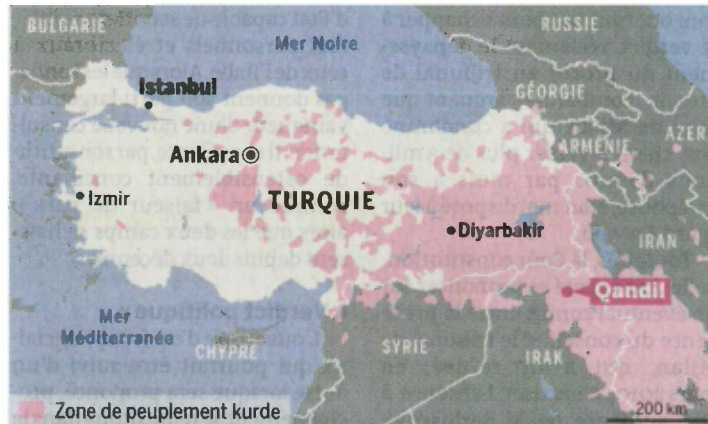
Après le cessez-le-feu décrété par leur chef Abdullah Öcalan, quelque 2 000 combattants vont traverser la frontière à l'est du pays pour se réfugier en Irak, ouvrant la voie à un règlement pacifique du conflit

Istanbul
Correspondance

Conformément à ce que leur commandement militaire avait annoncé, les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont amorcé, mercredi 8 mai, leur retrait du territoire turc. « D'après ce que nous savons, ils ont commencé à faire mouvement », a confirmé mercredi Gültan Kisanak, la coprésidente du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine légale du mouvement kurde.

Les manœuvres ont en réalité débuté plusieurs jours auparavant. Dans tout l'est de la Turquie et le long des côtes de la mer Noire, des milliers de membres de la guérilla, en lutte depuis 1984 contre l'Etat turc, sont censés quitter leurs caches et descendre des montagnes, à pied, pour faire route vers la frontière avec l'Irak. Le processus doit prendre plusieurs mois pour s'achever après l'été.

Le gouvernement turc estime à environ 2 000 le nombre d'hommes et de femmes en armes qui pourraient ainsi traverser la frontière irakienne pour parvenir jusqu'aux monts Qandil, le refuge du PKK dans le nord de l'Irak : un massif montagneux où sont retranchés les chefs de l'organisation, ainsi qu'environ 5 000 rebelles, disséminés dans des camps d'altitude le long de la frontière turque. « Nous allons tenir nos promesses



et respecter la décision de notre leader, Abdullah Öcalan. Les premiers groupes sont attendus à Qandil dans une semaine », a précisé un porte-parole du PKK, mercredi.

Après le cessez-le-feu décrété depuis sa prison par le chef rebelle Abdullah Öcalan et annoncé le 21 mars, jour de la fête de Newroz, le Nouvel An kurde, le retrait de la guérilla est une étape décisive vers la fin du conflit qui a fait plus de 40 000 morts en trente ans de guerre. Mais le gouvernement comme le mouvement kurde restent prudents à l'aube de ce processus inédit. Mardi, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a voulu relativiser la portée du retrait. « L'important, ce n'est pas le retrait mais le désarmement de l'organisation », a-t-il souligné.

Pour le PKK, pas question de déposer les armes avant d'avoir pu

se mettre en sécurité. Les rebelles kurdes craignent en effet d'être pris pour cible pendant leur retrait. En 1999, après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, environ 500 d'entre eux avaient été tués

Pour le PKK, pas question de déposer les armes avant d'avoir pu se mettre en sécurité, de peur d'être pris pour cible

par l'armée turque alors qu'ils descendaient des montagnes. « Nous n'avons pas de doute sur la démarche de l'Etat mais nous craignons des provocations de la part des forces obscures », a déclaré Selahettin Demirtas, dirigeant du BDP.

Le parti kurde a également mis en garde contre toute manœuvre qui pourrait « retarder le processus de paix et favoriser des provocations et des accrochages ». L'armée turque a massé des troupes, multiplié les check-points dans les villages frontaliers et a envoyé patrouiller le long de sa frontière avec l'Irak des avions de surveillance et des drones. Fin avril, le chef de la branche militaire du PKK, Murat Karayilan, avait précisé que le retrait s'arrêterait immédiatement « en cas d'attaque ou de bombardement de ses troupes » et entraînerait des représailles.

Au contraire, si cette opération de retrait était un succès, elle pourrait ouvrir la voie à un règlement pacifique de la question kurde. Mais des mesures concrètes sont attendues par la minorité kurde, qui représente 20 % de la population de Turquie. Une nouvelle Constitution a été promise mais les discussions au sein de la commission parlementaire s'enlisent.

Les Kurdes réclament la reconnaissance légale de leur identité et une décentralisation de l'Etat. Mais le gouvernement de M. Erdogan doit aussi ménager une opposition qui guette le moindre faux pas. Le Parti kémaliste (CHP) a qualifié les « marchandages avec l'organisation terroriste » de « déshonorants » et le Parti de l'action nationaliste (MHP) voit dans ces négociations une « trahison ». ■

GUILLAUME PERRIER



Mardi 7 mai, des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se déplacent en Turquie dans les montagnes qui jouxtent la frontière avec l'Irak. | Agence Firat/AP

After decades of war, can the Kurds finally find peace?

PKK militants retreat to Iraqi mountains after deal with Turkish government

Patrick Cockburn

Qandil — On Wednesday, some 2,000 Turkish Kurd guerrillas will begin their withdrawal from Turkey to an inaccessible mountain stronghold in northern Iraq. Moving in small groups, the fighters will take one to two months to retreat, assuming the Turkish army sticks to a de facto ceasefire, says a leader of the Turkish Kurd rebel movement, the PKK (Kurdistan Workers Party). The pullout is the first step in a fragile process of reconciliation between the Turkish state and its Kurdish minority after 29 years of guerrilla war in which 40,000 people have died.

The PKK guerrillas leaving Turkey will head for the Qandil mountains, one of the world's great natural fortresses, in the Kurdish autonomous region on the Iraqi side of the border with Iran. Still keeping their weapons, they will wait in camps hidden in deep valleys and gorges to see if Turkey reciprocates by ceding a share of power to its Kurdish minority, which numbers some 14 million and is concentrated in the south-east.

Sabri Ok, a member of the PKK leadership, said in an interview with *The Independent* in a safe house in Qandil that some fighters believed that if "we continue our armed struggle we could get results", but there has been no real opposition to a peace understanding. Negotiated by the PKK's leader Abdullah Ocalan, held in the Turkish island prison of Imrali since 1999, the peace terms are vague. But, ever since they were read out to a crowd of one million Kurds gathered in Diyarbakir, the largest Kurdish city in Turkey, on 21 March, there is no doubt about their swift implementation by the PKK. A ceasefire was immediately declared, which Mr Ok affirms the Turkish army is sticking to. He says "there are some drones and warplanes flying, but not as many as before and there are no attacks". This restraint is very different from the last PKK unilateral withdrawal from Turkey ordered by Mr Ocalan in 1999 when its fighters were mercilessly harassed by Turkish forces and suffered heavy losses.

Mr Ok, a middle-aged man who has spent 22 years in Turkish prisons, admits that

quite a lot could go wrong. Asked what would happen if the Turks attacked the retreating guerrillas, he replies firmly that "if there are any bombardments, anything at all, the withdrawal will stop immediately and our guerrillas will retaliate". In such a case, the PKK hopes that the world will conclude that "Turkey wants war".

Overall, there is an expectant mood among PKK militants and the Kurds in general in the belief that the political geography of the Middle East is changing in their favour. The 20th century treated them harshly, the post-First World War settlement denying Kurds self-determination and turning them into a persecuted and unrecognised minority without a state, spread between Turkey, Iran, Iraq and Syria. So far the 21st century is turning out to be much more friendly to the 30 million Kurds in the region. Svelte Iraqi Kurdish politicians sitting in Erbil, the capital of the Kurdistan Regional Government (KRG), use almost the same cautiously enthusiastic words as grizzled PKK military commanders in claiming that the Kurds are politically stronger than ever and can no longer be marginalised and persecuted as second-class citizens. "There is a great awakening of the Kurds in the whole region," says Mr Ok. "The Turkish state and army tried to finish us and they failed."

And it is not just in Turkey that the news for the Kurds is good. In Iraq, the Kurds are better able to assert their national independence than many members of the United Nations. There is an economic boom as foreign oil companies pour in. The civil war in Syria is enabling the Kurdish 10 per cent of the population concentrated in the north of the country to seize control of their towns and villages and lay the basis for future autonomy.

In the warm spring weather in the Qandil it is not obvious that its meadows and mountains were until very recently a battlefield. The steep hillsides are green with thick grass and dwarf oaks, while behind them rise mountains where black crags stick out from the melting snow. Herds of black-faced sheep and goats graze in the fields and there is the sound of cow bells. An old Iraqi military road zigzags up the side of a mountain above a gorge until it reaches a pass that is one of the few

entrances to the Qandil. It looks peaceful enough but at a sharp bend there is a commemorative shrine with pictures of a Kurdish family killed when their car, its mangled wreckage still visible in a shed nearby, was hit by a rocket from a Turkish aircraft in 2006.

No army could expect to fight its way into the Qandil without the risk of suffering devastating casualties. Its caves, canyons and heavily wooded valleys have provided sanctuary from Turkish air attacks. The official PKK spokesman Roj Welat denies that their fighters ever suffered many losses from hostile aircraft, which is likely enough given the broken terrain. Some civilian buildings were not so lucky and Mr Welat points out the pancaked remains of the Qandil Youth Centre, hit by a rocket earlier this year. Rubble is strewn across one end of the centre's football field where a single goal post survives.

A little further on is the shattered ruins of a house and an outhouse owned by a man named Mam Kokha Kadir. He has now moved to the safety of the plains below Qandil, his former neighbours speculating that the purpose of the air attacks was to drive out the civilian population of the mountains "rather than kill the guerrillas". Turkey has used aircraft and ground troops for decades to make fruitless forays into northern Iraq in pursuit of the PKK, the main aim apparently being to show the public back in Turkey that the PKK was being given a bad time. The PKK was never going to win a ground war inside Turkey and the movement's greatest achievement has been to survive repression of extreme ferocity. Founded in 1978 by Abdullah Ocalan as a Marxist-Leninist party, it was for many years dedicated to seeking a separate state for Kurds by means of armed revolt against a state that refused to admit Kurds existed as a separate nationality. It launched a campaign of armed struggle in 1984 that has continued, broken by a few unilateral ceasefires, until today. From the beginning the Turkish army and security forces retaliated with mass arrests, executions and death squads.

Some 3,000 Kurdish villages were destroyed by the Turkish army in the 1990s and at least one million Kurdish villagers driven from their homes. ⇨

⇒ Torture was common with prisoners beaten half to death, thrown into vats of excrement, sodomised with batons, savaged by dogs and subjected to other medieval torments. Prisoners report that to avoid being tortured they were compelled to shout “I am proud to be Turkish” and “a Turk is worth the whole universe”.

The Turkish security forces believed that the capture of Mr Ocalan in 1999 must lead to the collapse of the PKK. This seemed to make sense; he was notorious as the movement’s ruthless and authoritarian leader. But instead of becoming irrelevant in his prison cell, Mr Ocalan has remained in control of the PKK which now seeks autonomy rather than separation. In the eyes of many Kurds his imprisonment gave him the allure of a martyr who became a symbol of Kurdish suffering and resistance. Stencils and pictures of the face of the PKK leader stare out from rocks and cliff faces in Qandil and are carried at every Kurdish demonstration in Turkey. I visited a cemetery filled with the graves of PKK fighters in a pretty valley

where one gravestone bears the name of Kemal Aslan, who burned himself to death in 2011 to protest against “the illegal capture” of Ocalan in Kenya 12 years earlier.

The PKK survived as a symbol of the determination of Turkish Kurds to establish their identity and win equal political and social rights. It bounced back after so many setbacks and defeats because the Turkish state used collective punishment against Kurds as a whole and punished moderate dissidents as terrorists, while offering no concessions. Elected Kurdish officials, journalists, human rights workers and activists were jailed. Ten years ago the PKK seemed to be becoming isolated and irrelevant, but events showed that it had not lost its popular support or organisational strength. Mr Ok says with some pride that “the PKK is enjoying the most powerful period in its 30-year struggle”.

Is the armed struggle coming to an end? A message from Mr Ocalan read out to the vast demonstration in Diyarbakir in March said that a new Turkey is being

born and it is “time for the guns to fall silent and for ideas to speak”. This might happen but is not inevitable. Self-interest should impel the Turkish state to conciliate the Kurds in Turkey as well as in KRG and northern Syria, but Turkish rhetoric still has to be matched with action such as the release of Kurds from prison, an end to the all-embracing anti-terror law and constitutional changes.

Some Kurdish politicians in northern Iraq argue that the PKK has made a mistake in making their concessions up-front leaving them with little leverage against Turkey in future. Mr Ok says that if Turkey continues repression despite PKK concessions “it will not be good for them, it will not be good for anybody”. If the guerrilla war resumes it may escalate because the PKK can look for support to Turkey’s growing list of enemies in the region such as Iran and Syria. Turkey could, and should, end its draining and unwinnable conflict with its Kurdish minority, but this does not mean it will do so.

○ ○ ○



7 May 2013

BARGAINING POWER: KURDS ON THE RISE IN IRAQ

ENERGY, POLITICS AND GOVERNMENT, IRAQ, BUSINESS NEWS

By: Jen Alic

<http://oilprice.com/>

It's amazing what a difference economic independence can make. Just ask the Kurds.

The Iraqi Kurds have long wrangled with Iraq’s central government on topics ranging from sectarian disputes to energy policy. Now, however, the Kurds have boosted their bargaining power with their first unilateral sale of crude oil on the international market, and Kurdistan has new, unilateral pipelines coming online soon. Growing confidence among the Kurds is a big part of the reason the Iraqi central government in Baghdad has come to the table and tentatively agreed to restore relations with Kurdistan.

Last week, the Iraqi central government and authorities of the semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG) put together a seven-point deal that could see the Kurds resume oil exports to Iraq in return for a revision of the 2013 Iraqi budget, which slashed most of the funds allocated to Kurdistan.

KRG Prime Minister Nechirvan Barzani announced last week that the two sides had made headway in discussions on the issue following over a month of boycotts of the Iraqi parliament by Kurdish deputies over the budget.

In January, the KRG halted exports of crude oil through Iraqi-government-controlled pipelines over non-payment of fees by Baghdad (to wit: \$4.5 billion). Baghdad has refused to pay arrears for foreign oil companies operating on KRG territory, which the Iraqi central government says is a violation of the country’s sovereignty.

Baghdad attempted to hit back at the Kurds by stiffing them in

the central budget. The new 2013 budget, passed in March, gave the Kurds only \$646 million of the \$3.5 billion they requested.

The provisional agreement between the Kurds and the Iraqi central government also attempts to resolve the question of the disputed territories that lie between the two—most notably Kirkuk, which is home to more than 40 percent of Iraq’s total oil reserves.

The seven-point agreement promises to redraw the map of this territory, based in part on demographic changes and a census.

It comes as the Kurds deploy troops to the disputed territories, ostensibly to fill in a security vacuum there. Sectarian violence has flared as a result of the spillover of the conflict in Syria. In reality, though the Kurdish peshmerga forces are guarding Kirkuk’s oil fields and wells.

What’s really happening is that Erbil (the power center of the KRG) sees an opening, as Baghdad is being consumed by the chaos of sectarian violence that is threatening to turn into an all-out Sunni revolt and transform Iraq into a second front in the Syria conflict. Baghdad’s position is weakened, while the Kurds are only being strengthened.

Unlike anywhere else in Iraq, Erbil is a center of stability, however corrupt. It is flourishing, and the talk is not of the rising unrest in Iraq, but of the peace deal between KRG benefactor Turkey and the Kurdistan Workers’ Party (PKK). What this heralds—at least for KRG President Massoud Barzani and his Kurdistan Democratic Party (KDP)—is an even stronger relationship with Turkey. All of this is moving the KRG toward feasible economic independence.

What is often left out of this story in the mainstream media level is the clear division between Kurdistan’s two key political parties—the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by the Talabani family. While the PUK largely controls disputed Kirkuk and the eastern part of Kurdistan, Barzani’s KDP controls the west and the lucrative border crossing with Turkey.

The KDP sees a chance for independence that is economically viable—and growing more so by the day. The PUK’s economic interests lie more in keeping Iraq together. So when we talk about Kurdish independence, this is a highly polarized notion, both politically and geographically. ●

PKK militants start withdrawal from Turkey, fueling optimism for peace process

Kurdish militants have battled Turkey's government for decades. Once interested in independence, the PKK is now pressing for limited autonomy, broader language rights, and full political equality for Kurds.

By Alexander Christie-Miller,
Correspondent / Antakya, Turkey

Kurdish rebel fighters today began departing from southeast Turkey to bases in northern Iraq in their most solid step yet toward ending a 29-year insurgency. The withdrawal by Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas has fueled optimism surrounding a peace process started late last year between Ankara and Abdullah Ocalan, the PKK's imprisoned leader.

Analysts say the withdrawal heralds a new, more difficult phase in the process, with pressure mounting on Turkey to concede to a long list of Kurdish grievances.

Altan Tan, a Kurdish politician from the PKK's legal political affiliate, the Peace and Democracy Party (BDP), says the PKK has permanently renounced violence.

"Even if the government doesn't offer anything, they will not go back to arms because that time is over.... In the past, the government used the armed struggle as a reason not to negotiate. They no longer have that excuse," he commented.

Tensions remain high, however, with the PKK's leadership issuing a statement saying that increased Turkish drone surveillance and military movements were hampering the process. It said it will take several months for its fighters, estimated to number around 2,000 in Turkey, to fully leave the country.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan yesterday criticized the PKK for not first laying down its weapons.

"The main issue is to lay down weapons and just withdraw. They surely know the routes from which they have entered Turkey and can use the same routes to leave," he told Turkish media.

Founded in 1978, the PKK originally sought independence for Turkey's repressed Kurdish minority of around 15 million, which has faced decades of state-driven attempts at cultural assimilation.

In recent years, however, it has moderated



Rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey close to the border with Iraq on Tuesday. A Kurdish party leader said Wednesday rebels have started to move out of Turkey to bases in northern Iraq, a key stage in the peace process with the Turkish government. Firat NewsAgency

its goal in favor of limited autonomy, broader language rights, and full political equality. In a speech last month written in his prison cell and read before crowds at Nowruz, the New Year festival celebrated by Kurds, Mr. Ocalan said the PKK announced a cease-fire and said that it was "a time for politics, not arms."

The significance of the withdrawal has been heightened by comparisons with the only other time the PKK extracted its forces from Turkey, when Ocalan announced a general withdrawal after his capture in 1999.

Then, Turkish forces harried the retreating rebels, who sustained high casualties. Kurdish leaders claim that this time, however, government statements encouraging the withdrawal amount to a guarantee that such attacks will not occur again.

Kurdish demands

"The next step is democratization, and this needs to follow quickly," says Mr. Tan.

In addition to an amnesty for PKK fighters and leaders, Kurdish demands include the revision or abandonment of draconian antiterror laws that have led to the imprisonment of several thousand peaceful Kurdish activists in the past five years, and the release of those prisoners.

They are also asking for the right to educate their children in Kurdish, which is currently prohibited, and the scrapping of a clause in the Constitution that defines all the country's citizens as "Turkish."

Additionally, they are seeking the end of an electoral ban on political parties garnering less than 10 percent of the vote from entering parliament – a restriction widely regarded as intending to keep Kurdish parties out of formal politics.

Most controversially, they are also seeking steps toward a more federal Turkey, with

power devolved from Ankara to the regions, bringing Kurds closer to their long-cherished dream of autonomy.

In recent weeks, governing politicians have hinted they may be willing to give ground on some of these demands, but serious doubts remain over the ability of Turkey's deeply divided political leaders to hammer out agreement on specific issues.

The government and the BDP, however, have signaled that they are willing to work together, "even [though] now relations are not very good, we can't speak about a proper dialogue," says Tan.

Preparing public opinion

Hugh Pope, director of the International Crisis Group in Turkey, believes the government is underplaying its willingness to compromise while it prepares public opinion for the talks.

"I think that the Turkish leadership is maneuvering itself into a place where it can tell people that these will be for the good of all Turkey," he says.

The Turkish public was long encouraged by an aggressively anti-Kurdish national media to view the issue as one solely of terrorism. "There has been so much propaganda that people won't be able to get it quickly," says Mr. Pope.

In one survey by polling company MetroPoll last month, 51 percent of respondents disapproved of the peace talks, and 69 percent did not believe the PKK will disarm.

The talks face particular opposition from Turkey's powerful ultranationalist movement, which itself has a history of terrorism and street violence.

Devlet Bahçeli, leader of the far right Nationalist Movement Party, has accused Erdogan of "treason" in engaging

➔ with the PKK in a series of rallies around the country that have attracted crowds of up to 70,000.

Ironically, a trend that itself is attracting increasing concern may lubricate the process: Ankara's tightening grip over the national media.

In recent weeks, newspaper bosses scared of incurring official wrath have fired columnists who criticized the talks. Meanwhile, a 63-member Council of the Wise, picked by the government and including more than 20 prominent journalists, is touring the country to raise support.

End of violence will help maintain

momentum

The most decisive factor in maintaining momentum, many observers believe, is the absence of the almost daily deaths that have plagued both sides in the war, which is estimated to have claimed the lives of some 40,000 people.

April was the first month in more than a year and a half that there were no deaths in the conflict, according to figures compiled by the International Crisis Group.

"When people are no longer preoccupied with deaths and coffins arriving daily, they will start to see that the PKK is playing an important role in this process," says Umit Firat, a prominent

Kurdish writer and civil rights activist.

Like many observers, his biggest fear is that the radical fringes on each side of the talks may seek to derail them with provocation attacks.

He says nonetheless that the days in which Turks and Kurds address their problem through force of arms are numbered.

"Turkey has reached a point of no return," he declares. "It may be stopped or paused for a few years, but it will always continue in the same direction."♦

FP Foreign Policy May 14, 2013

Turkey and the Kurds: Will Erdogan's peace process with the PKK save Turkey or destroy It?

BY JOHN HANNAH

Something quite extraordinary -- perhaps even historic -- is afoot in Turkey. The country's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is engaged in a colossal roll of the political dice, an act of statesmanship, ambition, and hubris largely without parallel on the current world stage. At one and the same time, Erdogan appears set on a course that could result not only in redefining the very nature of the modern Turkish nation-state, but in a radical revision of the Turkish Republic's core national security tenets as well. How the gambit plays out could have momentous implications for the future of Turkey, for sure, but also for the broader Middle East region and even the United States.

At the center of Erdogan's play is an effort to resolve Turkey's "Kurdish problem" -- the chronic, often bloody conflict that has torn at the fabric of the Turkish state since its founding 90 years ago. On one side: the highly exclusive Kemalist conception of Turkish citizenship that all but denied the existence of Kurdish ethnicity (no Kurds here, only "mountain Turks") and effectively banned Kurdish language, history, and culture from the nation's public life. On the other: a fiercely proud and distinct people, the Kurds, whose decades-long struggle for recognition and self-determination has -- not surprisingly -- regularly found expression in demands for independent nationhood, an ever-present separatist dagger pointed at the heart of Turkey's territorial integrity and unity. Since 1984, this clash of



competing nationalisms has manifested itself most virulently in the brutal war waged against the Turkish state by the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Leninist organization that both the United States and the European Union have officially designated as a terrorist group.

Now, in a bold and risky effort to cut through this Gordian knot, Erdogan has launched a new peace process in which his main partner is none other than Abdullah Ocalan, the infamous PKK leader who has been imprisoned on the Turkish island of Imrali since 1999. Revered by many (though by no means all) Kurds, Ocalan is reviled by the majority of ethnic Turks, condemned as a murderous enemy of the republic, a master terrorist whose hands are covered in the blood of innocents.

After months of secret negotiations with Erdogan's intelligence chief, Ocalan issued a dramatic cease-fire declaration from his jail cell on March 21, the Kurdish new year. The statement was presented publicly in Diyarbakir, a Kurdish-majority city in southeastern Turkey, where it was read out by Kurdish parliamentarians to a massive crowd waving Kurdish flags and portraits of the PKK leader. According to Ocalan, "A new era is beginning; arms are silencing; politics are gaining momentum. It is time for our [PKK] armed entities to withdraw [from Turkey]." Ocalan condemned as "an inhuman invention" past efforts to form states "on a single ethnicity and nation." Today, he stated, "everybody is responsible for the creation of a free, democratic, and egalitarian country that suits well with the history of Kurdistan and Anatolia." ■

PKK Kurdish deal with Turkey may worry Iran and Syria

By Guney Yildiz BBC Turkish

Rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) have begun leaving south-eastern Turkey for their main bases in northern Iraq, but there is no talk of disarmament yet.

Instead, several top commanders of the PKK have said they will keep and even consolidate their forces.

So what will the thousands of well-trained militants in Qandil, Zap and other PKK-controlled areas of northern Iraq do, as the truce with Turkey holds?

This is probably the question the Iranian and Syrian governments have been asking since the imprisoned leader of the PKK, Abdullah Ocalan, who is negotiating a peace deal with Turkey, urged militants to withdraw from inside Turkey.

The group has two sister parties in Iran and Syria with their own armed wings: the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK), which is fighting against Iran, and the Democratic Union Party (PYD), which holds the reins of power in Kurdish areas of Syria. Both have many fighters from Turkey's Kurdish areas.

"Iran's main concern is whether the PKK fighters will be joining forces with PJAK or not," says Mehdi Talati, a Swiss-based Iranian security analyst.

"PJAK, with its current strength, does not represent a strong challenge to the Iranian army, but it could pose a significant threat with reinforcements from the PKK."

SURPRISE

Only two years ago, Iran and Turkey were conducting joint military operations against the PKK's main bases in the Qandil Mountains.

Prof Nader Entessar of the University of South Alabama in the US argues Iran was taken by surprise by the peace process in Turkey: "The Iranian government doesn't appear to have foreseen this and developed a plan B for this situation yet; we may say that they were caught off-guard."

A ceasefire has been in place between the PKK's Iranian offshoot and Tehran since the autumn of 2011.



9 May 2013 This image shows a PKK fighter in the Turkish mountains

Although the PKK has shown its resilience in the face of joint military operations from Turkey and Iran, the group has sought to avoid fighting on two fronts whenever it can.

PKK executive leader Murat Karayilan has tried hard to establish a ceasefire between PJAK and Iran in order to focus on the fight against Turkey.

He recently reiterated that he would like to see the truce between PJAK and Iran continue.

However, Abdullah Ocalan has talked about the possibility of PKK militants joining forces with the PYD and PJAK.

"I don't believe that our guerrilla force will [cease being active] when we withdraw - there are Syria and Iran," he was quoted as saying in leaked meeting notes with three MPs of the pro-Kurdish BDP, who went to meet him at Imrali Prison where he is being held.

BACKFIRING

Another potential loser in a peace deal between the PKK and Turkey could be Syria.

Syria's policy towards the PKK has fluctuated over the last decades.

Seeing the PKK as a counterbalance against Turkey, the late President Hafez al-Assad harboured the group up until 1998, when his government forced the PKK leader out of the country under pressure from Turkey and the US.

Relations between Turkey and Syria became friendlier in the following years, and Assad's son and incumbent president, Bashar, reiterated Syria's full support for Turkey's war with the PKK.

In a bid to retaliate against the shifting position of the Syrian government, Abdullah Ocalan decided, in the last few days of his stay in Syria, to establish a separate Kurdish group to fight against the Syrian government.

This move now gives Mr Ocalan one of his strongest cards in Imrali prison as he negotiates a peace deal with Turkey.

The PYD, re-established in 2003 after the failure of the first attempt, now holds the reins of power in most of the Kurdish areas of Syria.

Turkey is keen to see the PYD step up the

fight against Syria, and some think they can count on Mr Ocalan to influence the Syrian Kurd position towards Turkey and the Syrian government.

The co-chair of the PYD, Saleh Muslim Muhammed, told BBC Turkish in London: "Ocalan is not only the leader of the PKK. He is a leader of the Kurdish people as well. We cannot overlook his opinions."

The Syrian government's hitherto friendly relations with Turkey came to an end in 2011, when the Turkish government declared its open support for the Syrian rebels.

In the face of the rebel uprising, Syrian government forces pulled out of Kurdish areas in the north to concentrate on the fighting elsewhere.



The PKK's Murat Karayilan says he would like to see the truce between PJAK and Iran continue

This move was based on the premise that de facto Kurdish autonomy on the Turkish border would pose a challenge to the Turkish government.

But that premise could turn out to be false if a Turkish peace deal with the PKK holds.

BOOST FOR TURKEY

Saleh Muslim Muhammed confirms that the Kurds in Syria have been watching the peace negotiations between the PKK and Turkey with high hopes.

"We are ready to talk to Turkey without any conditions and we begin to see indications of a change in the Turkish policy towards us," he said.

The conflict with the PKK has effectively challenged Turkey's regional ambitions, especially last year when the militants held ground in Turkey's south-eastern corner for a couple of weeks.

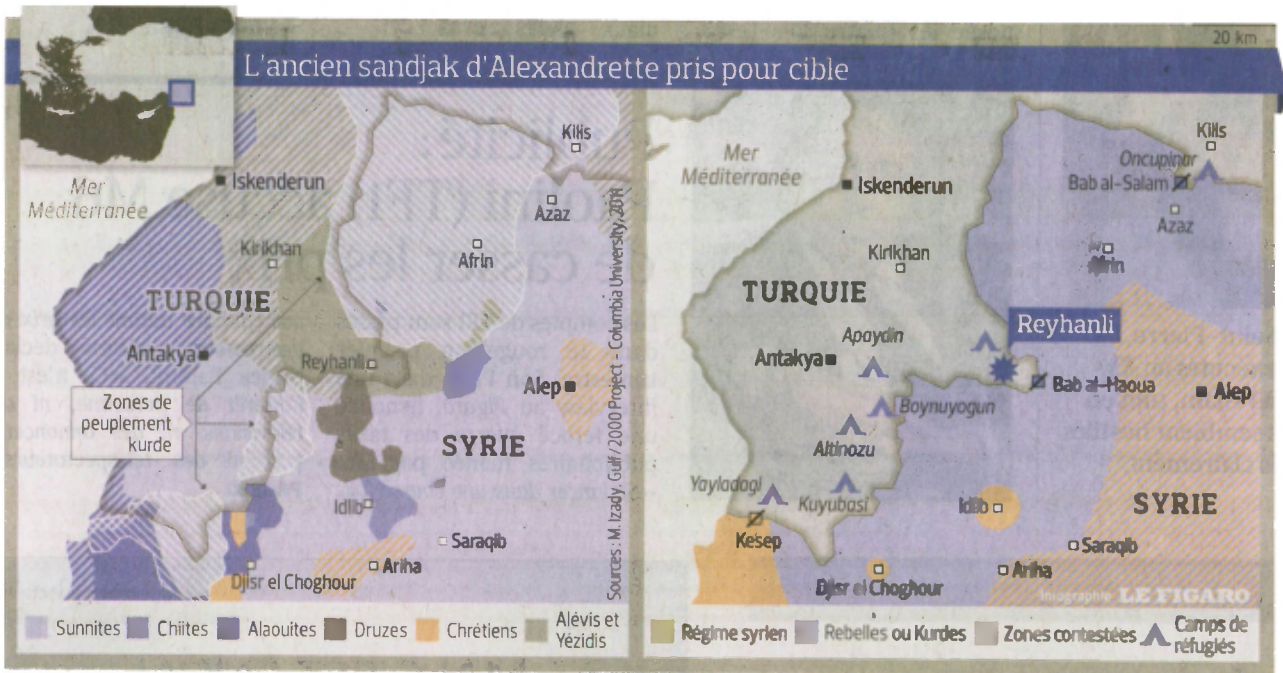
Now a halt in the conflict could mean Turkey would be able to free up its military and economic resources and this would result in an increase in Turkey's regional profile, says Mr Talati.

On the economic front, the conflict has cost Turkey more than \$300bn (£194bn), according to official figures.

Mr Talati adds: "It is too early to decide whether the Turkish government is honest about a political solution to the Kurdish question. But if it reaches its intended conclusion, then Iran may be the only country left with a Kurdish problem." □

La Turquie gangrenée par le conflit en Syrie

Le double attentat de samedi, imputé à Damas, viserait à entraîner Ankara « dans un scénario catastrophe ».



BURÇIN GERÇEK
ISTANBUL

PROCHE-ORIENT « Les assassins d'Assad », « la terreur syrienne », « la guerre a dépassé les frontières » : au lendemain du double attentat qui a fait 46 morts dans la ville de Reyhanli, près de la frontière syrienne, de nombreux journaux turcs accusaient ouvertement Damas dimanche. Les autorités turques ont déclaré avoir trouvé des liens entre les auteurs de l'attentat et les services de renseignements syriens. Neuf personnes, toutes de nationalité turque, ont été interpellées dimanche et certaines auraient avoué leur implication, selon le vice-premier ministre turc, Besir Atalay.

Soutenant les groupes rebelles depuis le début de la crise syrienne, la Turquie accueille plus de 300 000 réfugiés. L'attentat est survenu trois jours après la déclaration du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, sur le soutien d'Ankara à l'instauration d'une « no-fly zone » en

Syrie, considérée comme la première étape d'une intervention militaire. Erdogan a pointé du doigt le régime de Damas, estimant qu'il tentait « d'entraîner la Turquie dans un scénario catastrophe ».

En commanditant l'attentat le plus meurtrier survenu en Turquie depuis le début des années 2000, Damas aurait donc voulu mettre en garde son voisin ? Malgré le démenti du régime syrien, qui nie toute implication dans cet attentat, le gouvernement turc et la plupart des journaux en semblent convaincus : le nom d'Acilciler, un groupe d'extrême gauche turc proche du régime syrien est évoqué parmi les éventuels responsables.

Le gouvernement critiqué

Mais certains experts appellent à se méfier des apparences, insinuant que l'attentat aurait pu être organisé pour pousser la Turquie précipitamment dans une guerre contre la Syrie. Le nom du groupe al-Nosra, affilié à al-Qaïda est aussi évoqué. Le soutien étendu d'Ankara aux opposants syriens - qui va, selon certains

journaux turcs, jusqu'à fermer les yeux sur les passages clandestins des frontières ou le transfert des armes - est aussi vivement critiqué par de nombreux commentateurs car il ouvrirait la voie à un débordement de la guerre en Turquie. « Soyez fier, voilà le résultat », a titré le journal *Birgün*, soulignant que « la politique syrienne du gouvernement avait frappé le peuple ». Le CHP, principal parti d'opposition de centre gauche, a invité le gouvernement à réviser cette politique.

Ce n'est pas la première fois que la Turquie semble payer pour son soutien aux opposants syriens. Les autorités avaient déjà accusé Damas pour la chute d'un avion turc en juin 2012 et un attentat à la voiture piégée au poste frontière de Cilvegözü en février dernier.

« On dirait que la patience et le sang-froid de la Turquie sont testés, a déclaré Recep Tayyip Erdogan dimanche. Nous devons être très attentifs et garder notre sang-froid contre toute provocation cherchant à nous attirer dans le sanglant marécage syrien. Nous ne tomberons pas dans

ce piège. » Le premier ministre écarte ainsi une éventuelle réplique militaire d'Ankara contre la Syrie. Du moins, avant d'avoir vérifié que Damas est bien derrière cet attentat et s'être assuré du soutien de la communauté internationale.

Dans son intervention, Erdogan a aussi souligné qu'il ne changerait pas de politique. Selon la presse turque, le climat est très tendu à Reyhanli et dans les autres

villes de la région d'Antakya après les attentats. Des voitures ayant des plaques d'immatriculation syriennes auraient été renversées et endommagées. Reyhanli, 60 000 habitants, accueille depuis deux ans près de 25 000 réfugiés syriens dans les camps et de manière dispersée en ville. La plupart des réfugiés resteraient cloîtrés chez eux de crainte d'être pris à partie. Dans la région d'Antakya, la po-

pulation est composée d'alaouites (la minorité issue du chiïsme à laquelle appartient Bachar el-Assad), de sunnites et de chrétiens. Après les attentats de Reyhanli, cette cohabitation fragile semble aussi menacée. ■

LE FIGARO

lundi 13 mai 2013

Un avertissement sur la capacité de nuisance syrienne hors de ses frontières



DÉCRYPTAGE

Georges Malbrunot
gmalbrunot@lefigaro.fr

S'IL EST confirmé que le double attentat commis samedi à Reyhanli est bien l'œuvre de « personnes liées à des organisations soutenant le régime syrien », comme l'affirme Ankara, cet acte terroriste montre que le régime de Bachar el-Assad garde une capacité de nuisance hors de ses frontières.

Même affaiblie par deux ans de confrontation avec une rébellion armée qui contrôle notamment la région frontalière avec la Turquie, la longue main de ses services de renseignements peut encore frapper au-delà de ses bases. L'avertissement s'adresse d'abord à la Turquie qui laisse passer armes et combattants désireux d'aller renverser « le régime assassin » de Damas. Mais, par ricochet, il vise les autres voisins de la Syrie engagés eux aussi aux côtés des rebelles. On pense bien sûr au Liban et à sa communauté sunnite qui dépêche des combattants en Syrie, mais également à la Jordanie, qui, elle, a prudemment assimilé les dangers pour sa stabilité d'un appui trop ostentatoire aux opposants d'Assad.

Il faut noter que contrairement à ces deux pays, tous les ponts sont rompus entre Damas et Ankara, pourtant alliés jusqu'à l'éclatement de la révolte en 2011. À

défait d'avoir pu établir avec les Occidentaux une zone d'interdiction aérienne au profit des rebelles au nord de la Syrie, la Turquie est devenue la base arrière de l'insurrection. Ses services de renseignements ferment les yeux sur les armes acheminées aux insurgés, comme sur les combattants étrangers qui vont mener « le djihad » en Syrie. Les rebelles, aidés par ces mêmes services de renseignements, sont accusés par Damas d'avoir dépecé les entreprises d'Alep pour les réimplanter du côté turc de la frontière. Et récemment, les officiels turcs ont multiplié les déclarations accusant Assad d'avoir utilisé des armes chimiques contre ses opposants.

La guerre est désormais ouverte entre Ankara et Damas

Bref, même si depuis deux ans la Turquie a plus parlé que réellement agi contre la Syrie, la guerre avec Damas est désormais ouverte. Pour autant, son ennemi syrien ne manque pas de relais pour l'atteindre. Parmi les suspects, le groupe clandestin de gauche Acilciler ou le Front populaire pour la libération d'Iskenderun, composé notamment d'alaouites turcs, restés favorables au pouvoir syrien, alaouite lui aussi. Dans ces régions de l'ancienne Antioche, cédée par la France à la Turquie à la fin du mandat sur le Levant, les réfugiés syriens sont mal vus par la population. Le Front d'Iskenderun jouit d'une réelle popularité parmi les 500 000 alaouites vivant en Turquie.

En actionnant le levier alaouite turc, Damas ferait monter la tension chez son voisin, où la politique antisyrilienne du premier ministre Erdogan est loin de faire l'unanimité.

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir obscur de Damas est montré du doigt en Turquie. Il y a deux ans, le colonel Hussein Harmoush, l'un des premiers militaires syriens à avoir déserté, fut mystérieusement kidnappé dans son repaire turc avant de refaire surface devant les caméras de la télévision syrienne. Il avait été vendu par une poignée d'officiers turcs à la solde de Damas.

Une autre piste, moins crédible, conduit à la mouvance terroriste Jabhat al-Nosra. Sous la pression des États-Unis, la Turquie a récemment entravé l'action des djihadistes transitant sur son sol pour gagner la Syrie. En frappant en Turquie selon un mode opératoire qui lui ressemble - deux attentats à quelques minutes d'intervalle -, la mouvance terroriste avertirait ainsi Ankara de ne plus se soumettre à Washington, qui a inscrit al-Nosra sur la liste des organisations terroristes. Et, à l'heure où l'on parle d'une solution négociée avec le projet russo-américain de conférence internationale, les djihadistes marqueraient leur opposition à ce projet. « Pourquoi le régime, après avoir été attaqué par Israël, se mettrait-il à dos la Turquie, alors que son allié russe lui offre un répit avec une conférence internationale ? », s'interroge le chercheur Fabrice Balanche. ■

REUTERS

Trois morts dans une série d'attentats au Kurdistan irakien

KIRKOUK, Irak — 8 mai 2013 (Reuters)

TROIS ATTENTATS suicide ont fait trois morts mercredi dans le Kurdistan irakien, a-t-on appris auprès de la police et de responsables médicaux.

Deux ont été commis à Kirkouk, chef lieu de la province autonome, qui se trouve 250 km au nord de Bagdad. L'un visait des locaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et l'autre, les forces de l'ordre. Ils ont tous deux fait un mort, selon la police et des sources hospitalières.

Le troisième, qui a également coûté la vie à un membre des services de sécurité, s'est produit à Touz Khourmato, 67 km au sud de Kirkouk. Aucune revendication n'a été formulée.

Les tensions entre Kurdes et Arabes se sont accrues depuis le retrait des forces américaines, en décembre 2011, dans cette région du nord de l'Irak riche en pétrole dont Bagdad cherche à récupérer la souveraineté. ●



L'attentat de Reyhanli fragilise la mosaïque ethnique et religieuse turque

46 personnes sont mortes dans une double explosion visant cette base arrière des rebelles syriens dans le sud de la Turquie. Ankara soupçonne des alaouites turcs, partisans du régime Assad

Reportage

Reyhanli (Turquie)

Envoyé spécial

Une trentaine d'hommes aux visages soucieux sont massés devant des barrières qui bloquent l'accès à la mairie de Reyhanli, grosse bourgade agricole du sud de la Turquie, dans la province d'Hatay, frontalière de la Syrie. Face à un cordon de policiers en tenue antiémeute, ils observent en silence le ballet des engins qui déblaient les gravats laissés par le double attentat à la voiture piégée, qui a frappé leur ville, samedi 11 mai, causant la mort de 46 personnes et blessant une centaine d'autres. Au loin, des membres de la police scientifique, en combinaison blanche, s'affairent dans les ruines du siège de la municipalité, soufflé par la première des deux déflagrations.

« Tout ça, c'est une machination de ce chien de Bachar Al-Assad », maugrée Ahmed Bateh, un jardinier de 40 ans, à l'unisson du gouvernement turc. Pilier de la coalition internationale anti-Damas, Ankara a imputé l'attaque à des partisans du président syrien et a annoncé l'arrestation de neuf suspects, dont le cerveau présumé des attentats. « C'est le même principe que l'opération contre la douane de Cilvegözü », poursuit Ahmed, en référence à celui perpétré contre le poste-frontière situé à la sortie de Reyhanli, qui avait fait 17 morts, le 11 février. « Le régime Assad veut semer la discorde chez nous, dresser les communautés les unes contre les autres », assure le jardinier.

Comme dans la Syrie voisine, dont elle faisait partie jusqu'à ce que la puissance coloniale française l'en détache en 1938, la province d'Hatay est un patchwork d'ethnies et de confessions. Elle abrite non seulement des sunnites, comme les habitants de Reyhanli, mais aussi une importante minorité d'Arabes alaouites (une dissidence du chiisme à laquelle appartient le clan Assad), que l'on dit souvent



Dimanche 12 mai, des habitants de Reyhanli découvrent les immeubles éventrés par deux explosions, la veille. B. KILIC/AFP

proche politiquement du régime syrien, et puis des Kurdes, des Turkmènes, des Tcherkesses, des chrétiens orthodoxes, etc.

« Tout ça, c'est une machination de ce chien de Bachar Al-Assad », maugrée Ahmed Bateh, un jardinier de 40 ans

L'harmonie entre ces communautés résistera-t-elle au carnage de Reyhanli? « Je ne sais pas, je ne sais vraiment pas », confie Ahmed, sur un ton embarrassé.

La ville est pratiquement déserte en ce dimanche après-midi. Encore sonnés par la puissance des explosions qui ont fait voler en éclats les fenêtres à 200 mètres à la ronde, les habitants sont vite ren-



trés chez eux après les premières funérailles. Quelques-uns déambulent devant leur domicile, sans but apparent, bavardent avec leurs voisins, comme pour se libérer de leurs tourments. « Oui, on a peur qu'une autre attaque survienne », confesse Mehmet, un jeune père qui préfère ne pas donner son nom de famille. On est tellement proches de la frontière, tout peut arriver. »

Comme à la mairie, un petit attroupement s'est formé devant le site de la seconde explosion, qui

a dévasté quelques minutes plus tard le souk, le quartier des marchands, autour de la poste centrale. « J'étais à mon bureau, là-haut, au deuxième étage, dit Joma'a Merjimek, un agent d'assurance dont le visage est criblé de microcoupures. Il y a eu une explosion monstrueuse, comme dans un bombardement, et puis une boule de feu. La vitre m'a explosé au visage. Je suis descendu secourir les blessés. Il y avait des voitures renversées, de la fumée partout, des gens qui avaient perdu leurs bras, leurs jam-

bes. C'était l'enfer.»

Peuplée de 60 000 habitants, Reyhanli, comme toutes les localités de la zone frontalière, accueille depuis deux ans un flux croissant de réfugiés syriens, dont le nombre est estimé aujourd'hui à une dizaine de milliers.

Ils vivent dans des maisonnettes qu'ils louent en lisière de la ville. Dans les heures qui ont suivi le double attentat, de nombreuses voitures leur appartenant, garées dans le centre-ville, ont d'ailleurs été endommagées par des groupes de jeunes en colère, dispersés par la police.

Des membres des groupes armés anti-Assad se sont également installés à Reyhanli. Ils profitent du fait que le terminal de Cilvegözü, appelé Bab Al-Haoua

côté syrien, est passé, depuis longtemps déjà, sous le contrôle des insurgés, ce qui leur permet d'aller et venir à leur guise entre les deux pays.

Pour la même raison, plusieurs organisations humanitaires, désireuses de travailler dans les zones « libérées » du nord de la Syrie, hors d'atteinte depuis Damas, ont installé une antenne dans la ville. C'est ainsi que Reyhanli est devenue une base arrière de la rébellion syrienne.

Mais, au fur et à mesure de l'enlèvement des combats et de la radicalisation des groupes armés, les paysans des environs ont aussi vu débarquer toute une faune de djihadistes et de trafiquants en tout genre, appâtés par la guerre sainte ou les dollars déversés par des

mécènes du Golfe. « Une petite pègre s'est formée ici, confirme Joma'a Merjimek. Des gens que tu peux acheter et manipuler facilement. Et puis Assad compte de nombreux soutiens dans le Hatay. C'est pour cela que les attentats ne m'ont pas surpris. »

Les autorités turques n'ont pas fourni de détails sur l'identité des suspects. En visite à Berlin, le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, s'est contenté d'affirmer qu'« ils appartiennent à une vieille organisation terroriste marxiste liée au régime Assad ». Une formule qui pourrait désigner le groupuscule Acilciler, une formation séparatiste d'extrême gauche, créée au milieu des années 1970, militant pour le rattachement du Hatay à la Syrie.

Aujourd'hui dirigés par Mirhac Ural, un fanatique alaouite de Turquie, ses membres, estimés à quelques centaines, sont soupçonnés d'avoir participé, en Syrie, aux massacres de Baniyas et Al-Bayda, en mai en Syrie, où des dizaines de civils sunnites ont été tués.

Alors que Damas a catégoriquement rejeté les accusations d'Ankara, Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre turc, s'est voulu rassurant. « Nous garderons notre calme et notre bon sens et nous ne tomberons pas dans le piège où l'on tente de nous entraîner », a-t-il déclaré. Avant d'ajouter, plus menaçant : « Mais quiconque s'en prend à la Turquie devra un jour ou l'autre en payer le prix. » ■

BENJAMIN BARTHE



13 MAI 2013

Mise explicitement en cause par Ankara, la Syrie nie toute responsabilité dans l'attentat de samedi.

Neuf Turcs arrêtés, Damas accusé

Les enquêteurs ont montré une étonnante célérité. Quelques heures à peine après le double attentat à la voiture piégée qui a ensanglanté samedi la petite ville de Reyhanli, proche de la frontière syrienne, faisant au moins 46 morts, les autorités turques ont annoncé l'interpellation de neuf personnes, toutes de nationalité turque. « Elles ont avoué avoir organisé les attentats dès leurs premiers interrogatoires au poste de police et être en relation avec une organisation terroriste liée aux services de renseignements syriens », a précisé le ministre turc de l'Intérieur, Muammer Güler. Cette identification rapide des auteurs présumés du carnage amène nombre de commentateurs à se demander pourquoi il n'a pas été possible d'agir préventivement.

Selon le grand quotidien *Hurriyet*, les services de renseignements avaient repéré le groupe depuis un certain temps et identifié les camionnettes, mais ils auraient perdu leur trace ces derniers jours. Programmés pour exploser à une heure de très forte affluence, les deux véhicules avaient été installés devant la mairie et la poste de Reyhanli, située à quelques kilomètres du poste-frontière de Cilvegözü, victime d'une attaque si-

miltaire, le 11 février, qui avait fait 17 morts. Les autorités accusent explicitement Damas et le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a déclaré, en visite en Allemagne, que « les coupables en paieraient le prix, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ». Ankara devrait notamment consulter l'Otan sur ce dossier. Le régime syrien, lui, nie toute responsabilité dans l'attentat.

De leur côté, certains experts n'excluent pas totalement la piste jihadiste : il pourrait s'agir d'un avertissement adressé aux autorités turques qui tentent depuis quelque temps de mieux contrôler les passages d'armes et de volontaires vers des groupes comme le front Al-Nosra, désormais rattaché par les Occidentaux sur la liste des organisations terroristes.

L'attentat de samedi, le plus grave en Turquie depuis la quadruple opération d'Al-Qaeda à Istanbul en 2004, relance aussi les polémiques sur l'engagement du gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan en faveur de la rébellion. Ankara avait accueilli les premières réunions du Conseil national syrien, la principale organisation de la résistance contrôlée par les Frères mu-

sulmans. Depuis le début, cette politique suscite une grande inquiétude, alors que les deux Etats partagent 900 kilomètres de frontière. Les sondages montrent que près de 70% des personnes interrogées sont hostiles à toute forme d'ingérence de leur pays, même dans le cadre d'une toujours plus hypothétique intervention internationale.

« La Turquie semble s'enfoncer dans le marécage syrien et elle est devenue partie prenante de cette guerre civile en soutenant directement l'opposition », s'indignait hier Can Dündar dans le quotidien *Milliyet* (libéral), alors que *Cumhuriyet*, le journal kémaliste proche de la principale force de l'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), clamait : « Ce massacre est le produit des politiques belliqueuses du pouvoir. »

De notre correspondant à Istanbul
RAGIP DURAN

« Nous devons être vigilants et garder notre sang froid face à chaque provocation visant à nous attirer dans le borborygme syrien. »

Recep Tayyip Erdogan
Premier ministre turc, hier

Turkey links bombing suspects to Syria

REYHANLI, TURKEY

9 are held in attacks; Erdogan vows he won't be drawn into civil war

BY KAREEM FAHIM AND SEBNEM ARSU

Turkish officials said Sunday that nine people with ties to the Syrian government had been detained in connection with two car bombings a day earlier that killed 46 people in this border town, as

the prime minister vowed that Turkey would not be drawn into its southern neighbor's civil war.

Speaking at a televised news conference, senior government officials said the investigation had linked the detainees, who were all Turkish citizens, to the government of President Bashar al-Assad of Syria and asserted that the attack was aimed at disrupting Turkey's unity.

If connected to the Syrian war, as Turkey claims, the attack would be the deadliest spillover since the beginning of the uprising against Mr. Assad in March 2011. In October, shells fired from Syria killed five people in Turkey, and the Turkish government blamed Mr. Assad's forces. At least 14 people died in a separate episode in February when a car bomb exploded at a border crossing at Reyhanli.

The officials did not detail any ties between the suspects and the Assad government but said the evidence included incriminating statements made by the suspects themselves.

"The incident was carried out by those who have been closely linked with pro-regime groups in Syria," Turkey's interior minister, Muammer Guler, said. "There is no merit in spelling out the names; we know them all."

Turkey's government has strongly supported the rebels fighting Mr. Assad. The Syrian government denied any involvement in the bombings on Sunday and said Turkey's government bore responsibility. "Syria didn't and will never undertake such acts because our values don't allow us to do this," Omran al-Zoubi, the information minister, was quoted as saying in Damascus.

Turkey's government struggled to contain the domestic fallout from the two bombings, which were among the deadliest attacks on civilians in Turkey in at least a decade. After the explosions, groups of Turkish youths at-

tacked cars and apartments belonging to Syrian refugees living in Reyhanli, where small protests were also held against the government.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan insisted Sunday that Turkey would "maintain our extreme cool-headedness in the face of efforts and provocations to drag us into the bloody quagmire in Syria," The Associated Press reported.

"Those who target Turkey will be held to account sooner or later," Mr. Erdogan said. "We are taking our steps in a cool-headed manner."

Turkish officials, saying they were worried about the integrity of the investigation, banned the local news media from carrying photographs of the bombing sites, in what also seemed an effort to stop the images from inflaming the public.

The bombings, within 15 minutes of each other, tore through Reyhanli's municipal headquarters and a busy commercial thoroughfare on Saturday, damaging shops hundreds of paces away. On Sunday, officials said they had identified 39 victims, and said they included 35 Turkish citizens and 3 Syrians. Funerals were held for at least 20 of the victims, The A.P. reported.

While rescue workers in orange jumpsuits combed through the wreckage on Sunday, anxious relatives traveled to Reyhanli's morgue to try to find information about people who had not been found or who were still unidentified, including Ibrahim Yeshar, 30, whose uncle showed a passport-sized picture to news photographers, hoping that someone knew something.

Fatima and Mehmet Aldag hobbled past as they left the hospital, with facial scars and other injuries they suffered in

the blast. Mehmet Aldag said the explosion had hit him "all of a sudden" and had wounded three other people in his family. It was aimed, he said, at "creating problems between Syrians and Turks."

Turkish officials have been especially concerned with the possibility that the sectarian tensions that have come to define the civil war in Syria will spill over the border and trouble ethnically mixed regions of southern Turkey. There are also fears that the sheer numbers of Syrians in Turkey will stoke resentment: around Reyhanli, some 25,000 Syrian refugees live among 90,000 Turkish citizens, according to local officials.

On Sunday, Ibrahim al-Ibrahim, a refugee in Reyhanli, said he and other Syrians had been sequestered in their homes since the bombings. His windows had been blown out by one of the explosions, a few blocks away. After the bombings, youths threw rocks through the open windowpanes. On Sunday, three young Turkish men smashed the hood and windows of a white van downstairs that belonged to a Syrian neighbor.

Mr. Ibrahim said the bombings had occurred as he received word that his house in Syria had been destroyed. "I have no house there, and no house here," he said.

Turkish officials said that the detainees included the ringleaders of the attack and that several suspects were still at large. Mr. Guler, the interior minister, said some suspects "were the ones who personally planned, did the reconnaissance and hid these cars."

Sebnem Arsu reported from Istanbul. Karam Shoumali contributed reporting from Reyhanli.



CEM GENCO/ANATOLIA NEWS AGENCY, VIA EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

The aftermath of one of the two bombings in Reyhanli over the weekend. Groups of Turkish youths later attacked cars and apartments belonging to Syrian refugees.

Kurdistan to resume exporting crude oil

Goran Sabah Ghafoar
www.kurdishglobe.net

In a major deepening of those ties, Turkey and Iraqi Kurds have reportedly agreed recently to build a natural gas pipeline to transport at least 10 billion cubic meters of gas annually.

That represents over a fifth of Turkey's current consumption. Turkish officials have refused to publicly confirm the project that threatens to aggravate a dispute between Baghdad and the autonomous Kurdistan region over control over energy resources.

And according to Reuters Turkey has given the green light to the plan, under which oil from Taq Taq will enter the Kirkuk-Ceyhan pipeline at Fishkhabur pumping station near the Turkish border, from where it will flow directly to Turkey's southern port of Ceyhan for shipping to international markets.

Iraqi Kurdistan will be ready to export its crude oil directly to world markets via Turkey within months after a new pipeline is completed, a move likely to deepen a row with Baghdad over the distribution of Iraq's hydrocarbon revenues.

The Kurdistan Regional Government (KRG) is on track to finish the pipeline in the third quarter, linking Genel Energy's Taq Taq oilfield with an existing Iraq-Turkey crude pipeline, four Turkey-based industry sources said.

Turkey has given the green light to the plan, under which oil from Taq Taq will enter the Kirkuk Ceyhan pipeline at Fishkhabur pumping station near the Turkish border, from where it will flow directly to Turkey's southern port of Ceyhan for shipping to international markets, the sources said.

The move will help Kurdistan significantly increase its oil exports but could upset the Iraqi central government,

which sees independent exports from the north as illegal and says growing trade between the KRG and Turkey threatens to split Iraq.

Oil is at the heart of the fight between the Arab-led central government in Baghdad and the ethnic Kurdish-run northern enclave, which dispute control over oilfields, territory and crude revenues shared between the two regions.

US officials are concerned that Turkey's strained ties with Baghdad could have implications for the rest of the region. Turkey is defying Washington and Baghdad in developing a broad energy partnership with Iraqi Kurds as it pushes to secure affordable oil and gas supplies to fuel its rapid economic growth.

Turkey is pushing ahead with plans to extend economic cooperation with Iraq's Kurdistan region, brushing aside warnings from the United States that this approach could lead to the disintegration of the Iraqi state.

Washington, wary of the divisions between Baghdad and the autonomous region, has urged passage of a long-delayed national oil law to resolve the standoff, which has intensified since the last United States troops left in December 2011.

"The new pipeline will be linked to the Kirkuk-Ceyhan line, one Ankara-based industry source familiar with the matter told Reuters. "Naturally, once they can export via a pipeline and no longer have to truck their oil to the border, the volumes will rise."

The new pipeline was originally designed as a gas pipeline but KRG energy minister Ashti Hawrami said it was to be converted to carry oil, a move which had helped Genel Energy to bring its plans of pipeline exports by 2014 forward, sources said. Genel declined to comment on the issue. Sources said the pipeline has been laid up to Dohuk and is currently 80 per cent complete. It will be able to carry up to 300,000 barrels per day (bpd) and is being built by a Turkish contractor.

Kurdistan crude used to be moved to world markets through a Baghdad-controlled pipeline to Turkey, but exports via that channel dried up last year as a result of a row over payments. Crude pumped from the Taq Taq



Two armed security guards check oil pipeline in an oil field in Kurdistan region of northern Iraq.

oilfield has instead been trucked over Iraq's northern border with Turkey, bypassing Iraq's federal pipeline system.

Ankara had initially refused to engage in official contacts with Iraqi Kurds, fearing that the establishment of an independent Kurdish state there could embolden its own Kurds, some of whom have waged a nearly three-decade insurgency.

But as Turkey's economy has boomed ? it grew by more than 8.0 percent in 2010 and 2011 ? and its thirst for energy grown, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has moved gradually to forge trade ties with Iraqi Kurds.

Baghdad has said it alone has the authority to control exports and sign contracts, while the Kurds say their right to do so is enshrined in Iraq's federal constitution.

But Iraqi Prime Minister Nuri Al Maliki softened his tone earlier this month, saying Iraq welcomed any step towards rapprochement with Turkey on the basis of shared interests, mutual respect and good-neighbourliness.

But the hopes of reconciliation could be tested again when the new pipeline is online and the issue of how to distribute revenues between the KRG and Baghdad becomes an even more pressing issue, sources say. "I think that would require an agreement with Turkey, the KRG and Baghdad," an industry source said.

"Where will the money for the oil exports be paid and who will sell the crude from Ceyhan ? all of these issues will have to be finalised with a written agreement."

Turkey has said it could play an active role in settling the payment problems between the KRG and the central govern-

ment in Baghdad. Turkish energy minister Taner Yildiz said earlier this month Turkey stood ready to support an arrangement under which 83 per cent of oil export revenue went to Baghdad and the remaining 17 per cent to Kurdistan.

Seeking US nod For over a year, Kurdistan has upset Baghdad by signing deals with oil majors such as Exxon Mobil and Chevron , providing lucrative production-sharing contracts and better operating conditions than in Iraq's south.

Earlier this week, Kurdistan called on Washington to accept its negotiations with neighbouring Turkey as a way to get its oil to market rather than seeing it as a threat to Iraq's unity.

He said Kurdistan would seek a dialogue with Baghdad to resolve outstanding energy issues based on the federal constitution. The KRG is entitled to make exports happen and prefers to do so with Baghdad, he said.

Iraq's central government says Kurdistan is expected to provide 250,000 bpd towards Iraq's 2013 oil export target.

Despite the difficulties Turkish trade with Iraq has grown rapidly, from \$ 2.8 billion in 2007 to \$ 10.7 billion last year.

Iraq is now Turkey's number two trade partner following Germany, with most of that trade with the Kurdish region. More than 1,000 Turkish companies are currently operating in northern Iraq, and they are optimistic Iraq could become Turkey's top trade partner as soon as this year.

of 2.9 million bpd. In 2012, the KRG was to contribute 175,000 bpd to the federal budget, but realised an average of only 61,000 bpd. □

Atrocities in Syria threaten hopes of peace

BEIRUT

Reports of massacres and sectarian killings harden sides' positions

BY ANNE BARNARD
AND HANIA MOURTADA

After dragging 46 bodies from the streets near his hometown on the Syrian coast, Omar lost count. For four days, he said, he could not eat, remembering the burned body of a baby just a few months old; a fetus ripped from a woman's belly; a friend of his lying dead, his dog still standing guard.

Omar survived what residents, anti-government activists and human rights monitors are calling one of the darkest recent episodes in the Syrian war, a massacre that has inflamed sectarian divisions, demonstrated the depths of depravity the conflict has reached, and made the prospect of stitching the country back together appear increasingly difficult, if not remote.

For three days in early May, residents and monitors said in interviews, government troops and supporting militias went house to house through two Sunni Muslim enclaves in the government-held province of Tartous, killing entire families and smashing men's heads with concrete blocks. Anti-government activists provided lists of 322 victims they said had been identified; videos showed at least a dozen dead children; and hundreds more people are reported missing.

Multiple video images that residents said they recorded — of small children lying where they died, some embracing each other or their parents — were so searing that even some government supporters rejected Syrian television's official version of events, that the army had "crushed a number of terrorists."

One prominent pro-government writer, Bassam al-Qadi, took the unusual, risky step of publicly blaming loyalist gunmen for the killings, and accused the government of "turning a blind eye to criminals and murderers in the name of 'defending the homeland.'"

The killings, in and around the city of Baniyas, came during a series of sectarian-tinged atrocities that fighters on both sides have recorded on video. Leaked footage routinely shows pro-government fighters beating, killing and mutilating Sunni detainees, forcing them to refer to President Bashar al-Assad as God.

On the other side, one rebel command-



A photograph released by an anti-government group showed Syrian Army soldiers and bodies on a street in the village of Bayda, the site of a reported massacre.

er recently filmed himself appearing to cut out the lung of a dead pro-government fighter and bite it, and promising the same fate to Alawites, members of Mr. Assad's heterodox Muslim sect.

The extreme nature of the violence has increased concerns that the international efforts to help broker a resolution to the fighting are far too little, far too late. As the United States and Russia work to broker peace talks next month between the Syrian president and his opponents, many Syrians say the ever more extreme violence makes reconciliation more distant, and less likely.

The latest horror to transfix Syrians comes in a video that residents say shows victims in the Ras al-Nabeh district of Baniyas. At least seven children and several adults lie tangled and bloody on a rain-soaked street. A baby girl, naked from the waist down, stares skyward, tiny hands balled into fists. Her round face is unblemished, but her belly is dark with bruises or burns, and her legs and feet are charred into black cinders.

"How can we reach a point of national forgiveness?" said Ahmed Abu al-Khair, a well-known blogger from the nearby village of Bayda, where the attacks began and where, he said, 800 of about 6,000 residents are missing. "Most Alawites are not willing to acknowledge that they have done us harm."

Very few Alawites have publicly denounced the ferocious government crackdown on the Syrian uprising,

which is dominated by the country's Sunni majority. Some pro-government Facebook pages even cheered the Baniyas killings.

Nadim Houry, the director of Human Rights Watch in Beirut, said he senses "a complete disconnect between diplomacy and events on the ground."

"The conflict is getting more visceral," he said. Without concrete confidence-building measures, he said, and more people seeing it as an existential struggle, it's hard to imagine what the negotiations would look like.

The Baniyas killings, Mr. Houry said, follow an established pattern: government shelling followed by militia sweeps and executions. But because they came during a rash of charged sectarian episodes, he said, they carry new resonance.

Days earlier, Sunni rebels claimed responsibility for desecrating a Shiite shrine near Damascus. Hezbollah, the Lebanese Shiite Muslim militant group, plunged deeper into fighting on the side of Mr. Assad, its ally, battling rebels in neighboring Homs Province over territory connecting Damascus to the strategically important coast.

Opposition leaders described the killings around Baniyas as sectarian "cleansing" aimed at pushing Sunnis out of territory that may form part of an Alawite rump state if Syria ultimately fractures. Mr. Houry said the killings inevitably raised such fears, though there was no clear evidence of a broad "cleansing" policy. Tens of thousands of

displaced Sunnis are staying in Tartous Province, largely unmolested.

Not all reactions followed sectarian lines. Residents of Baniyas said Christian neighbors helped survivors escape. Mr. Qadi, the pro-government writer, labeled the killers “criminals who do not represent the Alawites” and called on the government to immediately “acknowledge what happened” and arrest “those hyenas.”

“This has happened in a lot of places,” he added. “Baniyas is only the most recent one.”

Some observers tried to find a glimmer of hope, wondering if the killings would appall enough Alawites to split off some of Mr. Assad’s support and open the door to talks, especially in coastal areas where Sunnis and Alawites have coexisted for decades.

Baniyas and nearby villages form a Sunni enclave on the largely Alawite and Christian coast. When the uprising began in March 2011 as a peaceful protest movement, Sunni protesters raised banners denouncing Sunni extremists, seeking to reassure Alawites that they opposed only Mr. Assad and not the Alawite sect, said Mr. Abu al-Khair, the blogger.

Still, he said, security forces humiliated detained activists, allowing Alawite neighbors to urinate on them. In May 2011, security forces stormed the village of Bayda, killing demonstrators, including women.

After that, Bayda remained largely quiet. Most activists and would-be fighters left. But residents said they often helped defecting soldiers to escape, a pattern they say sparked the violence.

All sides agree that around 4 a.m. on May 2 security forces came to detain defectors, and were ambushed in a fight that killed several soldiers — the first armed clash ever in Baniyas. The government called in reinforcements and, by 7 a.m., began shelling the village.

A pro-government television channel showed a reporter standing on a hill above Bayda. Smoke rose from green slopes and houses below, where the reporter said “terrorists” were hiding. A group of men the reporter described as government fighters walked unhurriedly through a square.

“God willing, Bayda will be finished today,” a uniformed man said on camera.

An account of what happened next came from Skype interviews with four survivors, who gave only nicknames for safety; an activist in Baniyas; and Mr. Abu al-Khair, who said he spoke from

Damascus with more than 30 witnesses.

Men in partial or full military dress, many speaking with Alawite accents, went door to door, separating men — and boys 10 and older — from women and younger children. Residents said some gunmen were from the National Defense Forces, the new framework for pro-government militia known as shabiha. They bludgeoned and shot men, shot or stabbed families to death, and burned houses and bodies.

The activist in Baniyas, Abu Obada, said security forces told people to gath-

“This has happened in a lot of places,” a pro-government writer said. “Baniyas is only the most recent one.”

er in the square, and some Bayda villagers, fearing a massacre, attacked them with weapons abandoned by defectors. Other residents disputed that or were unsure because they were hiding.

A cousin of Mr. Abu al-Khair, who gave her name as Warda al-Hurra, the Free Rose, said her female relatives and children were herded to a bedroom, while male relatives were beaten nearby. At one point, her cousin Ahmed, 10, and brother Othman, 16, were brought in, covered with bruises.

Warda’s aunt told her they felt “limp, like a towel in her hands.”

The aunt begged a guard to let them stay, but he said, “They’ll kill me if I make one single mistake.”

Soon another gunman shouted at him and took the boys away. They are still missing.

The gunmen brought more women, until there were 100 in the room. He ordered the guard to kill them. The guard said, “Don’t be rash! Take a breath.”

The man relented. The women heard gunmen celebrating in the square; later they were released. When they ventured out, there were “bodies on every corner,” Warda said.

Another resident, Abu Abdullah, said he fled his house and returned after dark to find stabbed, charred bodies of women and children dumped in the square, and 30 of his relatives dead.

Omar, of nearby Ras al-Nabeh, said he helped Bayda residents pick up bodies, placing 46 in two houses and the rest in a mosque, then ran away, fearing the return of the killers. He did not want his last name used because of fears of possi-

ble retribution.

One video said to be from Bayda showed a group, including at least eight children, apparently killed as they huddled on beds and chairs. In the dark room, a wedding ring glinted on a woman’s hand. Two toddlers appeared to

cuddle nose to nose. A baby in denim shorts lay on the shoulder of a woman in a purple head scarf.

On May 4, shelling and gunfire began to hit Ras al-Nabeh. “We felt our turn was coming,” said Abu Yehya, a resident. He hid in his house with his wife and two children, who miraculously stayed quiet: “Their instincts took over.”

Two days later, he emerged to find his neighbors, a family of 13, shot dead against a wall.

On May 6, security forces allowed in Red Crescent workers. Bodies were tossed and bulldozed into trucks and dumped in a mass grave.

Residents of the enclaves, where most people know each other, posted smiling pictures of children they said were killed: Moaz al-Biassi, 1, and his sister Afnan, 3. Three sisters, Halima, Sara and Aisha. Curly-haired Noor, and Fatima, too little to have much hair but already wearing earrings.

Abu Obada said residents on Tuesday were indignant when a government delegation offered compensation for damaged houses, saying, “What would you get if you rebuilt the house and the whole family is dead?”

Displaced Sunnis who had sheltered there are fleeing, and some say Alawites are no longer welcome.

“It’s now impossible for them to stay in Syria,” Omar said.

LES PREMIERS REBELLES DU PKK ARRIVENT EN IRAK



Un groupe
du PKK est
arrivé en
Irak mardi
14 mai
2013.
Ceerwan
Aziz / AP

Les combattants kurdes se retirent de la Turquie dans le cadre d'un processus de paix engagé avec Ankara. Un premier groupe est arrivé au Kurdistan irakien.

Les premiers rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ayant quitté la Turquie ont été accueillis, mardi 14 mai, par des accolades à leur arrivée dans le nord de l'Irak, après une harassante traversée. Après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral fin mars, ce retrait de Turquie constitue la deuxième phase concrète du processus de paix engagé entre le PKK et Ankara pour mettre fin à près de trente ans de conflit sanglant.

Entre 13 et 19 millions de Kurdes vivent en Turquie, soit la majorité des Kurdes disséminés dans une vaste zone couvrant aussi l'Irak, l'Iran et la Syrie. Le PKK, dont les revendications sont passées au fil du temps d'une indépendance complète à l'autonomie, ainsi qu'à la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes, compte aujourd'hui entre 3 000 et 5 000 combattants actifs. Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, mais aussi par les États-Unis et l'Union européenne, il avait pris les armes en 1984 et le conflit a fait depuis environ 45 000 morts.

« UNE NOUVELLE ÉTAPE DE PAIX »

« Nous sommes les premiers à atteindre une zone sûre », a déclaré Jagar, le chef du groupe de quinze combattants qui sont arri-

vés à pieds à Harur, localité du Kurdistan irakien. Composé de neuf hommes et de six femmes, le groupe a été accueilli par des accolades chaleureuses et des poignées de main d'autres membres du PKK. Des milliers de combattants kurdes sont installés dans cette région autonome.

« Notre repli a été effectué sur instructions de notre chef et nous souhaitons qu'il ouvre une nouvelle étape de paix », a dit Jagar, en référence au chef du PKK emprisonné à vie, Abdullah Öcalan. Il a aussi évoqué de « multiples difficultés, notamment la pluie et la neige », durant leurs sept jours de marche sous l'œil vigilant d'avions turcs surveillant le repli.

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait maintes fois répété que personne ne s'en prendrait aux rebelles en route pour l'Irak.

BAGDAD N'ACCEPTE PAS L'ENTRÉE DE GROUPES ARMÉS

Redoutant d'éventuels raids de l'armée turque, les habitants du Kurdistan irakien vivant près de la frontière avec la Turquie s'inquiètent de voir s'installer des milliers de combattants kurdes de Turquie.

Le gouvernement fédéral irakien, qui est à couteaux tirés avec les autorités du Kurdistan irakien, ne s'est pas non plus montré enthousiaste de voir arriver d'autres rebelles kurdes. Le ministère irakien des affaires étrangères a fait savoir dans un communiqué que Bagdad, tout en saluant toute démarche susceptible de mettre fin au conflit entre la Turquie et le PKK, n'acceptait « pas l'entrée de groupes armés sur son territoire ». □

REUTERS

La Turquie vise des contrats pétroliers au Kurdistan irakien

ANKARA – mer. 22 mai 2013 (Reuters)

LA TURQUIE ESPÈRE signer cette année des contrats commerciaux avec des entreprises russes et américaines qui opèrent dans le Kurdistan irakien pour participer à des opérations d'exploration de pétrole et de gaz, selon le ministre turc de l'Énergie.

En visite à Washington, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé la semaine dernière qu'une entreprise turque avait signé un contrat avec la compagnie américaine Exxon Mobil, sans plus de détails.

Le ministre de l'Énergie, Taner Yildiz, qui faisait partie de la délégation, raconte que les discussions avec le président Barack Obama ont été très fertiles. Washington s'inquiète des ambitions énergétiques de la Turquie dans le nord de l'Irak.

"Nous allons sans doute nous engager dans le nord de l'Irak avec des compagnies russes et américaines dans le cadre de différents projets tels que l'exploration de pétrole et de gaz. Et cette année, des entreprises publiques et privées pourraient signer des contrats commerciaux avec le nord de l'Irak", a-t-il déclaré à Reuters, sans donner le nom des compagnies.

Exxon a été la première société à signer des accords d'exploration avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK). D'autres groupes, tels Chevron, Total ou le Russe Gazprom Neft ont suivi.

Des entreprises irakiennes implantées dans la région pourraient également participer à ces accords, qui regrouperont trois ou quatre partenaires, selon Taner Yildiz.

La Turquie, qui a relancé en novembre les négociations avec ses propres séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), convoite de plus en plus les ressources du Kurdistan irakien, où elle espère investir davantage.

Une évolution que le gouvernement de Bagdad ne voit pas d'un bon œil, jugeant que le contrôle des exportations de pétrole revient aux autorités centrales. Bagdad considère en outre les accords noués entre les multinationales et le GRK comme illégaux. Les dirigeants de la région autonome du Kurdistan estiment au contraire que leur droit à contrôler les ressources pétrolières est inscrit dans la Constitution fédérale irakienne.

Gourmande en ressources, la Turquie n'est qu'un client et un débouché maritime pour le pétrole issu de la région kurde. Avec ces nouveaux partenariats, elle pourrait jouer un rôle actif dans l'exploitation des ressources du Kurdistan irakien.

Selon Taner Yildiz, Ankara est également prêt à aider l'Irak à construire plus d'oléoducs, mais estime que les capacités de l'actuel oléoduc, qui achemine du pétrole de la ville de Kirkouk jusqu'au port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, doivent être pleinement utilisées. ●

Malgré la tragédie nationale et les blocages diplomatiques, le peuple syrien souhaite un Etat juste, loin des sirènes du régime alaouite et du djihadisme

Syrie, de la révolte au déchirement

Il y avait une façon d'être syrien et d'en être fier. C'était une fierté adossée à une histoire remontant au premier alphabet, à une culture et à une langue raffinées, à un savoir-vivre exprimé par des manières subtiles, une cuisine délicate et une hospitalité sincère. La géopolitique n'y était pas étrangère, puisque la Syrie avait su se donner un rôle plus grand que ses maigres ressources n'auraient dû le lui permettre.

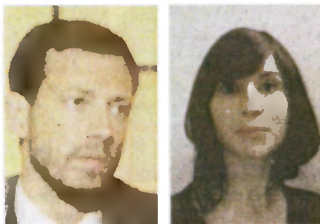
La fierté d'être syrien était d'une évidence si naturelle qu'elle permettait d'absorber des vagues d'étrangers. Entre Syriens et réfugiés palestiniens, irakiens et libanais, les tensions n'étaient certes pas absentes. Elles restaient cependant remarquablement limitées, au vu du nombre de réfugiés et du climat sectaire qui pesait alors partout ailleurs dans la région. La société syrienne était assez à l'aise et consciente d'elle-même pour s'ouvrir à l'autre sans crispation.

Aujourd'hui, le tissu urbain tombe en ruines. Les tueries, qui causent des dizaines de milliers de victimes, n'épargnent pas les forces vives de la nation, simples citoyens au courage exemplaire. Ils nous restent anonymes mais, pour leurs proches, que de parents, d'amis, de voisins perdus. Dans toute cette détresse, ce dont les Syriens souffrent parfois le plus, c'est de l'humiliation qui s'ajoute à leur tragédie. Des familles amputées subsistent à peine dans les décombres. Ceux qui franchissent les frontières ne sont pas sauvés pour autant. La communauté internationale versesans doute plus de larmes qu'elle n'abonde les budgets de l'action humanitaire.

Un jour, les violencés cesseront. Dans les vestiges d'une nation où tout sera à refaire, rien ne sera plus difficile à reconstruire que ce sentiment de fierté nationale. Le régime, ses sympathisants et ses alliés ont très tôt sacrifié toute considération morale. L'opposition les a graduellement rejoints, légitimant ses propres excès par la barbarie de son adversaire.

L'opposition conçoit le régime comme une « force d'occupation » et attribue aux alaouites – une minorité confessionnelle qui domine au sein de l'appareil répressif – un ethos « étranger ». Les loyalistes, eux, veulent croire qu'ils combattent une invasion de hordes djihadistes.

Le conflit n'a jamais été symétrique. Le régime a d'emblée mis les ressources de l'Etat au seul service de l'habitus meurtrier des services de sécurité. L'opposition s'est laissé prendre dans ce tourbillon. Certains saccagent bien plus que les symboles du pouvoir : résidences huppées, écoles, lieux de culte. La prolifération des islamistes aux instincts hégémoniques n'arrange

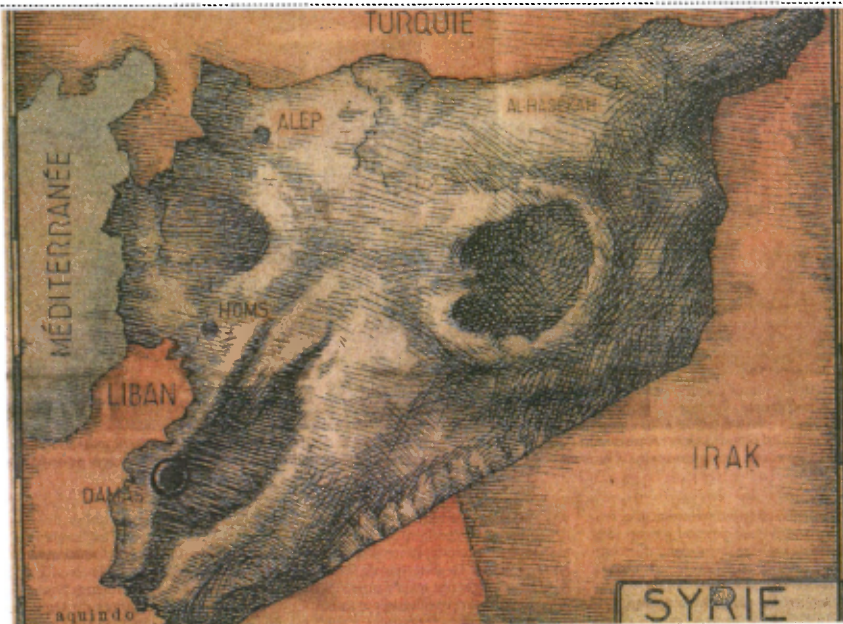


Peter Harling

Directeur Irak-Syrie-Liban-Egypte-Golfe à l'International Crisis Group, un think tank spécialisé dans la résolution des conflits, dont le siège est à Bruxelles. Il a vécu en Syrie de 2006 à 2011 et continue à s'y rendre régulièrement. Il a travaillé en Irak de 1998 à 2004 en tant que chercheur en sciences sociales et consultant

Sarah Birke

Journaliste. Elle couvre la Syrie, où elle a vécu trois ans, pour « The Economist » et se rend régulièrement sur le terrain



rien pour les minorités et les laïcs. Il reste que le régime a toujours pris l'initiative de l'escalade.

La dignité est un autre élément distinctif. Les loyalistes ont choisi de ne pas voir l'évidence d'une sauvagerie du pouvoir qui ne pouvait que conduire au désastre. Aussi, la moindre défaillance de l'opposition doit satisfaire des attentes beaucoup plus ambitieuses. Même si la chute du président Bachar Al-Assad, son régime et ses soutiens, vire à l'obsession pour certains.

Suprême ironie du conflit, les Syriens sont d'accord, davantage qu'ils ne le soupçonnent. Ils se déchirent au sujet de Bachar Al-Assad. Ils insultent ceux qui refusent de comprendre qu'un régime autocratique serait préférable à une opposition fragmentaire ou vice versa. Mais, quand on leur demande ce qu'ils souhaitent pour la Syrie, ils dépeignent la même société unie et tolérante dans sa diversité, dotée d'un Etat juste et représentatif. Le fantasme djihadiste d'un Emirats islamique n'existe que dans des franges marginales leur sautait aux yeux. Dans leur rationalisation du conflit, le régime est innocent des souffrances de la société. Les dérivés de l'opposition créent même une fier-

té nouvelle à la combattre : en faisant en sorte que le mouvement populaire devienne une insurrection islamiste adossée à des machinations étrangères, le régime a donné à ses troupes un ennemi digne de ce nom.

De fait, le moment de grâce des jeunes offrant des roses aux soldats est passé. Le rapport de force interne exige de faire appel à des acteurs externes qui sont loin d'être neutres dans la psyché collective. Il y a néanmoins, du côté de l'opposition, quelque chose que les émotions destructrices ne parviennent pas à dominer : une sorte d'éveil, présente depuis le début. Si les Syriens ont pris le risque de sortir dans les rues, c'est parce qu'ils étaient fiers de ne plus avoir peur.

Cet instinct collectif était la hantise du régime. Il s'est terni à mesure que les activistes pacifistes sombraient au profit des radicaux et des criminels. Mais il résiste au désespoir, et l'opposition a bien plus de comptes à rendre à sa base que le pouvoir à la sienne. Les attentats djihadistes provoquent un tollé dans les milieux hostiles au régime. Les missiles balistiques laissent ses sympathisants de marbre. Le programme du régime se réduit, pour ses partisans, à l'éradication de l'ennemi.

nales. Et rares sont les loyalistes qui aspirent à une tyrannie perpétuelle.

Les hommes favorables à Bachar Al-Assad formulent, en privé, les mêmes critiques que ceux qu'ils massacrent : la famille Assad est corrompue, indifférente à leur sort. Ils aimeraient tant servir l'Etat responsable que le régime prétend être, mais ils en connaissent mieux que personne la réalité honteuse. Quand leurs arguments sont battus en brèche, ils justifient leurs actes en les assimilant à ceux de leurs adversaires.

Ceux qui ne se voient plus qu'à travers leur viseur ont presque tout en commun. Ils sont les damnés de la terre, une classe prolétaire et provinciale dont le régime et le père de Bachar, Hafez (1930-2000), sont à l'origine issus, mais qui a été laissée à la dérive par une nouvelle élite politique plus urbaine et mondaine. Les combattants loyalistes – alaouites ou non – vivent dans les mêmes conditions que les guérilleros de l'opposition, dans des quartiers informels, produits désordonnés d'un exode rural.

Le bas peuple alaouite partage avec son homologue arabe sunnite, principale composante de la société syrienne, le même profil socio-économique. Il a rejoint en masse les services de sécurité faute de mieux. Les privilèges, la corruption et l'influence de certains masquaient le gros des troupes de cette armée d'esclaves. Le prolétariat arabe sunnite s'est engagé dans le parti, la police et l'armée, quand il n'optait pas pour les autres métiers du pauvre. Beaucoup de jeunes ont désormais pris les armes, mais pas tous contre le régime. Il n'est pas rare qu'une même famille ait des martyrs dans les deux camps.

La confusion qui règne en milieu alaouite a son pendant dans la crise identitaire

qui touche les rangs de l'opposition. Inspirés par les « printemps arabes » voisins, des gens simples ont défié un régime qu'ils n'auraient jamais imaginé si solide dans ses structures. Les opposants exilés leur ont emboîté le pas, peu soucieux de définir la bonne voie, car misant surtout sur des solutions à venir de la communauté internationale. Militarisation, criminalisation, radicalisation et islamisation se mirent en branle dans un milieu dominé par des ruraux mal urbanisés. Dans cette révolution en labyrinthe, la trajectoire du pire s'est dessinée à force de culs-de-sac.

La solidarité humanitaire des Syriens est aussi spectaculaire que dépassée par l'ampleur des besoins. Si la chance lui en était donnée, cette société se remettrait sans doute

Tout comme les alaouites combattent au nom d'un Etat qui est sa propre négation, l'opposition clame une ambition contredite par la place croissante d'un dogme exclusif et importé. Prétendre que le djihadisme est une tactique temporaire est naïf. Les officiers de sécurité eux aussi assurent que leur férocité est une anomalie et que tout rentrera bientôt dans l'ordre. En réalité, les deux camps, dont les aspirations de départ étaient centristes, ont glissé vers les extrêmes. Cette dynamique ne s'inversera pas facilement.

Bien sûr, le conflit n'aurait jamais pris cette dimension sans le rôle catalytique du monde extérieur. Bachar Al-Assad n'aurait pu s'appuyer sur son armée fragi-

le sans le soutien de la Russie depuis début 2012. Il aurait sans doute dû se résoudre à des compromis. L'opposition, de son côté, aurait réfléchi à deux fois avant de prendre les armes si nos gouvernements ne lui avaient pas fait miroiter leur soutien.

La prochaine marche de cette descente aux enfers pourrait être la destruction de Damas, siège du pouvoir. Depuis le début de l'année, les groupes armés de l'opposition gagnent du terrain dans la courte plaine qui sépare la Jordanie de la capitale. Mais l'espoir d'une bataille décisive qui mettrait fin au massacre n'est plus qu'un souvenir des débuts du conflit.

L'offensive rebelle sur Alep en juillet 2012 a changé les dynamiques du conflit : la destruction de la ville emporterait alors avec elle ce qui reste d'une cause pourtant commune aux deux camps. Le nihilisme qui s'empare déjà des esprits pourrait en ressortir seul vainqueur, si la communauté internationale ne se décidait pas à ramener les parties à la raison.

Seule note positive : de toutes les blessures, aucune n'est parvenue à atteindre la grâce qui touche encore cette société. La solidarité humanitaire est aussi spectaculaire que dépassée par l'ampleur des besoins. Si la chance lui en était donnée, cette société se remettrait sans doute.

Nous en sommes au jour 787 de conflit. Les « amis » de la Syrie sont sa malédiction et sa perte : Etats-Unis, Russie, Qatar, Iran, Arabie saoudite, Irak, Turquie et Hezbollah, tous prétendent ne vouloir que le bien des Syriens, qu'ils sacrifient à leurs intérêts égoïstes. Cette tragédie se nourrit d'un rapport de force international qui en déterminera l'issue. Les Syriens n'ont plus prise sur leurs propres souffrances, dans une lutte qui leur ressemble moins qu'elle ne les défie. D'un conflit prometteur, au crève-cœur syrien. ■

Le profond désarroi des alaouites

AU début de la crise, ceux qui la réprimaient s'y reconnaissaient aussi. Les demandes exprimaient un sentiment d'aliénation vis-à-vis d'une élite corrompue. Nombreux parmi ceux qui deviendraient les « loyalistes » attendaient de l'opposition qu'elle les convainque de l'alternative. Si la contestation avait été pacifique, les services de sécurité auraient pu changer de bord. Mais la mobilisation ne pouvait qu'être chaotique dans une société privée de toute expérience politique. Cette évolution fut confortée par la détermination du régime à ce que le chaos, l'emporte, en investissant dans les peurs communautaires, surtout chez des alaouites pris au piège de l'Histoire.

Dès la seconde moitié du XX^e siècle, les alaouites s'arrachent à la condition qui était la leur sous les Ottomans. Descendant des montagnes du Nord-Ouest, ils entament une ascension dans les villes de la côte et du centre du pays, passant

du statut de serfs à celui de serviteurs de l'Etat. Les réformes agraires offrent des lopins aux paysans sans terre et la vente de jeunes filles aux familles aisées de Syrie et du Liban disparaît. La crainte des alaouites est de voir ce processus d'émancipation s'inverser.

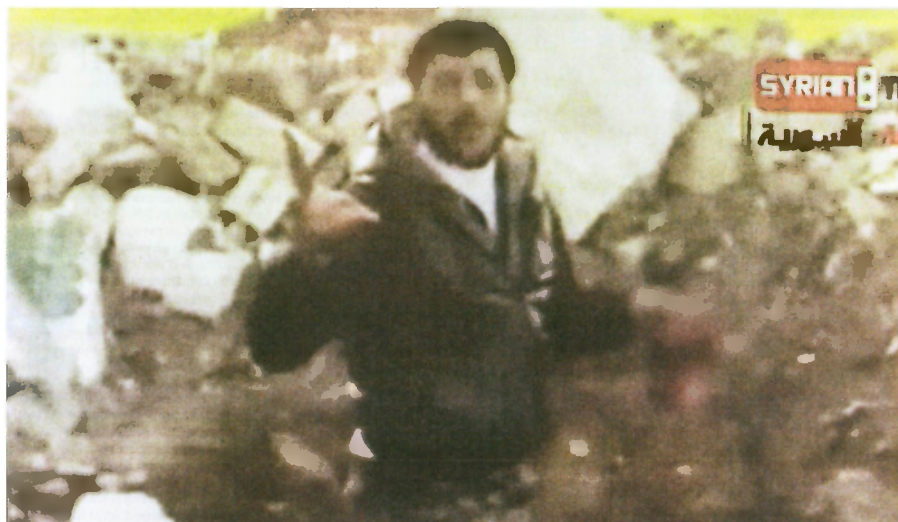
Surreprésentation

Cette peur est fondée sur la précarité d'un progrès sans intégration. Leur surreprésentation est visible dans l'administration, les médias et les institutions-clés, comme les services de sécurité. Bien qu'il ait tendu la main à la majorité arabe sunnite, Bachar Al-Assad a confirmé le caractère confessionnel du régime et l'explosion de la corruption parmi ses proches a fait de la Syrie une sorte d'entreprise familiale. Aussi les alaouites ont-ils été absorbés dans la fiction de l'Etat plus que dans la société réelle. Coupés de leurs origines, ils ont cultivé une identité qui revendique son

appartenance à la modernité. Beaucoup d'entre eux dissimulent leur accent, adoptant un style de vie urbain. L'idée d'un retour au village s'apparente à un bond en arrière et le projet de micro-Etat alaouite est en fait un repoussoir.

Dans la tragédie syrienne, la « communauté alaouite » n'est un problème central que dans la mesure où elle n'existe pas. La « chiisation » des alaouites sous Hafez Al-Assad et leur « sunnisation » par son fils les a surtout désorientés. Le clan Assad s'est imposé au détriment des élites alaouites. Bachar Al-Assad a même préféré des hommes liges, incompetents et peu respectés, aux grands barons de l'armée et du renseignement, sur qui se reposait son père.

Cet état de profond désarroi est, paradoxalement, le secret de la résilience du régime : les alaouites ont tout à perdre, nulle part où aller et personne à suivre, hormis ce leader qu'ils disent aduler et en réalité abhorrent. ■



Fin mars, près d'Al-Qusayr (centre), le commandant Abou Sakkar appelle à «manger les cœurs et les foies» des loyalistes. PHOTO AFP.YOUTUBE

Rebelle «cannibale» : la Syrie s'enfonce dans la barbarie

La mise en scène de l'éviscération du cadavre d'un soldat par un insurgé marque une nouvelle étape dans la guerre et les atrocités confessionnelles.

Par **LUC MATHIEU**

Après les premières manifestations pacifiques appelant au départ de Bachar al-Assad, le conflit syrien s'enfonce dans la sauvagerie. Alors que plus de 300 civils ont péri ces deux dernières semaines lors d'opérations de l'armée du régime et de ses *chabihas* (milices) dans des villages de la province de Tartous,

sur la côte méditerranéenne, une vidéo où l'on voit un rebelle croquer un morceau de poumon arraché au cadavre d'un soldat de Damas suscite les réactions horrifiées de l'opposition, d'organisations de défense des droits de l'homme et de Washington.

QUE SAIT-ON DE CETTE VIDÉO ?

Récupérée par le magazine américain *Time* et l'ONG Human Rights Watch, elle a été tournée le 26 mars dans les environs d'Al-Qusayr, une ville proche de la frontière libanaise, avant d'être postée dimanche sur YouTube. Un homme y éviscère un cadavre, s'empare d'un morceau du corps et déclare : «*Je le jure devant Dieu, vous les soldats de Bachar, vous les chiens, nous mangeons vos cœurs et vos foies.*»

Le combattant rebelle a depuis été identifié comme étant Khalid al-Hamad, aussi surnommé Abou Sakkar. Figure connue de la rébellion, il était l'un des membres de la brigade Farouk, qui a combattu l'an dernier à Homs (centre). Il l'a quittée en octobre pour fonder sa propre *katiba*, la brigade Omar al-Farouk.

Abou Sakkar et ses hommes combattent principalement dans la région d'Al-Qusayr, une ville quasiment encerclée par l'armée syrienne alliée à des combattants chiïtes du Hezbollah libanais (*Liberation du 2 mai*). Pour justifier son acte de cannibalisme, Abou Sakkar

a expliqué à *Time* avoir réagi à une vidéo récupérée sur le téléphone du soldat, dans laquelle le militaire «*humilie*» une femme nue et ses deux filles. Il a également affirmé avoir déjà découpé à la scie «*en petits et grands morceaux*» un *chabiha*.

FAUT-IL S'ATTENDRE À UNE AUGMENTATION D'EXACTIONS COMMISES PAR LES REBELLES ?

Le principal risque réside aujourd'hui dans une confessionnalisation du conflit qui dégènerait en cycles de violences et de vengeances sectaires. Depuis l'été, les sunnites de la province de Hama s'alarment des bombardements et des attaques contre leurs villages. Selon eux, le régime cherche à chasser les habitants de cette confession de la région côtière, qui court de la frontière turque au port de Tartous. Les villes de cette zone sont majoritairement alaouïtes, une secte chiïte à laquelle appartiennent Bachar al-Assad et la plupart des cadres du régime. Ce «réduit alaouïte», large de quelques dizaines de kilomètres, pourrait servir de territoire de repli aux dignitaires syriens si Damas venait à chuter. Ces craintes se sont confirmées ces dernières semaines avec les assauts menés par l'armée syrienne et ses alliés contre deux enclaves sunnites de Tartous. Selon des activistes, plus de 300 personnes, essentiellement des civils (dont des femmes et

des enfants), ont été tuées depuis début mai. Ces violences ont poussé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSHD) à revoir à la hausse son bilan, qui fait désormais état de plus de 94 000 morts depuis mars 2011.

Face à ce qu'il considère comme des «*massacres de sunnites*», un groupe rebelle vient d'exécuter publiquement trois officiers de l'armée syrienne sur une place de Raqqa (Nord-Est), d'après une vidéo diffusée mardi sur Internet. Les exécutions ont été revendiquées par le Front islamique d'Irak et Al-Sham, un groupe jihadiste lié à Al-Qaeda en Irak.

A Al-Qusayr, Abou Sakkar, le rebelle qui s'est livré à des actes de cannibalisme, appelle lui aussi à se venger des alaouïtes, responsables d'atrocités dans le quartier Bab Amro, à Homs, repris en début d'année par l'armée syrienne. Déjà, en juillet, des combattants sunnites de Hama expliquaient à *Liberation* ne plus faire de différence entre les alaouïtes et les *chabihis*, se disant prêts à les «égorger» dès qu'ils le pourraient (*Liberation du 20 juillet 2012*).

LES INSTANCES OFFICIELLES DE L'OPPOSITION PEUVENT-ELLES CONTRÔLER LES REBELLES ?

A priori, non. La rébellion s'est peu à peu fragmentée et réfute les directives émanant de déserteurs ou de figures historiques de l'opposition en exil. Elle se divise aujourd'hui en deux blocs principaux : le premier regroupe les salafistes et les jihadistes, parfois étrangers ; le second les combattants appartenant à l'Armée syrienne libre (ASL). Mais ces derniers n'obéissent pas toujours aux mêmes chefs, et certains groupes indépendants ont émergé. L'affiliation de la brigade Omar al-Farouk d'Abou Sakkar à l'ASL n'est d'ailleurs pas avérée. Quant aux responsables d'unités qui se revendiquent de l'ASL, ils fustigent de plus en plus souvent les responsables officiels de la coalition, qui agissent depuis l'étranger. «*Je n'ai aucune confiance en eux. Ils ne viennent jamais en Syrie, et personne ne sait comment ils répartissent l'argent qu'ils reçoivent*», expliquait début mai à *Liberation* Abou Ahmad, un chef de *katiba* à Alep. Comme d'autres, le responsable rebelle voit certains de ses combattants, lassés de ne pas être payés et de manquer de munitions, rejoindre peu à peu des groupes islamistes radicaux. ◆



L'œuvre de cette écrivaine de 40 ans réactive en Turquie le débat autour de l'alévisme, branche progressiste du chiisme.

Alévie, à la mort

Par **MARC SEMO**
Photo **BRUNO CHAROY**

PORTRAIT SEMA KAYGUSUZ

La figue n'a jamais été pour elle un fruit comme les autres. «*Elle ne se mange pas en tranche, il faut l'embrasser, la fouiller, la sucer*», explique en riant Sema Kaygusuz, fascinée depuis l'enfance par cette chair écarlate, frémissante, comme vivante. Elle aime à rappeler que, de l'Iran à l'Anatolie comme dans la plupart des pays méditerranéens, les femmes préfèrent simplement évoquer «*le fruit*» plutôt que de prononcer en public son nom à la connotation sexuelle, presque obscène.

Son petit appartement d'Istanbul, sur la rive européenne du Bosphore, donne sur un étroit jardin envahi par le feuillage de deux figuiers jaillissant par-dessus un mur mitoyen. Avec son parfum obsédant et sa sève laiteuse, cet arbre non plus n'est pas comme les autres. «*Il peut être mâle, femelle ou hermaphrodite ; en araméen, pour le distinguer des choses, on l'appelle idra ce qui signifie "âme"*», explique Sema Kaygusuz qui n'a jamais oublié ce moment où sa grand-mère lui tendit une figue en disant : «*C'est ta sœur.*»

Elle avait tout juste 10 ans. Comme tous les étés, elle venait en vacances dans cette vieille maison de bois de Samsun au bord de la mer Noire où elle rejoignait Huriye, la mère de son père, qui parlait avec les esprits et lui racontait des histoires de fées et de djinns. Le monde alors se peuplait d'un coup. «*Les arbres, les pierres ou les sources s'animaient et le mendiant passant devant la maison pouvait très bien être Hizir, celui qui n'est ni prophète, ni saint, ni ange, ni derviche mais tout cela à la fois, parcourant le monde en revêtant toutes les formes et tous les noms*», se souvient la romancière fumant une fine pipe recourbée qu'elle préfère désormais aux cigarettes.

Chacun des livres de Sema Kaygusuz est un hymne à la vie et à la sensualité du monde, mais toujours y plane l'ombre de la mort et des tragédies qui ont scandé l'histoire turque. Dès ses premières nouvelles publiées à tout juste 22 ans, elle avait fasciné la critique pour la puissance de sa langue qui restituait l'univers enchanté des vieilles légendes anatoliennes ensuite fondues dans l'islam populaire. Un sondage de la revue littéraire *Notos* la présentait comme la jeune romancière turque la plus prometteuse. Son premier roman remporta le prix Balkanika où concourent auteurs grecs, roumains, serbes, bulgares et turcs.

Mais Sema Kaygusuz est aussi une écrivaine hantée. Par une autre phrase lancée un jour par cette même grand-mère Huriye : «*Ils nous ont égorgés.*» Huriye ne voulait pas en dire plus et dans la famille tous se taisaient. Une mémoire

refoulée que la romancière décida de creuser dans *Ce lieu sur ton visage* qui raconte le monde et les légendes de l'alévisme, secte progressiste issue du chiisme, imprégnée de réminiscences chamaniques et chrétiennes, où se reconnaissent un bon tiers des citoyens turcs. C'est un islam mystique ouvert, où la femme est depuis toujours l'égale de l'homme. Le vin n'est pas interdit. Considérés comme de dangereux hérétiques, les alévis furent persécutés tout au long de l'Empire ottoman. La République kémaliste s'appuya sur eux, mais



n'hésita pas non plus à écraser, en 1938, la révolte de Dersim de Kurdes alévis. La grand-mère de Sema Kaygusuz est une rescapée de ces massacres qui firent des dizaines de milliers de morts.

Parfaite expression de la mosaïque anatolienne avec dans ses veines du sang turc, kurde, juif et turcoman, elle refuse d'être estampillée «*écrivaine alévie*». Son univers romanesque n'en est pas moins profondément marqué. Comme toute sa vie. *Sema*, c'est la danse rituelle où hommes et femmes célèbrent ensemble le Créateur. Son nom de famille, Kaygusuz, littéralement «*sans souci*», est celui d'un des nombreux poètes et derviches errants anatoliens des XIII^e et XIV^e siècles, soufis cherchant Dieu par leur amour de l'homme. «*On n'arrêta pas de le lire, c'était comme un ami de la famille*», se rappelle la jeune femme.

Son père, officier d'active et kémaliste convaincu, a toujours eu le cœur à gauche comme la plupart des alévis. Son amour revendiqué pour la justice et la liberté freina sa carrière et lui valut pas mal de postes isolés dans l'est de l'Anatolie écrasé de soleil l'été et glacial l'hiver : «*C'était comme un conte, on vivait dans la neige et le souffle des chevaux gelait, le ciel était lumineux*», raconte Sema Kaygusuz qui était écolière dans ces petites villes perdues. Un jour, l'institutrice lui demanda de faire la prière. Elle resta comme pétrifiée. A la maison, on ne parlait jamais de Dieu. «*La seule religion de la famille était la république*», explique-t-elle. Et c'est toujours

EN 6 DATES

29 août 1972 Naissance à Samsun (Turquie).
Mai 1992 Mort de sa grand-mère, Huriye.
1995 Publication de son premier recueil de nouvelles.
2006 *La Chute des prières* (Actes Sud).
2009 Sortie en turc de *Ce lieu sur ton visage*.
2012 Publication en France chez Actes Sud de *Ce lieu sur ton visage*.

évidemment la sienne. Pour elle, ça va de soi. Pour fuir l'ennui de ces sous-préfectures conservatrices et bigotes où au gré des garnisons déménageait la famille, la gamine écrivait sans cesse des histoires dans ses cahiers d'écolière. La plupart ont été perdues dans les pérégrinations familiales.

C'est à l'université que la future écrivaine entendit parler pour la première fois des massacres de Dersim. Elle questionna son père. Lui-même ne savait rien de l'histoire de sa propre mère réchappée toute jeune des massacres. «*J'ai voulu creuser ce silence et comprendre comment une femme peut taire sa souffrance à ses enfants et petits-enfants, rongée par la honte d'avoir survécu alors que tous les autres ont péri*», explique Sema Kaygusuz. Le témoignage social et les fresques historiques ne l'ont jamais intéressée. Fascinée par la psychanalyse et amoureuse d'un «*psy*», elle assume sa quête de l'introspection, son désir de toucher l'âme là où elle est la plus douloureuse et de faire ressurgir les peurs enfouies.

Sema Kaygusuz est revenue sur les lieux, «*ce village secret comme la plaie d'un cœur, confiné au milieu des montagnes, laissé-pour-compte et oublié du monde avec ses divinités*»... mais seulement par l'imagination. Jamais elle n'a voulu se rendre dans les montagnes de Dersim et dans cette ville dont jusqu'au nom a été effacé des cartes de la République turque et qui s'appelle aujourd'hui Tunceli. Elle sait avoir encore là-bas de la famille éloignée. Elle y a été invitée plusieurs fois, surtout depuis la sortie de son livre qui a contribué à lancer le débat sur cette énième page noire de l'histoire turque. Pourtant elle ne se sent pas encore prête. «*Mes ancêtres étaient une partie de cette terre et mes morts sont partout mais j'y serai comme une étrangère*, explique celle qui redoute d'être là comme une invitée dans sa propre maison.»

Sema Kaygusuz n'en doute pas : «*Il n'y a pas de création sans mélancolie*.» Elle utilise le vieux mot turc un peu oublié *karaduygun* – littéralement le «sentiment noir» – qui était celui des poèmes des anciens bardes et prêcheurs soufis anatoliens. ◆



16 MAI 2013

Retour en force de la violence en Irak

TERRORISME Le nombre d'attentats augmente depuis avril, tuant 712 personnes le mois dernier.

Après l'hécatombe survenue en avril, qui a fait de ce mois le plus sanglant depuis cinq ans, les attentats ont repris hier en Irak, causant la mort d'au moins 14 personnes. Selon un rapport de la mission des Nations unies dans ce pays, les attentats et autres actes de violence ont tué le mois dernier 712 personnes et en ont blessé 1633.

Ce sont évidemment les civils qui ont payé le plus lourd tribut avec 434 tués contre 288 pour les forces de sécurité. Il faut remonter à juin 2008 pour trouver un nombre de victimes supérieur. En moyenne, plus de 200 personnes sont tuées par mois depuis le début de l'année.

Hier, 12 personnes ont été tuées et 23 blessées dans plu-

sieurs attentats, dont deux à la voiture piégée dans le nord du pays. La première explosion à Kirkouk, due à une voiture piégée, a été la plus meurtrière, avec huit morts et huit blessés. Une bombe a ensuite explosé au passage du convoi du chef de la police de la ville, puis une seconde voiture piégée non loin, faisant un total de deux morts et neuf blessés. A Tarmiyah, au nord de Bagdad, un kamikaze à moto a fait détonner sa charge contre un barrage de la police, tuant un policier et blessant quatre autres personnes. Un engin explosif placé sur le bord de la route a fait par ailleurs un mort, un policier, et deux blessés à Mossoul, la grande ville sunnite du Nord.

Mardi, des tueurs avec des armes munies de silencieux avaient attaqué neuf magasins d'alcools de Bagdad, tuant une douzaine de personnes. Lundi, c'est un oléoduc, qui acheminait chaque jour 330 000 barils de pé-

trole, des champs pétrolifères de Kirkouk au port turc de Ceyhan sur la côte de la Méditerranée, qui a été saboté par plusieurs bombes, ce qui a provoqué l'interruption des exportations.

La violence reste cependant très en deçà de celle des années 2006-2007, lorsque la lutte des insurgés contre l'armée américaine se doublait d'une guerre civile entre sunnites et chiïtes. Depuis le retrait des forces américaines, en décembre, la guerre sourde que les sunnites radicaux, certains dans l'orbite d'Al-Qaeda, livrent au gouvernement majoritairement chiïte de Nouri al-Maliki et à la population de cette confession a cependant repris. Elle tire notamment profit du ressentiment des sunnites à l'encontre du Premier ministre, qu'ils accusent de les marginaliser.

JEAN-PIERRE PERRIN



A Kirkouk, hier, après une attaque à la voiture piégée. PHOTO EMAD MATTI.

Behind the Lines: Erdogan's Kurdish gambit

By JONATHAN SPYER

Turkish PM has not committed himself on any core issues in peace talks with the Kurds; no 'historic compromise' on the horizon.

On May 8, fighters of the Kurdish PKK militia began to withdraw from their positions in Turkey, bound for their mountain strongholds in Kurdish-ruled northern Iraq. The decision by the PKK to withdraw is the result of orders issued by jailed movement leader Abdullah Ocalan.

This re-energizing of the Turkish-Kurdish "peace process" is one of the most important of the phenomena generated by the seismic shifts currently underway in the Middle East. But the foundations of this process are far more shaky than the guerrillas' redeployment from Turkey would suggest.

The newly minted Turkish-Kurdish peace process resembles the veteran Israeli-Palestinian version in a number of ways. Perhaps most importantly, the process has been launched without any clear picture of how it is supposed to conclude. There is no evidence of any "historic compromise" between the sides on the core issues which caused the conflict in the first place.

For the Kurdish side, the struggle is no longer about separate statehood. Rather, their demands now center on the right to use Kurdish language in education, equal status of Kurds in the Turkish constitution, greater autonomy for local authorities in Kurdish majority areas, and the release of thousands of Kurdish politi-



KURDISTAN WORKERS PARTY (PKK) fighters walk on the way to their new base in northern Iraq on Tuesday
Photo: Azad Lashkari /Reuters

cal prisoners held in Turkish jails.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has committed himself on none of these issues. For him, the existence of the process appears more important than its result. Erdogan's Kurdish gambit is intended to form part of his broader campaign to transform the Turkish polity.

Starting in September 2008, representatives of the Turkish state and of the PKK engaged in intermittent face-to-face talks in the Norwegian capital, Oslo.

From August 2009, the Turkish side were led by Hakan Fidan, a close associate of Erdogan who now heads the MIT, the Turkish National Intelligence Association. Parallel talks between MIT representatives and PKK leader Ocalan also took place at Imrali, the island jail where Ocalan has been incarcerated for the last 14 years.

From the outset, the Kurds suspected that the Turkish intention of the talks was to induce the PKK to end its insurgency – for the sake of the process, while offering no concrete path for solving the conflict. As a result, recent

years have been marked by long ceasefires and periodic bursts of conflict, as the Kurds sought to remind the Turks that the quiet should not be taken for granted as long as the core issues remained unresolved.

So what was the breakthrough that has led to the current appearance of progress? From late 2012, the Turkish government began a new round of talks with Ocalan alone, on Imrali, denying the PKK the possibility of presenting a coherent stance as a movement.

This process has led to the orders by Ocalan for the withdrawal of PKK fighters and the appearance of progress. But what exactly the government has or has not proposed remains shrouded in mystery. Nothing in writing has emerged from the Imrali talks, on any of the core issues of the conflict.

While Ocalan retains an iconic status within the PKK and parts of the broader Kurdish world, it is not difficult to discern caution and some confusion among movement cadres regarding their leaders' latest orders.

In an interview this week

with renowned Turkish journalist Hasan Cemal, prominent PKK commander Bahoz Erdal stressed that the current PKK decision for a cease-fire does not imply surrender, nor remove the possibility of a return to armed action if the Kurdish issue remains unresolved. "They asked for a cease-fire – we declared. They asked for withdrawal, we are doing this now. If tomorrow they [say] that this is not enough, you should lay down your arms – they can't force us to do this. This means surrender for us which we [the PKK] have never accepted, even in the most difficult times," Erdal told Cemal.

The point, Erdal said, was not a cease-fire for its own sake, but to remove the reasons why Kurds took up the guerrilla struggle in the first place.

The veteran PKK fighter also noted that the Turkish army has begun to construct a new infrastructure along the border, intended to hinder the ability of Kurdish fighters to return to Turkey should the conflict continue.

This observation is part of a broader concern in the PKK that Erdogan's intention may be to neutralize and distance the movement and render it irrelevant, rather than to reach a true rapprochement with it.

Erdal is a very prominent commander, well respected among the Kurds, and his statements will be carefully studied by all sides.

Murat Karayilan, the de facto leader of the PKK in Qandil, said that the withdrawal from Turkey would "stop immediately if there is any attack, operation or bombing of our guerrilla forces, and our forces will use their right to reciprocate." Karayilan also made clear in a rare press conference at the end of April that PKK disarmament would take place only after the Turkish government carried out constitutional amendments in line with the movement's demands relating to

➤ **Kurdish rights.**

Serious questions therefore remain as to whether the peace process will in the end bear fruit.

From Erdogan's point of view, however, the move toward the Kurds makes obvious political sense. The Turkish prime minister's current central goal is to ensure the passing of a constitution that would radically reshape the nature of the Turkish republic. Most importantly, the new constitution would replace the current parliamentary system with a presidential one.

This would then pave the way for Erdogan himself to stand in presidential elections in 2014, and rule with vastly increased executive powers.

Many in Turkey fear that at this point, Erdogan will complete the process of a Putin-style hollowing out of Turkish democracy which they discern is already under way – in the emasculation of the free media, the jailing of senior officers on trumped-up charges, and the incarceration and harassment of journalists.

To bring the constitution to a referendum, Erdogan needs a 330-seat majority in the 550-member parliament.

He currently controls 325 seats.

One of the ways in which Erdogan could ensure his majority would be by securing the support of the Kurdish BDP (Peace and Democracy Party). Many observers discern the

central goal in Erdogan's current peace process as being to secure BDP and Kurdish support for the new constitution.

This brings with it the possibility that once the new constitution is in place and Erdogan is securely ensconced as president, he could abandon the perhaps impossible task of reconciling Turkish and Kurdish desires, leaving a neutered PKK, and reverting to the previous policies of repression.

Should the peace process falter, however, Erdogan will need to take account of a strikingly improved Kurdish strategic position. Perhaps most importantly of all, a franchise of the PKK now controls northeast Syria. Kurdish fighters

resisted a Turkish backed attempt by Syrian rebels to begin a reconquest of this area in January. There is also a flourishing de facto sovereign area in the Iraqi Kurdish region (which is not, of course, aligned with the PKK).

So Erdogan has launched an audacious gamble, initiated with the help of the ever-eager diplomats of Norway. PKK leader Ocalan, meanwhile, has reportedly said that if the process fails, 70,000 fighters await his orders. Whether Erdogan's move will result in a lasting rapprochement between Turks and Kurds – or flounder into renewed conflict – remains very much to be seen.

□□□

The Economist

May 18th 2013

Turkey's political imams

The Gulenists fight back

A Muslim cleric in America wields surprising political power in Turkey
NEW JERSEY

IN A recent sermon Fethullah Gulen, Turkey's most powerful Muslim cleric, preached against hubris. Delivered in rural Pennsylvania, where Mr Gulen lives in self-imposed exile, it was broadcast from his website with an electrifying effect. Was the holy man alluding to Recep Tayyip Erdogan, Turkey's increasingly authoritarian prime minister?

Mr Gulen is the spiritual leader of a global network, the Hizmet (meaning service), that includes media outlets, schools and charities. These have spread his pacifist, modern-minded Islam, often praised as a contrast to more extreme Salafism. Much of the network is financed by Anatolian businessmen.

One recent afternoon Muslims from the Balkans feasted on roast lamb in a wooded corner of New Jersey. At the call to prayer, trousers were rolled up, ablutions taken and the genuflecting began – all organised by the Hizmet, which holds similar events in Africa and Asia. But their impact is strongest in Turkey. Long persecuted by the secularist generals, the Hizmet was relieved when Mr Erdogan's

Justice and Development (AK) party took power in 2002.

Mr Erdogan began his career with the more traditionally Islamist "National View" movement of Necmettin Erbakan, who was ousted as prime minister by the army in 1997. Despite their differences, AK and the Gulenists joined forces against the generals. After AK swept to a second term in 2007, it set about declawing the generals through the "Ergenekon trial" of hundreds of alleged coup plotters. This was helped by prosecutors said to be close to Mr Gulen. But the alliance has frayed amid allegations of Hizmet infiltration of the judiciary and the police. Mr Gulen's image was bruised by suggestions that Ergenekon had degenerated into a vendetta. "They shared power with AK but they kept wanting more," says an observer.

The rift became clearer after the 2010 Mavi Marmara affair, when Israeli commandos killed nine Turks aboard a Gaza-bound vessel; Mr Gulen suggested the flotilla should not have been allowed to sail. Their rift became wider when an



Fethullah Gulen: at home in America

Istanbul prosecutor summoned Hakan Fidan, Turkey's spy chief and one of Mr Erdogan's closest allies, for questioning over links to Kurdish PKK rebels. An angry Mr Erdogan made the prosecution of any spy subject to government approval and threatened to shut Hizmet-run prep schools.

Turkey's secularists are rubbing their hands. But their joy may be short-lived. Mr Erdogan and Mr Gulen share a hard-nosed pragmatism. Some believe their fist-shaking is the prelude to a bargain, not least because many of Mr Erdogan's supporters approve of Mr Gulen and vice versa. "Neither can convincingly justify his enmity for the other," says an analyst. "It is a lose-lose for both."

How Baghdad fuels Iraq's sectarian fire

Moves by the Iraqi government to silence dissent only stoke the animosity between Sunnis and Shias.

Sarah Leah Whitson

BAGHDAD The Iraqi government has hurled the country to the brink of a new civil war. In under a month, Baghdad launched a vicious assault on a Sunni protest camp, resulting in 44 deaths; executed 21 alleged Sunni terrorists in one day, and suspended the licenses of 10 satellite channels, 9 of them deemed pro-Sunni.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's message to his country's extremely disaffected Sunni minority, which resists with an increasing sense of futility joining the battles between Maliki's forces and extremists? "Bring It On!"

The country remains in shambles after years of gruesome civil war pitting the minority Sunnis against the newly dominant Shias. Ten years after the U.S.-led invasion, most people still experience electricity and water shortages. Iraq's education and health services, once Middle East jewels, are skeletons of their past. And unemployment and poverty have spiraled to record peace-time levels.

A promise of power-sharing helped wind the war down, but sheer exhaustion probably had more to do with the relative calm of recent years than any wise political leadership.

The government has failed to address any of the major grievances of the Sunni — and even some Shia — communities. Those include ongoing exclusion from the political process, with regular delays in elections; no real reforms in the punitive, wildly overbroad "De-Baathification" and antiterrorism laws; increasingly centralized power in the hands of the prime minister; and brutal policing, with mass arrests, unfair trials and endemic torture in Iraqi prisons. But since early 2012, Sunnis have challenged the status quo with persistent, overwhelmingly peaceful protests, despite violent incursions by the state authorities.

It is in this environment that Maliki's SWAT security forces, along with army and federal police, carried out an armed attack on one of the longest-running protest camps, in the Sunni village of Hawija. A parliamentary committee's preliminary findings were that 44 people were killed and 104 injured, with the government saying 3 police officers were killed. Remarkably, the attack came after several days of negotiations with the protesters, whom the government accused of harboring militants who had killed a soldier, and taking weapons from a nearby checkpoint.

The government has not made public

any finding of weapons or killers. In an apparent acknowledgement that the attack had gone too far, Maliki announced the appointment of a ministerial committee, headed by the Sunni deputy prime minister, Saleh al-Mutlaq, to investigate. But the committee seems designed to placate the Sunni community with compensation for the victims, with no intent to identify what really happened or who ordered the attack, much less punish those responsible. The committee has no actual investigators or resources to gather evidence, relying only on the ministers themselves to conduct the inquiry.

When I asked Mutlaq whether they would interview the security forces about who ordered the attack, he shook his head, almost amused at the question. Hussain al-Shahi istami, the Shia deputy prime minister who is also on the committee, told me in a meeting in Baghdad last week: "Don't expect too much from us. We really don't have much time for this." The government's efforts to brush the shocking incident under the rug will only enrage its aggrieved minority even more.

The mass Hawija killings may have been a bloodier message to Sunni protesters than even Maliki may have intended, but there was no room for accident in his decision to execute 21 alleged terrorists whose identities and crimes remain unknown to the public.

Following an outcry against revelations of abuse of women detainees and the arrest of several bodyguards of the popular Sunni finance minister, the government promised in January to reform the judicial system, including reviewing the cases of 6,000 people who have been detained but not tried or even ordered released, in some cases for years, under the country's antiterrorism law, and initiating an inquiry into widespread allegations of forced confessions and reliance on secret informants.

High-level officials even promised a moratorium on the death penalty until they reviewed all death sentences. But the government apparently decided to flex its law-and-order muscle in the face of escalating terrorist attacks, most fre-

quently in Shia neighborhoods, which killed 712 people in April, the deadliest month since 2008. It resumed executions, generating a new cycle of protests and condemnations.

Although its roads are in ruins and bombed-out buildings litter Baghdad's streets, the government has found the resources to equip the Communication and Media Commission with state-of-the-art surveillance equipment. Mujahid Abu al-Hail, the director of its Audiovisual Media Regulation Department, proudly displayed the center where a sizable staff continuously monitors the programming of over 15 satellite stations in the country, and an office filled with binders of records on their compliance.

On April 29, the commission suspended the licenses of 10 stations because they promoted sectarian views that contributed to violence, he said, but so far he has failed to share a report documenting evidence of this. The inclusion of a small Shia station among the nine banned "pro-Sunni" stations, including Al Jazeera, did nothing to mask this blatant effort to silence Sunni news outlets that have been critical of the government. It follows numerous attacks on media covering the protests, and last year's announcement that it would close 44 stations operating "illegally."

There's no doubt that Iraqi media are extremely partisan, and that Sunni and Shia stations often indulge in gross misinformation to stoke sectarian tensions. But a government concerned with tamping down these tensions might spend more time carrying out real efforts to address community grievances, not silencing the aggrieved voices themselves.

The predictable outcome of these moves has been further radicalization of the Sunni community, with newly established militias vowing to defend them. Maliki needs a new playbook — one with lessons on leadership and reform that will bring the country together on the basis of protecting every citizen's freedom, not tear it further apart.

SARAH LEAH WHITSON is Middle East director at Human Rights Watch.



Situation Reports

Massoud Barzani: A Regional Powerbroker Rises in Iraqi Kurdistan

Daniel Moore
www.geopoliticalmonitor.com

With the tenth anniversary of the Iraq War and a UN report warning that April was the highest month of Iraqi casualties since 2008, one important storyline might have been missed: Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani has been quietly building his power base within the region and has risen to become one of the most influential players in Iraqi politics.

Barzani has been leveraging his influence to put Iraqi Kurdistan onto the path to full independence. He successfully brokered the Erbil Agreement in 2010, leading to the formation of the Iraqi national government and an end to the post-election political gridlock. He also negotiated the terms of response for the long-running Sunni protests against al-Maliki. Since then, he has repeatedly been sought out by Iraqi opposition leaders as a mediating figure—a position another prominent Kurd (head of the Kurdish opposition party PUK), Iraqi President Talabani, filled before health problems sidelined him in 2010.

Building upon his relationships within the Iraqi political system, Barzani has garnered support to further his ambitions for Iraqi Kurdistan, ambition which the dysfunction of the Iraqi government sometimes furthers and at other times thwarts. Deep sectarian divisions between Shiites and Sunnis have provided an opportunity for Barzani to negotiate and establish working relationships with both Sunni and Shiite opposition parties. But the relationship between al-Maliki and Barzani has taken a turn for the worse because of disputes over oil contracts, Kurdistan's nascent pipeline agreements with Turkey, and the lack of budget approval for the Kurdistan Peshmerga (Kurdistan's military). Barzani has also directly challenged the Iraqi government by allowing for



deposed former Iraqi Vice President Tariq al-Hashimi, accused by al-Maliki of organizing death squads targeting government officials, to stay in Kurdistan before he finalized his living arrangements in Turkey.

Kurdistan and Iraq have an ongoing dispute over the oil rights in the region. Kurdistan wants full energy independence—control of the downstream and upstream oil processes within its territory and full access to revenues. In order to achieve this goal, it has signed over 50 oil agreements with major oil companies. However, the Iraqi Parliament does not recognize those agreements and remains in full control of the revenues earned from oil in Iraqi Kurdistan. In order to bypass Baghdad's long arm, Barzani made a deal with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan to transport 15,000 barrels of oil a day to Turkey. The Kurds are also demanding the ratification of Article 140 of the Iraqi constitution, which calls for a referendum in Kirkuk, a move that the Maliki government has consistently opposed.

These disputes with the Iraqi government have galvanized support for Barzani within Kurdistan. Already an extremely popular politician due to his family's history and the development of the semi-autonomous region after the U.S. invasion in 2003, he won over 70% of the popular vote in 2009. The next step for Barzani is to ratify a con-

stitution, a feat that has eluded him for the past seven years. With Gallop's numbers indicating that 87% of citizens living in Iraqi Kurdistan prefer a regional government with the power to override national Iraqi government decisions, Barzani clearly has the support of the people for a fully-autonomous Kurdistan without national Iraqi government intrusion. The ratification of a Kurdish constitution would solidify Barzani's power and set a clear precedent for an independent Kurdistan.

The biggest question that remains for Barzani is the relationship between Baghdad and Kurdistan, and particularly how this relationship would react to a crisis. Already with the tentative support of Turkey as a market for Kurdish oil, Kurdistan is entering new territory. Another challenge to ease the transition to a fully-autonomous state is Kurdistan's relationship with Turkey and Iran. Barzani needs to make it absolutely clear with Ankara and Tehran that he has no desire to annex Kurdish communities from their respective countries.

Erbil's budding economic relationship with Turkey and Ankara's projected future reliance on Kurdistan as a source for transit oil fees and natural gas supply has helped to rejuvenate a relationship strained by PKK terrorist attacks and Kurdistan's involvement with the Kurdish community in Turkey. Although Turkey has indicated to the Iraqi government that it will not allow construction of a pipeline to export energy from Kurdistan without the approval of the federal government, Ankara will likely not overlook the potential lucrative transit fees of \$5 billion a year for transporting Kurdish energy. Further Sunni disagreement and sectarian conflict with the federal government could conceivably force Ankara to hedge its bets for the future of Kurdish oil bypassing its arrangement with Baghdad. ■

Erdogan presse l'Amérique d'agir en Syrie

En visite à Washington, le premier ministre turc ne se satisfait pas des projets russo-américains en vue d'une issue diplomatique.

ADÈLE SMITH  @adelesmithnyc
NEW YORK

DIPLOMATIE L'intense ballet diplomatique en prévision d'une éventuelle conférence internationale sur la Syrie, qui devrait se tenir à Genève en juin, s'est poursuivi jeudi à Washington, où Barack Obama a reçu le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Il continuera ce vendredi à Sochi avec la rencontre entre le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et le président russe Vladimir Poutine. Mais à la Maison-Blanche, si les alliés américain et turc partagent peu ou prou le même but - une Syrie sans Bachar el-Assad -, Barack Obama et Recep Erdogan divergent sur les moyens d'y parvenir. Le premier a peu d'appétence pour un engagement autre que diplomatique alors que le second vient lui demander précisément le contraire.

51
personnes
ont trouvé la mort
samedi dans l'attentat
de Reyhanli, selon
les autorités turques.



Barack Obama et Recep Tayyip Erdogan, jeudi, avant leur conférence de presse commune à la Maison-Blanche. MANDEL NGAN/AFP

Des « preuves » sur les armes chimiques

Quelques jours après le double attentat meurtrier dans le sud de la Turquie, attribué par Ankara au régime syrien, Recep Erdogan est arrivé avec une longue liste de requêtes. Il a tout d'abord demandé à Barack Obama d'honorer ses engagements sur la « ligne rouge » qu'il a lui-même fixée en cas d'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. Le premier ministre turc devait en apporter des « preuves » au président américain mais pour les experts, il ne fallait pas s'attendre à grand-chose en retour d'un président qui, ces derniers temps, s'est montré très évasif sur le sujet.

Autres demandes au menu de la rencontre : la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, d'une zone tampon à la frontière entre les deux pays et l'armement de l'opposition. Autant de sujets sur lesquels Barack Obama refuse de s'engager.

En guise de réponse, celui-ci devait au contraire tenter de convaincre son homologue d'accepter la voie de la diplomatie et de se joindre aux efforts menés depuis la semaine dernière par les États-Unis et la Russie. « Il n'y a pas de formule

magique en Syrie », a simplement dit le président américain à son hôte. « Il reste à voir comment Erdogan réagira à une idée à laquelle il s'est spécifiquement opposé avant son départ », note Bulent Aliriza, du Center for Strategic and International Studies.

Erdogan a été le premier chef d'État à demander le départ du pouvoir d'el-Assad en novembre 2011.

Les contours de la conférence baptisée « Genève 2 », sur laquelle les diplomates onusiens sont sceptiques, sont encore très vagues. Ban Ki-moon présiderait une réunion ministérielle qui serait suivie de négociations entre le pouvoir syrien et l'opposition, sous la présidence de l'émissaire Lakhdar Brahimi. La conférence reprendrait les principes de celle qui a échoué en 2012 - la création d'un gouvernement transitoire en attendant des élections -, mais cette fois-ci les États-Unis pourraient ne plus s'opposer à la participation de l'Arabie saoudite et de l'Iran, voulue par la Russie, selon un diplomate des Nations unies qui suit le dossier de près. Il s'agirait d'une concession énorme de Washington à Moscou, si elle est

confirmée. Toute la difficulté réside dans le choix d'interlocuteurs acceptables par chacune des deux parties, ainsi que dans le sort réservé à Assad. Les négociations en cours sont intenses des deux côtés.

Mais à l'ONU, on craint que cette conférence internationale ne fasse le jeu de Bachar el-Assad. « Les Russes et leur allié syrien tendent en quelque sorte un piège à l'opposition, qui a déjà perdu une partie de sa crédibilité. Si elle refuse de participer ou si elle quitte la table des négociations, ils la rendront responsable de l'échec », souligne un diplomate occidental, qui rappelle que la stratégie internationale de la Syrie est de présenter les membres de l'opposition comme des terroristes.

Le diplomate reconnaît aussi que, pour les États-Unis, cette conférence est un moyen de faire diversion et ne plus parler, au moins pendant un certain temps, d'action militaire. « Il y a une chance sur cent pour que cette conférence aboutisse à un résultat, mais nous savons aussi que l'alternative est l'effondrement du pays, une guerre civile encore plus grave, le massacre des Alaouites et l'exil des chrétiens, alors autant essayer de saisir cette chance », dit-il. ■

Le soutien à l'opposition syrienne s'effrite aux Nations unies

New York (Nations unies)
Correspondante

L'ONU est en panne de cohésion sur la Syrie. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, mercredi 15 mai, une résolution condamnant fermement « l'escalade continue » des attaques de l'armée syrienne et ses « violations flagrantes et systématiques » des droits de l'homme, tout en apportant un soutien prudent à l'opposition syrienne.

Le texte, parrainé par le groupe des pays arabes et les Occidentaux, n'a été approuvé que par 107 des 193 pays membres, contre 12 et 59 abstentions. « Si nous échouons à mettre un terme à ce qui est en train de devenir la catastrophe humanitaire la plus terrible de notre temps, la décence exigera de nous que nous nous demandions, en toute honnêteté : où vont les Nations unies ? », a prévenu le président de l'Assemblée générale, Vuk Jeremic, avant d'affirmer que, selon l'ONU, « au moins 80 000 personnes ont été tuées dans les hostilités, la plupart des victimes étant des civils ».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) parle, lui, de 94 000 morts. La résolution, qui n'a pas de valeur contraignante, contrairement à celles adoptées par le Conseil de sécurité, se veut un appel en faveur d'une « transition politique » fondée sur la déclaration de Genève du 30 juin 2012. Elle exhorte « toutes les parties à cesser immédiatement toute forme de violence, y compris les actes terroristes ».

Rédigé par le Qatar, l'un des principaux alliés de la Coalition nationale syrienne (CNS), le texte visait au départ à promouvoir l'attribution à cette dernière du siège de la Syrie à l'ONU, suivant l'exemple de ce qui avait été fait au sein de la Ligue arabe. C'était compter sans le refus de nombreux pays membres d'offrir un chèque en blanc à l'opposition syrienne.

Le texte initial était « beaucoup trop provocateur », reconnaît une source occidentale, citant deux paragraphes qui, approuvés en l'état, auraient été synonymes d'une reconnaissance de facto de la Coalition comme seule représentante légitime du peuple syrien.

Fruit de longues négociations,



Extrait d'une vidéo montrant l'exécution d'un officier syrien par le Front Al-Nosra, lié à Al-Qaïda, près de Rakka, dans le nord du pays. AFP

le texte final « se félicite » de la création de la CNS, et se contente de « noter » qu'elle bénéficie d'une « large reconnaissance de la communauté internationale », avant de la qualifier prudemment d'« interlocuteur effectif et représentatif nécessaire à une transition politique ».

En dépit des nombreux amendements apportés au texte par les Occidentaux, l'Afrique du Sud a jusqu'au bout estimé qu'il constituait un blanc-seing pour un « changement de régime » à Damas, provoqué par des forces étrangères. Comme en août 2012, et comme la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord ou Cuba, les Sud-Africains ont donc voté contre.

Si une résolution similaire avait recueilli 133 voix à l'Assemblée générale à l'été 2012, relève un diplomate, « c'est parce qu'à l'époque tout le monde pariait sur la défaite de Bachar Al-Assad, et beaucoup de pays étaient convaincus de voter pour le vainqueur ». Huit mois plus tard, la montée du terrorisme et du salafisme en Syrie laisse, selon lui, de plus en plus de pays membres « mal à l'aise ». Les 59 abstentions sont par ailleurs révélatrices du scepticisme qui prévaut aux Nations unies quant aux chances de succès de l'initiati-

Les pays membres de l'ONU doutent des chances de succès de l'initiative diplomatique américano-russe

ve américano-russe en faveur d'une conférence internationale, censée réunir les parties syriennes autour d'une même table avec la déclaration de Genève comme base de travail.

« Il est intéressant de noter que l'impulsion ne vient pas des Nations unies », souligne une source diplomatique, rappelant que la dernière action diplomatique substantielle sur le dossier syrien était venue de l'ancien émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan, lorsqu'il avait convoqué les grandes puissances à Genève, justement. Devant l'impasse de sa médiation, son successeur, Lakdhar Brahimi, était donné démissionnaire, mais l'annonce de l'« entente » entre Washington et Moscou l'a fait se raviser.

Le diplomate algérien, à qui certains reprochent ses méthodes « vieille école » – plus soucieux de

l'unité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité que de l'implication d'acteurs régionaux dans la résolution du conflit –, est mis au défi d'« apporter des idées sur la table ». Une conférence ministérielle présidée par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pourrait ainsi être suivie de négociations, présidées cette fois par Lakdhar Brahimi.

Si ni les Russes ni les Américains n'ont encore énoncé les contours de leur « Genève, acte II », les difficultés rencontrées à l'été 2012 restent les mêmes : le communiqué adopté par le « Groupe d'action » sur la Syrie prévoyait la formation d'un gouvernement de coalition, par consentement mutuel, sans préciser le rôle du président Assad.

Or l'opposition syrienne continue de poser son départ comme condition préalable à tout règlement, et Damas exclut toujours toute discussion sur le sort du chef de l'Etat. « Même si cette nouvelle conférence a 99 % de chances d'échouer, insiste un diplomate, nous n'avons d'autre choix que de nous mettre au travail, quelle est l'alternative ? » ■

ALEXANDRA GENESTE



Une église touchée par des tirs de mortiers dans la province d'Ildlib, fin février.

Damas et Moscou : la croix et la bannière des chrétiens syriens

Sur fond de montée en puissance des jihadistes, le régime et son allié russe cherchent à instrumentaliser les Eglises en s'érigeant en protecteurs.

Par HALA KODMANI

Des émissaires en soutane se révèlent plus précieux et efficaces pour le régime syrien que les plus talentueux des diplomates. Patriarches, évêques, sœurs et pères des différentes Eglises d'Orient multiplient les visites dans les capitales occidentales pour dire la peur des chrétiens pris dans la tourmente syrienne. Ils sont bien accueillis et écoutés, au moment où la radicalisation de la rébellion armée dans le pays a sensiblement entamé la sympathie de l'opinion pour les opposants à Bachar al-Assad.

PÉRIL. Reçus dans les ministères, les chancelleries, les Parlements comme dans les églises et les paroisses, ils tiennent des prières et des conférences organisées par les différents relais d'une opinion européenne mobilisée pour la cause des chrétiens d'Orient menacés par le péril islamiste. Si certains, comme le père Elias Tabé, archevêque syriaque catholique de Damas en visite à Paris, en avril, vont jusqu'à affirmer que «le discours de Bachar al-Assad est juste» et que 100 000 morts, «ce n'est pas le problème», d'autres parlent moins directement. Dans leur digne rôle d'hommes de foi, ils prient pour la paix en Syrie et appellent à la coexistence et au dialogue... avec le président syrien.

Les liens entre les représentants des Eglises et le régime se sont construits de longue date. «C'est une politique d'achat méthodique développée depuis l'époque de Hafez al-Assad», raconte Ayman Abdelnour, bien placé pour le savoir puisque cet ingénieur chrétien de Damas a été l'un des médiateurs entre le régime et les dignitaires de sa communauté orthodoxe.

Il cite les avantages personnels accordés aux évêques, notamment l'autorisation de faire passer du Liban, sans droits de douane, des voitures de luxe à l'époque où les importations étaient quasiment interdites (dans les années 90) ou encore la dispense du service militaire obligatoire pour les hommes d'Eglise. «Il faut ajouter à cela l'électricité gratuite pour les lieux de culte et toutes sortes de passe-droits que les services de sécurité accordaient aux chrétiens par l'intermédiaire de leurs dignitaires religieux.»

Passé depuis 2004 dans l'opposition, Ayman Abdelnour, ancien conseiller de Bachar al-Assad et directeur de la rédaction du site d'information All4Syria.info, est le cofondateur, avec d'autres intellectuels, du mouvement «Syrian Christians for Democracy». Le rassemblement a été rejoint par des figures de l'opposition, tels Michel Kilo et des prêtres en exil, dont le remuant père Spyridon Tanous. «Notre objectif est d'attirer la communauté vers l'opposition et de priver le régime de la carte chrétienne»,

affirme Elias Warde, un autre membre fondateur de l'association. Ce docteur en physique nucléaire, enseignant à l'université d'Orsay, s'excuse quand il parle en tant que «chrétien» : «Je ne m'étais jamais défini politiquement en fonction de mon appartenance religieuse.» L'instrumentalisation des minorités a ainsi poussé les opposants à des regroupements sur une base communautaire.

«IMPIES.» La carte de la protection des chrétiens est aussi brandie par l'un des principaux alliés du régime syrien, la Russie, via sa puissante Eglise orthodoxe, qui renforce ses liens avec les Eglises d'Orient. Moscou a imposé son candidat à la tête du Patriarcat grec orthodoxe d'Antioche, affirme Ayman Abdelnour à propos de l'élection, en décembre, du patriarche syrien Youhanna Yazigi en remplacement de M^{gr} Hazim, mort à 92 ans. Le règlement de l'Eglise, qui exige que le patriarche ait le rang d'évêque depuis plus de cinq ans, a dû être modifié pour permettre l'élection de Yazigi, âgé de 57 ans, métropolitain de l'Europe de l'Ouest et centrale qui ne l'était que depuis quatre ans. «C'est le même procédé que le changement de la Constitution syrienne qui a permis la désignation de Bachar al-Assad en 2000, alors qu'il n'avait pas l'âge légal pour être président de la république», rappelle Abdelnour.

L'opposant confirme l'engagement des Russes, qui participent activement à la campagne de relations

publiques du régime en jouant sur la jihadophobie auprès de l'opinion occidentale. Aucun relais d'opinion n'est négligé en Europe. Ainsi, la mère Marie Agnès Delacroix, une religieuse francophone qui tient réunions et conférences en Europe pour défendre le régime syrien, a même accepté l'invitation à Paris de l'association France-Israël pour parler des menaces qui pèseraient sur les chrétiens si le régime syrien tombait.

«Pas un seul chrétien n'a été tué en tant que tel depuis le début du conflit en Syrie», affirme Abdelnour. Toutefois, des églises ont été profanées et des croix brisées par des rebelles armés, notamment dans le nord du pays, où les mouvements extrémistes imposent leur loi et menacent les «impies». A Alep, le temple historique de l'Eglise évangélique a été miné par des explosifs qui l'ont détruite. Les enlèvements et demandes de rançon, qui se multiplient, ont visé particulièrement les chrétiens dans les zones de Hama et d'Alep. Comme tous les autres Syriens qui en ont les moyens, nombre d'entre eux ont fui vers les pays voisins, mais aussi pour l'Europe ou l'Amérique. La crainte de persécutions leur permettant d'obtenir plus facilement des visas et l'asile. ◆

REPÈRES

LES FAITS DU JOUR

- **Le comité de la Ligue arabe** sur la Syrie se réunira d'urgence jeudi dans la perspective d'une conférence de paix.
- **Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a fustigé, hier, «ceux qui trompent nos jeunes»** pour tenter d'endiguer le flux de jihadistes rejoignant la Syrie.

LES MINORITÉS CHRÉTIENNES

Elles représentent 10% de la population syrienne. La moitié sont des orthodoxes, mais on compte une dizaine d'Eglises différentes. Parmi lesquelles les catholiques et les maronites (15% des chrétiens), ainsi que les Arméniens (0,5%).

Vers une partition de la Syrie ?

Au Nord et au Sud, certaines zones échappent au contrôle du régime de Bachar al-Assad, qui concentre ses forces sur la protection du territoire qu'il estime "utile". Une fin de la guerre signifiera-t-elle une partition du pays ? Décryptage.

Amara MAKHOUL-YATIM

"LE PAYS VIT DÉJÀ UNE PARTITION"

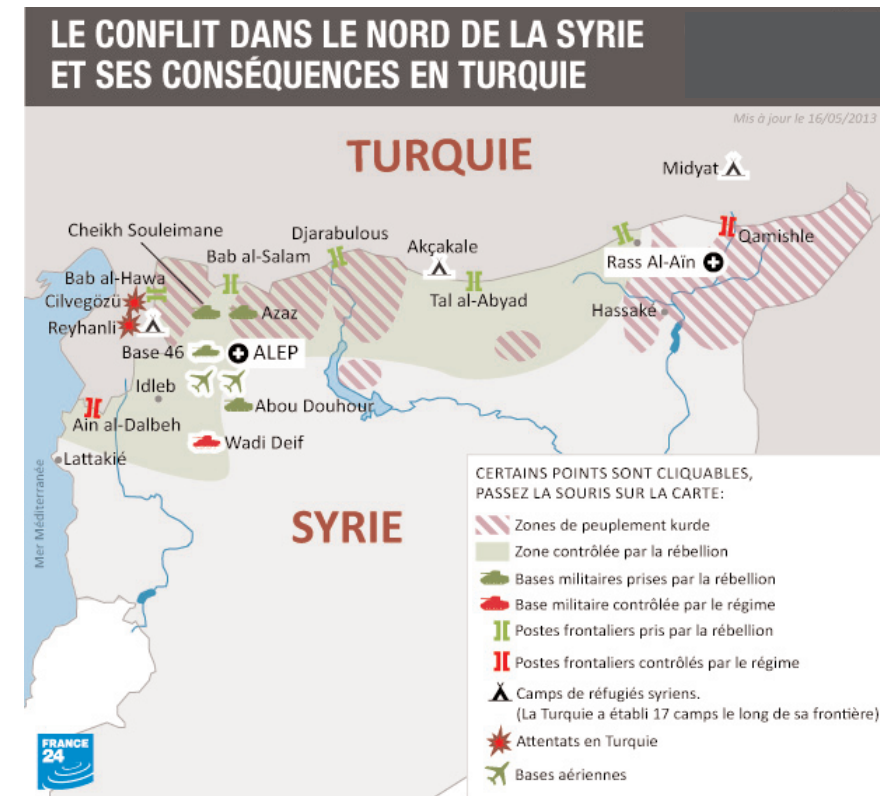
Plus de deux ans après le début du conflit, la Syrie est totalement métamorphosée. Le conflit, qui semble sans fin, a causé la mort de plus de 80 000 personnes selon un dernier bilan. Alors peut-on encore parler d'une seule Syrie ? Dans les faits, le pays est divisé. "Ce que vit le pays aujourd'hui c'est déjà une vraie partition même si elle n'est pas officielle", s'indignait mardi 15 mai Randa Kassis sur France culture. Lors d'une émission consacrée à la Syrie, l'anthropologue et opposante syrienne faisait un constat alarmant de la division du pays. "La zone kurde jouit d'une autonomie partielle, la zone côtière est sous le contrôle du régime, de même que le cœur de Damas, et si on va vers le sud et les zones de peuplement druzes, c'est ambigu".

LE FRONT NORD HORS DE CONTRÔLE

Une constatation que partage Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie et directeur du Gremmo. "Il y a déjà une partition de fait entre le Nord et le Sud, qui s'est installée dans la durée depuis juillet 2012 avec la chute de la province de Raqqa". Considérée par les rebelles comme "territoire libéré", le nord de la Syrie échappe depuis de long mois au contrôle du régime. La quasi-totalité des postes frontières communiquant avec la Turquie ont été pris par la rébellion durant le printemps et l'été 2012. La rébellion, qui avait déjà trouvé en Turquie une base-arrière, a ainsi pu acheminer plus aisément armes, vivres et combattants, souvent djihadistes, vers les zones de combats, notamment à Alep.

La plupart des villes du nord du pays sont d'ailleurs gérées par des conseils locaux rebelles qui reçoivent une aide financière de pays occidentaux comme la France. Depuis près d'un an, l'armée syrienne se contente de bombarder sporadiquement certaines positions rebelles du nord et continue la bataille à Alep, notamment.

Autre facteur d'éclatement, la situation particulière des zones de peuplement kurde. "Les Kurdes profitent largement de la situation particulière du nord du pays", remarque Fabrice Balanche. "Eux qui ont toujours mil-



ité pour établir une zone kurde, jouissent d'une autonomie relative".

DÉBOREMENT AU SUD

Le régime syrien a-t-il renoncé à reconquérir le nord du pays ? Pas tout à fait, selon Fabrice Balanche. "Depuis le début, la stratégie classique du régime est de se

BACHAR AL-ASSAD NIE L'UTILISATION D'ARMES CHIMIQUES

Dans une interview publiée ce samedi par deux médias argentins, Bachar al-Assad a nié l'utilisation d'armes chimiques par ses forces. "Si ces armes étaient utilisées contre une ville ou un faubourg, avec un bilan de dix ou vingt victimes, serait-ce crédible ?", a demandé le président syrien, avant de répondre par la négative.

Il a également exclu une nouvelle fois de démissionner, estimant que "ce serait fuir". "Je ne sais pas si Kerry ou un autre a reçu du peuple syrien le pouvoir de parler en son nom sur la question de savoir qui doit partir et qui doit rester. Cela, c'est le peuple syrien qui le déterminera lors de l'élection présidentielle de 2014", a-t-il déclaré.

concentrer sur les grandes villes", explique le chercheur, qui précise que Damas se concentre sur la protection du territoire qu'elle juge "utile" à savoir la capitale, cœur du pouvoir et le littoral fief de la communauté alaouite.

Cette stratégie explique également que les forces de Bachar al-Assad aient également perdu du terrain dans le sud du pays. "Le régime s'est fait déborder dans le sud début 2013, perdant le contrôle de la frontière jordanienne", rappelle Fabrice Balanche. Ce qui a eu pour conséquence de permettre aux rebelles d'ouvrir un nouveau front au sud avec l'aide de l'Arabie saoudite. "Le front ouvert à la frontière jordanienne est clairement un front saoudien", insiste pour sa part Frédéric Pichon, historien spécialiste de la Syrie, qui explique que le puissant royaume du Golfe a ainsi profité de la brèche ouverte pour revenir sur le terrain syrien face au Qatar, très actif dans le nord du pays. Il rappelle que début 2013, le "New York Times" a révélé que l'Arabie saoudite a livré pour un milliard de dollars d'armes à la rébellion via la Jordanie.

VERS UNE PARTITION DU PAYS ?

Deux ans après le début du soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad, plusieurs fronts sont apparus ➤

➤ recoupant plus ou moins la répartition géographique des communautés en Syrie. Le scénario d'une partition du pays semble ainsi avoir dépassé le stade de la théorie.

Pour Randa Kassis, "il est même très probable". Pour elle, à titre d'exemple, "même en cas de chute d'Assad, la communauté alaouite ne laisserait jamais la zone côtière aux rebelles syriens, c'est impossible". Frédéric Pichon partage ce point de vue : "On va effectivement vers une partition de fait, qui sera une conséquence de l'échec à résoudre ce conflit". Pour lui, les divisions que l'on constate déjà sont significatives. "Ce ne sont pas des États différents qui vont se former, mais de fait, il y aura des zones contrôlées par différentes communautés, comme en Irak d'ailleurs".

LE RÉGIME SE CONCENTRE SUR LE "TERRITOIRE UTILE" ET PRÉPARE SON "PLAN B"

Alors qu'à l'été 2012 encore, on voyait le régime en perte de vitesse épuisé par la multiplication des fronts sur l'ensemble du territoire, il semble aujourd'hui regagner du terrain. "Il est clair que le régime marque des points désormais dans la province de Homs, à Hama et au nord de Lattaquié également", confirme Fabrice Balanche spécialiste de la Syrie et directeur du Gremmo.

Il explique que l'armée syrienne mène actuellement une "stratégie de contre-insurrection dans laquelle elle veut se concentrer sur le pays utile, quitte à se désengager temporairement de certaines régions comme le nord ou le sud". À ce stade du conflit, le régime syrien veut assurer sa survie. Contrairement à ce que l'on aurait pu affirmer il y a un an, l'axe stratégique n'est plus la route Damas-Alep, reliant les deux grandes métropoles du pays, mais plutôt la voie qui mène du littoral vers Damas et ce à plusieurs titres.

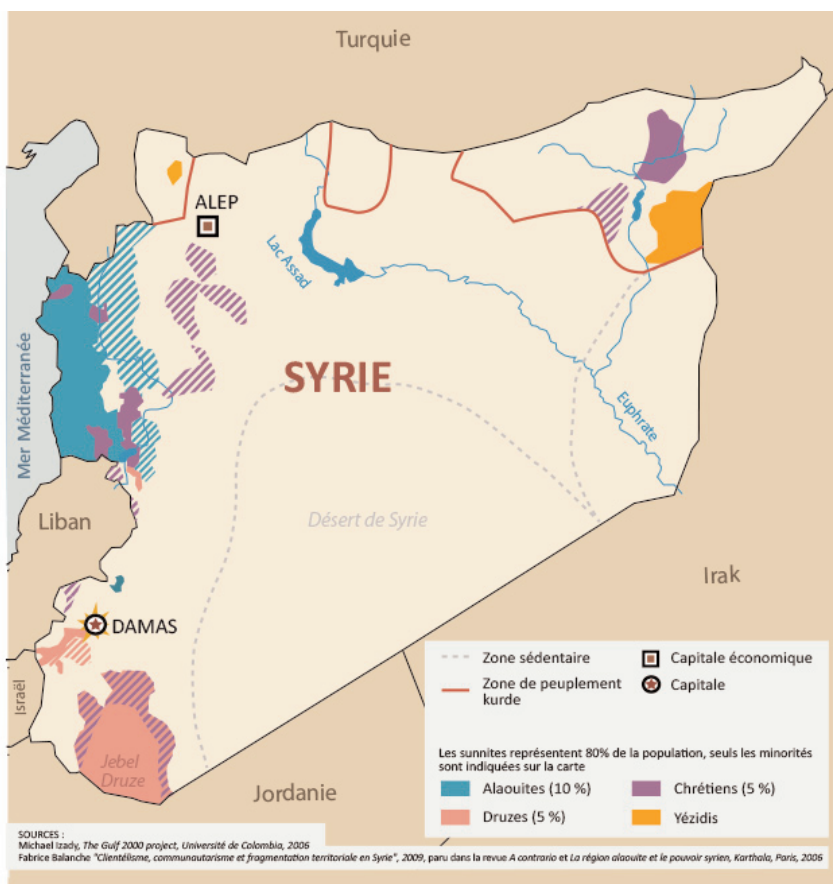
"En premier lieu, il faut bien nourrir Damas", explique Fabrice Balanche qui rappelle que le pouvoir syrien tient encore bien le cœur de la capitale, où la bourgeoisie sunnite lui est favorable. "Or, c'est par la mer qu'une bonne partie du ravitaillement arrive à Damas, que ce soit en nourriture, marchandises mais aussi en armes". Sécuriser la route est donc essentiel. De plus, pour aller de Tartous ou Lattakié, les deux grandes villes de la côte syrienne, à Damas il faut inévitablement passer par Homs. "C'est là qu'est la difficulté", observe le chercheur, car Homs et ses alentours constituaient jusqu'à présent une importante poche de résistance dans une zone plutôt favorable au régime. "Les autorités syriennes étaient obligées de déployer des troupes importantes sur les routes environnant Homs et Qousseir notamment pour

sécuriser les convois".

LA BATAILLE CRUCIALE DE QOUSSEIR

Située près de la frontière libanaise, la ville de Qousseir constitue ainsi, avec certains quartiers de Homs, le dernier obstacle sur ce fameux axe. C'est donc logiquement que l'armée syrienne y concentre toutes ses forces depuis plusieurs semaines. Déjà plus d'un an que la ville résiste aux assauts de l'armée et à des bombardements incessants, mais, cette fois, pour être sûr de l'emporter le régime a fait appel à des renforts. Fin avril, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a en effet reconnu à demi-mot que des membres de son mouvement se battaient aux côtés du régime syrien dans cette région frontalière du Liban. "Nous ne laisserons pas les chiites libanais qui vivent autour de Qousseir sans défense", avait-il affirmé dans un discours télévisé diffusé sur Al Manar, la chaîne du Hezbollah.

La stratégie semble payer, puisque l'armée d'Assad a remporté plusieurs victoires ces dernières semaines, reprenant aux rebelles plusieurs localités autour de la ville. Qousseir est désormais encerclée. Le 13 mai, des militants ont rapporté que les soldats avaient largué des tracts sur la ville invitant les civils à quitter les lieux, faisant craindre un massacre imminent. "On sait qu'il y a eu depuis des négociations entre les rebelles et l'armée pour qu'ils puissent sortir de la ville, mais l'armée exige une reddition", poursuit Fabrice Balanche. "À la



différence de Baba Amr, [bastion rebelle à Homs repris symboliquement par l'armée en février 2012], l'armée ne laissera pas les rebelles s'échapper", estime-t-il.

Preuve de l'importance de cette bataille, il y a plus de six mois déjà, le président Assad avait affirmé que la reprise de Qousseir était cruciale pour le régime. "Aujourd'hui Qousseir est devenue un emblème au même titre que Baba Amr", analyse Fabrice Balanche. "Le régime a besoin de victoires pour sa propagande".

PLAN B

Par ailleurs, en sécurisant la voie menant de Damas au littoral "le régime prépare son plan B : la possibilité de repli communautaire en cas de chute de la capitale", un scénario souvent évoqué par les commentateurs du conflit.

La zone côtière est en effet communément appelée le pays alaouite, confession du président Assad. Pour Frédéric Pichon, historien spécialiste de la Syrie, des massacres comme celui perpétré à Baniyas fin avril, imputé aux milices du régime et qui a fait plus de 150 morts, sont des signaux d'avertissement à destination des sunnites. "Baniyas est une enclave sunnite en pays alaouite", rappelle-t-il. "Ce genre d'acte est destiné à faire fuir les sunnites contestataires de la zone". ♦

Damas se renforce face à une opposition affaiblie

La pression internationale sur le clan Assad diminue, sur fond de dégradation de l'image des rebelles

Analyse

Sur les fronts militaire comme diplomatique, le président syrien Bachar Al-Assad a tout lieu de se réjouir. Après plusieurs semaines d'offensive, son armée, appuyée par plusieurs milliers de combattants chiïtes du Hezbollah libanais, était en passe de reprendre, dimanche 19 mai, la localité frontalière de Qoussair, aux mains de la rébellion armée depuis plusieurs mois.

Pendant ce temps, Moscou, parain de la Syrie sur la scène diplomatique internationale et son principal fournisseur d'armes, s'active en vue de la conférence internationale annoncée conjointement avec Washington. La date et le format de ce sommet ne sont pas encore arrêtés mais, en plaçant le régime et l'opposition sur un plan d'égalité, il annonce une forme de renoncement des Occidentaux à obtenir le départ de Bachar Al-Assad, du moins à relativement court terme.

Des succès militaires pour Damas

Le travail de restructuration de l'armée syrienne mené par l'Iran porte ses fruits. Encadrée et conseillée par des instructeurs iraniens, approvisionnée en armes à flux tendu par la Russie, elle s'est lancée depuis deux mois dans une grande offensive dont la logique apparaît de plus en plus clairement : dégager et sécuriser une épine dorsale du « pays utile » allant de Damas à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne. Cet axe relie la capitale au pays alaouite, principal fief d'un régime qui a joué à fond la carte du confessionnalisme depuis le début des troubles. Dans cette perspective, le contrôle de Qoussair et d'Homs, qui tiennent la place de charnières, est vital.

Soucieux de préserver la bande côtière et la chaîne montagneuse de toute intrusion rebelle, le régime a commis, les 2 et 3 mai, deux massacres d'une violence inouïe sur des villageois sunnites à Baniyas, Bayda et Ras Al-Naba (100



Image fournie par la rébellion syrienne montrant le massacre de sunnites commis par des soldats loyalistes dans le village de Bayda, le 2 mai. AP

à 400 morts, selon les estimations). La faible réaction internationale, comparée au massacre de Houla – pourtant de moindre ampleur – en mai 2012, a été interprétée par le régime comme une forme d'acquiescement.

A Damas, le régime a desserré l'étau en reprenant Otaiba, une localité qui commande l'accès à la plaine agricole de la Ghouta, un axe de pénétration privilégié des combattants rebelles dans la capitale. Plus au sud, il a repris le nœud de Khirbet Ghazaleh, qui commande l'accès à la frontière jordanienne, où les rebelles peinent à établir une zone libérée pérenne.

Pour le moment et probablement pour longtemps, le régime a fait une croix sur le nord et l'est du pays. Malgré leur situation désespérée, les derniers carrés de loyalistes combattent farouchement. On l'a vu dans la province de Rakka, où il a fallu plusieurs semaines aux rebelles pour prendre les dernières bases militaires, ou encore à Deir ez-Zor, où le pont suspendu sur l'Euphrate a été volontairement détruit. On le voit toujours à Alep, où les positions gouvernementales tombent

au compte-gouttes – la prison centrale est la cible du moment –, prolongeant le conflit et détruisant encore un peu plus la ville.

Une opposition en perte de vitesse

La multiplication des vidéos attestant d'exactions des forces rebelles pèse lourdement sur l'opposition syrienne, dont les appels à une intervention armée internationale de protection des civils – ou au minimum à des livraisons d'armes – sont de moins en moins entendus. À l'évidence, la Coalition nationale syrienne (CNS), mise sur pied à Doha en novembre 2012, n'est pas parvenue à fédérer les groupes armés sous la tutelle de l'Armée syrienne libre (ASL) et de son chef d'état-major, Salim Idriss.

Au contraire, la moitié des groupes actifs sur le terrain est hors de l'ASL. Il s'agit essentiellement du Front Al-Nosra, qui a prêté dernièrement allégeance à Al-Qaïda, au grand dam des autres forces rebelles, du Front islamique syrien (Ahrar Al-Cham). Quant au Front islamique de libération de la Syrie,

qui regroupe une vingtaine de grandes factions (dont les brigades Al-Farouk, Liwa Al-Tawhid, Liwa Al-Islam), il ne reconnaît que formellement l'autorité de l'ASL.

La Coalition n'est pas plus parvenue à concentrer toute l'aide humanitaire entre ses mains, ni à instituer une administration efficace dans des zones libérées. « La Coalition a raté le test de Raqqa », déplore un diplomate en parlant du premier chef-lieu de province libéré par la rébellion. Raté est un euphémisme : le Front Al-Nosra a organisé, le 14 mai, l'exécution publique de trois officiers alaouites en représailles aux massacres de Baniyas, à 300 km de là. Un acte de barbarie qui a révolté une partie de la population de la ville.

Tout comme l'affaire récente du rebelle se livrant à un acte de cannibalisme sur le cadavre d'un soldat gouvernemental dans la région d'Homs a gravement entaché l'image de la rébellion. Peu importe si l'incident est isolé et n'a rien à envier à la cruauté quotidienne du pouvoir depuis plus de deux ans.

Au plan politique, la Coalition, à nouveau dominée par les Frères

musulmans depuis la démission de son président Moaz Al-Khatib, reste paralysée, minée par les rivalités et les divergences de stratégie. La nomination d'un « premier ministre », Ghassan Hitto, ne s'est pas traduite par une plus grande efficacité, ni une meilleure visibilité à l'intérieur de la Syrie.

Pression diplomatique en baisse

La France et le Royaume-Uni, qui plaident en mars pour une levée accélérée de l'embargo sur les armes, semblent avoir renoncé à

obtenir un consensus sur la question, à l'échéance du conseil européen des 27 et 28 mai. Et Paris ne menace plus de faire cavalier seul sur l'armement des rebelles, préférant se placer dans le sillage américain, nettement plus prudent.

L'annonce d'une conférence internationale, depuis Moscou, par le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, consacre une certaine marginalisation de la France, qui avait fait du départ de Bachar Al-Assad une priorité et un préalable à toute solution politique. Même si l'on explique

aujourd'hui à Paris avoir été à l'origine de cette initiative née de la rencontre entre MM. Poutine et Hollande, le 28 février à Moscou.

Il faut se rendre à l'évidence : il n'y a pas de solution militaire, le régime syrien ne s'est pas effrité et ses alliés défendent ses intérêts pied à pied. L'isolement de Damas semble même reculer : la dernière résolution – non contraignante – de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant le régime a été adoptée avec nettement moins de voix que celle en 2012. La dynamique n'est plus du côté des rebelles.

Au contraire, Damas teste régulièrement, par des provocations calculées – sur les armes chimiques mais aussi par des attentats en Turquie –, sa marge de manœuvre. Après près de 100 000 morts, Bachar Al-Assad peut aujourd'hui se permettre de déclarer, comme il l'a fait samedi au journal argentin *Clarín* : « *Démisionner, c'est fuir* », renvoyant la question de son avenir à l'élection présidentielle prévue en 2014. ■

CHRISTOPHE AYAD

Le Monde

Mardi 21 mai 2013

IRAK

24 policiers tués dans des heurts dans la province d'Anbar

RAMADI. Vingt-quatre policiers irakiens ont été tués dans la nuit de dimanche 19 à lundi 20 mai lors d'affrontements dans la province d'Al-Anbar, à l'ouest du pays. Des hommes armés avaient enlevé des policiers, samedi, sur l'autoroute qui relie l'Irak à la Jordanie dans cette province à majorité sunnite de l'ouest du

pays. Douze d'entre eux ont péri dans des heurts, dans la nuit de dimanche à lundi, lorsqu'un commando conjoint de l'armée et de la police a tenté de les libérer.

Lors de deux autres incidents survenus tard dans la soirée de dimanche, des inconnus ont attaqué deux commissariats à Haditha, à environ 210 km au nord-ouest de Bagdad. Douze autres policiers ont péri dans ces attaques. Al-Anbar est l'une des places fortes du mouvement de contestation anti-gouvernementale lancée par les sunnites fin décembre 2012. – (AFP.) ■

« Le Canard enchaîné » – mercredi 22 mai 2013

Poutine se paie la tête d'Obama en surarmant Bachar

Washington et Moscou parrainent une conférence internationale pour la paix, tandis que l'armée syrienne reçoit de nouveaux missiles russes.

D EPUIS quelques semaines, les nouvelles venues de Syrie sont qualifiées de « désolantes » ou de « catastrophiques » par les conseillers de l'Elysée et du Quai d'Orsay. Pour trois raisons, comme le résume un collaborateur de Laurent Fabius : « *Bachar reprend du poil de la bête, l'opposition armée piétine, tandis que les groupes djihadistes montent, eux, en puissance... Et voilà que Barack Obama vient de se faire humilier par Poutine, qui multiplie les livraisons d'armes à son allié syrien, alors que tous deux sont censés préparer une conférence pour la paix au mois de juin.* »

Mauvaise humeur générale, donc, assortie de ce commentaire désagréable, mais pas immérité, pour le président américain. Et surtout justifié par l'arrogance de Poutine, qui ne se cache même pas de surarmer les forces de Bachar.

En janvier, pourtant, des diplomates russes de haut rang avaient laissé entendre à leurs interlocuteurs occidentaux que Moscou ne signerait plus aucun contrat militaire avec Damas. « *Mais ils se sont toujours moqués de nous* », admet-on, à l'état-major des armées. Exact : quelques semaines après ces engagements hypocrites, l'armée de l'air sy-

rienne recevait 36 Yak-130, un appareil russe d'entraînement transformé en avion de combat. « *Un excellent outil de contre-guérilla* », selon un expert militaire, et bien plus maniable que les Mig ou les Sukhoï à réaction qui bombardent les insurgés.

Très généreuse Russie

Mais Poutine, inquiet pour l'avenir de Bachar, n'avait nullement l'intention d'en rester là. Les navires et les avions-cargos russes n'ont jamais cessé de fournir à Damas équipements militaires et pièces détachées. Aujourd'hui, par exemple, l'armement livré par Moscou consiste en des missiles antiaériens et antinavires.

Pour le contrôle du ciel syrien, dans le cas où les Israéliens lanceraient de nouvelles attaques, l'armée de Bachar reçoit des missiles sol-air SA-17. A savoir, des batteries mobiles équipées d'excellents radars qui permettent d'atteindre un avion à 50 kilomètres de distance, et à quatre fois la vitesse du son. Enfin, le 17 mai, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a soudain annoncé – mais ce n'est peut-être qu'une menace en direction des Israéliens et des Américains – le prochain

envoi à Damas d'autres missiles, des S-300, capables d'abattre, eux, un avion à une distance de 200 km.

Pour la protection des côtes syriennes, en Méditerranée, et du port de Tartous, où les Russes disposent d'une importante base navale (avec plusieurs centaines de militaires), Moscou a entamé la livraison, envisagée dès décembre 2011, de quelque 80 Yakhont. Installés sur des batteries mobiles, avec leurs radars, ces missiles antinavires peuvent atteindre, à trois fois la vitesse du son, des cibles distantes de 280 km. Enfin, avec la peu aimable intention de prouver aux Occidentaux qu'ils auraient bien tort de décréter un embargo maritime contre la Syrie, une douzaine de navires de guerre russes, dont des sous-marins, font aujourd'hui des ronds dans l'eau entre Chypre et le littoral syrien.

Le 17 mai, à Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères a évoqué cette livraison de missiles antiaériens et antinavires. A l'en croire, il s'agit de la simple fourniture d'« *armes défensives* (...), ce qui ne modifiera pas l'équilibre des forces dans la région ». Mais il n'a pas osé ajouter : « *Allons, rassurez-vous...* »

Claude Angeli

Assad's spillover strategy

SYRIA I
Spreading violence into Turkey and other countries is a key part of the Assad regime's strategy to keep its neighbors from intervening in Syria's civil war.

Daniel Nisman

After two years of increasing violence along its border with Syria, Turkey would be within its rights to go to war with the Assad regime. On May 11, top officials in Ankara blamed one of the worst terrorist attacks in their country's history squarely on Damascus. The car bombs that killed more than 50 people in the town of Reyhanli marked the second such attack near the border and were preceded by numerous incidents of cross-border shelling, the alleged downing of a Turkish warplane last June, and an unprecedented refugee crisis in Turkish territory.

The spillover of violence and the flood of refugees isn't just a side effect of the Syrian conflict — it is a core component of the Assad regime's strategy to deter its neighbors from intervening in its deadly crackdown on rebels.

The Reyhanli bombings were a flex of Bashar al-Assad's military muscle, which is bolstered by a region-wide array of loyal proxies with a reach far beyond that of the Syrian Army. The Erdogan administration has blamed one of these proxies, the leftist Turkish People's Liberation Party/Front, for the May 11 attacks after arresting a number of Turkish nationals tied to the group. The front's leader, Mihrac Ural, has also been linked by Ankara to the killing of 62 Sunni civilians in Syria's coastal region earlier this month.

Whether or not the Reyhanli bombings were ordered directly from Damascus, their effectiveness in deterring Turkey from intervention in Syria is significant. Numerous protests have since been held in Turkish cities, with

demonstrators blaming Ankara's support for Syrian rebels as the instigator for the attacks. Meanwhile, hostility toward the hundreds of thousands of Syrian refugees in Turkey's ethnically-diverse southern provinces has surged.

The echo of the Reyhanli blasts is undoubtedly intended to reach Israel and Jordan, forcing their governments to reconsider venturing any deeper into Assad's backyard. As Turkey shies away from further involvement and Lebanon struggles to remain neutral, Israel and Jordan have become major factors in the Syrian conflict. Jordan serves as a funnel for weapons from Sunni-Arab Gulf nations and is a key enabler in a rebel campaign to establish a safe zone in southern Syria. Meanwhile, on May 5, Israeli warplanes penetrated the Assad regime's stronghold on Damascus' Qassioun Mountain, destroying missiles destined for Hezbollah and killing dozens of elite Republican Guard troops.

The Assad regime has threatened to retaliate against Israel through its web of allies and proxies. Both the Damascus-based Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command and the far more fearsome Hezbollah have pledged to take the fight against Israel to the long-dormant Golan Heights. Lebanese media recently reported that Hezbollah has deployed 40 of its operatives to the Golan Heights to possibly set the stage for a future attack.

The situation on the Golan Heights offers ideal conditions for a terrorist strike. The presence of multiple militant groups, coupled with the increasing absence of the Syrian military, would complicate any effort to attribute responsibility for an attack. This makes Israel's efforts to legitimize subsequent retaliation against Hezbollah's

positions in Lebanon or the Assad regime far more difficult.

A wave of attacks from the Golan Heights would leave Israel with no option but to enter Syrian territory and establish a buffer zone between its citizens and the multitude of jihadist rebels and Assad proxies on the other side. As far back as 2012, reports surfaced that plans had been drawn up in Tehran to lure the Israel Defense Forces into a resource-draining occupation in the event of Assad's fall.

With the I.D.F.'s 18-year occupation of southern Lebanon still fresh in the collective Israeli mindset, it is no coincidence that Prime Minister Benjamin Netanyahu's administration sought to de-escalate tensions with the Assad regime following the Damascus airstrikes. Backchannel messages were reportedly sent reiterating that Israel would stay out of the Syrian conflict as long as weapons transfers to Hezbollah were stopped.

Meanwhile, rebels in southern Syria have been forced out of captured towns along the strategic Damascus-Amman highway, claiming that expected weapons deliveries from Jordan never arrived. The flow of refugees has strained Jordan's economy, forcing King Abdullah II to tighten control of the border area, while insisting on a political solution that "prevents the partition or collapse of Syria."

From the conflict's outset, Assad has warned that the collapse of his regime would engulf the Middle East in chaos, cynically alluding to the proliferation of Islamic extremists. These are the same extremists whom Assad allowed into Iraq to launch sectarian attacks during the U.S. occupation and the same extremists who have become increasingly influential inside Syria. If Assad's network of proxy fighters is any indicator, his regime is not a defender of regional stability, but its main inhibitor.

Despite his depleted military and near-total diplomatic isolation, Assad continues to cling to power by bullying his neighbors and their allies away from decisive action that could bring an end to the conflict. The sooner the international community confronts this mafia-styled strategy, the sooner stability will return to the Eastern Mediterranean.

DANIEL NISMAN is the intelligence director of the Middle East and North Africa section at Max Security Solutions, a geopolitical and security risk consulting firm.



UMIT DEKTAS/REUTERS

ON HOLIDAY IN IRAQ: A KURD'S EYE VIEW

Two British tour operators have launched holidays to northern Iraq, a region where the horrors of Saddam's tyranny are being replaced by hospitality and hope



▲ Temples at Lalish



The Financial Times
By Mike Carter

Bakhtyar Omar was showing me photographs of his family. Here were his young brothers, beatific smiles, arms wrapped tightly around each other. Here was his aunt, cradling a baby in a tender embrace.

Bakhtyar swallowed hard. "I lost 41 members of my family that day. Only four of us survived," he said, looking again at the pictures, the only clue that anything was amiss being the delicate strands of blood under the subjects' noses. "This is not something you can easily find peace with."

It is perhaps appropriate that any story about modern Iraqi Kurdistan begins in Halabja. On March 16 1988, Saddam Hussein's Ba'athists dropped 192 bombs containing sarin, cyanide and mustard gas on this northeastern Iraqi town as part of his Anfal campaign of genocide against the Kurds. In less than 30 minutes, 5,000 women, children and men were dead in the worst chemical attack on civilians the world has ever seen.

Appropriate? Well, arguably, if

Halabja was a gruesome nadir for Iraq's Kurds, it was also the beginning of the end of their long, bloody fight for freedom. Two years later, an emboldened Saddam invaded Kuwait. The first US-led Gulf war followed, with the imposition of a no-fly zone over northern Iraq in 1991 creating a safe haven and de facto semi-autonomy for the Kurds. In 2003, the second Gulf war finished off Saddam. In 2005, with a Kurd, Jalal Talabani, as president of Iraq, the first session of the Kurdistan Regional Government (KRG) was held in Erbil, the region's capital. For the Kurds, it has been a dramatic turnaround.

Almost 25 years to the day since the Halabja massacre, I was standing inside Erbil's glittering new \$500m international airport, part of a group of UK tourists on Wild Frontiers' first trip to northern Iraq, one of two UK tour operators offering trips to the region this year for the first time.

Britain's Foreign Office now has no travel warnings in place for Iraqi Kurdistan (there have been no killings of foreigners since 2003). Ten-day visas are given free at the airport, no questions asked. It was a bizarre feeling, to be in Iraq, the place of nightmares, and yet feel so, well,

relaxed.

On the drive from the airport, we passed swanky new apartment blocks, five-star hotels, shopping malls and gated communities with names such as "English Village" or "Dream City". "Five years ago, houses in this part of town went for \$4,000 – now they're \$400,000," said our guide Karwan Bahjat, whose Cockney accent betrayed years of exile, 17 of them in London, until his return to Iraq in 2003.

Karwan, now 37, said the money tap had been turned on in Iraqi Kurdistan after 2005, and that the region now got 17 per cent of all Iraq's oil revenue. The boom inspires some to call Iraqi Kurdistan "the new Dubai". Its development plan, Karwan said, calls for a grand prix circuit and championship golf course by 2030. "We never thought we could dream this big," he said.

As we talked, we passed a sign for Mosul, just 80km away and one of the world's most dangerous cities, where bombings are a near-daily occurrence. It was a chilling reminder of the proximity of "the other Iraq".

In Erbil, we strolled along wide, clean boulevards where most cars were flying the Kurdish flag,

a blazing sun on a red, green and white background. We walked into Minare Park, dazzlingly green and immaculately clipped. On benches old men sat dressed in shal u shapik, baggy trousers and tunics of goat hair bisected with a shutike kermani cummerbund. Families picnicked (the Kurds' joint-favourite pastime) on the grass, and women and children draped in ornate silks got up to shuffle their halparke line-dances (the other great Kurdish passion), arms linked, hands waving scarves, the music of the stringed tanbur and blûr (that delicious, reedy-sounding flute) booming out of stereos.

We climbed to the vast walled Citadel, which dominates Erbil from atop a 32-metre mound. It claims to be the longest-inhabited urban area in the world: 8,000 years of settlement by the Sumerians, Assyrians, Babylonians, Ottomans and others. Today, just one token family lives in the citadel to maintain its continuous habitation.

"We are portrayed by our neighbours as nomads, uneducated, without a history, a country," Karwan said of the Kurds, who, at 16m-strong, are the largest nation in the world with no state of their own. "That is why this place is so important to us. To show we have all those things."

Now largely ruined, the Citadel is undergoing restoration, funded by Unesco and the KRG, that is due for completion by 2025. "The Temple of Ishtar is probably under our feet," said David Michelmore, a British conservation expert who is ➤

➔ working on the Citadel's restoration. "This is the most important site in Mesopotamia."

The next day we headed out of Erbil, passing checkpoints where heavily armed peshmerga (formerly the name for Kurdish freedom fighters – now the official army) checked our passports, but always with huge smiles and often giving us bags of almonds or figs, to which we'd say spas, (thank you), the response always a hand on the heart, and sarchaw, meaning "you're welcome", but translating as "on my eyes". After all the Kurds have been through, Karwan said, they are big on the eyes and what they can reveal.

We drove along a deep, lush valley and arrived in Lalish, hidden in the folds of the hills. Our bus was surrounded by women wearing white foundation – which felt like we'd dropped into the middle of a Chinese opera. These were devotees of the Yazidi faith, a cocktail of Zoroastrian, Christian, Judaism and Islamic beliefs, on their mandatory once-in-a-lifetime pilgrimage to Lalish, the faith's spiritual centre.

Leaving our shoes on the bus – the Yazidis don't allow footwear in the village (or lettuce either, for reasons nobody could easily explain) – we entered the main temple, topped by two pyramids, and into a series of dark, ever-smaller chambers, Alice in Wonderland-style.

We drove on, into the foothills of the Zagros Mountains, passing apple orchards and fields of pomegranate, almond and walnut trees. Poppies carpeted the roadsides and the mighty snow-capped peaks to the north marked the border with Turkey. We passed through village after village of ugly, new, breeze-block houses – Saddam razed 4,500 villages during Anfal – then turned a corner to see Amadiya, a town sitting spectacularly atop a mesa, alone in the middle of the valley and surrounded by mountains.

Once rich in architecture and a key stop on the Silk Route, Amadiya today bears the sadness of much of Kurdish Iraq: bullet and grenade holes pockmark the

mosque, and most of the old buildings are gone. Above us, high on a peak, was one of Saddam's former castles. Physically and emotionally, Saddam runs like bindweed through the Kurdish narrative.

We hit the Hamilton Road, built between 1928 and 1932 by New Zealander Archibald Hamilton to link Erbil and Iran. It is a stunning feat of engineering, twisting and turning through deep limestone gorges and past raging waterfalls. We entered the 12km-long Gali Ali Beg, the "Grand Canyon of the Middle East". Hamilton called it "one of the grandest formations of nature to be found in the world", and he was probably right. The potential for adventure tourism, still nascent here, is as immense as the canyon itself.

Karwan told us how the peshmerga, including his father, fled into these mountains to escape Saddam, surviving for years. The Arabs, he said, didn't know how to fight in this terrain. "No friends but the mountains," goes the Kurds' most famous proverb.

At Qezqapan we clambered up a rickety scaffold to look at a 2,500-year-old cliff-edge bas-relief depicting a treaty between a Lydian and Median king. "It tells us Kurdistan is very old," said Karwan, a now familiar theme. By the time we returned to the bus, the driver and a couple of the staff were dancing away by the roadside.

In the town of Dukan, beside the lake, I talked with a group of students, all in western dress. Everybody was proud to be young and Kurdish; they all saw their futures here.

"Is this your girlfriend?" I asked one young man.

"We can't have girlfriends," he



The Gali Ali Beg Canyon

said.

"What would happen if you went on a date?" I asked.

"I would have to pay her father \$5,000 or I would have to marry her ..." He paused – "... or I would be killed. Depends on the family, really."

Iraqi Kurdistan may be developing at giddy speed but some changes may take more time.

We arrived in Sulaymaniyah, Iraqi Kurdistan's second city, known affectionately as Suly, its skyline dominated by the futuristic Grand Millennium hotel, a copy of Dubai's Burj al-Arab, due to open later this year. We walked through the Grand Bazaar, Iraqi Kurdistan's largest, the air suffused with incense and strawberries. Young boys ran around with silver trays loaded with sweet tea in tulip glasses. People waved and smiled. "Welcome! Welcome!" they shouted.

We ate kebabs of the most tender lamb imaginable and Kurdish sweet rolls studded with pistachios, then visited a chaikhana (tea house), the walls hung with portraits of Kurdish poets, artists and famous peshmerga, where groups of men sat playing dominoes, smoking furiously. The front page of a newspaper showed that many had died in suicide bombs in Kirkuk, an hour's drive west.

It was that odd dissonance again. I had rarely, if ever, felt so safe in

a country, this land of profuse hospitality and kindness, and staggering natural beauty. Yet, fundamentally, inescapably, I was on holiday in Iraq.

We went to the Amna Suraka, Kurdish for "Red Building", a place of unspeakable horror where Saddam's intelligence service tortured and killed countless Kurds. The shattered windows and bullet holes in the walls attested to this being the place where the 1991 Kurdish uprising began. A sign said: "Our choice was between a dignified death or an undignified life."

We walked through the Hall of Mirrors, whose walls are plastered with 182,000 slivers of glass – one for each Anfal victim – and whose ceiling is pinpricked with 4,500 lights, one for each destroyed village. We passed through the torture chambers, haunting sculptures by local artist Kameran Omer depicting what went on. And to the cells, where Karwan stood, face pressed against the bars, his eyes elsewhere, remembering God only knows what.

In Halabja's memorial centre the shells used to drop poison gas are now used as flowerpots. Outside, in the mountains overlooking the cemetery where the victims are buried, a bruised sky spat forked lightning and thunder shook the ground. There was a sign betraying the only suggestion of anger I'd seen all week. It read simply: "Ba'ath members are not allowed to enter."

On our last night, we returned to Suly. Azadi ("Freedom") Park was once a place of execution; now it is a place of lakes, gardens and a fairground. We went on the Ferris wheel. At the bottom, after the first revolution, the three young men operating the ride had started dancing. We shot into the night, the sound of the music fading, then growing as we plunged once more. Now there were four. Then five, with each turn of the wheel another. Just like this remarkable nation, it felt irrepressible: this waving, dancing, smiling – faces filled with the sheer joy of freedom, of hope.

Obama's Syria Nightmare

What if Assad's WMDs fall into the wrong hands?

BY MICHAEL CROWLEY/WASHINGTON



Unfriendly fire Smoke rises from Aleppo's Sheik Maqsood neighborhood after a rocket strike by a regime jet fighter

FOR NEARLY TWO YEARS AFTER the Syrian uprising began, in March 2011, Barack Obama managed to keep his distance from an Arab Spring revolution that seemed to promise him only trouble. The White House feared entanglement in another Iraq-style sectarian bloodbath and wasn't sure that whoever might replace Syrian dictator Bashar Assad would be an improvement. Now Syria has become impossible for Obama to ignore. That's partly because of a horrific death toll that has climbed past 70,000. But arguably more significant for the White House is the growing fear that Assad's huge chemical-weapons arsenal poses a threat beyond its borders.

Stopping terrorists from acquiring weapons of mass destruction has been the U.S.'s highest security priority since the attacks of Sept. 11, 2001. President George W. Bush led the U.S. to war against Iraq, he said, to secure Saddam Hussein's supposed arsenal of chemical and biological weapons. Obama opposed that war, but he shares the underlying concern: his 2010 National Security Strategy warned that "there is no greater threat to the American people than weapons of mass destruction."

Syria possesses one of the world's largest chemical arsenals, a stockpile thought to include the nerve agents sarin and VX as well as mustard gas. By some estimates, Assad's regime has over the years brewed up to 1,000 tons of chemical arms. Even as Obama weighs a response to the regime's suspected use of chemical weapons, military and intelligence officials are fixated on the possibility that the dictator's enemies—especially rebel fighters with ties to al-Qaeda—could get their hands on the stuff.

That nearly happened earlier this year when rebel fighters—including some

from the Jabhat al-Nusra faction, a group the U.S. State Department says has direct ties to al-Qaeda's leadership in Pakistan—battled close enough to a major chemical stockpile near Aleppo that the regime is believed to have moved its weapons to another location, according to Elizabeth O'Bagy, a Syria analyst at the Institute for the Study of War.

Despite that close shave, a White House official tells TIME, the U.S. believes that Assad still has control of his arsenal. O'Bagy says Syria's chemical facilities are extremely well guarded. But there may be 15 to 20 of those sites, making it difficult for the military to maintain control of them all. And if the Assad regime should begin to crumble, the army could quickly disintegrate, making those sites easy prey. Parachuting in U.S. forces is not an option: the Pentagon says securing the sites could take 75,000 troops on the ground, a scenario no one in Washington can countenance.

With luck, the weapons could be secured by moderate rebels the CIA is training for that task in neighboring Jordan. But they could also be overrun by al-Nusra fighters or others willing to sell their plunder to the highest bidder.

Fortunately, Syria's stockpile was designed for large-scale military action—namely missile and aerial attacks on Israel—and not for the portability and ease of use that would most appeal to terrorists. The sarin-gas weapons are thought to be binary—stored as two separate ingredients that must be combined before lethal use. "You can't just run down the street and throw it into a building," says Jeffrey White, an analyst at the Washington Institute for Near East Policy and a former military-intelligence officer. Without special training and equipment, it would be exceedingly difficult for terrorists to extract the chemicals and transport or deploy them efficiently. Anyone who tried

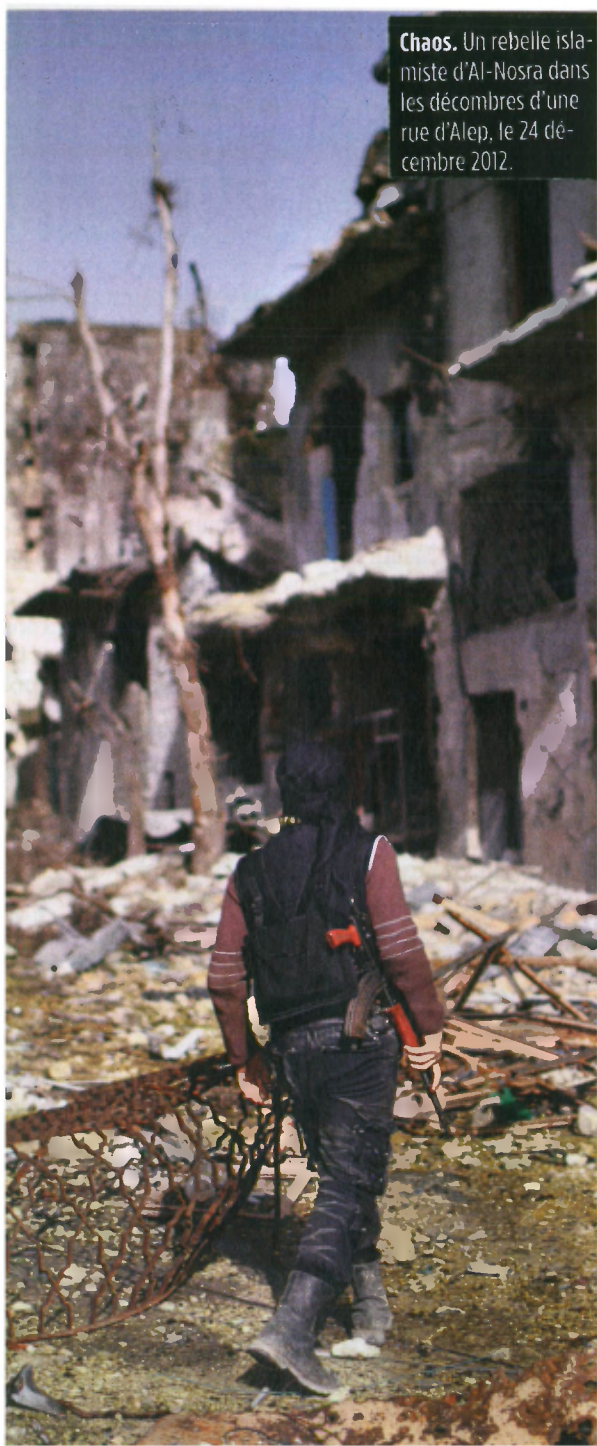
might quickly die.

But some of Assad's weapons are not binary—including mustard gas, which causes severe blistering of the skin and lungs. And weapons meant for missiles or bombers can probably be exploded on the ground in cruder fashion with diminished but still deadly results. Unskilled terrorists can also seek help. "The key would be to get the Syrians trained to use the weapons to defect to Nusra," says Bruce Riedel, a terrorism expert with the Brookings Institution.

Almost as frightening as Islamist rebels' getting their hands on the weapons is the concern that the regime might pass some of them to its allies—like the Lebanese group Hizballah, a client of both Syria and Iran that has long battled Israel and has more sophisticated military capabilities than the Nusra fighters. Israel says this fear is not theoretical and has already conducted air strikes in Syria to destroy conventional weapons it claims were being sent to Hizballah.

But striking chemical sites—which can disperse their contents lethally—is not a practical option for Obama. He is reluctantly considering more aid to friendly rebels who might be trusted to handle chemical arms responsibly. Ten years after the threat of weapons of mass destruction took America to war, however, Obama shows no appetite for letting that happen again. ■

En Syrie, avec les miliciens d'Al-Qaeda



Chaos. Un rebelle islamiste d'Al-Nosra dans les décombres d'une rue d'Alep, le 24 décembre 2012.

Djihad.

Les combattants de Jabhat al-Nosra, très bien entraînés, inquiètent l'Occident. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL NICOLAS HÉNIN

Il est tellement grand qu'il marche en chaloupant. Il ne se présente que sous son nom de guerre: Abou Abdelkader. Il est un des émirs de Jabhat al-Nosra dans le djebel Zawiya, la chaîne de montagnes qui contourne Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Et le chef d'une unité d'Al-Qaeda. Il nous reçoit sans préavis dans son modeste appartement d'un village perché dans les montagnes. Il habite au second. Le premier étage semble avoir été ravagé par une explosion. Des pièces de métal usinées de forme étrange et des fils électriques jonchent le sol, parmi des gravats. Nous nous asseyons sur le tapis, au milieu du salon. Son jeune fils apporte un café turc serré et sucré. L'homme a la barbe fournie, des vêtements civils. Seule une cartouchière posée sur une chaise vient rappeler qu'on a affaire à un combattant.

Il ne nous permet pas de photographier, répond à nos questions avec parcimonie, laissant à dessein des trous béants dans son récit. «Nous sommes exactement comme l'Armée libre, soutient-il. Notre objectif, c'est la chute de Bachar el-Assad – qu'Allah le maudisse. Notre principale différence, c'est que, contrairement au reste de l'opposition, nous ne demandons pas l'aide de l'étranger. Parce que nous n'accepterons pas que l'étranger

nous dicte notre conduite et nous dise ce que nous devons faire de la Syrie une fois que le régime sera tombé.»

Sa méfiance de l'Occident est totale. «Ils veulent la chute de Bachar, mais c'est pour le remplacer par un autre Bachar!» «A Jabhat al-Nosra, ajoute-t-il, on n'aime pas les journalistes parce qu'on sait que tous les médias et que toutes les organisations internationales, que ce soit l'Onu ou les ONG, sont des couvertures pour les agences de renseignement. Mais nous les laissons faire. Nous n'avons jamais menacé ni pris de journalistes en otages.» En revanche, malheur aux employés des médias d'Etat syriens qui tombent entre leurs mains. «Eux, nous les tuons. Mais c'est normal; ils travaillent avec un pistolet à la ceinture. Ce sont des agents du régime, rien de plus.»

Il tente de rassurer. «Après la chute du régime, notre première tâche sera de réparer le pays. La Syrie a tellement souffert. Il y a eu tant de casse et de destruction. Ensuite, nous essaierons de mettre en œuvre un régime conforme à l'islam, mais nous suivrons les consignes du peuple.» Israël? «Nous verrons si nous continuerons la résistance et comment. Notre principal combat est en Syrie.» Abou Abdelkader reste évasif sur son arrivée dans Al-Qaeda. «J'ai passé quatre ans en prison après que le régime m'a accusé de m'intéresser au djihad en Irak», raconte-t-il, et d'ajouter en souriant: «A l'époque, c'était faux. Je n'avais encore aucun engagement politique; ni avec les Frères, ni avec Al-Qaeda, ni qui que ce soit. J'appréciais juste les idées et la stratégie d'Al-Qaeda.»

C'est un de ses amis, opposant laïque, qui nous raconte la métamorphose. «Alors que la révolution était encore pacifique, à ses débuts, nous étions un groupe de quatre à ■■■



Règlements de comptes. A g., un membre de Jabhat al-Nosra exécute un partisan du régime syrien, dans l'est du pays. A dr., un des trois officiers syriens capturés est abattu par des combattants de Jabhat al-Nosra, à Raqa, dans le nord. Images extraites de vidéos, dont l'origine n'est pas toujours fiable.

■■■ mener les manifestations dans notre village. Un vendredi, les hommes de la police politique ont foncé dans la foule pour nous arrêter. Avec un autre ami, j'ai pu m'enfuir. Lui a été capturé. Il a passé trois semaines dans un cachot des services de renseignement. Lorsqu'il est ressorti, il n'a parlé à personne, n'a voulu voir personne. Il est resté de longs mois enfermé chez lui. On ne l'a vu réapparaître que pour prendre les armes. Pas avec l'Armée libre, mais avec le Jabhat al-Nosra.» En récapitulant toutes nos rencontres avec les militants djihadistes, ce parcours semble une constante. Il est surprenant de constater avec quelle régularité l'emprisonnement, et la torture systématique qui l'accompagne, fait partie d'un cursus obligé dans la vie d'un djihadiste. A croire qu'il faille, avant d'atterrir chez Al-Qaeda, avoir été prisonnier politique.

Depuis l'apparition du Front Al-Nosra, le paysage combattant syrien a vu fleurir une multitude de groupes qui se réclament du djihadisme. Son principal concurrent, Ahrar al-Cham (les Hommes libres de Syrie), ne diffère guère d'Al-Nosra en termes idéologiques, mais il lui est reproché la «faute d'image» que représente son rattachement à Al-

Qaeda. Le reste de la galaxie djihadiste porte des noms aussi variés qu'imaginés: Saïf al-Machrek (l'Épée de l'Orient), Ansar al-Sunna (les Partisans du dogme), Ansar al-Haqq (Partisans de la vérité)... Leurs différences idéologiques sont ténues et leurs sources de financement, difficiles à établir. Pour la plupart, il semble s'agir de mécènes privés du Golfe, ou alors de Syriens vivant à l'étranger. Ahrar al-Cham paraît davantage soutenue par l'Arabie saoudite, mais beaucoup de rumeurs circulent. Par exemple, que Ahrar, au moins à ses débuts, aurait été une marionnette des services de renseignement syriens destinée à contrer le Front Al-Nosra. La théorie pourrait relever du complot absurde, mais Damas a un long passé de manipulation des djihadistes, que ce soit pour les envoyer affronter les Américains en Irak ou pour déstabiliser le Liban voisin, où les services syriens télécommandaient Fatah al-Islam, groupe djihadiste qui a combattu l'armée libanaise à Tripoli en 2007.

Tous ces groupes sont désignés par les Syriens sous le vocable général de «brigades islamistes». Très présentes, avec leurs pick-up, leurs

Mort sur YouTube

Depuis le début de la révolution, des films tournés sur téléphone portable circulaient d'un camp à l'autre, et participaient de la guerre psychologique. Mais la publicité faite autour d'une scène de cannibalisme par un commandant dissident de l'Armée libre a entraîné une surenchère dans l'horreur. Vidéos d'exécutions et défenestrations font depuis florès sur Internet, jusqu'à un dernier film montrant un opposant émasculé et éviscéré vivant. La torture existe depuis longtemps en Syrie, mais les nouvelles technologies décuplent son effet en en faisant une arme de terreur.

bus, leurs ambulances marquées de leur logo, elles ne se cachent pas et sont parfaitement intégrées parmi la population dans les zones contrôlées par l'opposition. Le village de Barra, par exemple, est l'une de leurs principales bases dans la région. On les y voit déambuler, partant au combat avec leur attirail ou allant acheter au restaurant du coin des poulets grillés à emporter. Et force est de constater qu'ils sont plutôt appréciés. Leur courage au combat, leur discipline, l'efficacité de leur organisation sont jusqu'à présent loués.

Martyr. Par conséquent, les réactions de la communauté internationale inquiètent. Selon des informations de presse citant des témoins de premier plan, une réunion tenue à la fin 2012 en Jordanie entre des responsables de la CIA et des cadres de l'Armée libre, qui devait convenir d'une coopération renforcée, a échoué sur la question djihadiste. Aux insurgés qui réclamaient des armes et des entraînements, les Américains ont ordonné: «On veut que vous combattiez Al-Nosra. – Aidez-nous à faire tomber le régime, et on s'occupera d'Al-Nosra ensuite. – On préférerait que vous combattiez Al-Nosra maintenant, et ensuite l'armée d'El-Assad. Vous devriez tuer ces gens d'Al-Nosra. Sinon, c'est nous qui nous en chargerons.» Et pour appuyer sa menace de lan-

« Du made in Syria », lance un jeune insurgé devant un lance-roquettes multitudes.

cer une campagne d'élimination au moyen de drones, l'officier américain a réclamé de l'Armée libre qu'elle lui fournisse le détail de l'organigramme du mouvement djihadiste ainsi que la localisation de ses bases.

L'opposition syrienne connaît ses limites. Elle sait que, sans les forces conjuguées du Jabhat al-Nosra et de l'Armée libre, ses chances de faire tomber le régime sont minces. Elle redoute plus que tout l'apparition d'un fossé en son sein. Le mot arabe *fitna* – la discorde schismatique – est dans tous les esprits. Le Conseil national syrien, quoique mené par des laïques, a critiqué autant qu'il pouvait la décision américaine de classer le mouvement comme terroriste en décembre 2012. Pourtant, les groupes islamistes posent à l'Armée libre une concurrence sérieuse. Par milliers, ils débauchent ses combattants, qui préfèrent rejoindre des bataillons bien équipés, sans pénurie de munitions et même, luxe absurde quand on sait que tous ou presque vont mourir, leur versent une solde.

Même la pratique de l'attentat-suicide, spécificité djihadiste, est louée. Hamoud, un ancien policier, nous conduit sur un gros échangeur autoroutier des abords de Taftanaz. Depuis les rubans de bitume qui forment, vus du ciel, un gigantes-

que double huit, il nous montre les ruines d'une base militaire. « Ici, on est en rase campagne. Il n'y avait nulle part où se cacher. On a perdu des dizaines de combattants à essayer de prendre cette position pour pouvoir libérer le carrefour. Al-Nosra a rempli un camion d'explosif, a réussi à rentrer dans la base et à le faire exploser, tuant d'un seul coup tous les soldats. Pour cela, ils n'ont eu qu'un martyr. Combien de morts, combien de temps aurait-il fallu à l'Armée libre pour débloquer l'autoroute en assiégeant la base ? »

Car l'Armée libre stagne et s'enterre. Las de perdre des hommes pour gagner le contrôle d'un champ d'oliviers, en bordure de Hamidiya, ses combattants ont creusé un réseau de tranchées. Des centaines de mètres de tranchées, qui font face à d'autres. Ici, on ne rejoue pas complètement la Première Guerre mondiale. Pas de charges au clairon et à la baïonnette. Personne ne s'aventure hors de son trou. On échange à la mitrailleuse et au mortier. Et dans la ferme voisine, transformée en quartier général, les deux commandants de la katiba insurgée maudissent la léthargie occidentale, pendant que leurs hommes fument cigarette sur cigarette et trompent leur attente anxieuse à coups de boissons énergisantes.

Quand on lui demande comment il perçoit le Jabhat al-Nosra,

Répit. Des soldats du mouvement rebelle islamiste après la prise d'Alep, le 24 décembre 2012.

le commandant Abou Mohamed explose. « Écoutez, nous sommes tous des musulmans modérés. Mais si on nous laisse seuls nous faire massacrer, nous allons finir extrémistes. Et je peux même dire que ce sera un honneur pour nous. Tous les jours, 500, 600 personnes meurent, tuées par l'armée. Et le monde entier regarde. Et le monde nous dit que Jabhat al-Nosra est terroriste ! Cette définition ne nous convient pas. »

Mines antichars. Au sous-sol de la ferme, ce qui devait être une laiterie a été transformé en armurerie. Monté sur pied, commandé par des véris, un lance-roquettes d'une douzaine de tubes. « Made in Syria ! » lance joyeusement un insurgé, à peine sorti de l'adolescence. « Les roquettes, c'est aussi nous qui les fabriquons ! » Sur le sol de terre battue, deux grosses caisses de bois contiennent des obus de mortier de différents calibres. Leurs ailettes grossièrement usinées, les traces de meuleuse sur les ogives trahissent leur fabrication artisanale. « On ne reçoit pas d'armes de l'étranger, alors on les fait nous-mêmes ! » Au nord de la Syrie, un réseau d'ateliers clandestins s'est constitué, capable de produire des armes de plus en plus sophistiquées : pièces d'artillerie, obus et missiles, et depuis peu des mines antichars dites EFP. Le savoir-faire, transmis par la résistance irakienne, consiste à souder au fond d'un cylindre rempli d'explosif une coupelle de cuivre concave, usinée d'une façon spécifique, qui au moment de l'explosion se transforme en un jet de métal en fusion à très grande vitesse capable de transpercer le blindage de pratiquement n'importe quel tank.

« La militarisation de l'opposition, tout comme la communautarisation du conflit, est un piège tendu par le régime, juge une blogueuse de Damas, laïque, opposante de toujours, vivante en clandestinité dans un village près d'Idlib. Le régime ne connaît que la violence. L'opposition pacifique le désarme. C'est pour cela qu'il pousse ses opposants à prendre les armes, à se radicaliser. Ce qui, finalement, lui permet de justifier son discours : "Vous voyez, nous dit Bachar, j'avais raison. Je combats Al-Qaeda !" » ■



AHMED JADALLAH/REUTERS

Le Monde
Jeudi 23 mai 2013

En Iran, le Guide verrouille l'élection présidentielle

Les candidats les plus menaçants pour le pouvoir de l'ayatollah Ali Khamenei ont été écartés de la course électorale

Et à la fin, c'est toujours le Guide qui gagne. En éliminant les deux candidats les plus menaçants pour l'autorité du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, le Conseil des gardiens de la Constitution a verrouillé l'élection présidentielle du 14 juin et l'a privée d'une bonne partie de son intérêt. L'instance chargée d'examiner les dossiers des candidats, composée de religieux et de juristes, a en effet invalidé Akbar Hachémi Rafsandjani, ancien président de la République islamique (1989-1997), et Esfandiar Rahim Mashaie, bras droit du président Mahmoud Ahmadinejad.

Si l'élimination de M. Mashaie n'est pas surprenante, tant il est honni par le clergé conservateur chiite, celle de M. Rafsandjani est plus audacieuse. Ce haut dignitaire de la République islamique a été président à deux reprises et candidat malheureux en 2005. Comment justifier son invalidation en 2013 ?

Mais entre le risque de voir arriver à la présidence un homme disposant d'une certaine légitimité, de réseaux étendus et diversifiés et d'une reconnaissance internationale, et celui de transformer le scrutin du 14 juin en une parodie sans enjeu, le régime a préféré tout verrouiller en amont. Quitte à choquer jusque dans les milieux religieux qui soutiennent M. Rafsandjani. Preuve s'il en est du traumatisme de 2009, lorsque des millions d'Iraniens avaient contesté dans la rue la fraude présumée ayant permis la réélection dès le premier tour de M. Ahmadinejad, obligeant le Guide à ordonner une répression féroce, qui lui a coûté une perte de popularité importante.

Pour prévenir des troubles éventuels, les autorités ont bloqué l'envoi de SMS dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 mai à Téhéran selon le site Internet proche de l'opposition, Sahamnews. Toujours selon ce média, des forces de l'ordre étaient visibles sur les principaux axes de la capitale, et plusieurs militants de la campagne de M. Rafsandjani ont été arrêtés préventivement depuis samedi.



De gauche à droite : l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani, le Guide suprême Ali Khamenei et le président Mahmoud Ahmadinejad, en 2007 à Téhéran. REUTERS

La presse réformatrice a accueilli la nouvelle de l'élimination de M. Rafsandjani avec incrédulité. Le quotidien modéré *Ebtekaar*, a titré « *Le grand choc* » en

publiant une photo de dos du candidat invalidé. Selon sa fille Fatemeh, il ne fera pas appel. « *Ils n'ont donné aucune raison à sa disqualification* », a-t-elle déclaré à Jaras. « *Ce matin [mardi 21 mai], ils lui ont demandé de se retirer, il leur a répondu : "Je ne me retirerai pas. Les gens m'ont fait confiance et m'ont demandé de venir. Comment pouvez-vous me demander de renoncer ? Je ne pourrai pas les trahir"* », avait-t-elle néanmoins rapporté.

Longtemps décrié pour son appât du gain et ses ambiguïtés, M. Rafsandjani disposait de plusieurs atouts en 2013. Son affairisme était alors considéré comme une qualité pour sortir le pays de la crise économique dans laquelle l'ont plongé les sanctions occidentales et la gestion erratique de Mahmoud Ahmadinejad. Sa sympathie réelle ou supposée pour le « mouvement vert » de 2009 fai-

sait de lui le candidat des jeunes et de la classe moyenne urbaine. Son pragmatisme faisait espérer qu'il pourrait réconcilier enfin l'Iran et les Etats-Unis, tout comme il avait, en 1988, convaincu l'ayatollah Khomeini de mettre un terme à la guerre contre l'Irak.

Mais il lui a manqué l'essentiel : le soutien du Guide suprême Ali Khamenei, qu'il avait pourtant contribué à installer sur le trône en 1989, après la mort de Khomeini, et qu'il a pris soin de ne jamais critiquer directement. Entre les deux hommes règne, paraît-il, une « *amitié de cinquante ans* ». Laquelle ressemble aujourd'hui à un coup de poignard dans le dos.

« Injustice »

L'autre invalidé de marque, Esfandiar Rahim Mashaie, est le chef de cabinet du président Mahmoud Ahmadinejad. Son éviction donne la mesure de l'affaiblissement du président sortant. M. Mashaie a déclaré immédiatement après l'annonce de son élimination qu'il y voyait « *une injustice* » et qu'il allait demander au Guide suprême d'intervenir pour la réparer. Le président Ahmadinejad a contesté, mercredi matin, la disqualification de son dauphin et protégé. « *A mon avis, il n'y aura aucun problème, grâce au Guide, et je défendrai [sa réintégration] jusqu'à la dernière minute*, a-t-il déclaré. *Je suis confiant dans le fait que ce problème peut être réglé.* » Une déclaration qui ne peut qu'agacer Ali Khamenei, mais qui sonne aussi comme une menace. Le président contrôle en effet le ministère de l'intérieur, chargé d'organiser les élections, et pourrait faire sentir son pouvoir de nuisance dans les semaines à venir afin de venger l'élimination de Mashaie.

Ne demeurent donc plus en lice que huit candidats, tous proches du numéro un iranien, à l'exception d'un réformateur sans envergure, Mohamad-Reza Aref, et de Hassan Rohani, un modéré proche de M. Rafsandjani.

« *Nous devons cesser de croire dans cette créature, à moitié morte*

qu'est le régime, s'exclamait mardi soir un internaute iranien sur Facebook, après l'annonce des invalidations. Il n'a rien d'autre à nous dire que: "Toi, le peuple, tu n'es pas

important, ton vote ne compte pas." L'avis d'un seul prime sur celui de tous les autres. »■

CHRISTOPHE AYAD
ET SERGE MICHEL

Le Monde

Dimanche 26 - Lundi 27 mai 2013

Iran : Akbar Hachémi Rafsandjani fustige « l'ignorance » du pouvoir en place

L'ancien président, candidat évincé de la course présidentielle, dénonce un Etat miné par les dissensions et des finances publiques catastrophiques

D'abord, Akbar Hachémi Rafsandjani a feint de baisser la tête, comme il sied à un religieux de son rang. Mercredi 22 mai, au lendemain de sa mise à l'écart de la course présidentielle du 14 juin, son entourage a laissé entendre qu'il acceptait la décision du Conseil des Gardiens, laquelle n'a été assortie d'aucun motif.

C'était pour mieux, ensuite, leur écraser les pieds. « Ce que cet organe a fait est pire que les ennemis étrangers », a-t-il asséné mercredi devant son équipe de campagne, qu'il souhaitait remercier avant de la dissoudre.

« Ceux qui ont fait cela n'ont pas besoin d'ennemis étrangers. Car, aujourd'hui, l'origine des problèmes est à l'intérieur [du pays], a poursuivi l'ancien président (1989 à 1997). Ne comprennent-ils pas ce qu'ils sont en train de faire ? » Pour prévenir les critiques contre sa personne, M. Rafsandjani a précisé qu'il avait bel et bien tenu au courant le Guide suprême, Ali Khamenei, de sa candidature. Et que ce dernier ne s'y était pas opposé.

Puis, se référant à une réunion avec le ministre du commerce et le directeur de la Banque centrale iranienne, il a dressé un portrait noir de la situation économique et politique du pays, « qui n'aurait pas pu

être gouverné de pire façon ». Il n'y a « plus d'argent [dans les caisses de l'Etat] et le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad a une dette de 500 000 milliards de tomans [100 milliards d'euros] » envers les banques et différents entrepreneurs.

Toutes ces critiques, rapportées entre autres par le site réformateur Kaleme, ont été censurées par les agences de presse officielles.

Un certain espoir

Akbar Hachémi Rafsandjani a également estimé que sa mise à l'écart faisait le jeu de « l'ennemi », les Etats-Unis, en ravivant les risques d'un éclatement de l'Iran. Devant ses collaborateurs et ses

partisans, l'ancien président a évoqué un « plan dangereux du Sénat américain » qui chercherait, selon lui, à inciter les provinces du Sistan et du Baloutchistan – majoritairement sunnite, théâtre depuis quelques années d'actions terroristes séparatistes – et de l'Azerbaïdjan – majoritairement turque – à se révolter contre le pouvoir central.

Le Sénat américain, qui voulait « attendre l'issue du scrutin », « semble désormais vouloir s'activer tout de suite ».

La candidature de dernière minute de M. Rafsandjani, âgé de 78 ans, avait suscité un certain espoir d'une plus grande stabilité économique et politique au sein de la classe moyenne et des

milieux d'affaires, mais aussi chez une partie des religieux. « Je voulais me présenter pour résoudre des problèmes économiques et des menaces extérieures, a-t-il ajouté. (...) Et si ces officiels étaient intelligents, s'ils n'étaient pas ignorants, ils m'auraient permis de concourir. »



Hachémi Rafsandjani, le 11 mai, lors du dépôt de sa candidature.

BEHROUZ MEHRI/APP

Ses détracteurs, craignant sa victoire ou, du moins, une campagne animée comme celle de 2009 le fut par les candidats réformateurs Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karubi, aujourd'hui assignés à résidence, ont mis l'accent sur ses divergences avec le Guide suprême et insisté sur son grand âge, voire sa « demi-impotence ».

Du soutien, M. Rafsandjani en a reçu de deux figures politiques : la fille de l'ayatollah Khomeyni, Zahra Mostafavi, et de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005). Tous deux ont demandé au Guide d'intervenir pour réintégrer M. Rafsandjani dans la course. En vain : la campagne présidentielle est déjà lancée, depuis vendredi, pour les huit candidats validés. ■

SERGE MICHEL

Washington doute de la crédibilité des élections

Les Etats-Unis ont émis des doutes, vendredi 24 mai, quant à la crédibilité de l'élection présidentielle du 14 juin en Iran, critiquant l'invalidation de plusieurs candidats par le Conseil des Gardiens de la Constitution et accusant le régime de perturber l'accès à Internet.

« Le Conseil a raccourci une liste de près de 700 candidats poten-

tiels pour ne garder que des personnalités de son choix qui représentent les intérêts du régime », a commenté le secrétaire d'Etat américain, John Kerry. « Ce n'est pas vraiment une élection conforme aux normes selon lesquelles la plupart des gens, dans la plupart des pays, jugent une consultation libre, équitable et accessible », a-t-il déclaré. – (AFP.)

Attacks kill 95 in Iraq, hint of Syrian spillover

Associated Press

BAGHDAD — Iraq's wave of bloodshed sharply escalated Monday with more than a dozen car bombings across the country, part of attacks that killed at least 95 people and brought echoes of past sectarian carnage and fears of a dangerous spillover from Syria's civil war next door.

The latest spiral of violence — which has claimed more than 240 lives in the past week — carries the hallmarks of the two sides that brought nearly nonstop chaos to Iraq for years: Sunni insurgents, including al-Qaida's branch in Iraq, and Shiite militias defending their newfound power after Saddam Hussein's fall.

But the widening shadow and regional brinkmanship from Syria's conflict now increasingly threaten to feed into Iraq's sectarian strife, heightening concerns that Iraq could be turning toward civil war.

The Shiite-led government of Prime Minister Nouri al-Maliki must balance its close ties with Iran — the main regional ally of Syria's Bashar Assad — and its position among fellow Arab League members and neighboring Turkey, which strongly back Syria's mainly Sunni opposition.

Al-Maliki appears determined to boost security crackdowns to keep Iraq's minority Sunnis from taking a more high-profile role in the anti-Assad forces, which have received pledges of support from the longtime insurgent group al-Qaida in Iraq.

There have been no claims of responsibility for the current flare-up of violence, capped by Monday's body count that was the highest death toll for a single day in 10 months. Yet some analysts believe it's difficult to separate Iraq's deep sectarian suspicions from the Shiite-Sunni split over Assad, which has also led to clashes in Lebanon.

"Iraq now has moved into a bigger circle that covers Syria and Lebanon," said Baghdad-based political affairs analyst Hadi Jalo.

Al-Maliki is not only worried about his Sunni rivals possibly deepening their involvement in the rebel cause in Syria, said Patrick Clawson, director of research at the Washington Institute for Near East Policy. Al-Maliki's worries extend to Iraq's semiautonomous northern Kurdish region, which has close links to Assad foe Turkey.

"Al-Maliki believes this is the time to be tough and show he is in control of the country," said Clawson. "What we are seeing is the backlash to that."

The U.S. and its Western allies strongly support Syria's political opposition, but have been reluctant to significantly boost weapons flow to rebel fighters because of



worries over Islamic militants who have joined the anti-Assad brigades. But the deepening refugee crisis in the region, along with concern over spillover violence, is often cited by Arab states and Turkey urging greater Western intervention.

Sectarian tensions have been worsening since Iraq's minority Sunnis began expanding protests over what they say is mistreatment at the hands of the Shiite-led government. Many Sunnis contend that much of the country's current turmoil is rooted in the policies of al-Maliki's government, which they accuse of feeding sectarian tension by becoming more aggressive toward Sunnis after the U.S. military withdrawal in December 2011.

Mass demonstrations by Sunnis, which began in December, have largely been peaceful. However, the number of attacks rose sharply after a deadly security crackdown on a Sunni protest camp in northern Iraq on April 23.

Hours after Monday's stunning blitz of attacks — stretching from north of Baghdad to the southern city of Basra — al-Maliki accused militant groups of trying to exploit Iraq's political instability and vowed to resist attempts to "bring back the atmosphere of the sectarian war."

He also blamed the recent spike in violence on the wider unrest in the region, particularly Syria.



"You cannot remove the Syrian element from what's happening in Iraq," said Sami al-Faraj, director of the Kuwait Center for Strategic Studies. "The outcome of the war in Syria has big consequences for both Iraq's Sunnis and Shiites. What we see now is an extension of that in some respects."

The worst of Monday's violence took place in Baghdad, where 10 car bombs ripped through open-air markets and other areas of Shiite neighborhoods, killing at least 48 people and wounding more than 150, police officials said.

In Balad, about 50 miles (80 kilometers) north of Baghdad, a car bomb exploded next to a bus carrying Iranian pilgrims, killing 13 Iranians and one Iraqi, a police officer said, speaking on condition of anonymity because he was not authorized to brief the media.

Meanwhile, in the predominantly Shiite city of Basra in southern Iraq, twin car bombings — outside a restaurant and at the city's main bus station — killed at least 13 people and wounded 40, according to provincial police spokesman Col. Abdul-Karim al-Zaidi and the head of the city's health directorate, Riadh Abdul-Amir.

"All of a sudden, a thunderous explosion lifted my car and put it back on the ground," said Sami Saadon, a Basra taxi driver who suffered shrapnel injuries in his chest. "I could barely open the door and I crawled outside the car, where smoke and dust were everywhere."

A car bomb later struck Shiite worshippers as they were leaving a mosque in the southern city of Hillah, killing nine and wounding 26, police and health officials said.

Monday's violence also struck Sunni areas.

A car bomb in Samarra, north of Baghdad, went off near a gathering of pro-government Sunni militia waiting outside a military base to receive salaries, killing three and wounding 13. In the western province of Anbar, the hub of Sunni power, gunmen ambushed two police patrols near the town of Haditha, killing eight policemen, officials said.

Also in Anbar, authorities found 13 bodies dumped in a remote desert area. The victims, who included eight policemen kidnapped by gunmen on Friday, had been killed by a gunshot to the head, officials said.

The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to talk to the media.

The surge in bloodshed has exasperated Iraqis, who have lived for years with the fear and uncertainty bred of random violence.

"How long do we have to continue living like this, with all the lies from the government?" asked 23-year-old Baghdad resident Malik Ibrahim. "Whenever they say they have reached a solution, the bombings come back stronger than before." □

Associated Press writers Nabil Al-Jurani in Basra and Brian Murphy in Dubai, United Arab Emirates, contributed to this report.

Hezbollah deaths rise in Syria

BEIRUT

Lebanese fighters help Assad's forces fight for strategic western town

BY ANNE BARNARD
AND HANIA MOURTADA

Fighting raged for a second day on Monday in the strategic Syrian city of Qusayr, as government forces, backed by Shiite fighters from the Lebanese militant group Hezbollah, unleashed new airstrikes and rebels fought back fiercely in parts of the city, Syrian opposition activists said.

The toll of dead and wounded continued to rise for Hezbollah, which is fighting its biggest battle yet on the side of President Bashar al-Assad. Both sides have depicted the fighting in Qusayr as a turning point in the war that is raising regional tensions as Hezbollah plunges more deeply into the conflict.

Funerals for Hezbollah fighters were being planned in the group's strongholds in the Bekaa Valley and southern Lebanon, relatives of the dead said. The Syrian Observatory for Human Rights, an opposition watchdog group, reported that at least 28 Hezbollah guerrillas had died in the fighting. If confirmed, that would be by far the largest toll for Hezbollah in a single Syrian battle.

After heavy fighting throughout Sunday, in which government forces appeared to be gaining ground, Syrian state media and pro-opposition sources gave widely divergent versions Monday of the battles that raged in the city and left scores of fighters dead.

Jad, an activist from Qusayr who declined to be identified by his full name and who was reached through Skype, said that rebels killed 30 members of Hezbollah and government forces Monday at dawn in an ambush when the government soldiers were trying to retrieve the bodies of the group's commanders. A video posted online, which could not be independently verified, showed an activist pointing to seven damaged vehicles apparently belonging to Hezbollah and listed the losses inflicted on the group.

In the video, fighters then seize the arm of a dead man on the floor and point out a tattoo of Imam Ali, a religious figure revered by Shiites. This, the fighters said, proved the body was that of a Hezbollah fighter.

On Monday, SANA, the Syrian official state news agency, reported that army units "restored stability and security to the full eastern area" of Qusayr, killing large numbers of "terrorists and destroying their hideouts." It published four photographs of a battered vehicle that it said was found in Qusayr, and quoted a "media source" as claiming the vehicle belonged to Israeli forces and was used by "terrorists" in the city, proving "the scale of Israel's military and intelligence involvement."

On Sunday, Syrian government troops backed by Hezbollah fighters pushed into parts of Qusayr, hammering the city with airstrikes and artillery, killing at least 52 people and wounding hundreds as civilians cowered, unable to flee, activists said. By the end of the day on Sunday, about 60 percent of the city, which is in Homs Province, was under the army's control for the first time in months, one activist said.

Mr. Assad, according to people who have spoken with him, believes that reasserting his hold in the province is cru-

cial to maintaining control of a string of population centers in western Syria, and eventually to military campaigns to retake rebel-held territory in the north and east. Many analysts say that it is unlikely that the government will be able to regain control of those areas, but that it could consolidate its grip on the west, leading to a de facto division of the country.

Echoes of the battle in Qusayr have rippled across neighboring Lebanon, which is deeply divided between supporters and opponents of Mr. Assad. In the northern city of Tripoli, from which many Sunni Muslim militants have joined the Syrian rebels, residents held a candlelight vigil late Sunday in support of Qusayr's rebels. In Shiite areas, residents worried about relatives fighting in Syria and prayed for victory in a battle that Hezbollah has framed as a proxy fight against its main foe, Israel, and an intervention to defend Shiites in Syria, of both Lebanese and Syrian descent, and other minorities they say are threatened by the uprising led by Syria's Sunni majority.

Recapturing the strategic rebel-held town has been a long-held goal of the Syrian government since Qusayr constitutes a major supply conduit regularly used by rebels to smuggle weapons from Lebanon into Homs Province.

The Joint Command of the Free Syrian Army, the loose-knit U.S.-backed rebel umbrella group, has said that hospitals in Baalbek and the Hezbollah-controlled southern suburbs of Beirut had accepted many Hezbollah wounded. It issued a rallying cry that supporters of Hezbollah were bound to see as inflammatory, calling the group "impure," in a phrase that could resonate as a sectarian slur against Shiites.

It congratulated rebels holding out in Qusayr, calling them "brave heroes whose victories will be highlighted by history in letters made of light as they have defended their land and their honor from the impurity of the criminal terrorist members of Hezbollah." It also taunted Hezbollah's leadership, saying, "We know very well how their gang is constructed and we know how to take it apart and we will take it apart. We see heads that are ripe for the picking."

In a dig at Lebanese families sending Hezbollah fighters to the battle, the Free Syrian Army said, "We can now say that every single family or neighborhood in Baalbek or Hermel has a dead family member among their sons who fought in Qusayr."

One relative of a slain Hezbollah fighter spoke in equally strong terms about the battle, saying in an interview that it was as crucial for the party as the struggle against Israel.

According to activists, Hezbollah fighters on Sunday swept into villages that had been controlled by rebels but met with fierce resistance there. State media and opposition activists reported that government forces, backed by Hezbollah, managed to recapture more than half of Qusayr, including the municipal building.



A funeral for a Hezbollah fighter in the Lebanese village of Nabi Sheet on Monday.

An opposition group reported that at least 28 Hezbollah guerrillas had died in recent Syrian fighting.

Kurdish politician not objecting to emphasis on Turkishness in new charter

TODAYSZAMAN.COM, İSTANBUL

Senior Kurdish politician Ahmet Türk has said on behalf of Kurds that they have no objection to the inclusion of the term "Turkishness" in the constitution currently being drafted.

Turkey's bid to hammer out a new constitution has recently been blocked by divisions over the definition of citizenship, with the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) being against terms such as "Turkish nation" or "Turkish" appearing in the new charter. The Republican People's Party (CHP) and the Nationalist Movement Party (MHP) strongly oppose the BDP's proposal. "Turkish nation" should remain in the Constitution so as to maintain the unity of the nation, they emphasize, also noting that a nation is not the same as an ethnic identity, considering that a nation is usually made up of various ethnic groups.

"The notion of the Turkish nation does not define a race or ethnicity. In our proposal for the new constitution we say the



'Turkish nation,' but we are using this as a definition of citizenship," Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan said in comments on the issue, ruling out claims that the definition of citizenship in the new constitution will not have any reference to Turkishness.

Speaking to reporters on Tuesday in the US capital of Washington, Türk said, "We [the Kurds] do not object the emphasis on the term 'Turkishness,' in the new constitution. What we are saying is that other ethnicities and cultures should be recognized and their rights should also be

secured in the charter. We don't have any problems with the Turks. In the end, this is the constitution of the Republic of Turkey."

Türk, who had three official meetings with US officials in Washington, also said Turkey's ongoing efforts to solve the country's long-standing terrorism problem are being supported and are considered important by the US officials.

With the aim of solving the country's terrorism problem, the Turkish government launched negotiations at the end of last year with Abdullah Öcalan, the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging a bloody war in Turkey's Southeast since 1984, claiming more than 40,000 lives. In the past few months, Öcalan, who, despite his 14 years in prison, still wields enormous clout over PKK terrorists as well as millions of nationalist Kurds in Turkey, called on PKK terrorists to lay down their weapons and leave Turkey.

In line with Öcalan's call, the PKK terrorists started withdrawing from Turkish soil in early May. □

REUTERS

Kurdish crude sales to rise as exports reach second Turkish port

- Taq Taq crude exports to reach about 60,000 bpd by end June
- Kurdistan to start deliveries to second terminal in Turkey
- Crude in steady stream to Northern Europe

May 22, 2013 By Julia Payne and Peg Mackey (Reuters)

LONDON- Iraqi Kurdistan's crude oil sales to world markets, deemed illegal by Baghdad, are set to rise by nearly 50 percent next month as trucks start deliveries to a second export terminal in Turkey, industry sources in the region said on Wednesday.

Crude exports from the Taq Taq oilfield in the autonomous northern region to Turkey's Mersin port started at a trickle in early January and have risen to just over 40,000 barrels per day (bpd).

They are expected to hit around 60,000 bpd by the end of June as trucks unload at the neighbouring Dortyol terminal in southern Turkey.

Oil lies at the heart of a feud between the central government and Kurdistan. Baghdad says it alone has the right to control exports and sign deals, while the Kurds say their right to do so is enshrined in Iraq's federal constitution.

In retaliation, Iraq's State Oil Marketing Organisation (SOMO) sent

letters warning customers not to touch any oil that had not been marketed by SOMO and the ministry intends to sue producers, namely Anglo-Turkish firm Genel Energy.

Turkish intermediary Powertrans has found a steady stream of customers in Northwest Europe for its crude and condensate sales. Major oil firms with interests in southern Iraq have opted not to participate in tenders.

Germany's Select Energy lifted the first two Taq Taq cargoes in April. The grade is a light sour crude, a highly sought after quality.

One was delivered to Klesch's Heide refinery in northern Germany and the other discharged in Rotterdam.

Select is loading a third larger 80,000 tonne cargo.

Austria's OMV, already black-listed by Baghdad due to upstream stakes in Kurdistan, also bought one cargo in May, sources said.

Iraq's central government says Kurdistan is expected to provide 250,000 bpd towards Iraq's 2013 oil export target of 2.9 million bpd.

Adding condensate exports, the total amount of Kurdish oil exports would rise next month to nearly 80,000 bpd, or about 40 percent of the region's total oil production.

Kurdish oil had been exported through a Baghdad-controlled pipeline to Turkey before drying up last December due to a payment dispute between Arbil and Baghdad.

Moving oil to world markets by pipeline is far cheaper and logistically easier than via truck. Exports by truck are a temporary solution until the autonomous northern region completes its own pipeline to Turkey.

Exports via the new 300,000 bpd pipeline are unlikely to start before the year's end, a source familiar with the matter said, particularly as it is still not clear how it will join-up with existing Turkish infrastructure.



By Felix Gaedtke, Gayatari Parameswaran
www.dw.de

Much has changed for the Kurds, Syria's biggest ethnic minority, since the start of the revolution. Oppressed under President Assad, they're now more confident than ever - politically, militarily, and culturally. It's a mild Thursday evening in Al-Malikiyah, a predominantly Kurdish town on the Syrian border with both Turkey and Iraq. Several hundred people have come to the local cultural center - and politics is on the agenda.

Political awakening

Asya Muhammed Abdullah is standing at the speaker's desk, full of energy as she speaks. She is vice-chairwoman of the Democratic Union Party (PYD), the Syrian arm of the PKK, the Kurdistan Workers Party. Her eyes glow as she calls on the spectators to fight for their rights.

Before the Syrian revolution such meetings were unthinkable. "For 30 years we Syrian Kurds have been fighting for our rights," Abdullah says. "That's why so many of our friends have been arrested and tortured to death by the regime." The ruling Baath Party denied the Kurds all basic rights. In the 1960s, 20 percent of the two million Kurds in Syria had their citizenship revoked.

Power shift

But the revolution has changed all that. At the start of the revolt, Assad gave the stateless Kurds their citizenship back, in order to head off uprisings in the Kurdish regions of the country too. For tactical reasons, a section of the Syrian army was withdrawn from Kurdish areas and redeployed elsewhere.

"The revolution brought a change. We

didn't start from scratch, we were ready for a solution to the Kurdish question," says Abdullah. So units of the Kurdish Popular Protection Units, the YPG, the military arm of the PYD, brought large areas of the Kurdish region under control, with the help of the PKK.

"We believe in a democratic model for the whole of Syria," says Abdullah. "Democracy is the political solution to Syria's problems. We don't want to divide Syria; we believe we can live together as brothers in a democratic Syria."

In the meantime, the PKK is negotiating with the Turkish government on the other side of the border, and that will have a decisive influence on what happens in the Kurdish areas of Syria; at least militarily and economically, the Kurds could profit from a partial opening of the border.

Military presence

The YPG has set up checkpoints along the main road of Qamishli, the unofficial capital of the Kurdish regions. Armed young men and women inspect each and every vehicle that goes by. The barricades on the road are mainly painted red, yellow, and green, the Kurdish colors. Only in the center of town and in some districts are there still government soldiers to be seen on patrol. The area is mainly under the control of the YPG, but there are still Arab villages around where either rebel forces or government forces are in charge.

The situation is even more complicated in the border town of Ras al-Ayn, or Sere Kaniye as it is known in Kurdish. Government soldiers, rebel soldiers, YPG, and the Islamist Al-Nusra Front are all here. But YPG commander Rezan Ibrahim is calm. "We are against blood-letting and military action in Syria, but the current situation forces us to take up arms," he said. "If a government gives the Kurds all their rights in the future, then we will participate and support it." Then he adds: "But if they deny us our rights, we will use our weapons to fight for them."

Cultural renewal

Under President Bashar al-Assad, the Kurds were forbidden to speak their language or to publicly celebrate Nowruz, their New Year's Day. But the growth in political and military power has caused a renaissance of Kurdish culture.

Qamishli's "Mohammad-Shekho" culture and music center has now existed for a year and a half. Every evening, dozens of young people arrive here to learn Kurdish dancing and singing. Young singer Hussain Khate comes twice a week. He describes how dramatically the situation has changed. "Before the revolution the



Asya Muhammed Abdullah PYD
Politikerin

situation was terrible," he says. "We had to practice in secret at home, which was not only forbidden but dangerous. Things have gotten better now. We can practice together here in the center. It feels good. It is wonderful for us to be able to speak and sing in our language."

Civilians suffer

But not everything is so positive - the war is having an impact. Power outages are widespread. Garbage is piled on the streets. The prices of staple foods have risen considerably in the past two years. Medical attention is hard to come by, as most doctors have left the country. The schools are largely kept closed for security reasons. On top of that, a mosaic of different political groups makes the situation for the civilians even more difficult. The security situation is complex and often hard to comprehend.

In the last few months there have been several government air strikes on Kurdish regions. Nasrin Hamid, 26-year-old mother of three, lost her house in Sere Kaniye in one of them. "Three of my neighbors were killed, and two cousins who fight with YPG were injured," she says. "Thank God no-one was hit in my immediate family. We're starving, there's no water or electricity. Everything is broken. We have no money to buy anything at the market."

Nasrin is pessimistic about the future. Despite all the positive developments for the Kurds, she's not prepared to admit to any hope which might turn out to be false, for fear of disappointment. ♦



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Bonne nouvelle du Proche-Orient

Le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, cite volontiers ce petit morceau d'humour noir entendu parmi les siens : « Notre passé a été épouvantable, notre présent est tragique. Heureusement, nous n'avons pas d'avenir. » La remarque remonte aux années 1970. Aujourd'hui, Kendal Nezan, gentilhomme militant, physicien et fondateur de l'Institut, ne tient plus le même langage. Prudemment, il avance : « Le XX^e siècle a été terrible pour les Kurdes, il se pourrait que le XXI^e soit celui de notre émancipation. »

Oubliez les déboires des « printemps arabes », le drame syrien, le surplace israélo-palestinien, l'espoir piétiné de la démocratie en Iran et les attentats à répétition en Irak. Il n'y a qu'une seule bonne nouvelle en ce moment au Proche-Orient : la question kurde progresse, dans le bon sens. Il faut le dire avec précaution, peut-être au conditionnel, sans doute en n'osant trop y croire, tant les désillusions jalonnent cette histoire-là.

Mais deux facteurs nourrissent l'espoir d'une évolution positive. Et devraient permettre de sortir la question kurde du registre dans lequel elle est trop souvent cantonnée en Euro-

pe : celui de l'épopée dramatique d'une population aussi sympathique qu'exotique – quoi de plus séduisant, vu de Paris, que le mélange turban-kalachnikov sur fond de hautes montagnes !

Le premier facteur tient à l'expérience réussie de la région autonome kurde d'Irak. Le second est lié à ce qui se passe ces jours-ci en Turquie. Les deux peuvent se conjuguer pour créer une dynamique d'apaisement dans l'un des conflits les plus vieux de la région, impliquant quatre Etats et qui a provoqué tueries et massacres à grande échelle.

Vieille population non arabe, majoritairement musulmane, les quelque 40 millions de Kurdes sont installés aux confins orientaux de la Turquie, dans l'ouest de l'Iran, au nord de l'Irak et de la Syrie. Dans les hautes montagnes de l'Asie occidentale, ils ont préservé leur langue et leur culture. Ils ont espéré un pays unifié lors de l'effondrement de l'Empire ottoman. Ils ne l'ont pas eu. Depuis, avec plus ou moins d'intensité, ils se battent contre les quatre Etats qui se partagent le Kurdistan.

Durant la guerre froide, les Kurdes ont noué des alliances contre nature (les uns avec l'URSS, les autres avec le camp occidental), dont ils finirent toujours par être les victimes. Ils ont subi la panoplie complète des crimes d'Etat : déplacements de populations ; élites assassinées, torturées ; villages rasés, gazés. Ils ont répliqué les armes à la main, et ont, par-

fois, pratiqué le terrorisme.

La situation change en 1991. Défait au Koweït, qu'il avait envahi, l'Irakien Saddam Hussein se retourne contre deux de ses populations les plus rebelles : les Arabes chiites, dans le sud du pays, et les Kurdes, au nord. Pour protéger ces derniers, les Etats-Unis assurent une zone d'exclusion aérienne sur une grande partie de la région kurde d'Irak. C'est le début d'une expérience de gouvernement autonome, celle qui est en passe de transformer la question kurde.

« Soft power turc »

Aujourd'hui, dans l'Irak fédéral post-Saddam Hussein, les Kurdes ont fait de leur région la plus sûre, la plus prospère et la mieux gérée du pays. Ce n'est pas la Suède, mais, comparé au chaos des régions sunnite et chiite d'Irak, c'est un paradis. Riche des revenus du pétrole et du gaz de son sous-sol, le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak investit dans l'avenir : infrastructures, éducation (plusieurs universités), agriculture, tourisme.

La première réaction du grand voisin turc a été la défiance. « Longtemps, les Turcs ont été hostiles au Kurdistan d'Irak », observe le politologue Gérard Chaliand. Depuis 1980, Ankara est engagé dans une guerre sans merci contre le mouvement de rébellion armée des Kurdes de Turquie – le PKK, dont les bases arrière sont au Kurdistan d'Irak. Le gouvernement turc ne voulait pas d'un « modèle » à sa frontière, d'un exemple d'autonomie réussie qui puisse inspirer ses propres Kurdes.

Mais, au tournant du siècle, Ankara évolue, notamment après l'arrivée au pouvoir du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, islam-conservateur, démocrate à mi temps et à tendance autoritaire prononcée – l'homme politique le plus intéressant de la région. « Erdogan, poursuit Gérard Chaliand, va jouer la diplomatie de la séduction, l'influence par les affaires », le « soft power turc », dirait-on en anglais.

Il laisse les entrepreneurs turcs investir massivement au Kurdistan d'Irak, qui doit devenir en retour l'un des fournisseurs d'hydrocarbures privilégiés de la Turquie. Celle-ci est aujourd'hui le principal partenaire économique du Kurdistan d'Irak. Conclusion : Erdogan favorise le succès de la première expérience réelle d'autonomie kurde. Au lieu de la boycotter ou d'essayer de la torpiller.

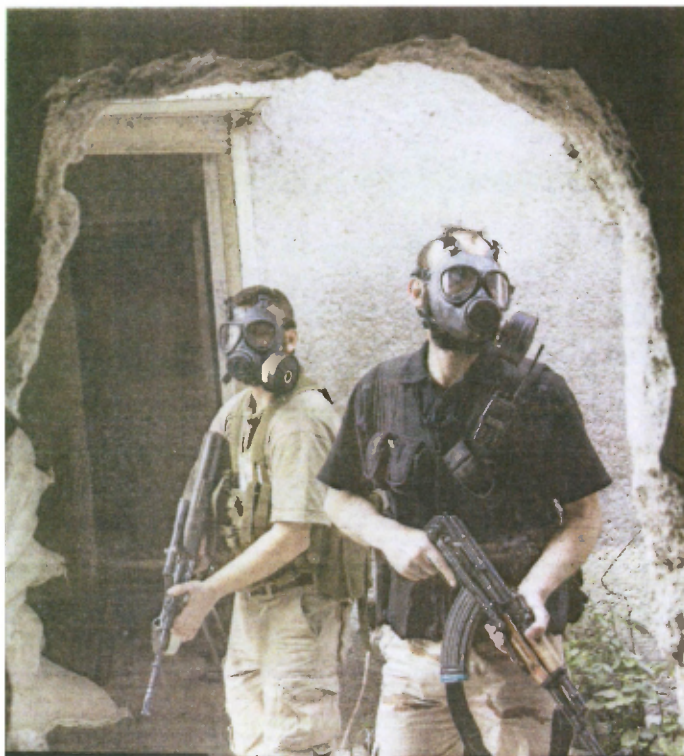
A l'intérieur, il a desserré l'étau de l'armée – bastion du nationalisme le plus intransigeant – sur la vie politique turque. Il a les mains plus libres pour tenter une négociation avec « ses » Kurdes. Des milliers de Kurdes sont toujours en prison en Turquie, souvent pour les motifs les plus dérisoires, mais Ankara a amorcé un dialogue avec le PKK. En mars, celui-ci a décrété un cessez-le-feu. En mai, il a commencé à rapatrier ses guérilleros de l'autre côté de la frontière, en Irak. Si le dialogue se poursuit, il peut enclencher une dynamique positive au Kurdistan de Turquie. Qui viendrait conforter celle qui est à l'œuvre au Kurdistan d'Irak. ■

frachon@lemonde.fr

EN IRAK, LES KURDES ONT FAIT DE LEUR RÉGION LA PLUS SÛRE, LA PLUS PROSPÈRE ET LA MIEUX GÉRÉE DU PAYS

Sur le front de Damas Guerre chimique en Syrie

■ Clandestins durant deux mois à Damas, les reporters du « Monde » Jean-Philippe Rémy et Laurent Van der Stockt étaient présents au moment d'attaques aux gaz par l'armée de Bachar Al-Assad



Des rebelles syriens dans le quartier de Jobar, à Damas.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

insulte parfois presque aussi volontiers qu'on s'y entretue, les scènes d'attaque au gaz apparaissent ponctuellement courant avril. Pas de diffusion massive, sur des kilomètres, mais un usage occasionnel et localisé par les forces gouvernementales, visant les points de contact les plus durs avec un ennemi rebelle tout proche. Le secteur est le point d'entrée le plus en profondeur dans l'intérieur de Damas des groupes de l'ASL. Une guerre sans merci s'y déroule.

Dans le secteur « Bahra 1 », l'un des plus avancés en direction de la grande place stratégique des Abbassides, l'un des verrous de Damas, les hommes d'Abou Djihad, dit « Arguileh » (« narguilé »), ont

Pas d'odeur, pas de fumée, pas même un sifflement indiquant l'éjection d'un gaz toxique. Puis sont apparus les symptômes

subi leur première attaque de cette nature le soir du jeudi 11 avril. Tous ont d'abord été pris au dépourvu. Ils avaient entendu parler des « gaz » utilisés sur d'autres fronts, dans d'autres régions de Syrie (notamment à Homs et dans la région d'Alep) au cours des mois écoulés, mais que faire, une fois confronté au phénomène ? Comment se protéger sans abandonner les lieux et offrir une victoire facile à l'ennemi ? « Certains hommes ont évacué, d'autres sont restés paralysés par la panique. Mais la position n'a pas été abandonnée. On ordonnait aux sol-

►►► fait attention », explique Omar Haïdar, responsable opérationnel de la brigade, qui tient ce secteur avancé, à moins de 500 mètres de la place des Abbassides.

Cherchant ses mots pour décrire ce son incongru, il le compare à celui d'« une canette de Pepsi qui tomberait par terre ». Pas d'odeur, pas de fumée, pas même un sifflement indiquant l'éjection d'un gaz toxique. Puis sont apparus les symptômes. Les hommes toussent violemment. Les yeux brûlent, les pupilles se rétractent à l'extrême, la vision s'obscurcit. Bientôt, surviennent les difficultés respiratoires, parfois aiguës, les vomissements, les évanouissements. Il faut évacuer les combattants les plus touchés, avant qu'ils n'étouffent.

De cela, les envoyés spéciaux du Monde ont été témoins plusieurs jours d'affilée dans ce quartier à la sortie de Damas où la rébellion a pénétré en janvier. Depuis, l'enjeu de Jobar est crucial pour l'ASL comme pour le pouvoir. Mais, au cours d'un reportage de deux mois dans les environs de la capitale syrienne, nous avons réuni des éléments comparables dans une couronne beaucoup plus large. La gravité des cas, leur multiplication, la tactique d'emploi de telles armes montrent qu'il ne s'agit pas de simples gaz lacrymogènes utilisés sur les fronts, mais de produits d'une autre classe, bien plus toxiques.

Sur le front enchevêtré de Jobar, où les lignes ennemies sont si proches qu'on s'y

TEXTE : JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTOS : LAURENT VAN DER STOCKT

Jobar (quartier de Damas)
Envoyés spéciaux

Une attaque chimique sur le front de Jobar, à l'entrée de la capitale syrienne, cela ne ressemble d'abord à rien. A rien de spectaculaire. A rien, surtout, de détectable. Tel est le but recherché : lorsque les combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) les plus avancés dans Damas comprennent qu'ils viennent d'être exposés à des produits chimiques par les forces gouvernementales, il est trop tard. Quel que soit le gaz utilisé, il produit déjà ses effets, à quelques centaines de mètres seulement d'habitations de la capitale syrienne.

Au début, il n'y a eu qu'un bruit modeste, un choc métallique, presque un cliquetis. Et dans le fracas des combats du jour dans le secteur « Bahra 1 » du quartier de Jobar, cela n'a d'abord pas attiré l'attention des combattants de la brigade Tahrir Al-Sham (Libération de la Syrie). « On a pensé à un obus de mortier qui n'avait pas explosé, et personne n'y a vraiment ►►►

«*dat*s montant au front de se munir de foulards mouillés pour se protéger le visage», explique un combattant.

Dans la foulée, une poignée de masques à gaz ont été distribués, destinés en priorité aux hommes qui tiennent des positions fixes, là où un simple mur marqué parfois la limite du territoire rebelle. D'autres se contentent de la protection dérisoire de masques chirurgicaux.

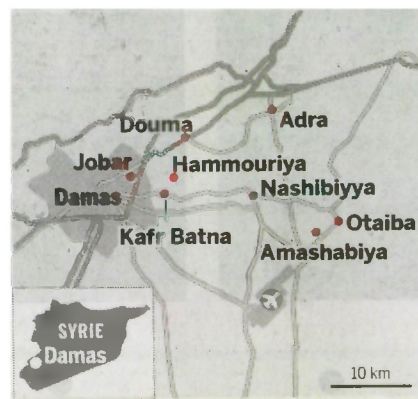
Les hommes commandés par «*Arguileh*» ne sont pas les seuls à avoir subi une attaque au gaz dans les parages. Plus près du marché à la viande voisin, où sont stationnés des chars du gouvernement, les «*forces spéciales*» des rebelles de la Liwa Marawi Al-Ghouta ont été exposées à des concentrations – sans doute plus importantes encore – de composés chimiques, à en juger par les effets produits sur les combattants. Nous les retrouverons dans les heures suivantes dans les hôpitaux, luttant pour survivre.

A Jobar, les combattants n'ont pas déserté leurs positions, mais ceux qui restent sur les lignes de front, pupilles rétrécies, la respiration sifflante, sont «*terrorisés et essaient de se calmer par des prières*», admet Abou Atal, l'un des combattants de Tabrir Al-Sham. Un homme d'une autre brigade est mort dans un secteur voisin. Il s'appelait Ibrahim Darwish. Il est décédé le 18 avril.

Dans la partie nord de Jobar, également visé par une attaque similaire, le général Abou Mohammad Al-Kurdi, commandant de la 1^{re} division de l'ASL (qui regroupe cinq brigades), affirme que ses hommes ont vu des militaires gouvernementaux quitter leurs positions, avant que ne surgissent des hommes «*portant des combinaisons de protection chimique*», lesquels auraient ensuite disposé sur le sol «*des sortes de petites bombes, comme des mines*», qui se seraient mises à diffuser un produit chimique dans l'atmosphère. Ses hommes, affirme-t-il, auraient tué trois de ces techniciens. Où sont les combinaisons de protection saisies sur les cadavres? Nul ne le sait... Les soldats exposés ce soir-là parlent d'une

forte panique, d'une ruée vers l'arrière. Ce ne sont pas les civils ou les sources indépendantes qui risquent d'infirmer ou de corroborer ces affirmations: plus personne ne vit à Jobar, en dehors des combattants imbriqués dans les différents fronts du quartier.

Cela n'empêche pas de constater l'effet ravageur des gaz employés par le gouvernement syrien aux portes de sa propre capitale. Un jour d'attaque chimique sur une zone du front de Jobar, le 13 avril, le photographe du *Monde* a vu les combattants qui font la guerre dans ces maisons en ruine commencer à tousser, puis mettre leurs masques à gaz, sans hâte apparente, mais en réalité déjà exposés. Des hommes s'accroupissent, suffoquent, vomissent. Il faut fuir immédiatement le secteur. Le photographe du *Monde* souffrira, quatre jours durant, de troubles visuels et respiratoires. Ce jour-là,



pourtant, les émanations de gaz avaient été concentrées dans un secteur voisin.

Faute de témoignages indépendants, de nombreux doutes ont plané sur la réalité de l'emploi d'armes chimiques, en général, par les forces gouvernementales, qui en possèdent de très importants stocks, notamment de gaz neurotoxiques,

comme le sarin. Plusieurs pays: les Etats-Unis, la Turquie et Israël, ont déclaré posséder des éléments matériels indiquant l'utilisation d'armes de ce type, mais n'ont pas communiqué la nature exacte de leurs preuves, ni décidé si, comme l'avait promis le président Obama en août 2012, le recours à de telles armes par le pouvoir de Damas constituerait le franchissement d'une «*ligne rouge*» susceptible d'entraîner une intervention étrangère en Syrie contre le régime.

Le pouvoir accuse de son côté l'ASL d'utiliser également des armes chimiques, augmentant la confusion. Pour se convaincre de la réalité de l'emploi de ces composés par l'armée syrienne sur certains fronts, il faut alors interroger les médecins qui, sur place, tentent de soigner ou de sauver les combattants exposés à des gaz. Le 8 avril, à l'hôpital Al-Fateh de Kafr Batna, le plus important centre médical de la région de la Ghouta,

large poche rebelle à l'est de Damas, les médecins montrent des enregistrements, sur des téléphones, de scènes de suffocation. Un raclement terrible sort de la gorge d'un homme. C'était le 14 mars et, selon le personnel médical, il venait d'être exposé à des gaz à Otaiba, une ville à l'est de la Ghouta, où le gouvernement syrien mène depuis la mi-mars une vaste opération pour encercler les forces rebelles et couper leur principale route d'approvisionnement.

L'un de ces médecins, le docteur Hassan O., décrit soigneusement les symptômes de ces patients: «*Les gens qui arrivent ont du mal à respirer. Ils ont les pupilles rétrécies. Certains vomissent. Ils n'entendent plus rien, ne parlent plus, leurs muscles respiratoires sont inertes. Si on ne traite pas de toute urgence, c'est la mort.*» Cette description correspond en tous points à celles faites par les autres médecins rencontrés en l'espace de plusieurs semaines dans les alentours de Damas. A quelques variantes près. Selon les endroits, les combattants qui en ont été les victimes affirment que les produits ont été diffusés par de simples obus, par des roquettes, voire par une forme de grenade.

Sur le front de Jobar, à la cinquième attaque de ce type, le 18 avril, les combattants de l'ASL, commandés par Omar Haidar, disent avoir vu tomber, à leurs pieds, un grand cylindre équipé d'un dispositif d'ouverture, d'une longueur d'environ 20 centimètres. S'agissait-il d'armes chimiques, et dans ce cas, diffusant quel type de substances? Pour répondre avec précision à cette question, il faudrait établir un protocole d'enquête que les conditions du conflit rendent difficiles. Procéder à des prélèvements sur des combattants exposés aux émanations au point de mourir ou d'avoir été obligés d'être hospitalisés, puis les confier à des laboratoires spécialisés à l'étranger. Un certain

nombre d'entre eux ont été réalisés et sont en cours d'étude.

Depuis, à Jobar, des masques à gaz ont été distribués, ainsi que des seringues et des ampoules d'atropine, un produit injectable qui contre-carre les effets des neurotoxiques comme le sarin. Les médecins de la Ghouta suspectent l'utilisation de ce neurotoxique inodore et incolore dont l'effet coïncide avec les observations faites sur place. Selon une source occidentale bien informée, cela n'empêche pas le pouvoir syrien d'avoir recours à des mélanges de produits, notamment avec des gaz lacrymogènes, pour brouiller les pistes et l'observation des symptômes.

Car l'enjeu est de taille, dans le cas où la preuve d'utilisation d'armes chimiques par les troupes de Bachar Al-Assad serait établie. La dissimulation est donc de

rigueur. Les gaz utilisés sur les fronts le sont de manière ponctuelle, évitant des épandages massifs qui constitueraient facilement des faisceaux de preuves irréfutables. Il n'en demeure pas moins que le phénomène se répète : jeudi 23 mai, les rebelles affirment qu'une nouvelle attaque aux armes chimiques a eu lieu à Adra, zone d'affrontements très durs entre le pouvoir et les rebelles au nord-est de Damas. Dans la seconde moitié d'avril, les attaques au gaz sont presque devenues une étrange routine, à Jobar. Sur les lignes de front, les rebelles de l'ASL avaient pris l'habitude de conserver soigneusement leur masque à proximité. On organisait des séances de lavages d'yeux réguliers, avec des seringues remplies de sérum physiologique.

L'effet recherché par ces attaques semblait essentiellement tactique, correspondant à ce stade à une tentative de déstabilisation des unités rebelles dans des quartiers où les soldats gouvernementaux ne sont pas parvenus à les déloger, en même temps qu'un test. Si les forces armées syriennes osent ainsi utiliser des armes chimiques dans leur propre capitale, sans déclencher de réaction internationale sérieuse, n'est-ce pas une invitation pour poursuivre l'expérimentation un peu plus largement ?

Jusqu'ici, les cas d'utilisation de gaz n'ont pas été isolés. Le seul ophtalmologue de la région, formé à l'étranger, consulte dans un petit hôpital de Sabha dont il souhaite qu'on dissimule la localisation exacte. A lui seul, il a dénombré 150 personnes touchées en l'espace de deux semaines. Près des zones touchées par le gaz, il a organisé des douches pour que les combattants exposés aux produits chimiques puissent se laver et changer d'habits pour éviter de contaminer ensuite les personnels des centres de soins.

Pour sauver les soldats dont les problèmes respiratoires sont les plus graves, il faut les porter dans le long dédale à l'intérieur de maisons dont les murs ont été percés, franchir les tranchées et tunnels creusés pour éviter les tireurs ennemis, pour arriver à une ambulance de fortune,

**« Les gens qui arrivent
ont du mal à respirer.**

**Ils ont les pupilles
rétractées. Certains
vomissent.**

**Ils n'entendent plus rien,
ne parlent plus, leurs
muscles respiratoires
sont inertes. Si on ne
traite pas de toute
urgence, c'est la mort »**

Docteur Hassan O.

garée sur une placette un peu en retrait, et foncer dans des rues exposées aux balles et aux obus, pied au plancher, pour atteindre un hôpital du front avant que les combattants ne meurent, étouffés.

A l'hôpital islamique de Hammouriya, installé dans un hangar discret, le docteur assure, le 14 avril, avoir reçu, deux heures auparavant, un combattant du front de Jobar, en grande difficulté respiratoire, avec un rythme cardiaque « *devenu fou* ». Pour le sauver, il dit avoir effectué quinze injections successives d'atropine, ainsi que de l'hydrocortisone. Un remède de cheval, pour un cas désespéré.

La veille, dans la nuit, l'une des ambulances qui tentait d'évacuer des hommes gazés a été touchée par les tirs d'un sniper. Le chauffeur a été blessé. Le lendemain matin, les ambulanciers sont parvenus à passer la route à vitesse maximale, sous le tir d'un tank, et ont atteint cette zone du front, où une nouvelle nappe de produits chimiques venait d'être répandue. « *Lorsqu'on est arrivés, on a trouvé tout le monde par terre* », témoigne un infirmier d'un autre centre hospitalier de Kafr Batna, qui ne peut donner son nom de peur des représailles contre sa famille installée en zone gouvernementale.

Au cours de la matinée, dans la cour de cet hôpital installé dans un parking en sous-sol pour se protéger des tirs des Mig ou de l'artillerie gouvernementale, le chaos règne. Les soldats sont allongés aux côtés de cinq aides soignants contaminés à leur tour à leur contact. On n'a pas terminé le décompte des soldats, qui arrivent au fil des transferts depuis le front, et sont déjà quinze au total. On court dans les salles de fortune, pour distribuer l'oxygène, réaliser des injections.

Le docteur Hassan, responsable de l'hôpital, est allongé dans son minuscule bureau avec un masque à oxygène, tandis qu'on lui administre de l'atropine. Il se consacrait à ces urgences depuis une heure lorsqu'il a perdu connaissance et a commencé à suffoquer. Cet homme lutte depuis des mois pour maintenir en activité son centre de soins, aidé par des volontaires dont certains sont de simples lycéens, alors que le blocus de la

région par les forces gouvernementales a pour conséquence de rendre les médicaments de plus en plus rares.

Les anesthésiques manquent, les chirurgiens improvisés en sont réduits à utiliser des produits vétérinaires, comme la kétamine. La morphine a disparu. Et les stocks d'atropine ne devraient pas durer très longtemps. Le docteur a réalisé des prélèvements d'échantillons qui ont été, à travers mille difficultés, sortis en contrebande de la région. Il faudra encore quelques semaines pour connaître le résultat de leur analyse.

En se rendant dans huit centres médicaux de la partie est de la Ghouta, les envoyés spéciaux du *Monde* n'ont trouvé que deux établissements dont les responsables médicaux déclaraient ne pas avoir reçu de combattants ou de civils touchés par des attaques au gaz. A Nashibiyya, les médecins ont reçu jusqu'à soixante cas en un seul jour, en provenance du front d'Otaiba, le 18 mars. La modeste structure n'avait pas les moyens de faire face à cet afflux, manquant en particulier d'oxygène. Il y a eu cinq morts, par étouffement. Quelques jours plus tard, conscients de la gravité de la situation, les médecins ont fait exhumer les dépouilles de ces victimes en présence d'autorités locales et religieuses, et ont procédé à des prélèvements de tissu qu'ils ont tenté d'expédier vers un pays voisin.

Certains de ces échantillons ont été confiés à un petit groupe de combattants qui a tenté de briser l'encerclement de la région par les forces gouvernementales. A ce jour, les médecins de Nashibiyya disent ignorer si les prélèvements sont arrivés à bon port.

A une dizaine de kilomètres, à l'hôpital de Douma, sous contrôle de la brigade Al-Islam, les médecins disent avoir reçu 39 patients après l'attaque chimique du 24 mars sur la ville d'Adra. Deux hommes sont décédés dans les locaux.

L'un des médecins note qu'au bout de deux jours « *les malades devenaient comme fous* ». Marwane, un combattant présent sur les lieux de l'attaque d'Adra, affirme avoir vu « *des roquettes arriver sur le front et dégager une lumière orange* », et que, lors de son propre transfert à l'hôpital, il a vu « *trois hommes mourir dans les véhicules sur la route* ». Dans le contexte de chaos qui règne dans la région de la Ghouta, civils et militaires meurent souvent avant d'avoir pu atteindre un centre médical.

Adra, Otaiba et Jobar sont les trois points où l'utilisation de gaz est décrite par les sources locales de la région depuis le mois de mars dans la région de Damas. Une différence émerge : à Jobar, les produits ont été utilisés de manière plus prudente et plus localisée. En revanche, sur les fronts plus éloignés, comme Adra et Otaiba, les quantités estimées par rapport au nombre de cas arrivés simultanément dans les hôpitaux sont plus importantes.

Mais les attaques chimiques ne sont

pas la seule activité des hôpitaux de la région. Deux heures avant l'arrivée des envoyés spéciaux du *Monde*, quatre enfants aux corps lacérés, déchiquetés par des bombes de Mig, avaient été amenés en urgence à Douma. A peine stabili-

sés, ils ont dû quitter l'hôpital, sans espoir d'être évacués de Syrie. Sans doute, comme beaucoup, sont-ils morts en route. Les infirmiers ont filmé ces corps martyrisés, ces hurlements de douleur. « Ça, vous voyez, c'est tous les jours, et pour nous, c'est encore plus grave que les attaques

chimiques: on en est arrivés là », commente, avec un regard anéanti, le médecin, qui ne peut, lui non plus, dire son nom. ■

Le Monde
Mardi 28 mai 2013

Armes chimiques en Syrie : le débat escamoté

C'est un diplomate en poste à Washington qui l'avoue : « Les armes chimiques, moins on en parle, mieux ça vaut. » Alors que *Le Monde* publie une enquête exclusive, fruit d'une immersion de deux mois dans Damas et sa région, qui suggère que l'armée syrienne fait un usage de gaz de combat beaucoup plus fréquent qu'on ne le pensait jusque-là – même si les doses employées restent apparemment faibles –, les grandes puissances occidentales sont tentées de mettre en sourdine cette épineuse question.

Le débat sur la fameuse « ligne rouge », dont le franchissement par les autorités syriennes devait « changer l'équation » du conflit, selon les termes mêmes du président américain, Barack Obama, a été éclipsé par le nouvel enjeu du moment : la réunion d'une conférence de paix, dans le courant du mois de juin, en présence de représentants du régime et de l'opposition. « Le sujet reste dans le radar mais il n'est plus en première ligne », confirme une source diplomatique à l'ONU, qui ajoute que la priorité est donnée aux négociations entre belligérants.

Le 22 mai, pourtant, lors de son briefing devant le Conseil de sécurité, le Hollandais Robert Serry, coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, avait fait état d'« informations de plus en plus nombreuses » relatives à l'emploi d'armes chimiques sur le champ de bataille syrien. « Nous continuons à recevoir des informations sur de nouveaux incidents survenus depuis le début du mois d'avril », affirme de son côté un diplomate occidental à l'ONU, sans mentionner leur date ni leur lieu.

Des détails ? Le récit des envoyés spéciaux du *Monde*, sur la ligne de front de Jobar, un quartier de Damas à quelques centaines de mètres de la grande place des Abbassides, en fournit de nombreux. Jusque-là, le nombre d'atta-

ques au gaz présumées était évalué dans les médias occidentaux à une demi-douzaine : Homs (23 décembre 2012); Khan Al-Assal, près d'Alep (19 mars), un bombardement que le régime syrien a imputé aux rebelles et à la suite duquel l'ONU a formé une commission d'enquête; Otayba et Adra, en banlieue de Damas (19 mars); Cheikh Maqsoud à Alep (13 avril) et Saraqeb, près d'Idlib, dans le nord (29 avril). Le reportage que nous publions ajoute de nombreux cas suspects à la liste.

Mais les capitales occidentales ont pour l'instant l'esprit ailleurs. Parrainé par Moscou et Washington et soutenu par Paris, le projet de conférence de paix a été baptisé « Genève 2 », en référence au som-

met russo-américain de juin 2012, dans la même cité suisse, qui avait débouché sur un plan de sortie de crise mort-née. Des émissaires de Bachar Al-Assad et de la rébellion à la même table ? Rien n'est pour l'instant garanti, même si le régime syrien a annoncé dimanche qu'il était disposé à participer à cette nouvelle initiative de paix.

La nécessité de mettre toutes les chances de leurs côtés et de ne pas donner à Damas une excuse pour torpiller la conférence justifie en tout cas, du point de vue des chancelleries occidentales, de faire profil bas sur la question des armes chimiques. Cet impératif a offert un répit à Barack Obama, qui n'est plus confronté qu'à des pressions très modérées pour s'engager plus avant dans le dossier syrien. Genève 2 devait d'ailleurs être au menu du dîner prévu lundi 27 mai, dans un restaurant parisien, entre le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, et ses homologues américain et russe, John Kerry et Sergueï Lavrov.

Selon un diplomate occidental, la discrétion du camp anti-Assad vise aussi à éviter de paniquer les populations civiles. En marge de discussions sur le texte qui pour-

rait être soumis à la conférence, les directeurs politiques (diplomates de haut rang) du P3 (Etats-Unis, France et Royaume-Uni), réunis le 16 mai à Washington, ont planché sur l'hypothèse d'une urgence sur le front des armes chimiques. Comment sécuriser les dépôts en cas d'effondrement subit du pouvoir central ? Comment les détruire – une opération extrêmement lourde, qui nécessite une expertise très pointue ? Ces questions suscitent de nombreuses inquiétudes et alimentent la prudence en haut lieu. « Ne serait-ce que pour localiser tous les stocks, nous avons besoin des Russes, qui ont encore des canaux de communication avec les officiers supérieurs syriens », fait remarquer un diplomate.

Pendant ce temps, la commission d'enquête de l'ONU, confiée au Suédois Ake Sellström, fait du surplace. Parce que Ban Ki-moon, soutenu par les Français et les Britanniques, insiste pour qu'elle accède à au moins trois sites, Damas, intéressé uniquement par l'incident de Khan Al-Assal, fatal à une dizaine de ses soldats, refuse de la laisser rentrer en Syrie. Seule une petite partie de la quinzaine de chimistes, experts en munitions et médecins qui la composent, est encore présente à Chypre, où ils avaient atterri initialement, dans l'attente du feu vert syrien. Les autres sont

gent notamment des médecins et des réfugiés installés dans des pays voisins, qui ont été témoins de

potentielles attaques chimiques. Selon le site Internet américain *The Daily Beast*.com, le département d'Etat américain travaille en coulisses pour identifier ces personnes-clés et les faire venir en Turquie.

Les enquêteurs savent que leur temps est compté. Plus ils tardent à accéder aux sites, moins les éléments recueillis seront probants. Et quand bien même ils parviendraient à se rendre sur les lieux et à corroborer l'utilisation d'armes chimiques, il leur sera sans doute difficile de prouver d'où venait le tir. Leur mandat, d'ailleurs, ne le leur demande pas. Il consiste juste à établir scientifiquement l'emploi d'armes toxiques. ■

BENJAMIN BARTHE,
ALEXANDRA GENESTE (NEW YORK)
ET CORINE LESNES (WASHINGTON)

Les chancelleries occidentales font profil bas afin de ne pas donner à Damas une excuse pour torpiller la conférence de paix

repartis à La Haye, où siège l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Faute de pouvoir accéder au terrain, les enquêteurs passent au crible toutes les informations disponibles en dehors de la Syrie. Ils interro-



In Syria's shadow, Iraq violence presents new test for U.S.

May 25, 2013 / By Warren Strobel / (Reuters)

WASHINGTON - Saddled with Middle East problems ranging from Iran to Syria and beyond, President Barack Obama now faces one that is both old and new: Iraq.

Unresolved sectarian tensions, inflamed by the raging civil war in neighboring Syria, have combined to send violence in Iraq to its highest level since Obama withdrew the last U.S. troops in December 2011, U.S. officials and Middle East analysts say.

A Sunni Muslim insurgency against the Shi'ite-led Baghdad government has also been reawakened. The insurgents' defeat had been a major outcome of then-President George W. Bush's troop "surge" in 2007.

The deteriorating situation - largely overshadowed by a Syrian civil war that has killed 80,000 people - has prompted what U.S. officials describe as an intense, mostly behind-the-scenes effort to curb the violence and get Iraqis back to political negotiations.

The United States spent hundreds of billions of dollars and lost nearly 4,500 soldiers during an eight-year war to try to bring a semblance of democracy to strategically placed, energy-rich Iraq.

But Iraqis have failed to agree on a permanent power-sharing agreement, threatening the country's long-term stability.

Vice President Joe Biden, who has been Obama's point man on Iraq, called Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki, Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani and Osama Nujayfi, the head of Iraq's parliament, in a round of calls on Thursday and Friday, the White House said.

To Maliki, the vice president "expressed concern about the security situation" and "spoke about the importance of outreach to leaders across the political spectrum," Biden's office said in a statement on Friday.

U.S. diplomacy is aimed in part at persuading Maliki, a Shi'ite, and his security forces not to overreact to provocations. Maliki's opponents accuse him of advancing a sectarian agenda aimed at marginalizing Iraq's minorities and cementing Shi'ite rule.

The latest uptick in violence began in late April at a Sunni protest camp in Hawija, near the disputed city of Kirkuk, where a clash between gunmen and Iraqi security forces killed more than 40 people.

A U.S. official said the Obama administration was "very actively engaged" after the Hawija clash in preventing a further escalation, when Iraqi forces surrounded insurgents who had seized control of a nearby town. Washington urged the Iraqi forces not to go in with massive firepower, and the stand-off was settled through a deal with local tribal leaders.

"I don't want to exaggerate our influence, but this is the kind of stuff we do behind the scenes," said the official, who spoke on condition of anonymity. "When there is a real crisis, they all run to us. ... We're a neutral party."

Others say Washington's influence in Iraq, which began waning even when U.S. troops were still there, has plummeted.

"What is lacking is the lack of confidence of trust among the politicians," Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari told CNN on Tuesday. "And we have lost the service of an honest broker. Before, it used to be the United States."

'ZOMBIE INSURGENCY'

Most worrying to U.S. officials and analysts who follow Iraq closely is the rebirth of the Sunni insurgency and of groups such as al Qaeda in Iraq, thought to be behind lethal suicide bombings aimed at reigniting civil conflict.

"What you're really looking at here is a kind of zombie insurgency - it's been brought back to life," said Michael Knights of the Washington Institute for Near East Policy, who has studied Iraq for years and travels there frequently.

By his count, violent incidents have escalated to about 1,100 a month from 300 monthly at the end of 2010.

After the Hawija clashes, the U.S. official said, "For the first time really in a few years, we saw people with their faces covered and RPGs (rocket-propelled grenades) and heavy weapons, coming into the streets in a very visible way."

The official called the increase in suicide bombings by al Qaeda in Iraq "very concerning," adding that such sophisticated insurgent groups could "wreak havoc" on political efforts to solve the conflict.

"I wouldn't call it a strategically significant increase, yet," the official said of the violence. "We're in this post-civil war, pre-reconciliation interregnum, gap, period, in which Iraq can tilt either way."

The setbacks in Iraq have revived criticism from those who opposed Obama's decision to withdraw all U.S. troops from the country, rather than leave behind a residual force. The White House has said it could not secure political agreement from Iraq's Sunni, Shia and Kurds for a law allowing a continued troop presence.

At a Senate hearing last month, Senator John McCain, who opposed the troop withdrawal, asked Assistant Secretary of Defense Derek Chollet how things turned out in Iraq. McCain, an Arizona Republican, cited Obama's dictum that "the tide of war is receding."

"I think Iraq is more stable today than many thought several years ago," Chollet replied.

"Really? You really think that?" McCain pressed. When Chollet said he did, the senator shot back, "Then you're uninformed."

The violence, which includes confrontations stemming from the Sunni protest movement, near-daily car bombings and attacks on mosques, is nowhere near the level of Iraq's 2006-2008 civil war.

Still, Kenneth Pollack, a former CIA and White House official now at the Brookings Institution's Saban Center for Middle East Policy said: "I think we're going to see great sectarian violence. The question is, how bad does it get?"

SYRIA IS 'AN ACCELERANT'

Syria's increasingly sectarian civil war, pitting mostly Sunni rebels against the government of President Bashar al-Assad, is not the prime cause of Iraq's troubles, officials and analysts said.

Iraq's failure to find a stable power-sharing deal among the country's ethnic and sectarian groups is to blame, they said. Iraq's Sunnis, ascendant during dictator Saddam Hussein's rule, feel excluded and threatened, and started staging protests in December.

But Syria's war "is an accelerant" in Iraq, Pollack said

"We're seeing both Shia and Sunnis going over to fight" in Syria, the U.S. official said. "It's kind of encouraging this sectarian polarization in a way."

Iraqis often experience the Syrian conflict via YouTube video clips, he said.

Sunnis see the violence perpetrated by Assad's government, dominated by members of the Alawite sect, an offshoot of Shia Islam, he said. Iraq's Shia see often gruesome excesses perpetrated by the rebels.

"They're seeing two entirely different parallel universes," the official said. ●

Kurdish guards fear for jobs and lives when Turkey and PKK make peace

Paramilitaries reviled by compatriots face losing their livelihoods and possibly their lives if Ankara cuts them adrift at end of war

CONSTANZE LETSCH

Sitting in front of a small stone cabin on top of a hill overlooking green valleys, with the snow-capped Hakkari mountain range in the background, two men in camouflage uniforms are busy making tea. An AK-47 leans against the wall.

"We are optimistic about the peace process, but we are worried about what will become of us," said Mustafa Can.

His anxiety stems from his 12 years as a foot soldier in Turkey's "village guard" system, a huge force of mainly Kurdish paramilitaries created almost 30 years ago by the Turkish state to patrol Kurdish settlements of the south-east.

With the conflict winding down and a young and fragile peace process under way between Ankara and the rebel fighters of the PKK, the Kurdistan Workers' party, the fate of the units is one of the biggest issues in the long-running Turkish-Kurdish conflict.

There are huge numbers of them – 50,000 on the government payroll, and half as many again who serve as unpaid volunteers. Few have any certainty as to what the future holds for them. Many fear they will lose their livelihoods. Some speak of retribution that might follow if they are disbanded and disarmed.

Can said he had little choice but to become a guard. "Most of the men in our village became village guards in the 1990s. There were no jobs here, and the Turkish army threatened those who didn't want to take up arms against the PKK."

In April, the pro-Kurdish BDP party proposed the abolition of the system as part of efforts towards the settlement of the Kurdish issue, but so far the government has not addressed the problem. Despite the ongoing peace negotiations and the start of a PKK withdrawal this month, the militiamen are still standing watch in the mountains and alongside roads in Hakkari province.

Yildirim Öztepe, head of the units in the Yüksekova region, said that he wanted to serve as an armed guard to protect his family and his property, but underlined that the vast majority of those in his 2,000-strong association took up the job for economic reasons.

"There is no industry here, and agriculture died during the 30-year-old



A funeral service in Hakkari province, Turkey, for three pro-government village guards, killed in fighting against Kurdish rebels. Photograph: Burhan Ozbilici/AP

conflict," he said. "We need to feed our families, too."

Paid guards earn about 820 Turkish lira (£295) a month, but do not receive any social security benefits and only limited health care. Many, being Kurds, are seen as traitors and opportunists – as enemies worse than the Turkish security forces. The PKK reportedly hanged some of the paramilitaries, their mouths stuffed with banknotes. "Other Kurds call us donkeys and say that our blood is dirty. The government ignores our demands for more social rights," Öztepe said. "We are the stepchildren of this country, and of this conflict."

Some have also been accused of human rights abuses.

"Village guards first wounded and then burned my son alive, dragged his dead body behind a car and left it to the dogs," said a Kurdish woman from a mountain village close to the Iranian border.

"I hate the village guards more than I hate Turkish soldiers, and if I could find those who did this, I would kill them myself."

Since the peace talks between Turkey and jailed PKK leader Abdullah Öcalan began last October, village guards have repeatedly expressed their concerns about possible retaliation.

According to the Turkish Human Rights Association, units have often prevented displaced Kurds from returning to their villages. More than 5,000 guards

have also faced charges of aiding the PKK, kidnapping, smuggling, theft and rape, since the system was put in place in 1985. Criticism increased when a group killed 54 guests at a wedding in Mardin province four years ago after a family dispute, with weapons supplied by the Turkish state.

Vahit Demir, a former PKK member from a village close to the Iranian border, thinks that the system made the Kurdish-Turkish conflict bloodier. "The state pitched brother against brother. If it hadn't been for the village guards, this conflict would have never reached this intensity," he said. But he insisted that there would be no attempts at revenge: "All we want is peace. Nobody has an interest in prolonging this war."

In a mountain village in Hakkari, a group of men voiced their worries about the future. "We would be happy to put down our arms," said Necati Yildiz, a guard since 1998. "But we need to receive the social security and pay that other state employees receive. Nobody in Hakkari would employ a former village guard. How are we supposed to support our families?"

Yildiz added: "We were used as propaganda tools by the Turkish state. It looked good to have Kurds fighting against the PKK."

He admitted that militias had been involved in human rights abuses, but said they were caught between a rock and a hard place: "The army ordered us to fight against the PKK. When we refused,

☞ they accused us of being terrorists. For fear of government reprisals, we accepted."

According to official figures, nearly 2,000 village guards have been killed since 1985, fighting the PKK. At the height of the conflict in the 90s, armed rebels often targeted whole families and villages. Kidnappings were common.

"We are talking about an enormous paramilitary force, an irregular army in a sense," said Emma Sinclair-Webb, senior Turkey researcher for Human Rights

Watch. "And the village guards are probably the most unaccountable force in this conflict. It's a system that pits one part of the population against another.

"In addition to being involved in counter-terrorism operations, they have often also exploited their position as guards to occupy land that has been evacuated [as part of Turkey's scorched earth policy]."

The Hakkari men agreed that lasting peace was now the most important goal, but added that their rights should not be

disregarded.

"We, both as Kurds and as village guards, paid a high price for this peace. After all these years, we need to be part of the peace process also," Yildiz said. "The government cannot just ignore us. They need to realise that a hungry man is a hundred times more dangerous than any PKK fighter." ♦

TODAYS ZAMAN

30 May 2013

YAVUZ BAYDAR
y.baydar@todayszaman.com



Despite mistrust, 'yes' to Kurdish peace

The most remarkable experience in journalism I have seen lately is that of Hasan Cemal, who defied his age of 69 by spending 10 days observing Kurdistan Workers' Party (PKK) units withdrawing from Turkey to Iraqi Kurdistan.

He filed his last report yesterday on the independent news site T24.

Our veteran colleague had been "forced to leave" the Milliyet daily for defending good, honest journalism by order of the proprietor with consent of its editor.

The end product of this adventurous coverage at a historic turning point in modern Turkey's history is noteworthy in several respects: He was given unique access to meet the entire PKK command, he humanized many of the PKK's militants by bringing up their own painful personal stories and he successfully captured the mood of the peace process from a different vantage point.

Perhaps it should come as no surprise that his articles have not been found to be newsworthy; the media here have entirely chosen to ignore them by looking the other way. It tells more about the current sad state of media affairs than the uncertainties enveloping the settlement process itself.

A female PKK rebel, Seyda, 40, pointedly said to Cemal: "The Turkish people are now paying a dear price for this distortion of the situation -- the media being the tool of the Turkish state. By hiding the

truth, they have kept the Turkish people in the dark. If they resist the peace at all now, it is because of this."

Cemal explains in an article the reasons why he took on the physical challenges of climbing the mountains of Iraq. "For peace, to witness the silencing of the guns and the burying of weapons and to no longer hear the news of deaths," he writes.

It has been a long and winding road. The talks between the government and the PKK go back as far as 2005 when the civilian government sidelined the military to talk directly to Abdullah Öcalan, jailed leader of the PKK. On and off, these talks continued, crashed and restarted. The saddest part being of course, the hardline deviation from the path of peacemaking from 2011-13, causing 3,000 casualties -- a huge number in the conflict.

But, as of today, as the pullout continues with more than 10 units already having passed into Iraq, a rather optimistic picture emerges from his articles. In my conversation yesterday, he summarized it for me. "The hope of peace has flourished so much on all sides that it is very difficult to return to arms," he said.

Having read his series of articles, I find it noteworthy to highlight the following points:

The withdrawal can be finished as soon as July. But concerns remain over the village guards, the building of new military posts and Herons.

"Why does the state hurry to build 48 new military posts in Diyarbakir and 22 in Dersim?" a leader asks. "And there are clear village guard gang formations in the Bitlis, Uludere and Silvan areas."

An agreement "on paper" does not exist. Therefore, the process has high risks, as Ankara has not declared a ceasefire. Thus, there is great caution due to memories of 1999 when the PKK lost 500 militants. "Why do we withdraw?" is a shared question, frequently expressed. But the difference this time is that all of them believe that Öcalan is more actively involved in the management of the process.

But, they stand between an "exaggerated optimism" and "hyped up pessimism." One commander said: "We put the weapons aside for the time being; it does not mean that we lay them down for good." The mistrust of the Turkish state is too deep.

Now, their eyes are on reforms. For this they expect the support of the Alevi and other communities. For them the solution of the Kurdish problem is equal to all of Turkey's democratization. There is concern, though, about why the reform steps have been delayed. "The Anti Terror Law means emergency rule to us," said one. They support the idea of a Truth and Reconciliation Commission, adding that the PKK is also ready to repent for its past mistakes.

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan is both a source of hope and mistrust. They expect him to be courageous, so that the process is irreversible. And, they say they expect a constitution that -- depending on its "democratic" content -- may include a presidential system, but must guarantee the recognition of ethnic identities and faiths and diversity.

□ □ □

Guerre des clans au sommet de l'Etat turc

La lutte d'influence reprend entre le premier ministre Erdogan et les adeptes de la confrérie Gülen

PASSÉ INAPERÇU



Istanbul, correspondance

Le récent voyage du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, aux Etats-Unis, à la mi-mai, a remis la question à l'ordre du jour : le chef du gouvernement allait-il rendre visite à Fethullah Gülen, guide spirituel d'une puissante confrérie islamique turque, réfugié outre-Atlantique depuis 1998 ? Il n'a finalement pas fait le déplacement en Pennsylvanie, où s'est retiré l'ancien imam et prédicateur, supposé être à la tête de plusieurs millions d'adeptes et d'un vaste réseau d'écoles, de centres culturels et d'entreprises à travers le monde. Mais il a dû s'en expliquer au cours de sa conférence de presse à Washington. « Rien n'empêche une telle rencontre », a-t-il répondu sèchement aux journalistes. Les chroniqueurs de la vie politique turque décrivent pourtant, depuis trois ans, une rivalité croissante entre l'appareil du Parti de la justice et du développement (AKP), fondé par M. Erdogan et au pouvoir depuis 2002, et le mouvement Gülen, qui l'a longtemps soutenu.

Camouflet supplémentaire pour le premier ministre, le numéro deux du gouvernement turc, Bülent Arinç, s'est, lui, rendu en Pennsylvanie, au moment où M. Erdogan était reçu par le président Obama, pour recueillir les recommandations du penseur musulman, qui compte parmi les plus influents. Les deux hommes se sont rencontrés il y a

quarante ans – à l'époque, Fethullah Gülen prêchait dans une mosquée d'Izmir. « Nous avons parlé pendant trois heures de la Turquie et du monde. Il prie pour Tayyip Erdogan, a rapporté M. Arinç à son retour, niant toute concurrence avec le pouvoir politique. Il a demandé au gouvernement d'être plus prudent, plus vigilant sur les questions nationales et régionales, en particulier quant au langage que nous employons. » M. Erdogan, connu pour ses coups de sang, a dû apprécier.

Les tensions entre l'entourage du premier ministre et les membres influents de la confrérie se sont accentuées ces derniers mois. A l'approche de la présidentielle prévue pour 2014, les divergences se font jour. « Le mouvement a été plutôt "colombe" à l'égard de l'Occident, et d'Israël et plutôt "faucon" contre l'Etat profond turc et contre le PKK », résume

Mustafa Akyol, chroniqueur, qui se qualifie de « libéral musulman », au quotidien *Star*.

Les négociations entre la guérilla kurde et le chef des services de renseignement turcs (MIT), Hakan Fidan, et le retrait annoncé des rebelles du sol turc ont été accueillis avec le plus grand scepticisme par les proches du réseau Gülen. Ainsi, Emre Uslu, chroniqueur au journal *Taraf* et ancien de l'Académie de police, spécialiste de l'antiterrorisme, tire à boulets rouges sur la tentative de dialogue. Le mouvement Gülen gagne en influence dans la hiérarchie de la police et de la justice, tandis que le patron du MIT est un proche de Tayyip Erdogan. Entre la police et le contre-espionnage, une guerre du renseignement fait rage. L'attentat de Reyhanli, près de la frontière avec la Syrie, qui a fait 51 morts le 11 mai, a encore renforcé leur rivalité.

Fethullah Gülen, guide islamique et exilé volontaire en Pennsylvanie (Etats-Unis) depuis 1998.

JULIE PLATNER/REDUX-REA

« Le mouvement a été plutôt "colombe" à l'égard de l'Occident et d'Israël, et plutôt "faucon" contre l'Etat profond turc et le PKK »

MUSTAFA AKYOL

chroniqueur au quotidien « Star »

Sur les relations avec Israël, qu'il souhaite pacifiées, ou avec l'Iran, qu'il critique ouvertement, comme sur l'Europe, les droits de l'homme et la liberté de la presse, M. Gülen fait entendre sa différence par rapport à M. Erdogan. Le système présidentiel que ce dernier veut bâtir pour 2014 ne plaît guère au mouvement qui pourrait être tenté de lui préférer un autre candidat pour la présidence de la République. Abdullah Gül, l'actuel occupant du palais de Cankaya, pourrait avoir les faveurs de l'imam de Pennsylvanie. En revanche, un retour en Turquie ne semble pas d'actualité. « Il pourrait revenir en 2015 », a lancé Hüseyin Gülerce, membre du premier cercle autour de Gülen. ■

GUILLAUME PERRIER

« L'Agonie d'un peuple », rare témoignage d'un rescapé, paraît en même temps qu'une enquête sur les séquelles de la tragédie

Traces du génocide arménien

JEAN-LOUIS JEANNELLE

L'humanité ne peut plus vivre avec, dans sa cave, le cadavre d'un peuple assassiné. Cette phrase, par laquelle Jaurès dénonçait le massacre d'Arméniens dans l'Empire ottoman, fut prononcée en 1897, soit dix-huit ans avant l'extermination de près d'un million et demi d'Arméniens survenue entre avril 1915 et juillet 1916. À l'heure actuelle, si ce génocide arménien a été reconnu par la France en 2001, la loi ne punit toujours pas sa négation (en dépit d'un projet de loi en 2011). Parce que nous manquons de preuves ? Non : à ceux qui s'interrogent sur les faits, *Le Génocide des Arméniens* (Odile Jacob, 2006), de Raymond Kévorkian, ou *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque* (Denoël, 2008, rééd. « Folio », 2012) de Taner Akçam (l'un des premiers universitaires turcs à reconnaître le génocide) apportent toutes les réponses nécessaires.

Les deux ouvrages qui paraissent aujourd'hui ne visent pas à prouver quoi que ce soit ; ils se situent en deçà ou au-delà des faits survenus. La parole du témoin précède, en effet, toute recherche historique. La publication de *L'Agonie d'un peuple* est exceptionnelle à plus d'un égard : paru en 1917 dans un journal arménien, ce récit, qui n'est autre que le premier long témoignage d'un rescapé, n'avait jamais été traduit. Qui en est l'auteur ? S'agit-il d'Hayg Toroyan, Arménien originaire d'Alep qui parvint à survivre en se faisant passer pour un Arabe chrétien grâce à l'aide d'un officier allemand (alors que celui-ci était officiellement allié des Turcs) et qui fut le spectateur terrifié d'innombrables massacres durant l'année 1915 ? Ou de Zabel Essayan, grande figure de la littérature arménienne, qui tira des souvenirs de Toroyan un texte qu'elle signa de son nom ? Cette question est au cœur de ce que le traducteur et auteur de la postface, Marc Nichanian, nomme le « dilemme du témoin », à savoir cet écart entre le sujet de l'expérience et le sujet du récit. Les paradoxes s'accroissent : *L'Agonie d'un peuple* visait à dénoncer le crime du gouvernement Jeunes-Turcs ; pourtant, il fut rédigé en arménien – écrire dans la langue du survivant ou s'adresser à la conscience universelle, lui fallut choisir.

Mais le plus étonnant tient peut-être à l'écart entre l'horreur des scènes décrites et la réaction d'Hayg Toroyan : c'est lui qui dut prendre soin de l'officier allemand, habité par la volonté de « témoigner après la guerre de tous ces actes barbares », mais peu à peu gagné par la folie – cet officier finira d'ailleurs par se pendre afin d'échapper au cauchemar !

L'AGONIE D'UN PEUPLE, de Hayg Toroyan et Zabel Essayan, traduit de l'arménien par Marc Nichanian, Classiques Garnier, 212 p., 24 €.

LA TURQUIE ET LE FANTÔME ARMÉNIEN. SUR LES TRACES DU GÉNOCIDE, de Laure Marchand et Guillaume Perrier, Actes Sud-Solin, 256 p., 23 €.

Politique d'amnésie

Si le témoignage est une parole incarnée se déployant dans le sillage immédiat de l'extermination, bien avant qu'interviennent les historiens, la passionnante enquête menée par Laure Marchand et Guillaume Perrier (qui écrivent sur la Turquie, la première pour *Le Figaro*, le second pour *Le Monde*) porte sur les répercussions contemporaines de l'événement. *La Turquie et le fantôme arménien* s'ouvre sur une rencontre avec la communauté d'exilés installés à Marseille et s'achève par le portrait de quelques Justes turcs ayant sauvé la vie d'Arméniens.

Entre les deux se déploie un étonnant tableau de toutes les manières dont traumatisme, négationnisme d'Etat, et lutte pour préserver la mémoire se mêlent aujourd'hui en Turquie. D'un côté,

l'amnésie collective longtemps imposée à la société turque, où l'évocation du génocide restait impensable, au point que certains des tortionnaires ont été élevés au rang de héros nationaux, que la plupart des citoyens ignorent l'ampleur des spoliations, et que l'on n'a pas hésité à élever le mémorial d'Igdir pour commémorer « le génocide des Turcs par les Arméniens »... De l'autre, des figures aussi étonnantes qu'Armen Aroyan, ancien ingénieur vivant en Californie qui a choisi de redécouvrir ses racines en Turquie, et organise depuis une vingtaine d'années des circuits sur mesure pour les descendants de rescapés. Mais aussi Hasan Cemal, journaliste très connu en Turquie, qui comprit assez tard que son grand-père, Djemal Pacha (l'un des trois pachas du triumvirat Jeunes-Turcs à la tête de l'Empire ottoman pendant la première guerre mondiale) était l'un des responsables du génocide, et qui a publié un ouvrage sur 1915.

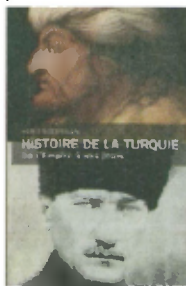
L'Etat turc voit arriver avec inquiétude la célébration du centenaire du génocide, en 2015. Mais l'espoir subsiste : la présence de 100 000 Turcs scandant : « *Nous sommes tous des Arméniens* », le 23 janvier 2007, derrière le cercueil du journaliste Hrant Dink, assassiné par un nationaliste turc, était un signe. Peut-être la société saura-t-elle secouer cette politique d'amnésie sur laquelle continue à reposer sa vie culturelle et politique. ■

Sans oublier

Turquie dissidente

Ni islamiste ni nationaliste, la Turquie est « gökalpienne », soutient Hamit Bozarslan, directeur de recherche à l'EHESS, dans son *Histoire de la Turquie*. « Gökalpienne » ? Ziya Gökalp (1876-1924) est l'un des théoriciens du comité Union et Progrès, responsable de la révolution de 1908, de l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés de l'Allemagne en 1914 et du génocide des Arméniens de 1915. Devenu la référence des islamistes de l'AKP au pouvoir à Ankara, Gökalp est l'auteur d'une synthèse sur l'identité nationale, fondée sur la turcité, l'islamité et l'occidentalité. L'ouvrage de ce jeune historien, considéré en Europe comme l'un des meilleurs spécialistes, rompt avec les lieux communs d'une Turquie carrefour des intérêts stratégiques des puissances. Sans tabou ni complaisance, il se singularise par son approche sociologique, sa méthode comparatiste et ses références bibliographiques. Et défend l'idée que l'historiographie turque est en train d'accoucher d'une dissidence, dont il se revendique lui aussi. Ce courant, héritier des idéaux de liberté, tire aujourd'hui la sonnette d'alarme sur le tournant autoritaire de l'AKP en 2012 et l'émergence d'une nouvelle pensée officielle, basée sur la grandeur du passé ottoman et la promesse d'un avenir puissant. ■ Gaïdz Minassian

► *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, de Hamit Bozarslan, Tallandier, 591 p., 26,90 €.



Vers une interdiction de l'alcool en Turquie?

Guillaume Perrier
Aufildubosphore
<http://istanbul.blog.lemonde.fr>

Pourra-t-on encore tranquillement siroter un verre en regardant défiler les navires sur la mer ou faire tinter les verres de raki sur les terrasses d'Istanbul ? Contrairement aux craintes exprimées par une partie de la population turque, la consommation d'alcool n'est pas (encore) interdite. Mais le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir a franchi un nouveau pas dans la stigmatisation des "buveurs".

Vendredi soir 24 mai, un projet de loi a été adopté au Parlement pour restreindre la vente et la

publicité de marques de boissons alcoolisées. Il sera désormais interdit de vendre de l'alcool dans un rayon de 100 mètres autour d'un lieu de culte (mosquées, églises, synagogues) ou autour d'un établissement à vocation éducative. Ce qui limite sérieusement le périmètre, comme en témoigne ce plan de Beyoglu, le cœur de la vie nocturne d'Istanbul.

Interdite également, la vente dans les boutiques, entre 22 heures et 6 heures du matin... Autre conséquence, la publicité pour des boissons alcoolisées sera interdite à la télévision, sur des campus universitaires... Comme pour la cigarette, les diffuseurs devront faire dis-

paraître des écrans télévisés tout verre d'alcool ou bouteille de bière, en les recouvrant pudiquement. Sous peine d'amende.

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a justifié la mesure en défendant une société turque "saine". "Nous ne voulons pas d'une génération sacrifiée", a-t-il lancé. Déjà, en avril, il avait provoqué un tollé en soutenant que l'ayran, devait être la boisson nationale. Le raki est souvent considéré comme tel. Eu égard à l'amour immodéré que lui portait Atatürk, le fondateur de la République, M.Erdogan avait prononcé ce discours au cours d'un symposium consacré aux

politiques de lutte contre l'alcool, organisé par le Croissant-Vert, une organisation caritative islamique.

Les taxes exorbitantes et le prosélytisme moralisateur des autorités ont déjà largement restreint la consommation d'alcool en Turquie. La compagnie aérienne Turkish Airlines a ainsi pris l'initiative, zélée, de supprimer le service de boissons alcoolisées sur certaines lignes. Les licences sont de plus en plus difficiles à obtenir et la pratique, courante dans les petites villes d'Anatolie, qui oblige les consommateurs à se cacher pour boire un verre, gagne du terrain. Plus de 80% des Turcs disent ne jamais boire d'alcool, un chiffre en hausse. La consommation moyenne par habitant est de 1,5 l d'alcool par an. Dix fois moins qu'en France. ■

Onze morts dans des combats entre rebelles syriens et kurdes à Alep

AFP

BEYROUTH, 26 mai 2013 (AFP)

ONZE REBELLES syriens ont été tués samedi soir dans le nord de la Syrie dans des combats avec des rebelles kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a rapporté dimanche une ONG.

"Des combats ont eu lieu hier soir à Aqaiba, dans la région d'Ifrine, entre les membres des comités de protection du peuple kurde (YPG), bras armé du PYD, faisant onze morts et vingt blessés" parmi les rebelles syriens, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Un membre des YPG d'Aqaiba a affirmé à l'AFP que "les combats ont débuté lorsqu'un groupe armé de Liwa al-Tawhid (proche des Frères musulmans) a envahi notre village, en exigeant de prendre le contrôle d'un barrage tenu par l'YPG".

"Ils reprochaient aux combattants de l'YPG de faciliter le passage des habitants de Nubel", un village à majorité chiite distant de quelques km et encerclé par les rebelles.

Après le refus des combattants kurdes d'obtempérer, des combats ont commencé au cours desquels un commandant rebelle et six de ses hommes ont été tués, selon lui. Les membres de Liwa al-Tawhid ont "bombardé à partir de Ziyara durant toute la nuit, puis la situation s'est calmée. Nous avons eu des blessés", a-t-il dit.

Dans la même région, quelques jours auparavant, des affrontements similaires avaient eu lieu autour d'un barrage installé par les rebelles syriens, au sud de la ville de Koubari, a indiqué en outre l'OSDH sans préciser le nombre des victimes.

Les relations ont souvent été tendues entre les rebelles et les organisations kurdes, qui essaient d'empêcher les insurgés d'entrer dans leurs régions. Cependant, récemment, des combattants kurdes s'étaient alliés avec les rebelles dans certaines régions, notamment dans le quartier de cheikh Maqsoud à Alep (nord).

Selon l'OSDH, les violences à travers la Syrie ont causé la mort samedi de 147 personnes: 32 soldats, 26 civils, 79 rebelles, ainsi que 10 membres du Hezbollah libanais combattant dans la ville stratégique de Qousseir (ouest) aux côtés de l'armée syrienne. ○

AFP

Les Kurdes de Syrie veulent participer à "Genève 2"

ISTANBUL, 26 mai 2013 (AFP)

LES KURDES DE SYRIE veulent participer à la conférence internationale de paix dite "Genève 2", que ce soit dans les rangs de la Coalition nationale de l'opposition syrienne ou en dehors, ont affirmé dimanche à l'AFP des représentants de la principale plateforme politique kurde syrienne.

"Nous voulons aller à Genève, nous l'avons dit aux Américains, aux Français, aux Britanniques, aux Allemands", a déclaré Bahzad Ibrahim, venu à Istanbul

assister au nom du Conseil suprême kurde à une réunion de la Coalition, qui regroupe les principaux acteurs de l'opposition syrienne.

"Nous voulons y aller, soit comme membres de la Coalition soit en tant que Conseil suprême kurde", a indiqué Sherwan Ibrahim, membre de la même organisation.

La Coalition nationale de l'opposition syrienne est réunie depuis jeudi à Istanbul pour débattre de sa participation à des négociations avec le régime du président Bachar al-Assad pour mettre fin au conflit qui ensanglante la Syrie depuis plus de deux ans. →

→ Les Etats-Unis et la Russie sont à l'origine de cette initiative, pour laquelle Moscou a annoncé jeudi que Damas avait donné son accord de principe.

Mais les débats entre membres de l'opposition piétinent à Istanbul, certains opposants imputant cet échec à une guerre d'influence entre puissances régionales qui tentent de faire entrer leurs alliés syriens respectifs dans la Coalition avant tout débat sur une participation à Genève 2.

Dimanche, les membres de la Coalition ont repris leurs débats pendant une heure et demie, sans parvenir à s'entendre et à procéder à un vote sur l'entrée de nouveaux membres, a indiqué une porte-parole de la Coalition.

Depuis le début de la révolte syrienne, les Kurdes (10% de la population), présents dans le Nord, ont tenté de garder leurs régions à l'abri des violences. A l'été 2012, l'armée régulière s'en est retirée sans combats.

Si les kurdes sont hostiles au pouvoir qui les a réprimés pendant des décennies, ils ont essayé aussi d'empêcher les rebelles de pénétrer dans leurs régions pour éviter des représailles des troupes régulières, suscitant des soupçons de collusion avec le régime.

Le Conseil suprême kurde, né en juillet 2012 d'un rapprochement entre le Parti de l'union démocratique (PYD), proche des rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et le Conseil national kurde (KNC), refuse

d'intégrer la Coalition tant que celle-ci n'aura pas reconnu dans ses statuts l'existence et les droits de la minorité kurde de Syrie.

Cette demande avait peu de chance d'être entendue lors de la réunion d'Istanbul, selon Bahzad Ibrahim, qui représente aussi le KNC.

"Des considérations de politique internationale et régionale décident de l'ordre du jour et nous excluent de cet ordre du jour", a-t-il estimé.

Interrogé sur les responsables de ce blocage, Sherwan Ibrahim, qui représente également le PYD, a désigné "la Turquie et certains membres de la Coalition qui ont une vision arabe, qui ne se sont pas libérés de la pensée" officielle nationaliste arabe du régime syrien.

Le membre de la Coalition Abdel Basset Sayda a pour sa part indiqué à l'AFP que celle-ci ne serait pas hostile à la participation d'une délégation kurde aux éventuelles négociations de Genève 2.

"Nous ne serions pas contre la présence d'une délégation kurde représentant le Conseil suprême kurde aux pourparlers, dès lors que la Coalition est définie comme représentant et assurant la coordination de l'opposition à ces négociations", a déclaré M. Sayda. ○

AFP

Syrie: combats entre rebelles et kurdes dans deux localités du nord

BEYROUTH, 26 mai 2013 (AFP)

DES COMBATS ONT éclaté dans deux localités du nord de la Syrie entre rebelles et combattants kurdes, au moment où une délégation kurde anti-régime annonçait à Istanbul son désir de participer à la conférence de paix dite "Genève 2".

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), des combats ont eu lieu dimanche à Rass al-Ain, une localité frontalière avec la Turquie, entre les rebelles et des comités de protection du peuple kurde (YPG).

"Cela faisait suite à une attaque la veille contre un poste d'YPG par les (jihadistes) du Front al-Nosra et l'enlèvement de certains de ses membres par les kurdes", a ajouté l'OSDH, qui bénéficie d'un large réseau d'informateurs et de militants à travers le pays.

Par ailleurs, selon l'OSDH, onze rebelles syriens ont été tués samedi soir dans le nord de la Syrie lors de combats avec des rebelles kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Des affrontements ont eu lieu hier soir à Aqaiba, dans la région d'Ifrine, entre des YPG, bras armé du PYD, faisant onze morts et vingt blessés" parmi les rebelles syriens, a précisé l'organisation.

Un membre des YPG d'Aqaiba a affirmé à l'AFP que "les combats ont débuté lorsqu'un groupe armé de Liwa al-Tawhid (proche des Frères musulmans NDLR) a envahi notre village, en exigeant de prendre le contrôle d'un barrage tenu par l'YPG".

"Ils reprochaient aux combattants de l'YPG de faciliter le passage des habitants de Nubel", un village à majorité chiite distant de quelques km et encerclé par les rebelles.

Après le refus des combattants kurdes d'obtempérer, des combats ont commencé au cours desquels un commandant rebelle et six de ses hommes ont été tués, selon lui. Les membres de Liwa al-Tawhid ont "bombardé à partir de Ziyara durant toute la nuit, puis la situation s'est calmée. Nous avons eu des blessés", a-t-il dit.

Dans la même région, quelques jours auparavant, des affrontements similaires avaient eu lieu autour d'un barrage installé par les rebelles syriens, au sud de la ville de Koubani, a indiqué en outre l'OSDH sans préciser le nombre des victimes.

"Nous travaillons sur ces problèmes mais nous il n'est pas clair si ces deux affaires sont liées", a déclaré Bahzad Ibrahim, venu à Istanbul assister au nom du Conseil suprême kurde à une réunion de la Coalition de l'opposition syrienne.

Les relations ont souvent été tendues entre les rebelles et les organisations kurdes, qui essaient d'empêcher les insurgés d'entrer dans leurs régions. Cependant, récemment, des combattants kurdes s'étaient alliés avec les rebelles dans certaines régions, notamment dans le quartier de cheikh Maqsoûd à Alep (nord).

Bahzad Ibrahim, qui représentait le Conseil suprême kurde, la principale plateforme kurde syrienne, à une réunion de la Coalition de l'opposition syrienne à Istanbul, a indiqué que les Kurdes de Syrie souhaitaient participer à la conférence internationale de paix dite "Genève 2", que ce soit dans les rangs de la Coalition, qui hésite encore à s'y rendre, ou indépendamment. ○

ZAMAN FRANCE jeudi 30/05/2013

Les Kurdes tirent leur épingle du jeu syrien

Par Redaction

Ce sont véritablement les Kurdes de Syrie qui ont le plus bénéficié du déclenchement de la guerre civile syrienne. Damas a rapidement abandonné la zone kurde de Syrie aux Kurdes du PYD (Parti kurde syrien allié d'Assad) car il n'avait pas les moyens de la protéger. En échange d'une relative autonomie, les Kurdes syriens empêchent les rebelles de prendre le contrôle de la région.

«Les combats entre Jebel an-Nosra et les Kurdes du PYD ont été très meurtriers», rappelle Fabrice Balanche, ajoutant que «les Kurdes attendent de voir de quel côté cela va pencher pour se positionner». Pour les spécialistes de la Syrie, les Kurdes préféreraient un Bachar al-Assad affaibli à une opposition arabe sunnite forte qui serait anti-kurde et soutenue par la Turquie qui est opposée à un territoire kurde en Syrie, sur le modèle du Kurdistan irakien. ■



E.U. unity on arms to Syria rebels starts to fray

BRUSSELS

France and Britain urge modifying embargo due to expire on Friday

BY JAMES KANTER AND NICK CUMMING-BRUCE

Against a backdrop of increasing Iranian and Hezbollah involvement in the war in Syria, Britain and France pulled away from European allies on Monday by urging that the European Union drop or modify an embargo to allow supplies of arms to the Syrian rebels battling President Bashar al-Assad.

After hours of talks, foreign ministers appeared deadlocked. With European sanctions due to expire on Friday, Britain pressed hardest for the Union to allow weapons shipments to the rebels in Syria. Austria, Sweden and the Czech Republic argued strongly that such shipments could scuttle diplomacy and prolong the bloodshed.

More than 70,000 people are said to have died in the Syrian civil war, now in its third year. The United States and Russia are working to hold a conference in Geneva to try to end the conflict. In Brussels, France supported Britain's position, while signaling a need for consensus.

"If we give the unfortunate spectacle of division, that would both undermine unity and reduce our leverage in future negotiations," Laurent Fabius, the French foreign minister, said as he left for Paris for talks on Syria with Secretary of State John Kerry and Sergey V. Lavrov, the Russian foreign minister.

On a day when *Le Monde*, the French daily, published a long report on the alleged use of chemical weapons against rebels on the outskirts of Damascus, the Syrian capital, Mr. Fabius said France was seeking to verify "increasingly strong evidence of localized use of chemical weapons" in Syria. He did not identify the forces using those weapons.

If European sanctions on Syria do lapse at the end of the week, Mr. Assad and his government may gain easier access to financing and weapons. A new deal could extend an existing freeze on Syrian bank assets and travel by top pro-Assad figures. A decision on the embargo, however, requires unanimity from all 27 E.U. members.

William Hague, the British foreign secretary, warned that failure to arm the rebels could further radicalize them.

"How long can we go on with people having every weapon that's ever been devised dropped on them while most of the world denies them the means to defend themselves?" Mr. Hague said. "That is creating extremism. It is radicalizing people."

Mr. Hague said that he would seek "common ground" with his European partners but added that "doing the right thing for Syria" was "more important than whether the E.U. is able to stick together on every detail of this."

One factor influencing the arms debate is the backing that the Assad government is receiving from its supporters. The number of Iranian arms flights to Damascus initially fell after Mr. Kerry raised U.S. concerns with Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki during a trip to Baghdad in March about the need to inspect Iranian planes crossing Iraqi airspace. But in early May, the pace of Iranian flights picked up, according to U.S. intelligence.

None of the foreign ministers commented in public about the latest developments in Syria. This month, Israeli airstrikes near Damascus drew a strong threat from the leader of Hezbollah, the powerful Lebanese militant group allied with Iran; Hezbollah forces have now openly sided with pro-Assad soldiers battling rebels in the western Syrian town of Qusayr.

Over the weekend, Hassan Nasrallah, the Hezbollah leader, declared that the fighting "is our battle, and we are up to it," his most direct embrace yet of the fight in Syria.

Ahmet Davutoglu, the Turkish foreign minister, said at a news conference before a separate meeting in Brussels on relations between Turkey and the European Union: "I definitely support the lifting of the arms embargo against the Syrian people. If we do not prevent this through the U.N. Security Council, at least we need to support the right of self-defense."

But the three proponents of maintaining an arms embargo remain skeptical. The Austrians, Swedes and Czechs distrust large parts of the Syrian opposition and fear that weapons will end up in the hands of jihadist groups and inflame fighting in the Middle East.

"I think the European Union has to hold the line," Michael Spindelegger,

"We are a peace community," an Austrian minister said, and sending weapons "would be a reversal of our policy."

the Austrian foreign minister, told reporters before the talks. "We are a peace community," and sending lethal weapons "would be a reversal of our policy," he said.

Austria also has warned that easing the embargo would endanger its country's troops who patrol the U.N. cease-

fire line in the Golan Heights, on the border between Israel and Syria.

Other governments, like the Dutch, said reaching a unified position was vital.

"We need to find some middle ground," Frans Timmermans, the Dutch minister of foreign affairs, said before the meeting. "Already now quite a lot of arms are going to the wrong hands, even with a European arms embargo."

But "if changing the arms embargo could send a clear message to Assad saying, you know, the other parties will also have access to arms if you don't go to Geneva to negotiate, then in that context changing the arms embargo could be a useful tool," he said.

Mr. Timmermans said he and his German counterpart, Guido Westerwelle, were part of efforts to reach a compromise. One possible agreement would involve easing the arms embargo if there is no progress at the planned talks in Geneva. Other elements of a compromise could involve limiting the types of weapons allowed, and which rebel groups may receive them.

"There are strong views in favor of trying to find a way that Europe can demonstrate not only that it is united but also that it has a good and strong position to take forward," said Catherine Ashton, the European Union's foreign policy chief, who sets the agenda for such meetings.

In Geneva, the United Nations' top human rights official said the world was failing to meet its obligations to victims of Syria's conflict, invoking the responsibility of governments to protect civilians of another country from war crimes, crimes against humanity and genocide.

"Appalling violations of the most basic human rights are occurring in Syria, and I fear that we in the international community are failing to meet our fundamental obligations to the victims," Navi Pillay, the U.N. high commissioner for human rights, said in an address opening a session of the Human Rights Council. "We have agreed that we have a duty to protect our fellow human beings — even if they are born in other countries, and even when they are being crushed by governments that have a claim to sovereignty over their territory."

Ms. Pillay urged states "to make every effort to forge an end to this humanitarian disaster."

She stopped short of calling for direct intervention, instead repeating an appeal to the Security Council to refer Syria to the International Criminal Court to prosecute war crimes suspects.

Her statement preceded a special Human Rights Council session on Syria called by Qatar, Turkey and the United States, expected in the next few days. A new report by a commission of inquiry into human right abuses in Syria is expected early next month.

Efforts begin to open Turkey's first Kurdish university

TODAY'S ZAMAN, ANKARA

The General Directorate of Foundations has approved the establishment of the Mesopotamia Foundation (Mezopotamya Vakfı), which plans to open a university to offer education in the Kurdish language.

A decision to approve the establishment of the foundation was published in the Official Gazette earlier this week. Among the founding members of the foundation are Şivan Perver, a Kurdish folk singer who currently lives abroad, and several rights advocates, businessmen and academics. The foundation will be based in Diyarbakır, a mainly Kurdish-populated province in Turkey's Southeast.

According to a report that appeared in the Star daily on Thursday, the foundation has already begun preparations for the opening of a university that will offer courses primarily in Kurdish. The university will be named Amed University, using the Kurdish name for Diyarbakır. The university will also offer courses in Turkish, English, Armenian and Syriac.

Selim Ölçer, the head of the board of trustees of the foundation, said efforts to

establish the Mesopotamia Foundation were launched by a group of 15 people about one year ago. "Currently we have over 200 founding members. And the foundation has officially been established," he stated.

According to Ölçer, the main objective of the foundation is to open a university and other institutions of education in Turkey's Southeast that will offer a multicultural education in multiple languages. According to Ölçer, the university will contribute to the preservation of the Kurdish language.

"We will hold a congress for the Mesopotamia Foundation on June 23. We will ask contributors to donate to the foundation. When the work is complete, we will apply to the Higher Education Board [YÖK] to approve the opening of our university. Once YÖK approves, then the decision [on opening the university] will be sent to the Cabinet for discussion and then to Parliament. After it is ratified in Parliament, our university will officially be established. The university will help enrich Kurdish culture and values," he added.

The idea to open a Kurdish university was first brought up in October 2011, and the foundation -- though not official-

ly established then -- began holding meetings with businessmen, academics and rights advocates to begin preparations for the creation of the university. Sources say the university is expected to be opened by 2016.

The Mesopotamia Foundation's secretary-general, Ramazan Tunç, said the university will offer prep classes for students who do not know either Kurdish or English. It is not yet clear what other academic departments the university will have. "There is a huge need in Turkey for a university that teaches in Kurdish," he said, and added that such a university has not been opened so far due to a ban on education in the Kurdish language. The university, if established, will be a private one, not state-run. "The university will have international accreditation. It will not work on a local basis. It will have joint projects and programs with universities in the UK, Norway and Sweden," Tunç noted.

According to Tunç, the foundation expects the university to draw students from Syria, Iraq and Iran as well as Turkey. "We have great ambition to turn Diyarbakır into a center of education and culture," he stated.

Currently, there is one university, Dicle University, in Diyarbakır. Efforts are ongoing to open a second one, Selahaddin Eyyubi University. If established, Amed University will be the third in the province.

□ □ □

Nechirvan Barzani Signs Over Ocelan's freedom



A source from Ocelan's Freedom Campaign told the KDP information regarding their attempts to collect one million signatures for Ocelan's

freedom. They visited KRG Prime Minister Nechirvan Barzani and he signed on Ocelan's freedom.

The source's say they have

collected one million signatures across Kurdistan for the freedom of the PKK leader, Abdulla Ocelan, who is now in prison. For this reason they have visited Council of Ministers and Kurdistan Region Parliament and each one of KRG Prime Minister Nechirvan Barzani and the Speaker of the Parliament signed on Ocelan's freedom form. "We have wills to visit President Masoud Barzani to sign on the form as well," the source states.

The member of the campaign explained that they've collected thousands of signa-

tures so far and they will continue until reaching one million signatures.

The Globe contacted Media Secretary of KRG Prime Minister for confirmation; he confirmed the news saying the KRG Prime Minister did sign for Ocelan's Freedom Campaign.

The source told the KDP information and they appreciate the Prime Minister and Kurdistan Parliament for signing for Ocelan's freedom. □

Hard-liner gains traction in Iran

TEHRAN

With opaque policies, nuclear negotiator emerges to lead pack

BY THOMAS ERDBRINK

At his first campaign stop on Friday, Saeed Jalili welcomed the cheers of thousands of young men as he hauled himself onto the stage. His movements were hampered by a prosthetic leg, a badge of

honor he carries with him from his days as a young Revolutionary Guard member in Iran's great trench war with Iraq.

"Welcome living martyr Jalili," the audience shouted in unison, most of them too young to have witnessed the war themselves but deeply immersed in the national veneration of its veterans.

Waving flags belonging to the countries of "the resistance," the military cooperation between Iran, Syria, the Lebanese Shiite group Hezbollah and some Palestinian groups, the crowd roared the candidate's election slogan: "No compromise. No Submission. Only Jalili."

Mr. Jalili, known as Iran's unyielding nuclear negotiator, is emerging as the front-runner in Iran's presidential election, an unsettling prospect for future relations with the West.

Mr. Jalili, who is 47 and who many analysts say has long been groomed for a top position in Iran's establishment, is by far the most outspoken hard-liner among a total of eight candidates approved for the election, scheduled for June 14.

Opposing "détente 100 percent" and promising no compromise "whatsoever" with the West over matters like Iran's nuclear program and involvement in Syria, Mr. Jalili seems set to further escalate Iran's standoff with the United States and its allies if elected president.

"He seems to be Ahmadinejad Phase 2," said Rasool Nafisi, an Iran expert at Strayer University in Virginia, referring to the incumbent, Mahmoud Ahmadinejad. "He would probably not be a partner to negotiate for the nuclear issues, as we have seen before when he was heading the delegations."

In recent weeks, Mr. Jalili has garnered the open support of Iran's governing establishment, a coalition of conservative clerics and Revolutionary Guard commanders known as the traditionalists.

High-ranking Shiite Muslim clerics have begun speaking out in his favor, and a nationwide network of paramilit-

ary volunteers, the basij, is now helping to organize his election campaign.

Mr. Jalili has been described in flattering terms in recent weeks in the semi-official news agency Fars, which is connected to the Revolutionary Guards; dozens of Web sites; and other news outlets. The other candidates now sometimes find their campaign appearances canceled for unclear reasons and often find themselves under attack in interviews on state television, while Mr. Jalili gets easy questions.

"He'll easily get 30 percent of the vote," said Amir Mohebbian, an analyst close to Iran's rulers, pointing to the well-organized groups supporting Mr. Jalili. "The remainder will be divided between the other candidates."

That would lead to a runoff that Mr. Jalili would be heavily favored to win, since the president must receive at least 50 percent of the vote under Iranian law.

Iran's presidential elections, lacking independent opinion polls and subject to manipulation, are unpredictable. In 2005, Mr. Ahmadinejad came out of nowhere to win. In 2009, millions of people took to the streets in protest of widespread fraud in the voting that returned Mr. Ahmadinejad to office over the more popular opposition candidate, Hussein Moussavi.

But the major threats to Mr. Jalili's candidacy were apparently eliminated when the representatives of two influential political factions, one headed by Mr. Ahmadinejad and the other by a former president, Ali Akbar Rafsanjani, were disqualified from the vote by the Guardian Council, which is dominated by conservatives. That decision underscored not just the determination of the traditionalists to consolidate power, but also their ability to ensure a result.

In a recent opinion article, Mr. Mohebbian, the analyst, wrote that changes since the 2009 uprising, espe-

"I foresee even more isolation and conflict, as he doesn't care about foreign relations, the economy or anything."

cially the elimination of independent sources of power, made it likely that "the conditions of the day will create an atmosphere which will put Mr. Jalili in a leadership position."

While Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is officially neutral, Mr. Jalili's speeches and viewpoints very closely resemble the leader's worldview of Iran engaged in a multifaceted battle with the West.

"The best president," Mr. Khamenei said on Monday, speaking to students at a military academy, "is the one who powerfully resists the enemy and will turn the Islamic republic into an international example for the oppressed people of the world."

An analyst who asked to remain anonymous for fear of reprisals said: "Mr. Jalili — he is the perfect follower of Khamenei. If he gets elected, I foresee even more isolation and conflict, as he doesn't care about foreign relations, the economy or anything."

Mr. Jalili, who wears a gray beard and prefers collarless shirts, headed Ayatollah Khamenei's office for four years, starting in 2001, before emerging in recent years as the chief nuclear negotiator. But little is known about his views on other issues.

"Mr. Jalili is like a watermelon," Mohammad Khoshchereh, an economist and professor at Tehran University. "He looks ripe on the outside, but we don't know what color he is inside."

Partly because of Western sanctions, Iran's economy is reeling from high inflation and a battered currency, but Mr.

Jalili has addressed the problems only obliquely. During a televised interview on Sunday he said Iran should cut its dependency on oil revenues and establish a "resistance economy in order to foil the conspiracies against Iran."

But this view has left economists baffled.

"His theory of resistance economy doesn't mean anything," Mr. Khoshchereh said. "If it is based on looking at our weak points, that can be good, but we have no idea if he has a deep knowledge. We are worried about him."

On Friday, at his first campaign event in Tehran, Mr. Jalili chose to explain his policies by citing the utterances of the first Imam of the Shiites, the martyr Ali.

"All across the region we can hear our battle cry, 'Ya Ali,'" said Mr. Jalili, who wrote a thesis on "foreign policy at the time of the prophet."

"We heard it in Lebanon with the victory of Hezbollah," he continued. "We hear it in our resistance against the Zionist regime. Time and time again we have proved our strength through this slogan."

As songs played memorializing the long and bloody battle against Iraq for the border town of Shalamcheh, men punched their fists in the air and shouted, "The blood in our veins belongs to our leader!"

The goal of Iran and its allies, Mr. Jalili said, is to "uproot capitalism, Zionism and Communism, and promote the discourse of pure Islam in the world."

He did not directly mention the Western sanctions that have been imposed over Iran's nuclear program — which Iran insists is for peaceful purposes but the West says is a cover for developing nuclear weapons — and the possibility that they will be tightened in response to Tehran's intransigence.

Nor did he speak about the potential

for deeper involvement in the Syrian civil war, where Tehran's proxy, Hezbollah, has recently intervened in support of the Syrian government.

If his supporters harbored worries over what these policies might mean for the Iranian economy, they kept them to themselves.

"We are fighting an ideological war — nobody cares about the economy," said Amir Qoroqchi, 25, a smiling electrical engineering student from the holy city of Qom. "The only thing that matters is

resistance."

For decades, Iran's presidents have staked out an alternative power center, frequently in conflict with the supreme leader and the more conservative elements in the Iranian government. But with the rise of Mr. Jalili and the apparent elimination of serious opposition candidates, those on the losing end of Iran's political spectrum fear a developing imbalance.

Mr. Nafisi, the Iran expert in Virginia, said the republican and authoritarian

religious parts of the government "have been in conflict from Day 1."

"And Ayatollah Khamenei has decided to resolve this conflict by getting rid of the republican completely," he said.

The trend, he said, "is to reduce and eventually eliminate the republican elected part of the government and basically rule the country by decree, all under the full control of Ayatollah Khamenei."

INTERNATIONAL
Herald Tribune | FRIDAY, MAY 31, 2013

Assad hints at key arms delivery from Russia

BEIRUT

Weapons may include missiles viewed by Israel as a threat to security

BY ANNE BARNARD

President Bashar al-Assad of Syria suggested in a television interview broadcast Thursday that Russia had delivered weapons to his country that may have included an air defense missile system that Israel has said presents a threat to its security and against which it is willing to use force.

"We are negotiating with the Russians on many types of weapons," Mr. Assad said in the interview, which was broadcast on Al Manar, the television channel of Hezbollah, the Lebanese Shiite militant group. "Russia is committed to the agreement, signed previously. Everything agreed on will be done, and part of this agreement with Russia has been done."

Earlier reports saying that Mr. Assad had specifically mentioned the S-300 anti-aircraft system in the interview were not borne out in the broadcast.

Russian officials had said earlier this week that the country would deliver anti-aircraft weapons to Syria, a move that Mr. Assad's opponents said was a sign that neither Russia nor the Syrian government was serious about proposed negotiations to end the Syrian civil war that Russia and the United States are trying to organize for as early as next month.

The interview with Mr. Assad was taped Tuesday, according to the Beirut news director of Iran's English-language Press TV. That same day, Israel's

defense minister declared categorically that the missile systems had not yet been delivered.

A senior Israeli official, speaking on the condition of anonymity because of diplomatic constraints, said Thursday that the S-300 missile systems "do not just come in a box" and that different elements would probably be delivered in stages. It is possible, he said, that some parts have arrived in Syria, but there is no indication at this stage that the systems are anywhere near operational.

Secretary of State John Kerry has raised the issue of the arms sales with the Russians, even as he and the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, are trying to arrange a meeting between the Assad government and the rebels. Asked about the missiles and Israeli warnings that the deliveries of them would pose a threat to Israel, the State Department's spokeswoman, Jen Psaki, said Wednesday: "We support Israel's ability to defend themselves, certainly, but we remain hopeful and remain committed to working towards a political transition. And that's what our focus is here on Syria."

In Washington, Caitlin Hayden, the spokeswoman for the National Security Council, said Thursday that although she could not comment on specific arms shipments, "our concerns about Russia's continued support for the Syrian regime through the provision of arms and access to Russian banks are well known."

"Providing additional weapons to Assad — including air defense systems — will only prolong the violence in Syria and incite regional destabilization," she added.

The Syrian government and the opposition have hardened their positions in recent days, casting doubt on the future of the proposed talks as each side declares a starting point that is thoroughly unacceptable to the other.

On Wednesday, the Syrian opposition said Mr. Assad's departure was a prerequisite of talks — a condition his government and Russia reject — while Syria's foreign minister said that Mr. Assad would stay on at least until 2014 and might seek re-election, and that any peace agreement would have to be approved by a referendum.

Mr. Assad's statements — and the

choice of the Hezbollah channel to deliver them — added to the confrontational atmosphere. His statements were first reported in the Lebanese newspaper Al Akhbar and confirmed by Ali Rizk, who conducted a simultaneous translation of the interview that will be broadcast on Iran's Press TV.

Syrian rebel commanders have also issued aggressive statements in recent days, threatening to attack Hezbollah and even the Lebanese Army inside Lebanon if Hezbollah's intervention is not halted.

Late Wednesday, Lebanon's president, Michel Suleiman, a political ally of Hezbollah, issued an unusual statement calling on Hezbollah to pull out of Syria for the sake of Lebanese security and the integrity of the group's primary mission, fighting Israel.

Lebanese politicians of every stripe have been loath to directly confront Hezbollah, which fields the most seasoned and influential military force in the country, trumping even the army. But as rocket attacks on Hezbollah areas have increased along with sectarian anger, a growing chorus has expressed fears that Hezbollah, fighting on the Syrian government side, and Lebanese Sunni militants supporting the rebels are destabilizing the country.

Mr. Suleiman said he wished that Hezbollah's chief, Hassan Nasrallah, would not "involve the resistance" — as Hezbollah and its confrontation with Israel are known here — in Syria's war.

He even compared Hezbollah's intervention — which its leaders and supporters have described as a pre-emptive war to prevent Sunni extremists involved in the Syrian uprising from infiltrating or attacking Lebanon — to the pre-emptive war doctrine that President George W. Bush formulated to justify the U.S. invasion of Iraq.

"I am against anything pre-emptive, like the wars of ex-U.S. President George Bush," Mr. Suleiman said, a stinging rebuke in a region where American foreign policy in general and Mr. Bush in particular are deeply unpopular.

Mr. Suleiman also said he opposed Hezbollah's plans to help the Syrian government open a front in the Golan Heights, the disputed border area between Syria and Israel. "Who guaran-

tees that Israel does not attack Lebanon?" he said.

The missile shipment also threatens to escalate tensions between Israel and Hezbollah. Neither side wants a war now, analysts say, but as the situation grows more volatile they could end up in one through miscalculations, as occurred in 2006.

Israel has lobbied Russia not to deliver the S-300 missiles to Syria. Defense Minister Moshe Yaalon warned on Tuesday that Israel would view such a move as a threat and that it could prompt an Israeli reaction.

"The deliveries have not taken place, I can attest to this, and I hope they do not," Mr. Yaalon said. "If, by some fortune, they arrive in Syria, we will know what to do."

Three major Israeli newspapers reported Thursday that Israel's national security adviser recently told a group of European ambassadors that Israel's red line regarding the S-300s was the point at which they become operational. The Israeli official, who requested anonymity, said that the S-300 was a "very advanced and complicated system" and that different functions could become

operational at different times.

Israel has long opposed Russian plans to supply Syria with the S-300 anti-aircraft system. Since the outbreak of the civil war in Syria, Israel has also declared that it will not tolerate the transfer of game-changing weapons from the Syrian government to Hezbollah or the possibility that they could fall into the hands of extremist rebels. Israel is believed to have bombed targets in Syria three times this year, including a convoy of Russian-supplied SA-I7 surface-to-air missiles.

Yuval Steinitz, Israel's minister of strategic and intelligence affairs, told an

"Providing additional weapons to Assad — including air defense systems — will only prolong the violence in Syria."

audience of reporters and diplomats in Jerusalem on Tuesday that Israel did not want to get involved in the civil war in Syria and had decided not to ask or encourage the United States or Europe to take any action there, because of the highly complex situation.

He said the Russian S-300 system could be used offensively as well as defensively. With a range of around 200 to 300 kilometers, or 125 to 185 miles, he said, its missiles could threaten civilian and military aircraft deep inside Israeli territory.

There was no immediate official comment from Russia on the Assad interview, but state-run news outlets reported the details of the transcript of his interview.

A spokesman for Britain's Foreign and Commonwealth Office, who spoke on the condition of anonymity in line with government policy, said, "This is an unhelpful decision by the Russians, supplying to a regime that has shown itself to be incapable of using its weapons systems proportionately or discriminately."

Isabel Kershner contributed reporting from Jerusalem, Steven Lee Myers and Michael R. Gordon from Washington, and Stephen Castle from London.

Russia faults U.N. rights resolution on Syria

GENEVA

BY NICK CUMMING-BRUCE

Russia spoke out sharply on Wednesday against a resolution on Syria in the United Nations Human Rights Council that was co-sponsored by the United States, laying bare the deep divisions between the two countries as they seek to set up a conference here to broker an end to the Syrian civil war.

The resolution, also sponsored by Turkey and Qatar, was approved by the council in a vote of 36 to 1, with Venezuela dissenting, along with 8 abstentions and 2 absentees. It condemned the use of ballistic missiles and other heavy weapons by pro-government forces against civilians, including in the western Syrian town Qusayr.

The document, referring to Hezbollah, Lebanon's militant Shiite group, condemned the presence of foreign fighters siding with the government of President Bashar al-Assad as a serious threat to regional security, highlighting concern over the increasing spillover of the conflict across Syria's borders.

"The world is watching and they will be held accountable," Eileen Chamberlain Donahoe, the American ambassador to the council, said before the start of the session, referring to Syria and its allies.

Asked about the value of another debate and resolution on Syria, she said the council "is here to establish a record that can be used in the future to ensure accountability and prevent impunity."

Ms. Donahoe dismissed suggestions that the resolution and debate posed an obstacle to efforts to convene a conference on Syria in Geneva aimed at ending the conflict and initiating a political transition. "We don't see this as undermining or inconsistent in any way," she said.

But the Russian foreign minister, Sergei V. Lavrov, speaking in Moscow, criticized the resolution as "odious and one-sided," and Russia's ambassador to the United Nations in Geneva, Alexey Borodavkin, told the council session that this "dangerous and hypocritical" resolution was "untimely, counterproductive and likely to complicate the launch of the peace process in Syria."

It might even be a ploy to undermine

efforts to convene the peace conference, he suggested, expressing surprise that the United States had not included any reference in the resolution to the joint initiative by Mr. Lavrov and Secretary of State John Kerry.

The battle for Qusayr appeared to tip even more in the Syrian government's favor on Wednesday, with forces loyal to Mr. Assad seizing an air base near the strategic town, The Associated Press reported. Government troops and Hezbollah fighters already surround Qusayr from three sides.

Also on Wednesday, Reuters reported, the Syrian opposition coalition said it would take part in the Geneva peace conference only if a deadline was set for an internationally guaranteed settlement based on Mr. Assad's leaving power.

« C'est parce qu'il est flou que le processus de paix entre Turcs et Kurdes peut tenir »

Le début du retrait du PKK soulève plusieurs interrogations, sur le processus lui-même et sur ses conséquences. Trois experts reviennent pour « L'Orient-Le Jour » sur le conflit.

Karine JAMMAL
www.lorientlejour.com

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont amorcé leur retrait de Turquie vers le nord de l'Irak, une opération qui s'inscrit dans le cadre d'un processus de paix pour mettre fin à près de 30 ans de conflit sanglant, mais qui s'annonce délicate. De l'avis de nombreux observateurs, le repli des combattants a commencé avant la date du 8 mai, qui n'a qu'une portée symbolique.

Le PKK a précisé qu'il resterait fidèle à son engagement de quitter le territoire turc dès lors qu'il n'était pas attaqué par les forces turques. Le nombre de rebelles kurdes présents en Turquie est estimé à 2 000, auxquels s'ajoutent 2 500 autres en Irak.

Le retrait constitue la deuxième phase concrète du processus de paix engagé entre le PKK et Ankara, après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral fin mars. Le chef du PKK emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, avait ainsi appelé le 21 mars ses troupes à un cessez-le-feu et au retrait, dans le cadre de négociations de paix qu'il mène depuis la fin de l'année dernière avec les autorités turques. Le numéro deux du PKK, Murat Karayilan, a précisé que le retrait s'achèverait en automne.

Ce conflit durant depuis des années, il serait légitime de s'interroger sur l'arrivée au pouvoir en Turquie du Parti de la justice et du développement (AKP), et s'il a joué un rôle moteur dans les négociations avec les Kurdes, par opposition à la politique nationaliste du courant laïc. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), souligne que l'AKP n'a pas le même rapport avec l'appareil d'État turc, ni avec l'idéologie qui a été le serment de cet appareil d'État depuis la proclamation de la république en 1923. « De ce point de vue, il n'y a pas une idéologie jacobine unificatrice telle qu'elle a été développée par les partis kémalistes depuis 90 ans. L'AKP a un rapport plus pragmatique de la question des minorités. » Le spécialiste indique mettre entre guillemets le mot minorité parce qu'en Turquie, ils ont copié le modèle français, et ce terme n'existe pas en tant que tel dans les textes juridiques, constitutionnels, etc. « En même temps, l'AKP



Des combattants du PKK en train de se replier dans le nord de l'Irak. Firat News Agency/STR/AFP

est beaucoup moins crispé et beaucoup plus opportuniste que les kémalistes, ce qui a été un facteur probablement important pour débloquer la situation de conflit qui existait entre l'appareil d'État et les Kurdes », poursuit M. Billion.

MARGINALISATION

Olivier Grojean, maître de conférences en science politique à l'Université d'Aix-Marseille, en délégation au CNRS et spécialiste de la question kurde, abonde dans le même sens, indiquant qu'il est clair que l'arrivée de l'AKP a permis de débloquer la situation, « même si le parti du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a lui-même bénéficié de l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999. Pourquoi ? D'abord parce que l'AKP (et ses prédécesseurs islamistes Fazilet et Refah), au contraire des partis kémalistes ou ultranationalistes, fonde moins ses discours sur l'ethnicité que sur l'identité religieuse. Ensuite, sans doute par crainte de connaître le même sort que l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan en 1997 (le coup d'État "postmoderne") et dans l'objectif de se rapprocher des critères de Copenhague (tout du moins dans la première moitié des années 2000), M. Erdogan a tout fait pour marginaliser l'armée dans la vie politique : réduction du rôle du Conseil national de sécurité (MGK), suppression des Cours de sûreté de l'État, intransigeance lors du scandale Ergenekon qui avait révélé l'existence d'une organisation secrète chargée de renverser le gouvernement, et finalement soumission de l'armée au pouvoir civil au sein du Conseil militaire suprême. Cela signifie que pour la pre-

mière fois depuis 1980, le dossier kurde n'est plus aux mains des militaires. Enfin, il faudrait ajouter la concurrence électorale entre l'AKP et le parti prokurde BDP dans les régions à majorité kurde de Turquie, où les autres partis, de la gauche kémaliste (CHP) aux ultranationalistes (MHP), ont quasiment disparu. De fait, les efforts de l'AKP pour affaiblir les partis kurdistes dans le sud-est de la Turquie n'ont pas abouti aux élections législatives de 2011, ce qui a sans doute incité le parti islamo-conservateur à chercher une autre solution pour gagner les voix kurdes ».

Jean Marcou, professeur à Sciences Po Grenoble et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul (IFEA), estime quant à lui que « résoudre la question kurde ne présente presque que des avantages pour un gouvernement civil turc. Cela peut permettre à la Turquie d'améliorer ses relations avec l'Union européenne et plus généralement avec ses alliés occidentaux, de développer économiquement les provinces kurdes du Sud-Est, enfin d'adoucir les mœurs du régime politique turc en réduisant en son sein le recours à la législation d'exception et les crispations nationalistes. Toutefois, la fin de ce conflit est aussi une planche de salut pour un PKK en perte de vitesse, englué dans un discours idéologique dépassé et dans un culte du chef d'un autre âge ».

DYNAMIQUE EN SYRIE

Outre la situation interne turque, le conflit qui ravage la Syrie déjà depuis plus de deux ans a également accéléré le processus de paix entre les Kurdes et

► la Turquie. Sur ce point, Didier Billion estime qu'incontestablement, « la dégradation de la situation en Syrie et la politique de Bachar el-Assad vis-à-vis des Kurdes de Syrie sont inquiétantes pour les Turcs ». Pour expliquer son point de vue, il donne un exemple qui s'est déroulé l'année dernière. À la fin du mois de juillet 2012, plusieurs villages ou hameaux syriens, dans la zone frontalière, sont tombés aux mains du PYD (le Parti kurde syrien très lié au PKK). Une bonne partie de la presse turque s'était alors littéralement déchaînée, avec des gros titres en une sur le thème « À nos frontières est en train de s'ériger un État terroriste ». « Puisqu'à l'époque les Turcs considéraient le PKK comme une organisation terroriste, et comme le PYD a pris le contrôle de ces hameaux, cela avait un peu affolé les médias turcs. « Là est l'anecdote, parce que ce n'était que quelques hameaux, ce n'était pas stratégique », souligne M. Billion, ajoutant que « cette dégradation en Syrie, les dirigeants turcs y ont réfléchi, considérant que s'il y avait une déstructuration de l'appareil de l'État syrien, cela allait favoriser l'émergence de groupes kurdes et éventuellement favoriser la mise en place d'une région kurde autonome en Syrie, un peu comme en Irak, ce qui a accéléré la volonté des autorités turques de mettre en œuvre une solution politique. D'où l'accélération des pourparlers avec le PKK, pour empêcher que ne se constitue en Turquie une sorte de zone autonome aux mains des rebelles ». Olivier Grojean rappelle dans la même optique que le PYD était au départ pro-Bachar el-Assad, ce qui pouvait attiser les craintes de la Turquie.

Jean Marcou rappelle également qu'en 2011, à l'issue des premières semaines du soulèvement syrien, la Turquie a commencé à apporter son soutien à l'opposition au régime Assad, et ce dernier a commencé à assouplir sa position vis-à-vis des Kurdes en Syrie, en particulier à l'égard de PYD. « L'inquiétude d'Ankara s'est encore accrue en 2012 quand le soulèvement s'est mué en guerre civile et que l'armée de Bachar el-Assad a abandonné au PYD le contrôle de larges zones frontalières avec la Turquie », ce qui a accéléré la volonté de trouver un accord, surtout que « l'AKP avait déjà commencé à préparer le terrain ».

RETRAIT ET COHABITATION

Le processus de paix s'est donc accéléré et les rebelles du PKK ont commencé leur retrait vers le nord de l'Irak ; or ces arrivées en territoire irakien ne sont pas vues d'un bon œil, ni par les habitants du Kurdistan irakien ni par les autorités de Bagdad. Comment va donc se passer la cohabitation ? Jean Marcou estime que « nous assistons à une situation vraiment inédite et surprenante. Le gouvernement turc, qui pendant des années a reproché,

tant à la région kurde d'Irak du Nord qu'au gouvernement fédéral irakien, d'abriter les bases du PKK, demande aujourd'hui à ces derniers de bien vouloir accueillir les troupes du PKK qui se retirent de Turquie ».

Les Kurdes d'Irak s'inquiètent de voir s'installer des milliers de combattants, « d'autant plus que le PKK avait également initié une stratégie en Irak au début des années 2000 (via le PCDK, le Parti pour une solution démocratique au Kurdistan), avant d'être expulsé d'Erbil un peu plus tard. Et la population kurde irakienne habitant proche des bases du PKK craint également des attaques massives de l'armée turque, ce qui reste néanmoins très peu probable à ce stade du processus », indique Olivier Gojean.

Le gouvernement irakien dénonce quant à lui une « violation flagrante » de la souveraineté et de l'indépendance de leur pays. Dans un communiqué, « le gouvernement irakien confirme son rejet de ce retrait et de la présence sur le territoire irakien d'hommes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui constituent une violation flagrante de la souveraineté et l'indépendance de l'Irak ». Inquiétudes légitimes, selon M. Grojean, qui rappelle que « la violation de la souveraineté de l'Irak par le PKK et les forces turques est constante depuis les années 1990. Mais le gouvernement fédéral ne peut faire grand-chose car les postes-frontières sont tenus par les forces kurdes ».

Pour l'instant, Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan, en Irak, accepte le début du retrait, mais si c'est 2 000 ou 2 500 combattants du PKK qui s'installent dans le nord de l'Irak, ça va poser problème, inmanquablement. « Parce que ces hommes ne vont pas rester à ne rien faire, ils ne combattront plus, si tout se passe comme prévu. Tôt ou tard, ils vont être attirés par la volonté de peser sur la situation politique du nord de l'Irak, ce qui va devenir contradictoire avec les intérêts des autorités kurdes d'Irak », estime pour sa part Didier Billion, qui est rejoint sur ce point par M. Grojean, qui s'interroge : « Que vont faire ces milliers de combattants retranchés en Irak si aucune solution n'est trouvée pour eux ? Se réengager dans la vie politique (et/ou militaire) du Kurdistan irakien ? » Plusieurs questions reprises par M. Marcou, qui indique que dans la mesure où la raison d'être du PKK ne sera plus d'aller se battre en Turquie, « cette guérilla aguerrie risque en effet de s'intéresser à ce qui se passe en Irak du Nord et de s'ingérer dans les affaires de la région. Massoud Barzani le redoute d'autant plus qu'il n'est pas en très bons termes avec le PKK et le PYD. La cohabitation risque donc d'être à risques ».

Même si la sociologie politique ne peut prédire l'avenir, « je crois que la tempo-

ralité joue ici un rôle important. La cohabitation ne posera pas de vrai problème pendant six mois ou un an, tant que les questions politiques concernant l'autonomie des régions kurdes de Turquie, l'amnistie des combattants, la place d'Öcalan dans ce processus n'auront pas été résolues. Au-delà de cette phase, et si aucune issue n'est offerte aux combattants du PKK, alors oui la cohabitation pourrait clairement devenir plus difficile », poursuit M. Grojean. « Il faut imaginer que ce repli des combattants kurdes ne soit qu'une transition, et il faut que ce soit une transition très courte. Très rapidement, ils doivent avoir la possibilité soit de partir en exil dans d'autres pays, ou alors qu'ils puissent être réintégrés dans la vie sociale en Turquie même », propose M. Billion.

Plus généralement, le problème qui est ici posé « est celui de l'avenir des membres du PKK qui ont quitté la Turquie et de ceux qui y sont encore emprisonnés. Si le "processus de règlement" va jusqu'à son terme, il faudra aussi avoir le courage d'aborder cette question », précise pour sa part Jean Marcou.

LES RÉFORMES

Le PKK a donc commencé à remplir sa part du contrat en amorçant son retrait, mais qu'en est-il du côté d'Ankara ? Le numéro deux du PKK, Murat Karayilan, a déclaré il y a quelques jours que la balle était désormais dans le camp d'Ankara, exigeant des réformes en faveur des Kurdes de Turquie qui réclament la reconnaissance de droits spécifiques, notamment le droit à l'éducation en langue kurde, pour leur communauté de 12 à 15 millions de membres, ainsi qu'une autonomie régionale.

Une frange de l'opinion turque reste toutefois catégoriquement opposée aux discussions engagées par le gouvernement avec le chef du PKK, Abdullah Öcalan, largement considéré comme un « terroriste ».

« Il est clair que nous n'en sommes qu'à la première étape d'un processus qui, s'il veut être durable, devra procéder à des réformes de fond significatives. On peut penser effectivement au droit à l'éducation en langue kurde, à l'autonomie régionale, à la libération des prisonniers, mais aussi à la réforme de la citoyenneté définie de manière très ethnique par l'article 66 de la Constitution. À cela s'ajoute la question du sort d'Abdullah Öcalan, Recep Tayyip Erdogan n'ayant cessé d'affirmer qu'il était exclu de la libérer, ni même d'assouplir ses conditions de détention. Mais imagine-t-on un instant un règlement durable avec le leader du PKK continuant à purger une peine de prison à vie sur une île au large d'Istanbul ? On peut s'interroger sur l'absence de

» précisions fournies jusqu'à présent quant aux réformes à conduire. Mais force est de constater que, loin d'être une négligence, cela semble être une véritable méthode dans le processus qui est en cours », estime M. Marcou.

« Pour l'instant, c'est le flou du processus qui lui permet de tenir. Ce flou permet justement à ce processus de ne pas être attaqué de front puisque personne ne sait quelles sont vraiment les intentions du gouvernement. Mais pour combien de temps ? En 2009, l'"ouverture démocratique" promise par le gouvernement a échoué après le retour d'un "groupe de paix" du PKK, acclamé par la foule à

Diyarbakir. Ces manifestations de joie ont irrité une grande partie de la population et des autres partis turcs, et ont conduit à l'adoption de réformes très limitées en novembre de la même année. Qu'en sera-t-il quand les questions politiques seront mises sur la table, alors qu'une grande majorité de la population et que les autres partis sont absolument contre l'autonomie des régions kurdes, la libération d'Öcalan, et la constitutionnalisation de l'identité kurde ? Si aucune réforme de fond n'est mise en œuvre, alors, oui, je pense que le processus s'arrêtera et que la guerre reprendra, d'autant plus qu'Öcalan, de par sa légitimité et son aura, est sans doute le seul à pouvoir contenir les dissidences ou

scissions au sein du PKK », indique de son côté M. Grojean, qui est rejoint dans ses propos par M. Billion. Ce dernier explique que certaines personnes exigent en Turquie que le processus soit beaucoup plus formalisé et beaucoup plus précis. Il y a aussi une autre partie de l'opinion publique « qui est proche du gouvernement qui, au contraire, dit que c'est parce qu'il y a des ambiguïtés et des flous que le processus peut continuer à avancer. Il est vrai qu'aujourd'hui ce flou permet que le processus se poursuive, mais là encore, ça ne pourra pas durer indéfiniment... », conclut le directeur adjoint de l'IRIS. □



31 mai 2013

Syrie, en fragmentation durable

Par FABRICE BALANCHE Géographe, directeur du Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à l'université Lyon-II

Après deux ans de conflit, la Syrie ressemble à une mosaïque de territoires disjoints. Le régime ne contrôle plus que 30% des zones habitées, ce qui représente encore la moitié de la population, car les grandes villes - Damas, Lattaquié, Homs et Hama - restent sous sa coupe. Après un an de combats meurtriers, les rebelles ne sont pas parvenus à occuper la totalité d'Alep, qu'ils ont pourtant réussi à isoler. De même, l'armée du régime garde la mainmise sur Deir el-Zor, alors que toute la vallée de l'Euphrate lui échappe. Les rebelles dominent une vaste région rurale au Nord, avec de villes moyennes (Raqqa, Al-Bab, Tel-Abyad), soit 20% de la population. Une partie équivalente, en termes de population et de superficie, est disputée entre rebelles et troupes du régime.

Enfin, les milices kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) se sont emparé des territoires où les Kurdes sont majoritaires, à la frontière turque et dans les quartiers nord d'Alep, soit 10% de la population syrienne, les Kurdes de Damas demeurant sous le contrôle du régime. S'il y a une unité de commandement du côté gouvernemental et kurde, ce n'est pas le cas dans les zones tenues par les rebelles : l'Armée

syrienne libre n'existe que sur le papier, à travers la vitrine que constitue son état-major installé en Turquie. Sur le terrain, les groupes armés s'en réclament ou non, mais en pratique ils n'obéissent à aucune autorité supérieure. Ces divisions provoquent un émiettement du territoire «libéré». Une milice contrôle un village, un quartier, rarement au-delà, car elle se trouve tout de suite confrontée à celle du territoire voisin, dont l'unité repose sur des liens claniques ou tribaux. Les formes de solidarité primaire se sont renforcées avec la disparition des institutions et l'incapacité de la Coalition nationale syrienne à les remplacer. L'insécurité est permanente, accentuée par les bombardements aériens du régime, ce qui empêche la vie normale de se reconstituer. Les jihadistes du Front al-Nusra sont mieux organisés et apportent une certaine sécurité dans les zones qu'ils contrôlent, à condition que la population se plie à une charia rigoureuse, comme à Raqqa. Ainsi l'insécurité et la charia poussent-elles, autant que les bombardements de l'armée d'Al-Assad, les populations des zones libérées à fuir vers les pays voisins ou, ironie du sort, vers les zones contrôlées par le régime.

Depuis le printemps 2012, le régime d'Al-Assad a adopté une stratégie de contre-insurrection qui consiste à abandonner les zones hostiles et non stratégiques, pour se concentrer sur les grandes villes, les principaux axes et les territoires peuplés par les minorités religieuses où il est sûr de compter sur le soutien actif de la population (alaouite, druze, chiite, ismaélienne et chrétienne).

A l'échelle des grandes villes, le régime applique la même stratégie, mais là il peut s'appuyer davantage sur les classes moyennes et supérieures sunnites. Si, au printemps 2011, le mécontentement politique a touché toutes les catégories sociales et les communautés, en revanche l'insurrection armée ne concerne que les classes populaires sunnites. Celles qui résident dans les campagnes défavorisées de vallée de l'Euphrate sont venues s'entasser dans les banlieues informelles de Damas et d'Alep. Cette révolte sociale s'est brisée notamment sur le front du communautarisme qui structure la société syrienne, auquel il faut ajouter la revendication nationaliste kurde. Depuis 2004, date de leur révolte avortée, les Kurdes de Syrie militent pour la construction d'une entité comparable au Kurdistan d'Irak. Dans ce con-

texte, ils préfèrent un Bachar al-Assad affaibli, qui leur abandonne la gestion de leurs territoires, plutôt qu'une opposition arabe sunnite puissante et soutenue par la Turquie. En ce sens, ils sont des alliés stratégiques et circonsciés du régime.

L'objectif de Damas pour 2013 est d'étayer sa ligne de force Lattaquié-Homs-Damas-Deraa. Pour cela, il lui faut éliminer les bastions de l'insurrection les plus menaçants : la Ghouta orientale à l'est de Damas, Zabadani à la frontière libanaise et bien sûr Al-Qoussayr, près de Homs. L'absence de coordination au sein de l'insurrection et la concurrence entre les groupes armés permettent au régime d'écraser tranquillement les combattants d'Al-Qoussayr, après avoir encerclé la ville durant des mois, puisqu'ils ne recevront aucune aide de l'extérieur. Tant que les frontières turque et irakienne resteront ouvertes pour les insurgés, il ne pourra reprendre le nord, et se contentera de se maintenir dans les grandes villes et les bases militaires de la région. La partition Nord-Sud de la Syrie est donc appelée à se prolonger et à devenir durable en l'absence de règlement international de la crise syrienne. ♦

PKK : les implications régionales du processus de paix

Par Othman Ali
www.zamanfrance.fr

Bien que le traité de paix entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ait été signé par les deux parties, des défis internes subsistent. Et ses conséquences sur la Turquie et les autres pays du monde seront considérables. Si la paix s'instaure, tout le monde y gagnera, sauf l'Iran et la Syrie. L'ouverture de l'Iran au PKK et le double attentat de Reyhanli montrent à quel point ces deux pays veulent sortir de leur isolation régionale actuelle. L'Iran voit d'un mauvais œil ces négociations de paix entre la Turquie et le PKK qu'il voit comme une menace pour sa sécurité intérieure. Mais le soutien de l'Union européenne et des Etats-Unis au gouvernement turc montre bien que la question kurde a des dimensions à la fois régionales et internationales. Interviewé le mois dernier, Zübeyir Aydar, grande figure du PKK, a déclaré que le processus de paix pourrait mener à une collaboration entre Turcs et Kurdes, voire à une redéfinition des frontières entre la Turquie, l'Irak et la Syrie.

La région du Kurdistan turc convoitée par la Turquie ?

L'Irak et la Syrie connaissent actuellement une situation très instable avec les différentes communautés ethniques et religieuses dont l'influence croît de jour en jour sur leur territoire. Et la Turquie, comme tout autre pays de la région, pourrait profiter de cette situation. Etant donné que la région est susceptible d'assister à l'éruption de guerres civiles, que les Kurdes souhaitent couper les liens avec l'Irak et que la région possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz, ce territoire offre de nombreux intérêts pour la Turquie. En effet, Ankara ne peut se permettre de dépendre encore longtemps de l'énergie russe et iranienne. C'est pour cela que si cette situation instable évoluait en guerre civile, la Turquie n'hésiterait pas à s'emparer de la région du Kurdistan et à y établir une sorte de régime, à l'image de Hong Kong en Chine.

Téhéran et Damas inquiets de l'avancée du PKK



L'Iran s'inquiète du processus de paix pour différentes raisons, soutiennent des observateurs politiques. Si la paix s'instaure définitivement entre le gouvernement turc et le PKK, l'Iran sera le seul pays à n'avoir pas résolu le problème kurde sur son territoire. L'Iran comme la Syrie sont inquiets de l'avancée des militants du PKK qui se trouvent dans les monts Kandil près de leur frontière. Le PKK possède deux branches armées en Iran et en Syrie : le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) qui lutte contre le régime iranien et le Parti de l'union démocratique (PYD) qui contrôle actuellement les zones kurdes en Syrie. L'agence de presse iranienne Fars News a déclaré en janvier que le Premier ministre turc avait «commencé à mettre en place un plan américain et israélien pour mettre la population kurde d'Iran contre Téhéran via le PKK». La Radio-Télévision de la République islamique d'Iran à Téhéran a également publié une déclaration du 28 avril où la Turquie voulait faire de la région kurde d'Irak sa nouvelle alliée afin de «créer de la tension dans les régions kurdes iraniennes via le Kurdistan irakien» et de «se ranger du côté des Kurdes syriens pour s'opposer à Damas». C'est à ce moment là que l'Iran a décidé de s'ouvrir au PKK. En avril, Murat Karayilan, leader du PKK, a déclaré que les services de renseignements iraniens lui avaient proposé des armes qu'il a refusées. Côté économique, le conflit kurde a coûté plus de 300 milliards de dollars à Ankara. La fin du conflit pourrait permettre à la Turquie de financer ses projets de développement et de rivaliser avec l'Iran

pour une hégémonie régionale. Cette rivalité, qui a des dimensions multiformes, n'est pas limitée au Moyen-Orient mais s'étend au Caucase et à l'Asie centrale. De plus, si les Kurdes de Turquie obtenaient les droits pour lesquels ils militent (éducation en langue kurde...), les Kurdes d'Iran n'hésiteraient pas à se soulever pour demander des droits similaires.

Bagdad de plus en plus faible face au PKK

Enfin, si la trêve actuelle entre la Turquie et le PKK se maintient, elle pourrait affaiblir sérieusement la volonté du gouvernement irakien d'affirmer son pouvoir sur le Gouvernement régional du Kurdistan. Et le processus de paix pourrait rendre les relations plus tendues entre Bagdad et la province d'Arbil. Le gouvernement irakien s'est plaint au Conseil de sécurité de l'ONU que sa souveraineté avait été violée par les militants du PKK qui se sont rendus en Irak. Le gouvernement al-Maliki a déjà déclaré qu'il était inquiet que le PKK «puisse prendre possession de territoires irakiens pour déstabiliser d'autres pays de la région».

Avec le processus de paix, les pays du Moyen-Orient se situent donc à un carrefour de leur existence et sont indubitablement sur le point de connaître de profonds changements. ■

Changer de régime à Damas ne réglerait rien Une dictature en remplacera une autre

Gérard Chaliand

Géopoliticien

Les preuves de l'usage d'armes chimiques paraissent se multiplier mais, pour l'instant, la tenue d'une conférence sous l'égide des Etats-Unis et de la Russie concernant la Syrie est considérée comme prioritaire.

Pour que celle-ci débouche sur un compromis, il faudrait que les buts poursuivis par les Etats-Unis et la Russie soient convergents, ce qui n'est pas le cas. Entretemps, le conflit régional s'élargit car la Syrie n'est pas seulement en guerre civile. Elle est aussi le centre d'un affrontement généralisé entre sunnites et chiites.

L'Iran, avant même les élections de mi-juin, durcit sa position et entend poursuivre un bras de fer en Syrie afin que son propre régime ne soit pas mis en danger. L'Iran est de surcroît en butte à l'hostilité de l'Azerbaïdjan et de divers mouvements minoritaires en son sein. Le Hezbollah s'est pleinement engagé dans la bataille en Syrie et devra probablement en payer le prix au Liban. En Irak, le régime chiite de Bagdad, allié de la Syrie et de l'Iran, est de plus en plus victime d'actions violentes de la part des sunnites dépossédés de leur pouvoir par la malencontreuse intervention américaine – au moins à leurs yeux.

Le Hezbollah s'est pleinement engagé dans la bataille en Syrie et devra probablement en payer le prix au Liban

L'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres Etats du Golfe financent et arment des islamistes radicaux militants tandis que la Turquie, de son côté, œuvre pour hâter la chute du régime de Bachar Al-Assad.

L'origine du conflit – pour ne pas remonter à la succession disputée du Prophète, qui fonde la division des musulmans entre chiites et sunnites – a été la prise du pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, en Iran, en 1979. L'islamisme politique fait sa réapparition étatique – depuis celle de l'Arabie saoudite – dans un pays héritier d'une grande civilisation et dont les ambitions, d'emblée, paraissent considérables.

L'ayatollah, qui s'appuyait sur un cler-

gé organisé, se voulait le phare du monde musulman. Les Etats-Unis étaient désignés comme le « grand Satan » et Israël, avec lequel l'Iran n'avait aucun contentieux depuis sa création, était désigné comme l'adversaire absolu, afin de s'attirer l'adhésion des masses musulmanes.

Or l'Iran est d'abord persan et chiite, et on assista bientôt à une vive hostilité entre les Etats-Unis, dont le personnel de l'ambassade à Téhéran avait été longuement incarcéré, et les Arabes sunnites.

L'Irak de Saddam Hussein, appuyé par l'Occident et la plupart des Etats arabes, tentait entre 1980 et 1988 d'abattre le régime iranien en se présentant comme le « champion » des Arabes – et non des sunnites, son régime étant séculier. Des armes chimiques étaient utilisées par l'Irak, sans protestation de la part des Occidentaux. Pour finir, le dictateur irakien les utilisait contre les Kurdes d'Irak et annexait le Koweït (1990).

Pour sa part, l'Arabie saoudite, wahabite et conservatrice, gardienne d'un rigide sunnisme, favorise depuis quarante ans, à l'aide de subsides et de précheurs, le terreau de l'islamisme militant, de l'Afrique occidentale à l'Indonésie. L'intervention soviétique en Afghanistan, à la fin de 1979, donnait à l'Arabie saoudite l'occasion, avec le concours des Etats-Unis et du Pakistan, d'épauler un djihad sunnite.

Après une première guerre contre Saddam Hussein (1991), les Etats-Unis, au lendemain du 11 septembre 2001, décidaient de remodeler le « Grand Moyen-Orient ». Cette guerre de choix provoquait leur enlèvement en Irak et, de façon paradoxale, en favorisant les chiites, ajoutait un allié à leur adversaire principal, l'Iran, l'un des pays de l'« axe du mal ».

Le mouvement de contestation contre les dictatures, initié il y a trois ans en Tunisie, et gagnant par la suite l'Egypte, le Yémen et Bahreïn, où la majorité chiite a été muselée par l'arrivée de troupes saoudiennes – sans protestation internationale – débouchait finalement sur la Syrie.

Nous assistons à une guerre civile menée par une coalition nationale syrienne qui n'a pu fédérer les diverses fractions armées regroupées sous la tutelle de l'armée syrienne libre, favorisée par les Etats-Unis. Celle-ci est concurrencée par Jabhat Al-Nosra, lié à Al-Qaïda, et à commandement non syrien, mieux armée et organisée que l'armée syrienne libre, ainsi que par le Front islamique syrien (*Ahrar Al-Cham*), sans parler d'autres factions islamistes opérant plus ou moins sous l'égide de l'armée syrienne de libération.

La situation, on le voit, est complexe.

Peut-être une aide plus précoce aux mouvements non islamistes aurait-elle été souhaitable, bien que la coalition nationale soit dominée par les Frères musulmans.

Un temps, Ankara aurait souhaité intervenir en Syrie mais, en 2012, les Arabes ont signifié qu'ils préféreraient qu'ils s'en abstiennent. S'il devait y avoir une zone protégée par les aviations occidentales, celle-ci devrait, selon eux, se situer à la frontière jordanienne. Israël, dont le but majeur est d'affaiblir l'Iran et de lui interdire la possession du feu nucléaire – une guerre secrète est très durement menée –, a frappé des objectifs, en Syrie, qui auraient pu être dangereux entre les mains du Hezbollah.

Les minorités kurdes et druzes restent plutôt neutres, ne sachant pas quel statut leur sera proposé par l'éventuel vainqueur.

Le champ de bataille est chargé d'incertitudes. Des opinions diverses s'expriment à Washington sur l'opportunité d'une aide plus efficace qui ont pour origine les divisions des opposants au régime syrien. La première mesure consisterait à lever l'embargo sur la livraison d'armes lourdes. Pour les Etats-Unis et leurs alliés, le mieux serait la chute du régime, privant l'Iran d'un allié précieux et affaiblissant, du même coup, le Hezbollah. Pour ceux du Golfe qui soutiennent les islamistes militants, salafistes ou non, la chute du régime serait non seulement une victoire dans la contre-offensive que mènent les sunnites, mais une étape avant de se tourner vers l'Irak chiite de Nouri Al-Maliki. Ainsi, un nouvel équilibre pourrait se définir au Moyen-Orient.

Vu de Tel-Aviv, le résultat concret du « printemps arabe » est d'avoir affaibli l'Egypte et la Syrie. Ce sera bientôt le tour de l'Irak

Pour Israël, qui veille à ce que le Hezbollah n'engrange pas un arsenal sophistiqué, l'objectif principal reste l'affaiblissement de l'Iran des mollahs. Vu de Tel-Aviv, le résultat concret du « printemps arabe » est d'avoir affaibli l'Egypte et la Syrie. Ce sera bientôt le tour de l'Irak.

Dans l'hypothèse de la chute du régime de Bachar Al-Assad, l'alternative démocratique selon laquelle les minorités se verraient protégées et disposeraient de droits paraît très éloignée d'une

tradition despotique dans laquelle le vainqueur impose son ordre. On a vu, en Irak hier, et depuis, en Libye, la nature des régimes qui ont remplacé ceux qui les précédaient.

Pourtant la transition, en Irak, s'est passée sous l'égide des Etats-Unis, leurs troupes étant présentes. La Syrie est constituée d'une mosaïque à peine moins com-

pliquée que celle du Liban. Malgré l'existence de milieux éclairés, la tradition qui continue de prévaloir implique que le vainqueur l'emporte sans partage. Selon toute probabilité, après des règlements de compte âpres et cruels, une dictature en remplacera une autre.

Compte tenu de la montée des exactions mutuelles, celles de l'Etat étant,

comme toujours, les plus massives, la pression pour déboucher sur une solution va s'accélérer.

Les Etats-Unis et eux seuls peuvent décider d'en hâter le cours. ■

Le Monde

Vendredi 31 mai 2013

L'Union européenne en quête de stratégie face au conflit syrien

Diplomatie Divisés sur l'opportunité de livrer des armes aux rebelles, les Vingt-Sept ne proposent pas de solution politique à la crise

Analyse

Bruxelles

Bureau européen

C'est sans doute la formule du correspondant de guerre du *Times* qui aura le mieux résumé la décision prise, lundi 27 mai, par Paris et Londres de lever l'embargo sur les armes à destination de la Coalition nationale syrienne: « Armer les rebelles est loin d'être idéal, ne rien faire eût été pire. » Imposée de fait à leurs partenaires – dont certains, autrichiens ou tchèques, sont furieux –, l'option a été entourée de garanties de respect des codes de conduite européens et nationaux et assortie d'une date d'exécution différée, le 1^{er} août.

Il faut souligner qu'à ce stade ni la France ni la Grande-Bretagne n'ont jamais indiqué leur volonté d'envoyer effectivement des armes... Parce qu'elles mesurent bien toutes les difficultés pratiques de l'exercice. Parce qu'elles savent que le risque de les voir aboutir en de « mauvaises mains » peut d'autant moins être écarté qu'il n'y aurait, sur le terrain, aucune force de contrôle véritable. Parce qu'il va être extrêmement compliqué de suivre une double logique, celle de l'option militaire et celle de la diplomatie.

Car les Européens, désunis sur la méthode, sont au moins tous d'accord sur l'objectif: il faut forcer une

solution politique. D'où l'échéance du 1^{er} août, censée permettre à la négociation de progresser. Un camp estime que la menace d'armer les rebelles peut inciter le régime de Bachar Al-Assad à lancer toutes ses forces dans la bataille et plonger définitivement son pays dans l'abîme. D'autres – Paris et Londres – jugent, en revanche, que cela peut le ramener à la raison et, du même coup, à la table des négociations. Il est clair qu'au passage Français et Britanniques ont voulu s'assurer un rôle dans la possible négociation « Genève 2 », tout en posant un acte qui pourrait leur être utile à l'avenir, du moins si les forces d'opposition finissaient par l'emporter.

Impuissance et inaction

Lassées des hésitations de leurs partenaires, Paris et Londres ont fait le constat qu'en deux ans l'impuissance et l'inaction occidentales – Etats-Unis compris – ont entraîné ce qu'elles prétendaient éviter: la radicalisation d'une frange importante de la rébellion, un effet domino sur les pays voisins, l'implication directe de l'Iran dans le conflit. Sans évoquer le risque de partition du pays en vertu d'un clivage religieux. Et sans nier que le gouvernement conservateur de David Cameron a utilisé ce bilan très sombre comme un autre argument à charge contre l'Union européenne.

Les livraisons d'armes dans tout

cela? Une tentative de débloquer le processus diplomatique, un pari dont on n'est pas certain qu'il aurait un effet réel sur le terrain, un coup de poker. Auquel a répondu un coup de bluff de la Russie. En annonçant, au lendemain du conseil des ministres à Bruxelles, la livraison à Damas de missiles sol-air, Moscou a voulu marquer son territoire. Selon Moscou, ces missiles permettraient d'éviter « une intervention étrangère » en Syrie. Pourtant, la Russie devra tirer le constat que ses missiles S-300 ne changeront pas le rapport de force à court terme. Selon des experts, il faudra au moins un an pour les intégrer à l'architecture de défense syrienne et les déployer. Et quel-

ques mois de plus pour former des techniciens capables de les utiliser.

Incapable de définir une stratégie et une ligne susceptibles de ressouder les Vingt-Sept et d'offrir un espoir de solution au drame syrien, la diplomatie des Européens peut-elle encore rattraper le temps perdu? La tonalité des débats de lundi est de mauvais augure. Mais si les partenaires de Paris et de Londres veulent éviter l'embrasement généralisé qu'ils redoutent – auquel l'armement de la rébellion contribuerait peut-être –, il leur faut élaborer des solutions diplomatiques convaincantes et transformer l'UE en interlocuteur crédible aux côtés de Washington et Moscou. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Syrie

Bachar Al-Assad dit avoir reçu les premiers missiles russes S-300

JÉRUSALEM. Le président syrien, Bachar Al-Assad, a affirmé, jeudi 30 mai, que son pays « a reçu une première cargaison de missiles antiaériens russes S-300. Le reste de la cargaison arrivera prochainement », indique-t-il dans une interview à la télévision libanaise Al-Manar (proche du Hezbollah), ce que confirme le quotidien libanais *Al-Akhbar*. La presse israélienne de jeudi fait état, d'autre part, de propos récents de Yaakov Amidror, conseiller pour la sécurité nationale du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, selon lesquels Israël n'empêchera pas la livraison de ces missiles (par une frappe aérienne), mais interviendra avant que ceux-ci deviennent opérationnels. ■ **LAURENT ZECCHINI**

The Kurdish momentum in the Middle East

By OFRA BENGIO
www.jpost.com

The Kurds are now on the map, but much depends on them if they manage to use momentum to alter the geopolitical map to their own advantage.

Writing in the aftermath of the 1990 Gulf war about the Kurds of Iraq, Turkey and Iran, David McDowall was quite pessimistic about the prospects of Kurdish nationalism, saying: "One must doubt whether Kurdish nationalism can ever prevail against three hostile governments willing to apply ruthless methods to contain the challenge."

Paradoxically enough, McDowall's assumptions were based on his intimate knowledge of Kurdish history, which taught him that the 20th century was indeed one of the worst periods in the Kurdish people's annals. However, events at the turn of the 21st century tell a different story: The convergence of regional and international transformations together with the crystallization of a strong national movement in Greater Kurdistan made the crucial difference between the two eras.

To evaluate these tectonic changes one should examine them against the background of the changing paradigms among the Kurdish, regional and international players and to highlight the causes for these changes.

CHANGING PARADIGMS The image and self-image of the Kurds in the 20th century was that they were the ultimate victims of modern history; that "they have no friends but the mountains"; that they are inclined to tribalism and fratricide; and that they are passive actors being cards to play with by others. However, by the

beginning of the 21st century they have metamorphosed from victims to proactive players and game-changers in the region. Moreover, the Kurds have managed to internationalize their cause and mobilize support in Europe and other parts of the world.

In the past the Kurds lent themselves to the central government's policy of divide and rule both between the Kurds within one state as well as between Kurds of the different countries. The most glaring examples were the progovernment Kurdish auxiliary, the juhush in Iraq and the korucu in Turkey who fought against their Kurdish brethren, or the PKK of Turkey which fought against The KDP of Iraq. Now it seems quite unlikely that a new civil war among the Kurds will occur.

The dynamics of the 20th century were such that there were fears that the achievements of one part will be at the expense of the others. This may no longer be the case. In spite of ongoing rivalries and competitions the achievements of one part may empower the others since now, the borders are porous, and the mutual influences are much quicker and profound than before. There is now also a Kurdish center in Iraq.

Concurrently with the changes among the Kurdish players there were changes in the states themselves. The ethos of the nation-state has suffered a severe blow. Iraq is split into two parts, the Arab part and the Kurdish part, where a quasi-state was established. In Syria the collapse of the state triggered the establishment of a Kurdish autonomous region resembling in a way the Kurdish autonomous region established in Iraq in 1992. In Turkey the state had to give up the idea of a Turkish state for Turks and is now conducting a peace process with its fiercest enemy, the PKK. As to Iran, behind the

façade of a nation-state, the non-Persian ethnic groups, most importantly the Kurds, are only waiting for a trigger to challenge this hegemonic state.

Throughout, the states attempted to delegitimize the Kurdish national movement by labeling it a terrorist organization that should be put down by force. Recently, however, they began to internalize in the most agonizing way that it is in fact a national movement with which they should find a modus vivendi. Similarly, until not too long ago the states cooperated with each other against the Kurds. Now this seems almost impossible due to the transformations in the region and the changing geopolitical map. The most glaring example is that Ankara forsook its longstanding anti-Kurdish alliance with Baghdad for the sake of an alliance with the KRG against Baghdad.

At the same time there were changing paradigms in the international arena as well. In the 20th century the Kurdish issue was considered a domestic problem in which the international community and international organizations were reluctant to interfere. However, by the beginning of the 21st century this taboo was broken. In Iraq, for example, many countries are developing relations with the KRG against the will of Baghdad.

With regard to Turkey the solution of the Kurdish domestic issue became part and parcel of the EU's condition for accepting Turkey into its fold. In other words there formed a Gordian knot between Turkey's relations with the EU and the Kurdish domestic issue. In Syria too the PYD, the leading Kurdish party, which controls the autonomous region, had managed to publicize the Kurdish cause in Europe where its leaders are personae gratae in many capitals. Interestingly, unlike the PKK, its mentor, the PYD is not considered a terrorist organiza-

tion either by the EU or the US.

Another important development was that at the turn of the century the international community no longer upheld the notion of the sanctity of borders.

Thus, between 1990 and 2010 the number of states in the world grew from 151 to 192, most of which arose through secession. Thus, it is possible to say that in the 21st century there has been legitimization of new entities and states.

THE CAUSES FOR THE CHANGE The main trigger for the change was the coming of the Americans to the region in 2003, namely the war on Iraq, and their departure at the end of 2011.

This American move can be compared to the coming of the British to the region in the aftermath of World War I.

The common denominator in the two cases is that they triggered the opening up of the region's geopolitical map – with one major difference, namely that in the American case it was an unplanned consequence of the war on Iraq.

The other important causes for the change were the three interrelated revolutions, namely the revolution of the new media, the Arab revolutions, and the Turkish revolution with regard to its relations with the Kurdistan Regional Government and its capital, Irbil.

Turkey's revolutionary conceptualization of the KRG may be described thus: While in the past Irbil was perceived as part of Turkey's internal Kurdish problem, now it is being perceived as a partner to a possible solution. No doubt economic interests were a main driving force for Turkey's new approach.

Linked to this is the attractiveness of Kurdistan to the outside world because of oil and gas. While the prospects of finding oil in the Kurdistan region had at the end of World War I moved the British to annex the oil-rich Kurdistan region to Iraq, the attraction of this same oil →

⇒ to global companies has assisted the Kurds, maybe unintentionally, to begin disengaging from Iraq in the 21st century.

Another crucial factor is the role of the Kurdish diaspora, which is becoming engaged, politicized and a power to be reckoned with in the articulation of Kurdish nationalism and its goals. Yet, the most important factor is the growing assertiveness and cohesion of Kurdish nationalism in Greater Kurdistan.

AT A CROSSROADS, YET AGAIN The situation of the Kurds at the beginning of the 21st century resembles to an extent that of the early 20th century. In the aftermath of World War I and the division of the Kurdish homeland into four parts the Kurds were at a crossroads.

Will they be granted independence as promised in the Treaty of Sevres? Will they

have autonomy in the new Turkish state as promised by Kemal Ataturk, or will they be assimilated in the emerging new states? The latter alternative was the one which they did not choose but that was imposed upon them by the states for the next 80 years.

At the turn of the 21st century the Kurds are standing yet again at a crossroads, facing similar dilemmas and question marks. Will they have independence in the Iraqi part? Will they have an enduring autonomy in Syria? Or will they resign themselves to being equal partners in the Turkish and Iranian states? For all the similarities there are huge differences between the two eras.

While in the first case they were divided and separated, now the borders and the dividing lines are blurred. While in the first case other forces and players were acting upon and deciding for the Kurds, now the decision making has gradually shifted to

the Kurds. While in the first they were cut off from the outside world now they are much more visible and vocal.

Without purporting to predict the future, the following conclusions seem fairly certain: The pace of progress is likely to be different in each of the parts of Greater Kurdistan, but the synergistic effect will continue to reverberate.

The KRG is expected to move forward toward independence. As for the Kurds of Syria, they stand to hold on to their autonomy because they are much better organized than the other groups and because of their fair accomplishment on the ground.

Regarding the peace process between Turkey and the Kurds, it might face a lot of ups and downs, because the Turkish public is not ready yet to accept the notion of Kurdish nationalism, because the government might use the Kurdish card for tactical rea-

sons and because the Kurds themselves are quite bewildered with the sudden changes and do not have clear-cut goals. Whatever the results of the peace process, it will be difficult to turn back the wheel on it. As to the Kurds of Iran, they are greatly influenced by the developments in the other parts but they are waiting for the tectonic shift to reach Iran.

All in all, the Kurds have learned in the hard way how to deal with governments and not be solely the proverbial card manipulated by them. The Kurds are now on the map, but much depends on them if they manage to use this momentum to alter the geopolitical map to their own advantage. ■

The author is senior research associate at the Moshe Dayan Center at Tel Aviv University. She is the author of The Kurds of Iraq: Building a State within a State.



29 MAY 2013

The End of Iraq

Iraq is on the brink of civil war. Restless Sunni minorities are emboldened by Sunni opposition in Syria and entrenched authoritarianism by a Shia led government. The only solution is deeper de-centralisation or a break-up of Iraq itself.

RUSI (Royal United Services Institute)

By Ranj Alaaldin
www.rusi.org

Iraq faces the prospect of descending into another sectarian civil war, six years after the last war of its kind took the country to the brink. In 2006 and 2007, the bloody conflict between Shia and

Sunni communities claimed the lives of thousands and threatened to disintegrate the country. Partition was mooted as a solution and three separate regions were proposed: a Kurdish region to the north, a Sunni region in the centre and a Shia region in the south.[1]

That idea was soon dismissed, as differences started to be fought out at the ballot box and through the political process. Iraq's Sunnis, overwhelmed by Shia dominated institutions, the Shia dominated army and a mixture of different Shia death squads, opted to contest provincial and national elections, bringing Iraq's Sunnis back into government and giving Iraq a fragile but stable security and political environment. Those who supported partition or loose federalism lost the support of the Iraqi Arab electorate and fared abysmally in elections.

However, Iraq faces the possibility of territorial fragmentation once again. Civil war this time round will be different, far bloodier and with far-reaching consequences for Iraq and the region. Continued sectarian tensions in the country, exacerbated by and combined with the conflict in Syria, means that fragmentation is likely to be a certainty, rather than a moot point, should the country go through another episode of sectarian warfare. There will, in other ➤



► words, be no second chance for Iraq.

THE SLIDE TOWARDS CIVIL WAR

Reconciliation and sectarian divisions in Iraq started to take a turn for the worse back in December 2011. Mr Maliki unexpectedly issued an arrest warrant against the then vice-president, Tarek al-Hashimi, who fled the country and has been in self-imposed exile since. The nature and circumstances in which the arrest warrant was issued made the issue of the warrant's legitimacy a side issue. Firstly, Hashimi was a political rival to Mr Maliki and, secondly, security forces pursued Hashimi immediately after the US withdrawal from Iraq. Mr Maliki was criticised for consolidating his grip over the country and taking it toward authoritarianism.

To add insult to injury for Iraq's Sunni communities, one year later, in the same month, Mr Maliki moved once again against a prominent Sunni representative of theirs. This time it was finance minister Rafi al-Issawi's turn, whose staff and bodyguards were arrested on terrorism charges.

The December 2012 move on Issawi may have been miscalculated. Iraq's Sunnis in the north-western provinces immediately responded by initiating 'Arab Spring' style protests, demanding an end to the discrimination, persecution and marginalisation of Sunni Arabs. The protests included hardline neo-Ba'athist elements and displayed anti-Shia slogans, as well as support for Al-Qa'ida in Iraq (AQI).

Nearly six-months on, the protests show no sign of abating. Last month, the relationship between protesters and the Iraqi government turned violent, after Iraqi forces raided a protest camp in Hawija (Kirkuk), leading to a clash that left at least fifty dead and others injured.

The Hawija incident may have been a defining moment: calls for revenge were coming across Sunni constituencies and united tribal, religious and political Sunni figures. Moderate figures have been sidelined as a consequence of the state's use of force. Some influential tribal sheikhs continue to threaten war and have established a 'tribal army' to protect demonstrators. The 'tribal army' has already gone head-to-head with the Iraqi army.

A CLIMATE THAT FAVOURS EXTREMISTS

This re-militarisation of the Sunni community has dramatically increased the chances of a civil war taking place. But the war may have already started. Terrorist attacks are being launched against separate Sunni and Shia targets. Less than two weeks ago, at least forty-one people died when two bombs detonated outside a Sunni mosque in Baquba, 30 miles north of Baghdad. The bombings came after a spate of attacks targeting Iraq's Shia

constituencies across the country, two days before the attack on the Sunni mosque, when eleven blasts in one hour in Baghdad killed twenty-three and injured more than 100.

No specific Shia group has claimed responsibility for the attack on the Sunni mosque. Powerful militant Shia groups still exist in Iraq. However, AQI or other Sunni extremist groups could also be responsible, since they are not necessarily fixated on the sectarian identity of their targets.

Iraq's Shia controlled army and Shia elite have displayed restraint in resisting the temptation to strike back. That restraint, however, can only be tested so much. If terror attacks on Shia targets are sustained, the government will be unable to prevent autonomous militant groups from launching retaliatory attacks.

Much will depend on the role played by Sunni groups and leaders. It is still unclear whether they intend to strike a deal with the government to end the protests and whether this will be enough to convince more extreme elements. Moderate voices have been sidelined but will be crucial in reigning in the broader Sunni population and preventing them from joining the ranks of militant groups.

Yet, the domestic and regional climate favours the extremists.

Domestically, ethno-sectarian tensions are at their highest since the last civil war. In addition to Sunni-Shia tensions, Baghdad has also come close to armed conflict with the Kurdistan Regional Government (KRG) and remains at logger-heads with the Kurds over territorial and energy disputes.

Regionally, the ascendancy in Syria of Sunni militant, in some cases Islamic fundamentalist, groups and the flood of Gulf money going into the country is encouraging for Iraq's own militants, some of which have close ties with counterparts in Syria.

The ongoing conflict in Syria means that civil war in Iraq will yet again be regionalised but to a greater extent since the stakes are much higher. Undermining the Maliki-led government could weaken the Shia axis of powers that has so far kept the al-Assad regime in power. Iraq lies at the heart of this axis because of the close ties its Shia rulers have with Iran; it is an axis dominated by Iran but which also includes Hizbullah. Further, Baghdad has become a conduit through which Iran allegedly sends funds, arms and fighters to the Syrian regime. Iraq has also allowed (either wittingly or unwittingly) Iraqi Shia militias to join the ranks of the Syrian regime.

Triggering a civil war or launching an organised military campaign against the

Baghdad government could, therefore, galvanise Iraq's Sunnis, shift the momentum in Syria to Iraq and allow for a scenario in which the Sunni Arab world reverses its post-2003 defeat or, alternatively, severely weaken Iraq's Shia rulers and the Iranian influence in the region.

THE END OF IRAQ

A prolonged Syria-style civil war in Iraq will effectively signal the end of Iraq. Reconciliation has been given a chance, a decades' worth, since the removal of the former regime in 2003. Civil war would re-start the battle for the future of Iraq, only with negotiation and reconciliation being non-options, as both sides have already tasted what this actually means in practice.

The idea of dividing Iraq into autonomous regions, if not independent states, now has greater appeal than ever before. The first and most likely to declare independence could be the Kurds, should turmoil in Arab Iraq threaten their continued prosperity. Some Sunni provinces have already called for a Sunni region similar to the Kurdistan Region in the north, which has its own government, enjoys substantial autonomy and controls and manages its own security, energy resources and foreign relations. This month, the Sunni province of Salahaddin even went as far as unilaterally signing deals with international oil companies, without approval from Baghdad.

The creation of an autonomous Sunni region makes sense. Few, if any, of Iraq's Sunnis believe that the Shia are willing to treat them as equals. The past decade has provided ample evidence of that. A Sunni region gives them a powerful means of containing and competing with the Shia, in partnership with a potential Sunni-governed Syria that borders Iraq's Sunni provinces.

Centralism and the concentration of power in Baghdad has been a failed exercise, despite the loss of lives and the resources dedicated to it. The fragmentation of Iraq into separate autonomous regions is not a solution in and of itself. It is, however, a viable option that accommodates existing realities on the ground, that allows for a fairer balance of power between Sunni and Shia; and can be pursued through mechanisms already enshrined in the Iraqi constitution. ■

.....
Ranj Alaaldin is a Doctoral Candidate at the London School of Economics and Political Science, where he researches the history of Shia political mobilisation in Iraq. He is also a Senior Analyst at the Next Century Foundation.



Gilles Chenève

Ancien militaire et officier de renseignement ; auteur avec Victoire Escriva de l'ouvrage
Le réveil du monde arabe. Douze scénarios d'avenir (Éditions du Cygne, 2012)



L'Irak

post-Saddam Hussein : un nouveau régime autoritaire ?

Premier ministre depuis mai 2006, Nouri al-Maliki est un personnage controversé dans l'Irak post-Saddam Hussein. Dix ans après la chute de la dictature baasiste en avril 2003, ses opposants l'accusent d'être un nouveau despote s'appuyant sur la communauté chiite (environ 60 % des 31,13 millions d'Irakiens) pour se maintenir à la tête de l'État. Les tensions avec les Arabes sunnites et les Kurdes fragilisent un pays auquel Washington avait promis la démocratie.

Le 20 décembre 2012, dix hommes étaient arrêtés par la police en pleine zone verte, enclave sécurisée du centre de Bagdad (cf. carte p. 56), où se trouvent les principaux ministères et l'ambassade des États-Unis, sur simple présomption d'actes terroristes. Ces hommes étaient les gardes du corps de Rafi al-Issawi, le ministre des Finances, l'un des rares sunnites du gouvernement de Nouri al-Maliki. Cette arrestation pour le moins arbitraire – qui visait bien le haut fonctionnaire et non ses hommes – a déclenché une vague de colère dans les régions sunnites de l'Irak. La contestation est si forte dans le gouvernorat d'Anbar, fief des grandes tribus sunnites, qu'Al-Maliki a dû envoyer l'armée pour contenir les manifestants.

Ce mouvement de protestation, qui s'étend dans plusieurs gouvernorats (Anbar, Diyala, Nineveh, Salah ad-Din et Tammim), vient troubler un peu plus la précaire stabilité de l'Irak. Il s'ajoute à la violence terroriste, qui n'a pas connu de décrue en 2012, aux tensions avec les autorités régionales kurdes et aux vieux démons qui gangrènent l'État : corruption, inefficacité de l'administration, arbitraire de la police et de la justice. Plus d'un an après le départ des forces américaines, en décembre 2011, le gouvernement irakien peine à sortir le pays du chaos et à unifier les différentes composantes de la population autour d'objectifs fédérateurs. Il s'enferme dans une logique autoritaire et confessionnelle, consacrant – s'il en était encore besoin – l'échec de l'expérience américaine de démocratie imposée par les armes.

Les manœuvres d'Al-Maliki

La « spirale confessionnelle », selon l'expression du chercheur

français Pierre-Jean Luizard (cf. l'article de ce dernier, p. 26-31) (1), dans laquelle s'est enfermé le nouveau régime au cours des dernières années est certainement la cause principale de l'ornièr où le gouvernement irakien s'est enlisé. Il ne faudrait toutefois pas sous-estimer la responsabilité personnelle du Premier ministre. Celui-ci a pesé lourdement sur les orientations qu'a prises le pays depuis 2006. C'est lui qui a imaginé et organisé un processus de conquête progressive du pouvoir au profit

d'un clan et, au fond, à son profit. Stratégie et vision ne sont pas absentes de ce système qui présente des analogies avec celui qu'avait mis en place Saddam Hussein (1979-2003).

Nouri al-Maliki est né en 1950 à Abou Gharak, près de Hilla, dans le sud de l'Irak. Il a profité d'un environnement familial propice à l'engagement politique puisque son grand-père a été ministre et a eu un rôle actif dans la révolution de 1920 contre les Britanniques. Ainsi, à vingt ans, Al-Maliki adhère au parti islamique chiite Dawaa alors qu'il poursuit des études de littérature arabe et de théologie à Bagdad. À l'époque, cette formation fait l'objet d'une répression sévère, ce qui l'oblige à s'exiler en Syrie (1979-1982) puis en Iran (1982-1990), avant de retourner à Damas. Il revient au pays en 2003, après la chute du régime de Saddam, pour présider une commission chargée de la « débaasification » de l'Irak. Cette mission, qu'il accomplit de manière méthodique, lui permet d'accéder à la présidence de Dawaa, sans pour autant passer pour une personnalité chiite de premier plan. En 2006, il est conseiller du Premier ministre Ibrahim al-Jaafari (2005-2006), alors que ce dernier est contraint d'abandonner son poste, car les Kurdes et les sunnites refusent finalement qu'il soit reconduit pour un second mandat après les élections législatives de décembre 2005.

Ce parcours a forgé le caractère d'Al-Maliki. La répression lui a donné l'habitude du secret et de la clandestinité. L'histoire accidentée de l'Irak lui a appris à jouer des circonstances et à savoir changer d'alliés au gré des rapports de force. Son exil en Iran lui a permis d'y établir des amitiés durables. Enfin, il a toujours compté sur lui-même dans sa carrière : travailleur acharné, il a développé un caractère obstiné et autoritaire. Il n'a pas de vulnérabilité apparente (ni buveur, ni joueur, ni homme à femmes, ni amateur de luxe). Extrêmement méfiant, il s'appuie sur un nombre très limité de collaborateurs.

Son absence de charisme lui a permis d'apparaître comme une figure consensuelle. C'est parce qu'on le pensait influençable qu'il a été choisi en 2006 comme Premier ministre. Or c'est tout le contraire qui s'est produit : Al-Maliki a prouvé qu'il avait une forte personnalité, aussi astucieuse qu'impitoyable. Toutefois, au-delà de son caractère, quelle stratégie a-t-il mise en œuvre pour concentrer entre ses mains toujours davantage de pouvoir ? Le Premier ministre ne se perd pas en tournées dans le pays ni en visites protocolaires dans les grandes capitales étrangères : il passe son temps à manœuvrer sur la scène intérieure irakienne. Il reçoit dans son bureau à longueur de journée des courtisans, des fidèles et même des adversaires. Il a pour obsession de tisser des alliances pour consolider son pouvoir, tout en s'acharnant à affaiblir celui des groupes rivaux. Ainsi, fin 2011, lorsqu'il a tendu la main au mouvement chiïte Assaib al-Haq pour avoir son soutien contre des compensations financières, Al-Maliki cherchait à fragiliser le courant de Moqtada al-Sadr (2). De même, au milieu de l'année 2012, il a obtenu le ralliement aussi soudain qu'imprévu de Salali al-Moutlaq, l'un des leaders sunnites jusque-là parmi les plus vindicatifs à son égard. Ces manœuvres incessantes, qui reposent sur des techniques de pression, de séduction et d'intimidation, n'accaparent pas seulement l'emploi du temps d'Al-Maliki, mais aussi celui de ses proches conseillers. Ceux-ci sont d'ailleurs toujours sur la défensive, car le Premier ministre est capable de les révoquer du jour au lendemain pour un faux pas ou un manque de loyauté. Comme Saddam Hussein, Al-Maliki transforme les autres responsables politiques en valets... ou en ennemis jurés.

Au-delà des manœuvres, il joue sur le sentiment national. Avec, parfois, un certain succès. Au cours de l'année 2011, il n'a pas cédé devant l'obstination des généraux américains qui rêvaient de voir Bagdad les supplier de prolonger leur mandat. Son discours ferme sur la nécessité pour l'Irak de recouvrer sa souveraineté, qui s'est traduit par le départ précipité des forces américaines, lui a valu un grand prestige auprès de la population irakienne, lassée de neuf ans d'occupation. Le Premier ministre

est également crédité de la sortie du chaos de la guerre civile (même si la situation sécuritaire est loin d'être apaisée en 2013). Désireux de réintégrer le pays au sein de la Ligue arabe, il a organisé avec succès son sommet à Bagdad en mars 2012, le premier en Irak depuis 1990. Comme Saddam Hussein en son temps, il flatte l'orgueil national arabe, en s'opposant aux Kurdes dans les territoires disputés du nord (cf. l'article d'Arthur Quesnay, p. 42-47), et joue la carte « panarabe » (sunnites et chiïtes) quand elle sert ses intérêts.

~ Mise en place d'un pouvoir chiïte

Pourtant, même s'il s'en défend, Al-Maliki installe progressivement le pouvoir entre les mains des chiïtes. Il est profondément marqué par la discrimination dont sa communauté, et tout particulièrement les responsables religieux, a été victime avant 2003. Il voue une haine aux dirigeants de l'ancien régime et met tout en œuvre pour éliminer les derniers d'entre eux du paysage politique. Les principaux leaders sunnites ont été écartés ou marginalisés. L'exemple le plus frappant est celui de Tarek al-Hachemi, vice-président de la république. Alors que les troupes américaines étaient en train de quitter le territoire, Al-Maliki a fait arrêter en décembre 2011 des gardes de sécurité de cet opposant sunnite emblématique avant de leur extorquer des aveux : accusé de terrorisme, Al-Hachemi n'a eu d'autre recours que de fuir le pays, avant de se voir condamné à mort par contumace par la justice irakienne en septembre 2012. Il vit aujourd'hui en Turquie.

Les sunnites font l'objet d'une épuration méthodique de toutes les instances du pouvoir. La coalition « laïque » Al-Iraqiyya (constituée pour les élections de mars 2010) s'est progressivement désagrégée. La domination des chiïtes



Al-Maliki, fortement protégé, dans la zone verte de Bagdad en 2009.

© AFP Photo/Amr al-Rubayy

n'a pas seulement une dimension politique : les principaux partis sont inspirés par la religion et suivent les orientations de personnalités de référence : Dawaa s'inscrit dans la ligne du grand ayatollah libanais Mohammed Hussein Fadlallah (1935-2010), le parti sadriste suit l'enseignement du grand ayatollah Mohammed Sadiq al-Sadr (1943-1999), père de Moqtada. Les manifestations et les commémorations religieuses chiïtes, longtemps interdites, ont fait un retour en force et imprègnent le quotidien de la société irakienne. La police et même l'armée sont réquisitionnées pour interdire des comportements « déviants » (consommation d'alcool, discothèques) qu'on reproche à demi-mot aux sunnites d'avoir laissés se diffuser sous l'ancien régime. En ce sens, Al-Maliki diffère

radicalement de Saddam Hussein, qui s'était attaché à occulter les appartenances communautaires dans l'espace public.

Ce paysage chiite est marqué par l'influence de l'Iran. Nombre de personnalités irakiennes de premier plan ont des liens très forts avec le grand voisin où elles ont parfois été exilées pendant plusieurs années. Pour autant, dire que Téhéran tire les ficelles serait faux. Al-Maliki a besoin de son soutien, mais il ne veut pas tomber sous la tutelle des mollais iraniens.

~ Militarisation, corruption et clientélisme

L'Irak compte 271 400 militaires et 531 000 hommes répartis dans les différents services de police dépendants du ministère de l'Intérieur, selon des chiffres 2011 du *Military Balance 2012* de l'Institut international d'études stratégiques. Ces effectifs pléthoriques – plus de 800 000 hommes – s'expliquent par la lutte contre le terrorisme, priorité (au moins affichée) du pouvoir, mais aussi par l'intégration progressive des milices issues des années de guerre. Al-Maliki exerce une autorité presque directe sur ces forces de sécurité et refuse de devoir passer par des intermédiaires qui pourraient prendre trop d'importance. Pour commander effectivement les forces, il a conservé les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur, ne désignant que des hommes « faisant fonction de ministre ». Saadoun al-Dulaymi (à la Défense) risque d'autant moins de faire de l'ombre à Al-Maliki qu'il est à la fois issu de la minorité sunnite et spécialisé avant tout... dans la culture.

Le Premier ministre utilise à sa guise ses prérogatives dans le domaine de la sécurité : mobilisation de forces dans les territoires disputés pour faire pression sur le gouvernement kurde, déploiement d'unités à la frontière syrienne pour interdire le passage aux réfugiés syriens, utilisation du prétexte de la lutte contre le terrorisme (3), quadrillage et intimidation de la société par les services de renseignement. En ce sens, le nouveau régime n'a rien inventé : le fonctionnement d'un État policier et militaire est étrangement analogue à celui pratiqué sous Saddam Hussein.

Dans le système Al-Maliki, les institutions sont utilisées au service de la captation du pouvoir. À l'exception du Parlement (encore indépendant), elles relèvent toutes du Premier ministre, y compris la justice. Tous les postes prestigieux (ministres, gouverneurs, présidents d'entreprises publiques, etc.) sont attribués à la discrétion du chef du gouvernement, selon une dynamique qui entretient la corruption et l'arbitraire. À titre d'exemple, lorsqu'un gouverneur est nommé, il s'empresse de désigner autour de lui des personnes de son clan et s'emploie à tirer le meilleur profit de son mandat. Un ministre perçoit des commissions des contrats conclus avec les sociétés privées, un commandant de police fait prélever des dîmes sur les infractions commises dans sa circonscription, etc. Les postes sont considérés comme des faveurs octroyées par le pouvoir, et en cas de disgrâce, la chute est souvent douloureuse. Enfin, les règles institutionnelles sont sans cesse interprétées et contournées et les

engagements pris par le Premier ministre, jamais respectés. Ce qui ne l'empêche pas d'invoquer la Constitution à chaque fois que ses adversaires politiques s'en écartent à leur tour. L'analogie avec le système de l'ancien régime est, là aussi, saisissante.

~ Quelles forces d'opposition politique reste-t-il ?

Les années d'occupation américaine, puis la stratégie suivie par Al-Maliki ont eu pour effet de radicaliser les camps et de confessionnaliser les clivages politiques.

~ Les Kurdes constituent la force d'opposition la plus sérieuse et la plus organisée, capable de défier le pouvoir fédéral. Désarmés par le départ des Américains, qui jouaient un rôle d'arbitre entre le nord et le centre irakien, ils ont été extrêmement actifs dans la recherche de nouveaux soutiens et leviers de puissance. Et le premier d'entre eux, c'est le pétrole. Tablant sur des réserves de 45 milliards de mètres cubes et sur une production d'un million de barils par jour en 2015, 2 millions en 2019, selon le gouvernement kurde, Erbil a conduit une politique agressive en direction des grandes compagnies pétrolières et a signé plusieurs contrats avec elles, dont Chevron, ExxonMobil, Gazprom Neft et Total en 2012. En leur offrant des conditions économiques avantageuses, Erbil en a fait des alliés de fait dans son combat contre le pouvoir central (4). Les autorités kurdes les incitent même à prospecter des champs dans les territoires disputés afin de sanctuariser ces zones qu'elles entendent administrer. Toutefois, les Kurdes sont divisés. Massoud Barzani, président de la région autonome et leader charismatique, dispose d'une grande autorité sur le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mais pas sur l'ensemble des Kurdes. Jalal Talabani, président de la république irakienne en exercice et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), est hors jeu politiquement en raison de son état de santé, après avoir souffert d'une attaque cérébrale, rendue publique le 18 décembre 2012.

~ Les sunnites représentent une force d'opposition puissante dans les gouvernorats du centre et de l'ouest, notamment grâce à la structuration des réseaux tribaux. Mais ils ont été considérablement marginalisés sur le plan politique. L'accord d'Erbil de novembre 2010, qui a mis fin à une longue crise, prévoyait un partage du pouvoir et l'accès de sunnites à des responsabilités importantes. Toutefois, la plupart des personnalités sunnites ont été contraintes d'abandonner leur poste : Tarek al-Hachemi (vice-président), Sinan al-Shabibi (gouverneur de la Banque centrale irakienne) et Rafi al-Issawi (ministre des Finances). La stratégie d'Al-Maliki a obligé les principaux dirigeants sunnites à se soumettre en s'aliénant leur base ou, au contraire, à entrer dans une opposition frontale, synonyme pour eux de prison ou d'exil. La seule personnalité d'envergure encore active est Oussama al-Nujeifi, puissant à Mossoul. Reste le poids des tribus, notamment dans le gouvernorat occidental d'Anbar. Elles pourraient être encouragées par l'issue de la crise en Syrie, dont les sunnites sortiraient renforcés.

Les sadristes exercent un poids politique important, avec le plus grand nombre de députés (40 sur 325) au Conseil des représentants, la chambre basse du Parlement, ainsi qu'une capacité de mobilisation populaire très forte à Bagdad et dans le sud du pays. Moqtada al-Sadr, leur dirigeant, s'appuie à la fois sur la religion et le sentiment national. Reste à savoir s'il représente une véritable alternative au modèle politique actuel.

Le Parlement résiste au pouvoir d'Al-Maliki. Organisé en un grand nombre de partis (le plus souvent structurés sur des bases confessionnelles), eux-mêmes regroupés au sein de listes établies lors des dernières élections législatives de 2010, il est capable d'opposer au gouvernement des majorités de blocage. En effet, la Constitution confère au Parlement un rôle fondamental pour l'approbation des projets de loi, les nominations importantes et le vote du budget. Toutefois, les coalitions hétéroclites qui s'y forment ne permettent pas de dégager une alternative politique à l'exécutif actuel. La motion de censure déposée contre Al-Maliki mi-2012 n'avait pas recueilli une majorité suffisante pour aboutir.

Le clergé de Nadjaf est dans une position ambivalente. La hiérarchie chiite souhaiterait exercer une influence plus

forte sur les évolutions politiques et sociales en Irak. Mais elle ne parvient pas à le faire car, précisément, la religion s'impose partout, au moins en apparence : pèlerinages suivis massivement, calendrier chiite réhabilité dans l'espace public, portraits des imams à tous les coins de rue, etc. En outre, les hauts dignitaires religieux n'ont pas la « force de frappe » financière dont dispose le pouvoir. Le grand ayatollah Ali al-Sistani fait toujours figure de référence spirituelle, mais il ne parvient pas à peser sur la scène politique. Il est très critique quant à la gestion des affaires du pays, mais refuse de s'impliquer : il n'a aucun contact avec Al-Maliki, ni avec les autres hommes politiques.

Quelles perspectives ?

Après des décennies de guerres, d'embargo, puis d'occupation américaine, la souveraineté retrouvée n'a pas permis à l'Irak de s'engager sur la voie de la cohésion nationale et de la démocratie. Au contraire, en restant obnubilé par la consolidation du

pouvoir, Nouri al-Maliki a dressé contre lui des forces de plus en plus puissantes. En 2013, le pays est enlisé dans l'autoritarisme, la corruption, le confessionnalisme et l'insécurité. Certes, le gouvernement a réussi à relancer massivement la production de pétrole et à réduire (relativement) la violence terroriste. Mais l'Irak est au bord de l'implosion.

Si le pouvoir veut éviter un démembrement du pays, il doit trouver une formule politique susceptible de rassembler plus largement. Il lui faut imaginer un système politique inclusif, organisant un partage du pouvoir entre composantes politiques, tribales et religieuses. Une redistribution transparente et équitable de la rente pétrolière permettrait de mieux diffuser le sens de l'intérêt national. L'Irak dispose de ressources pour développer des services publics, accueillir des investissements étrangers et

créer des emplois. Cette approche pourrait se concevoir plus facilement dans une formule fédérale.

Au contraire, si le pouvoir persiste dans sa logique confessionnelle et sa dérive autoritaire, il va pousser la minorité sunnite à rechercher les appuis turc et saoudien, entraînant vraisemblablement en retour une réaction iranienne. À la faveur de l'évolution en Syrie, les provinces sunnites de l'ouest pourraient défier le pouvoir central et réclamer leur autonomie, voire faire sécession. Les provinces kurdes pourraient exiger leur indépendance pour mettre fin aux contentieux sur le partage des revenus du pétrole et ne plus dépendre de Bagdad. L'est et le sud du pays évolueraient en un « chiïstan » qui échapperait difficilement à la tutelle de Téhéran. Les puissances régionales (Turquie, Iran et Arabie saoudite) rivaliseraient en Irak à travers des zones d'influence.

Il n'y a guère d'illusions à se faire sur la capacité du gouvernement à engager le pays dans l'option vertueuse. Al-Maliki ne semble pas avoir conscience du risque d'éclatement que court l'Irak aujourd'hui. Mais, s'il persiste dans sa logique d'affrontement avec les Kurdes et les sunnites, il pourrait être désavoué dans son propre camp. Si le clergé de Nadjaf lui retire son soutien, les principaux responsables chiïtes suivraient. Le coup de grâce pourrait être porté par le leadership iranien, qui ne veut pas du chaos en Irak. Toutefois, même une personnalité chiïte plus équilibrée, adoubee par les mollahs, devrait être particulièrement inspirée pour sauver l'unité du pays. ■

GILLES CHENÈVE

(1) Hélène Sallon, « Un an après le retrait américain, l'Irak dans la spirale communautaire », entretien avec Pierre-Jean Luizard, in *Le Monde*, 4 janvier 2013.

(2) Assaib al-Haq est un groupe dissident du courant de Moqtada al-Sadr, dont il s'est séparé en 2004. Opposé aux sadristes, il est utilisé par le pouvoir pour diviser le mouvement chiïte.

(3) Un Commandement des opé-

rations du Tigre a été créé en juillet 2012 afin d'unifier les forces de sécurité de plusieurs provinces dans la lutte contre le terrorisme. En réalité, cet état-major sert à déployer des unités pour reconquérir les « territoires disputés ».

(4) Pour Bagdad, une compagnie pétrolière qui signe un contrat avec la Région autonome du Kurdistan doit abandonner toute idée d'opérer dans le reste de l'Irak.

...NOTES...

AUTONOMIE EN IRAK, POUR PARLERS EN TURQUIE

Chance historique pour les Kurdes

L'annonce de négociations entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a créé la surprise. Elle confirme la place nouvelle prise par la « question kurde » pour tous les acteurs régionaux, place confirmée par l'insurrection en Syrie. Ayant échappé au contrôle de Bagdad depuis 1991, le Kurdistan irakien espère catalyser et concrétiser les revendications nationales d'un peuple oublié de l'histoire.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL VICKEN CHETERIAN *

ERBIL, capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, est une ville en pleine expansion. Les maisons en briques font place à des centres commerciaux, à des hôtels et à des immeubles d'habitation. La banlieue se couvre de quartiers à peine terminés ou encore en chantier pour accueillir les nouvelles couches moyennes. Les magasins proposent des matériaux de construction, des meubles, des appareils ménagers. Les larges avenues sont encombrées de 4 x 4. Des Irakiens de tout le pays viennent ici faire des courses ou passer du bon temps. Des hommes d'affaires libanais, des marchands turcs, des travailleurs indiens de l'hôtellerie s'installent pour faire fortune.

La sécurité et l'argent du pétrole ont transformé la province poussiéreuse qu'était naguère le Kurdistan irakien en un havre de paix, un endroit à la mode pour toute la région. Mais cette prospérité a aussi sa face cachée. La dépendance à l'égard de l'or noir a amené les autorités à négliger l'agriculture : la majorité des produits alimentaires sont désormais importés. Et les inégalités se creusent.

L'histoire a malmené les Kurdes. Après la chute de l'Empire ottoman, quand les puissances européennes ont dessiné de nouvelles frontières, ils ont été oubliés, privés d'Etat, et sont restés éparpillés entre quatre pays : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. A l'époque, leur mouvement national était faible ; mais la marginalisation, la discrimination et la répression allaient le faire progresser inexorablement, quoique non sans à-coups. « Les Kurdes eux-mêmes ont été en partie responsables des difficultés passées, rappelle l'historien Jabar Kadir. Leurs divisions sont le reflet d'anciens émirats kurdes et des affiliations tribales qui se sont maintenues dans les partis politiques. »

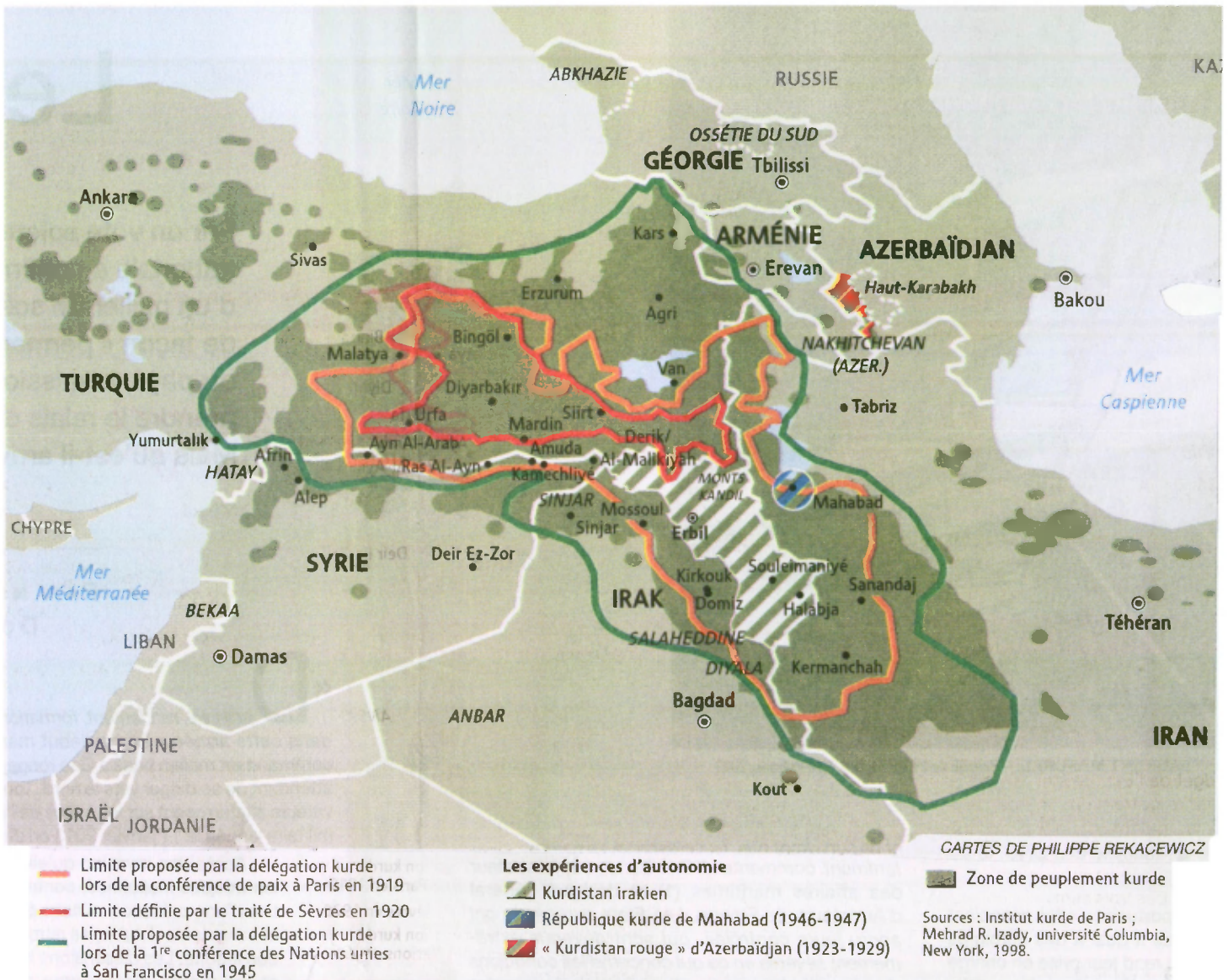
* Journaliste. Auteur de *War and Peace in the Caucasus : Ethnic Conflict and The New Geopolitics*, Columbia University Press, New York, 2012 (1^{re} éd. : 2009).

La querelle de Kirkouk pèse sur les relations entre Bagdad et Erbil

Or, « pour la première fois des temps modernes, se réjouit Kadir, l'histoire donne leur chance aux Kurdes. Tout a commencé avec l'invasion irakienne du Koweït, en 1990, et avec l'intifada [révolte] kurde qui s'en est suivie. L'interdiction de survol imposée par les Etats-Unis à l'aviation de Saddam Hussein a fait de la région kurde un refuge sûr, protégé des incursions du pouvoir central, et a rendu possible l'élection d'un Parlement dans des conditions pourtant difficiles, le régime de Hussein étant toujours en place ». Pour la première fois, les Kurdes irakiens ont eu pour alliée une puissance lointaine, et même une superpuissance : les Etats-Unis.

En 2003, l'invasion de l'Irak (1) et le renversement de la dictature baasiste ont permis aux *peshmergas*, les combattants kurdes, de faire mouvement vers le sud et de s'emparer d'une partie de l'arsenal de Hussein. La consécration du statut de région autonome du Kurdistan par la Constitution de 2005 a suscité espérances et revendications chez les Kurdes des pays voisins. La formation d'une région kurde, avec son autonomie, son Parlement et ses *peshmergas* officiellement reconnus, en a fait le centre de gravité de toute la politique kurde, et un acteur important sur la scène politique du Proche-Orient.

Au moment où les armées américaines renverraient le régime de Hussein, les Kurdes d'Irak dispo-



étaient de la seule force politico-militaire organisée. Ils ont donc pu fournir un appui important aux troupes d'invasion, et ont formé le noyau central de la nouvelle armée nationale. C'est pourquoi un grand nombre de hauts responsables en Irak sont d'origine kurde, à commencer par le président Jalal Talabani, le ministre des affaires étrangères Hoshiyar Zebari et le chef d'état-major, le général Babaker Zebari.

Mais cette présence à Bagdad ne s'est pas traduite par une réelle influence politique. C'est ce qu'a révélé la crise qui a éclaté au mois de novembre 2012 entre le premier ministre Nouri Al-Maliki et les autorités kurdes. En juillet 2012, M. Al-Maliki avait créé une nouvelle force militaire dénommée Commandement des opérations Djila. A sa tête, le général Abdelamir Al-Zaydi a introduit des unités d'infanterie et de blindés dans les régions se trouvant au sud de Kirkouk, puis, en mars 2013, dans la province de Sinjar, dont la population est majoritairement kurde et yézidie (2). Les dirigeants kurdes s'en sont alarmés, et ont dépêché sur place des milliers de *peshmergas*. La crainte d'un nouveau conflit est réelle, et les pourparlers entre les deux parties n'ont rien résolu.

Les politiciens kurdes irakiens présentent leur région comme un refuge sûr pour les minorités; une vision des choses quelque peu idyllique. A Erbil, dans

le quartier d'Ainkawa, la population chrétienne a certes conservé son style de vie traditionnel. Alors que, par le passé, les *peshmergas* avaient combattu diverses communautés chrétiennes, la répression subie sous le règne du Baas a créé un sentiment de solidarité entre Kurdes, Assyro-Chaldéens (3) et yézidis. Mais, à Kirkouk, des tensions persistent entre l'administration et sa police – à dominante kurde – et les populations turkmènes et, surtout, arabes.

La querelle de Kirkouk est l'un des héritages de l'époque baasiste, quand Bagdad imposait une politique d'arabisation dans cette région stratégique dont le sous-sol recèle 10 % des réserves d'hydrocarbures du pays. Trois cent mille Kurdes, ainsi que des Assyro-Chaldéens et des yézidis, ont été chassés de leurs terres, et des tribus arabes installées à leur place. Certains des nouveaux habitants étaient originaires d'Anbar; d'autres étaient des chiites du Sud. A la suite de l'invasion américaine, les *peshmergas* ont pris le contrôle de ces régions. L'article 140 de la nouvelle Constitution préconise la «rectification» des injustices en encourageant les colons arabes à regagner leur région d'origine, moyennant des compensations et une aide au retour. A l'issue de ce processus, un recensement devait être effectué, prélude à un référendum pour savoir si la région serait incluse ou non dans le Kurdistan. Celui-ci, initialement

prévu pour 2007, a été reporté sine die.

La situation à Kirkouk illustre l'affrontement entre Arabes et Kurdes, entre Bagdad et Erbil (4). La ville fait partie des territoires disputés qui s'étendent vers le sud jusqu'aux provinces de Salaheddine et de Diyala. La police y est aux mains des Kurdes, et la région est contrôlée politiquement par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigée par M. Talabani, alors que des unités de l'armée centrale stationnent sur place. Tout mouvement de troupes suscite des protestations à Erbil, où l'on s'inquiète des contrats d'armes mirobolants que Bagdad négocie avec Moscou.

D'autre part, la région kurde s'oppose à Bagdad sur le statut des *peshmergas*. Pour elle, ces combattants font partie du dispositif de défense nationale. Ils devraient être financés et pourvus en armements lourds par l'Etat, tout en conservant leur autonomie; ce que refuse Bagdad, qui souhaite les soumettre au commandement central.

Enfin, la querelle porte sur les revenus du pétrole et du gaz. Selon la Constitution, le Kurdistan devrait recevoir 17 % du budget de l'Etat, lequel est principalement alimenté par le pétrole (5), source de la prospérité kurde, mais également unique cordon ombilical reliant les régions kurdes au reste de l'Irak. Bagdad accuse les responsables d'Erbil de ne pas respecter les règles et d'exporter des hydrocarbures via la Turquie à son seul profit, sans reverser ces revenus au budget central. Mais ces ressources sont de toute manière limitées, la production de la région kurde ne dépassant pas trois cent mille barils par jour.

Ankara mise désormais sur le président Barzani

Si ces conflits ne trouvent pas de solution, c'est en partie en raison de l'animosité croissante entre le premier ministre Al-Maliki et le président de la région kurde, M. Massoud Barzani. Celui-ci a joué un rôle-clé dans la tentative de l'opposition parlementaire de renverser M. Al-Maliki, en juin 2012. La manœuvre a échoué, mais elle a provoqué des frictions entre les deux hommes. A Erbil, les critiques adressées au premier ministre sont sévères. «*Al-Maliki n'a pas la confiance du peuple irakien*», déclare M. Falah Moustafa, ministre des affaires étrangères du Kurdistan. Chef d'état-major et proche de M. Barzani, M. Fouad Hussein renchérit : «*Son bureau est une usine à fabriquer des problèmes.*»

Il ne faut pas sous-estimer les peurs que la pression militaire du gouvernement central réveille au sein de la minorité kurde. Depuis la naissance de l'Etat irakien, au lendemain de la première guerre mondiale, celle-ci a souffert des politiques autoritaires de Bagdad. La répression est devenue massive à partir de 1963, avec l'arrivée au pouvoir des baasistes, dont le nationalisme arabe intransigeant devait prendre une dimension génocidaire lors de la guerre contre l'Iran (1980-1988) : personne ici n'a oublié le gazage de cinq mille Kurdes à Halabja (6).

Et il y a maintenant de nouvelles raisons d'avoir peur : tout conflit armé dans la région de Kirkouk nuirait à l'économie du Kurdistan, mettrait un terme aux investissements, ferait fuir les multinationales. «*Bagdad nous envie notre sécurité et notre prospérité*, lance M. Hussein. *Mais la stabilité existe aussi à Bassora et à Nassiriya; alors, pourquoi ne répare-t-on pas dans ces régions le réseau électrique et le circuit de distribution d'eau, pourquoi n'y construit-on pas des hôpitaux et des écoles, au lieu d'acheter des avions de chasse F-16 ?*»

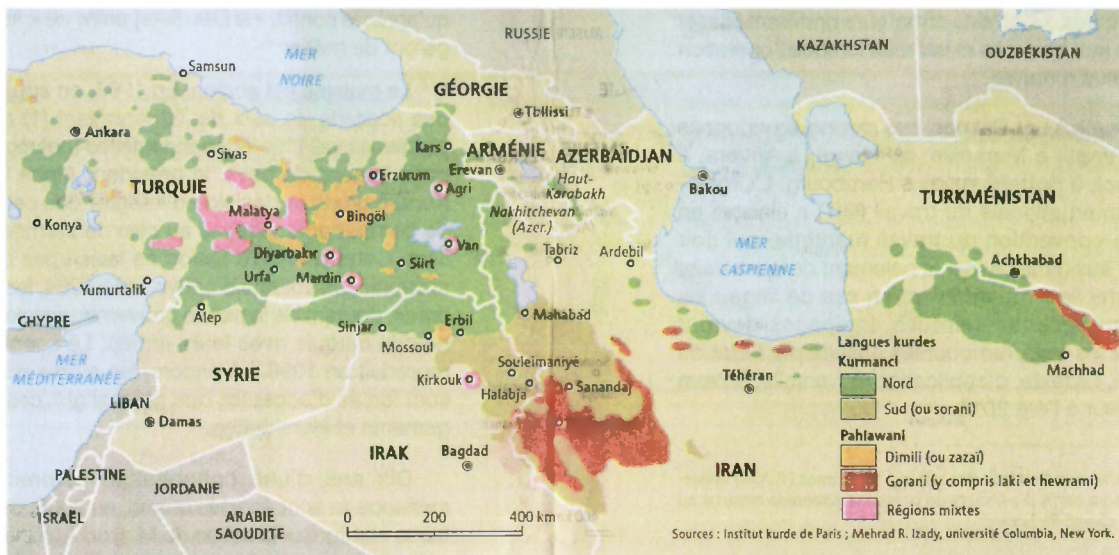
Du moins la pression exercée par le gouvernement central a-t-elle contribué à unir les formations politiques kurdes, dont les divisions sont légendaires. Même le président Talabani, pourtant toujours prêt à négocier avec les partis arabes, a dû critiquer le comportement de Bagdad, exigeant le retrait des troupes et la dissolution du Commandement des opérations Dijla. Et la société s'est ressoudée, alors même que la fracture s'était accentuée entre une classe dirigeante qui s'est enrichie rapidement, notamment grâce à la rente pétrolière, et le reste de la population : en mars 2011, alors que le monde arabe se soulevait, des manifestations visant des bâtiments officiels avaient lieu à Souleimaniyé et à Kout.

Les tensions avec Bagdad ont aussi entraîné un rapprochement inattendu entre Erbil et Ankara. En 2003, la Turquie s'était opposée à l'invasion de l'Irak : elle craignait que le renversement du régime de Hussein ne conduise à la création d'un Etat kurde, ce qui aurait donné des espoirs à l'importante population kurde de Turquie. Celle-ci reste particulièrement rétive depuis le début de l'insurrection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en 1984. Récemment, pourtant, les relations se sont améliorées de manière spectaculaire.

Le commerce international du Kurdistan passe par la Turquie, et des sociétés turques y investissent massivement : elles comptent profiter du pétrole de la région de Kirkouk, qui, malgré la présence d'unités de l'armée nationale irakienne, se trouve de facto sous le contrôle des autorités kurdes (7). D'abord très hostile aux autorités kurdes, la Turquie a pris acte de la nouvelle situation et a trouvé en M. Barzani un interlocuteur de confiance. Traditionnelle défenseuse de la communauté turkmène d'Irak, elle se pose désormais aussi en championne de l'autonomie des Kurdes de ce pays. Tandis que les médias internationaux se focalisent sur l'influence de l'Iran en Irak, Bagdad s'inquiète donc surtout de l'influence grandissante d'Ankara auprès de certaines personnalités politiques. Celle-ci se fait également sentir auprès de politiciens sunnites : l'ancien vice-président Tarek Al-Hachémi, accusé de liens avec le terrorisme, a trouvé refuge en Turquie.

Les tensions entre Bagdad et Erbil placent M. Talabani et son parti en position délicate. Deuxième parti kurde après le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'UPK a toujours entretenu de bonnes relations avec l'Iran. Elle s'est donc trouvée partie prenante du nouvel axe Téhéran-Bagdad, tandis que le PDK penche de plus en plus du côté turc. Or le mauvais état de santé de M. Talabani ne lui permet plus de jouer un rôle pacificateur sur la scène politique.

Mais l'avenir des Kurdes d'Irak dépendra aussi



de la bataille qui se joue en Syrie. « Une occasion en or s'offre à nous, se réjouit M. Behjet Bashir, représentant à Erbil du Parti démocratique kurde de Syrie. Nous devons nous y préparer, car il est peu probable qu'elle se représente. Plusieurs scénarios sont envisageables en Syrie, mais, même dans le pire des cas, les Kurdes seront gagnants, car ils seront au moins les maîtres chez eux. »

En effet, les Kurdes syriens semblent sur le point de récolter les fruits de la révolution. Eux aussi ont été maltraités par le régime baasiste, qui, acquis au nationalisme arabe, a refusé de reconnaître leur identité. Ils ont été marginalisés politiquement et économiquement ; quelque cent mille d'entre eux se sont vu retirer leur citoyenneté, et le pouvoir a amené des tribus arabes à s'installer dans les régions où ils vivaient. Lorsqu'une révolte a éclaté à Deir Ez-Zor, en 2004, après une bagarre entre supporters de football, la répression a été féroce. Il était également interdit aux Kurdes de Syrie d'enseigner leur langue, alors que d'autres minorités installées dans la même aire géographique, comme les Arméniens ou les Assyro-Chaldéens, jouissaient du droit d'ouvrir leurs propres écoles. Était également interdite la célébration publique du Newroz, le Nouvel An kurde. Les noms des villes et des villages ont été arabisés, et les manuels scolaires expurgés de toute référence à l'identité kurde (8).

Pourtant, parallèlement, la Syrie n'a pas hésité à accueillir des groupes armés kurdes venus des pays voisins afin d'exercer des pressions sur Bagdad ou Ankara. C'est à Damas, où il a longtemps résidé, que M. Talabani a fondé son organisation, en 1975. Mais c'est un autre parti, venu du nord, qui s'est le mieux implanté parmi les Kurdes de Syrie : le PKK.

Les régions kurdes de la Syrie n'ont pas été le berceau de l'insurrection en cours. Malgré quelques grandes manifestations à Kamechliyé – la principale ville kurde –, on n'y a pas rejoint la phase armée de la révolution. En août 2011, lors de la formation par l'opposition du Conseil national syrien (CNS), les Kurdes ont demandé une reconnaissance solennelle de leurs souffrances passées et des engagements quant à leur identité culturelle et à leur autonomie politique. Le CNS y a vu une marque de chauvinisme, et les a invités à se fondre dans le mouvement

révolutionnaire, en remettant à la future Syrie démocratique la résolution des problèmes de ce type. L'annonce de la création du CNS a été faite à Istanbul, et l'Armée syrienne libre (ASL) avait pour base la province turque de Hatay ; les Kurdes syriens favorables au PKK ont donc soupçonné l'opposition d'être manipulée par Ankara.

Quant aux autorités de Damas, elles ont pris soin d'éviter l'ouverture d'un nouveau front dans le Nord-Est. En 2011, elles ont remis trois cent mille documents de citoyenneté à des Kurdes et ont fait libérer nombre de prisonniers politiques. Ce qui n'a pas mis un terme à la répression des militants, tel Machaal Tammo, assassiné chez lui en octobre 2011.

Au cours de l'histoire, les Kurdes de Syrie n'ont jamais revendiqué l'autonomie auprès de Damas, d'autant qu'ils sont assez dispersés. Cela les a rendus sensibles à l'appel des deux mouvements plus puissants du Nord (Turquie) et de l'Est (Irak). Le premier à affirmer une identité kurde a été le Parti démocratique de l'union (PYD), qui, affilié au PKK, a su profiter de l'ancrage de ce dernier en Syrie (9).

Fondé en 1978 à Ankara par des étudiants kurdes, le PKK s'est lancé dans la lutte armée contre la Turquie quelques années après le coup d'Etat militaire de 1980. Il a trouvé un soutien à Damas, où s'est installé son chef historique, M. Abdullah Öcalan. Il a pu établir des camps d'entraînement dans la vallée libanaise de la Bekaa, alors sous domination syrienne. Et il a pu librement recruter parmi les Kurdes de Syrie : les jeunes qui le rejoignaient étaient dispensés du service militaire obligatoire. Les estimations varient, mais entre sept mille et dix mille Kurdes syriens seraient morts sous le drapeau du PKK (10) et, à ce jour, un bon tiers des guérilleros PKK stationnés dans les montagnes du nord de l'Irak sont d'origine syrienne.

Des combattants enrôlés afin de « jouer un rôle en Syrie »

En 1998, la Syrie, menacée de guerre par la Turquie, a fermé les bases du PKK et expulsé son chef, qui a finalement été arrêté par des agents de

Diversité et divisions

LES KURDES sont éparpillés entre quatre pays du Proche-Orient : l'Irak, la Turquie, l'Irak et la Syrie. Leur nombre oscille entre 25 et 35 millions selon les estimations.

Turquie : avoisinant les 20 millions d'individus, ils vivent essentiellement dans l'est du pays, même si nombre d'entre eux ont émigré vers les grandes villes de l'ouest. Leur représentation parlementaire est assurée par le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), qui compte une vingtaine de députés et qui est proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le dirigeant de celui-ci, M. Abdullah Öcalan, a ouvert des négociations, à partir de sa prison, avec le gouvernement pour mettre fin à la lutte armée.

Irak : ils seraient environ 5 millions. Le Kurdistan irakien est une entité politique fédérale reconnue par la Constitution, qui garantit son autonomie. Deux grands partis la dominent : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par M. Massoud Barzani, qui préside aussi la région ; l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), conduite par M. Jalal Talabani, également président de l'Irak.

Syrie : la communauté kurde approcherait les 2 millions de personnes. Elle vit principalement dans le nord-est du pays, mais reste dispersée. Le Parti démocratique de l'union (PYD), proche du PKK, est le plus influent. Il existe aussi un Conseil national kurde, proche de M. Barzani, qui regroupe seize partis ; avec le PYD, il a créé le Comité supérieur du Kurdistan.

Iran : au nombre de 8 millions environ, ils ont participé à la révolution de 1979, avant de s'opposer au régime. Leur organisation, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), fondée en 1945, milite pour l'indépendance régionale et la laïcité, mais a été très affaiblie par la répression. Depuis 2004, une organisation liée au PKK, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), mène des actions armées ; ses bases arrière se trouvent dans le Kurdistan irakien.

SAMIR HAMMA.

la sécurité turque au Kenya, où il s'était réfugié. Après quoi, le vent a tourné. Damas a établi de bonnes relations avec Ankara et emprisonné des centaines de membres du PKK. Celui-ci s'est retrouvé très affaibli après l'arrestation de son chef, et ses combattants se sont retirés dans les monts Kandil, dans le nord-est de l'Irak. Ses militants étaient alors traqués dans tous les Etats de la région. « La montagne est le seul ami du Kurde », proclame un vieux dicton.

Mais les révolutions arabes ont changé la donne. A la fin de l'année 2011, des centaines de combattants PKK-PYD sont descendus des montagnes pour prendre position dans le nord de la Syrie, qu'ils appellent le « Kurdistan occidental ». Quand les batailles de Damas et d'Alep ont éclaté, à l'été 2012, le régime ne pouvait plus contrôler l'ensemble du pays, et ses forces se sont retirées de certaines villes kurdes. En juin 2012, les militants du PYD ont pris le contrôle de Derik / Al-Malikiyah, d'Ayn Al-Arab, d'Amuda et d'Afrin. « Le régime est fini, sa présence faiblit de jour en jour. Nous ne pouvons donc conclure aucune alliance avec lui », explique M. Husein Kojer, porte-parole du PYD. Selon lui, les accusations de complicité entre le PYD et Damas « proviennent de Turquie. Des centaines de nos martyrs sont morts sous la torture dans les prisons du Baas ».

La démonstration de force du PYD a suscité la méfiance des autres partis et attisé l'inquiétude d'Ankara (11). Avec l'aide des autorités kurdes irakiennes, les seize partis kurdo-syriens qui ont formé le Conseil national kurde (KNC) ont constitué leurs propres forces, recrutant parmi les milliers de jeunes Kurdes qui avaient déserté les rangs de l'armée syrienne pour trouver refuge dans le camp de Domiz, dans le nord de l'Irak.

Des officiers *peşmergas* ont ainsi pu enrôler

quelque mille six cents combattants et les ont entraînés en vue de « jouer un rôle en Syrie une fois que le régime se sera effondré, créant un vide du pouvoir », selon M. Barzani (12). Face aux craintes suscitées par le possible affrontement entre le PYD et ses rivaux, le président du Kurdistan a joué les médiateurs lors de deux réunions tenues en juin et en novembre 2012 à Erbil. Ses efforts ont abouti à la création d'une instance de coordination politique et militaire entre le PYD et le KNC : le Comité supérieur du Kurdistan. Si les relations demeurent tendues, on ne signale pour l'instant aucun incident.

Le second danger qui plane est celui d'une guerre entre les combattants kurdes et les rebelles syriens. Plusieurs affrontements se sont déjà produits à Afrin et à Alep, dans le quartier d'Ashrafiyeh. Le plus sérieux s'est déroulé à Ras Al-Ayn, en novembre 2012. Il a opposé pendant trois jours des militants kurdes et des brigades islamistes liées à Ghouraba Al-Cham et au Front Al-Nousra. Une trêve a été conclue, mais elle n'a pas été respectée, et des heurts violents se sont de nouveau produits en janvier 2013. Un second cessez-le-feu a été conclu, sous l'égide notamment de l'opposant Michel Kilo.

Si les régions kurdes de Syrie devaient tomber sous l'influence du PKK-PYD, elles se retrouveraient prises entre deux puissances antagonistes : la Turquie au nord et les rebelles syriens au sud. Or elles forment un territoire long et étroit, peu propice aux combats de guérilla. Les Kurdes syriens se retrouvent donc face à un choix ; un choix qui pourrait leur être facilité par les négociations entre le PKK et Ankara.

Le 1^{er} janvier 2013, les médias turcs ont révélé l'existence de pourparlers entre M. Öcalan, le dirigeant du PKK, et les services de renseignement

turcs. Ces négociations semblent avoir atteint un stade avancé, et les députés kurdes au Parlement turc ont été conviés à rendre visite à M. Öcalan dans sa prison pour confirmer la volonté d'Ankara de négocier. Le 9 janvier 2013, trois militantes du PKK, dont Sakine Cansiz, cofondatrice du parti, étaient assassinées à Paris. De source kurde (13), on voit dans ces meurtres l'œuvre de tueurs à gages, l'objectif de leurs commanditaires étant de faire capoter les négociations en cours. Les obsèques des trois femmes ont eu lieu à Diyarbakır, la grande ville kurde du sud-est de la Turquie, en présence d'une foule nombreuse. Les pancartes brandies n'appelaient pas à la vengeance, mais à la paix.

Le chef du PKK annonce la fin de la lutte armée

En dépit de ces assassinats, les négociations entre Ankara et le PKK ont continué. Le 21 mars, jour du Nouvel An kurde, la lettre de M. Öcalan, dans laquelle il annonce la «*fin de la lutte armée*», a été lue devant une foule immense à Diyarbakır. Le dirigeant emprisonné a aussi demandé aux guérilleros du PKK de se retirer de Turquie et de déposer les armes. Les chefs dans les monts Kandil ont immédiatement annoncé que leurs combattants, dont le nombre est estimé à trois mille cinq cents, commenceraient à se replier.

Ces événements sont d'autant plus inattendus que l'année 2012 avait vu une escalade des actions

du PKK. Pour certains, ces pourparlers seraient liés aux ambitions électorales du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui voudrait devenir un président fort et respecté. Il est toutefois difficile de prédire si les deux interlocuteurs parviendront à surmonter les multiples obstacles, dont le moindre n'est pas leur manque de confiance mutuelle. Quoi qu'il en soit, ces développements auront également des conséquences pour l'avenir de la Syrie, où les combats s'intensifient.

VICKEN CHETERIAN.

(1) Lire le dossier «Bilan d'une intervention occidentale», *Le Monde diplomatique*, mars 2013.

(2) Les yézidis sont des adeptes d'une religion monothéiste qui parlent un dialecte kurde.

(3) Les Assyro-Chaldéens sont chrétiens et parlent une langue néo-araméenne.

(4) Stefan Wolff, «Governing (in) Kirkuk : Resolving the status of a disputed territory in post-American Iraq», *International Affairs*, vol. 86, n°6, Londres, 2010.

(5) Le budget irakien pour 2013 s'élève à 87 milliards d'euros.

(6) Lire Kendal Nezan, «Quand "notre" ami Saddam gazait ses Kurdes», *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

(7) Ben Van Heuvelen, «Turkey weighs pivotal oil deal with Kurdistan», *The Washington Post*, 11 décembre 2012.

(8) «Group denial : Repression of Kurdish political and cultural rights in Syria», Human Rights Watch, novembre 2009, www.hrw.org

(9) Le PYD a son propre bras armé, les Yekineyen Parastina Gel (YPG, ou Unités de défense populaires).

(10) Jordi Tejel, *Syria's Kurds*, Routledge, Londres et New York, 2009.

(11) Cf. Ilhan Tanir, Wladimir Van Wilgenburg et Omar Hossino, «Unity or PYD power play? Syrian Kurdish dynamics after the Erbil agreement», The Henry Jackson Society, Londres, 2012.

(12) Jane Araf, «Massoud Barzani : Flying the Kurdish flag», Al-Jazira, 29 juillet 2012, www.aljazeera.com

(13) «Erdogan to continue PKK talks despite Paris murders», Al-Monitor, 13 janvier 2013, www.al-monitor.com